

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

---

ANNUAIRE

2019-2020



Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ, La Haye, Pays-Bas  
Téléphone : +31 (0) 70 302 23 23  
Site Internet : [www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)



Le présent ouvrage a été réalisé par le Greffe  
de la Cour internationale de Justice

This book has been produced by the Registry  
of the International Court of Justice

Tous droits réservés par la Cour internationale  
de Justice (Organisation des Nations Unies)

All rights reserved by the International Court  
of Justice (United Nations)

ISSN 0074-445X  
ISBN 978-92-1-003878-2

<b>N° de vente</b> <b>Sales number:</b>	<b>1217</b>
--	-------------

© 2022 CIJ/ICJ, Nations Unies/United Nations  
Tous droits réservés/All rights reserved

Imprimé en France/Printed in France

ANNUAIRE

2019-2020



YEARBOOK

2019-2020



INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

---

YEARBOOK

2019-2020



Peace Palace, Carnegieplein 2, 2517 KJ, The Hague, Netherlands  
Telephone: +31 (0) 70 302 23 23  
Website: [www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)

## AVANT-PROPOS

Publié depuis 1947, l'*Annuaire* de la Cour internationale de Justice présente, dans un format bilingue, des informations au sujet de l'activité judiciaire de la Cour, de son organisation, de sa compétence, ainsi que de la procédure suivie par elle.

Le présent volume de l'*Annuaire*, qui porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> août 2019 au 31 juillet 2020, constitue le soixante-quatorzième volume de cette publication annuelle.

L'*Annuaire*, rédigé par le Greffe de la Cour, n'engage cette dernière d'aucune façon. Les résumés des décisions qui y figurent ne sauraient être invoqués à l'encontre du texte même de celles-ci, dont ils ne constituent pas une interprétation.

Le greffier de la Cour



Philippe GAUTIER

## FOREWORD

Published since 1947, the *Yearbook* of the International Court of Justice provides information in a bilingual format on its judicial activities, organization and jurisdiction, together with the procedure that it follows.

The present volume of the *Yearbook*, covering the period from 1 August 2019 to 31 July 2020, is the seventy-fourth in this annual series.

The *Yearbook* is produced by the Registry and in no way involves the responsibility of the Court. The summaries of decisions that it contains cannot be invoked against the actual texts of those decisions and do not constitute an interpretation of them.

Philippe GAUTIER

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Gautier', with a stylized flourish at the end.

Registrar of the Court

## SOMMAIRE

	<i>Page</i>
<b>Première partie.</b> De l'activité de la Cour entre le 1 <sup>er</sup> août 2019 et le 31 juillet 2020	2
I. Des activités judiciaires . . . . .	2
II. Des autres activités . . . . .	36
<b>Deuxième partie.</b> De l'organisation de la Cour et de son Greffe . . . . .	42
I. De la Cour . . . . .	42
II. Du Greffe . . . . .	51
<b>Troisième partie.</b> De la compétence de la Cour et de la procédure suivie par elle	65
I. De la compétence de la Cour . . . . .	65
II. De la procédure suivie par la Cour . . . . .	85
*	
Annexes . . . . .	97
Table des matières . . . . .	200

## SUMMARY

	<i>Page</i>
<b>Part one.</b> Activity of the Court between 1 August 2019 and 31 July 2020 . . . . .	2
I. Judicial activity . . . . .	2
II. Other activities . . . . .	36
<b>Part two.</b> Organization of the Court and its Registry. . . . .	42
I. The Court . . . . .	42
II. The Registry. . . . .	51
<b>Part three.</b> Jurisdiction of the Court and the procedure followed by it . . . . .	65
I. Jurisdiction of the Court . . . . .	65
II. Procedure followed by the Court . . . . .	85
*	
Annexes . . . . .	97
Table of contents . . . . .	200

## INTRODUCTION

La Cour internationale de Justice (CIJ), qui a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas), est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946.

La Cour est le seul des six organes principaux des Nations Unies dont le siège n'est pas à New York. Elle a eu pour devancière la Cour permanente de Justice internationale (CPJI), instituée par le pacte de la Société des Nations en 1920 et dissoute en 1946. Composée de quinze juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, la CIJ est indépendante du Secrétariat des Nations Unies. Elle est assistée par un Greffe, son propre secrétariat international, dont l'activité revêt un aspect judiciaire et diplomatique, ainsi qu'un aspect administratif. Ses langues officielles sont le français et l'anglais.

Aussi appelée « Cour mondiale », la CIJ est la seule juridiction universelle à compétence générale. Elle a une double mission consistant, d'une part, à régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats (par des arrêts qui ont force obligatoire immédiate et ne sont pas susceptibles d'appel) et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes des Nations Unies et les institutions du Système dûment autorisées à le faire.

L'*Annuaire* présente, dans une première partie, l'ensemble de l'activité de la Cour — tant sur le plan judiciaire que sur un plan plus général — entre le 1<sup>er</sup> août 2019 et le 31 juillet 2020. Sont ensuite exposés, dans une deuxième partie, l'organisation de la Cour au travers de sa structure et de son administration et, dans une troisième partie, le fonctionnement de la Cour sous l'angle de sa compétence et des procédures suivies par elle.

Des annexes retraçant l'histoire de la Cour et sa pratique de 1946 à nos jours viennent compléter les différentes parties de l'ouvrage.

## INTRODUCTION

The International Court of Justice (ICJ), which has its seat at the Peace Palace, in The Hague (Netherlands), is the principal judicial organ of the United Nations. It was established by the Charter of the United Nations in June 1945 and began its activities in April 1946.

Of the six principal organs of the United Nations, it is the only one not located in New York. It had as its predecessor the Permanent Court of International Justice (PCIJ), which was instituted by the League of Nations in 1920 and was dissolved in 1946. Composed of fifteen judges elected for a nine-year term by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, the ICJ is independent of the United Nations Secretariat. It is assisted by a Registry, its own international secretariat, whose activities are both judicial and diplomatic, as well as administrative. Its official languages are English and French.

Also known as the “World Court”, it is the only court of a universal character with general jurisdiction. It has a two-fold role: first, to settle, in accordance with international law, legal disputes submitted to it by States (its judgments have immediate binding force and are without appeal); and, second, to give advisory opinions on legal questions referred to it by duly authorized United Nations organs and agencies of the System.

The first part of the *Yearbook* sets out the Court’s activities — both judicial and more general — between 1 August 2019 and 31 July 2020. The second part focuses on the organization of the ICJ through its structure and administration, and the third part on the functioning of the Court through its jurisdiction and the procedures that it follows.

Annexes describing the history of the Court and its practice since 1946 supplement the various parts of the publication.

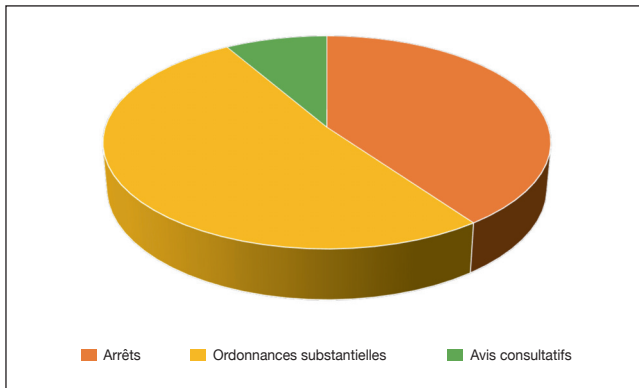
PREMIÈRE PARTIE  
DE L'ACTIVITÉ DE LA COUR  
ENTRE LE 1<sup>er</sup> AOÛT 2019 ET LE 31 JUILLET 2020

I. DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES

*A. Présentation générale*

La première affaire inscrite au rôle général de la Cour (*Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*) a été introduite le 22 mai 1947. Entre cette date et le 31 juillet 2020, la Cour a été saisie de 151 affaires contentieuses, et 27 procédures consultatives ont été engagées devant elle (la liste détaillée figure en annexe 1 du présent *Annuaire*, p. 100). Elle a en tout rendu 133 arrêts et 28 avis consultatifs. Elle a par ailleurs rendu 590 ordonnances, dont 419 portaient sur des questions de délais (fixation ou prorogation) pour le dépôt de pièces de procédure, les 171 autres sur des points plus substantiels (mesures conservatoires (pour 47 d'entre elles), demandes reconventionnelles, intervention, radiation du rôle, désignation d'experts, etc.).

Les procédures ayant eu lieu pendant la période considérée sont présentées ci-dessous.



*1. Nouvelle affaire*

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire*, une nouvelle affaire a été portée devant la Cour.

Le 11 novembre 2019, la Gambie a déposé une requête introductive d'instance contre le Myanmar concernant des violations alléguées de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (la « convention sur le génocide ») que l'armée du



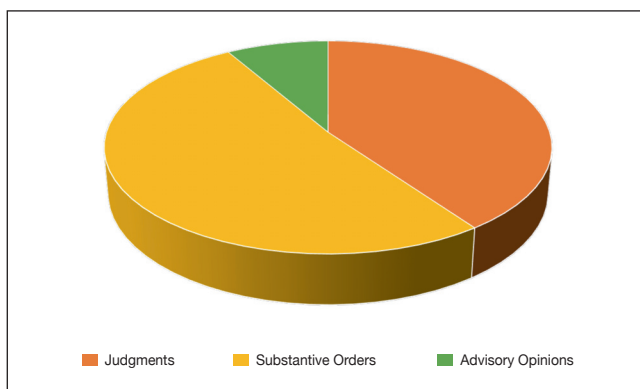
PART ONE  
ACTIVITY OF THE COURT  
BETWEEN 1 AUGUST 2019 AND 31 JULY 2020

I. JUDICIAL ACTIVITY

*A. General Overview*

The first case entered in the General List of the Court (*Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*) was submitted on 22 May 1947. Between then and 31 July 2020, 151 contentious cases and 27 advisory procedures have been brought before the Court (the full list of the proceedings can be found in Annex 1 of this *Yearbook*, p. 100). In all, the Court has rendered 133 Judgments and 28 Advisory Opinions. It has also made 590 Orders. While 419 of those Orders concern the fixing or extension of time-limits for the filing of written pleadings, the other 171 relate to more substantive matters (provisional measures (47 Orders), counter-claims, intervention, discontinuance, appointment of experts, etc.).

The proceedings held before the Court during the period under review are presented below.



*1. New case*

During the period under review in this *Yearbook*, one new case was brought before the Court.

On 11 November 2019, The Gambia filed an Application instituting proceedings against Myanmar concerning alleged violations of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (the “Genocide Convention”), which

Myanmar (connue sous le nom de «Tatmadaw») et d'autres forces de sécurité du pays avaient, selon elle, commis contre le groupe rohingya. Dans sa requête, la Gambie prie la Cour de dire et juger notamment que le Myanmar a manqué aux obligations que lui impose la convention sur le génocide, qu'il doit immédiatement mettre fin à tout fait internationalement illicite, qu'il doit satisfaire à ses obligations de réparation au profit des victimes d'actes de génocide appartenant au groupe rohingya et qu'il doit offrir des assurances et des garanties de non-répétition des violations de ladite convention. Le demandeur entend fonder la compétence de la Cour sur le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de celle-ci et sur l'article IX de la convention sur le génocide, à laquelle sont parties les deux Etats. La requête était également assortie d'une demande en indication de mesures conservatoires visant à protéger les droits du groupe rohingya et ceux de la Gambie au titre de la convention sur le génocide.

## 2. Audiences

Entre le 1<sup>er</sup> août 2019 et le 31 juillet 2020, la Cour a tenu des audiences publiques en cinq affaires.

La Cour a tout d'abord tenu, du 2 au 6 décembre 2019, des audiences sur le fond dans les affaires de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)* et de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)*.

La Cour a ensuite entendu, du 10 au 12 décembre 2019, les observations orales de la Gambie et du Myanmar concernant la demande en indication de mesures conservatoires présentée par le demandeur en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)*.

La Cour a par la suite entendu, du 17 au 21 février 2020, les plaidoiries des Parties sur le fond en l'affaire relative aux *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)*.

La Cour a enfin tenu, le 30 juin 2020, une audience par liaison vidéo sur la question de sa compétence en l'affaire de la *Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)*. Le Venezuela n'a pas participé à cette audience.

## 3. Décisions

Douze décisions ont été rendues au cours de la période considérée.

Le 8 novembre 2019, la Cour a rendu son arrêt sur les exceptions préliminaires soulevées par la Fédération de Russie en l'affaire relative à l'*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)*. Le 14 juillet 2020, elle a rendu ses arrêts sur le fond dans les affaires de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)* et de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)*.

The Gambia claims were committed by the Myanmar military (known as the “Tatmadaw”) and other security forces in the country against the Rohingya group. In its Application, The Gambia requests the Court to adjudge and declare, *inter alia*, that Myanmar has breached its obligations under the Genocide Convention, that it must cease forthwith any such ongoing internationally wrongful act, that it must perform the obligations of reparation in the interest of the victims of genocidal acts who are members of the Rohingya group, and that it must offer assurances and guarantees of non-repetition of violations of the Genocide Convention. The Applicant seeks to base the jurisdiction of the Court on Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court and on Article IX of the Genocide Convention, to which both States are parties. The Application also contains a request for the indication of provisional measures seeking to protect the rights of the Rohingya group and those of The Gambia under the Genocide Convention.

## 2. Hearings

Between 1 August 2019 and 31 July 2020, the Court held public hearings in five cases.

First, from 2 to 6 December 2019, the Court held hearings on the merits in the cases concerning the *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)* and the *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)*.

Next, from 10 to 12 December 2019, the Court heard the oral observations of The Gambia and Myanmar on the request for the indication of provisional measures submitted by the Applicant in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)*.

Subsequently, from 17 to 21 February 2020, the Court heard the oral arguments of the Parties on the merits in the case concerning *Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)*.

Finally, on 30 June 2020, the Court held a hearing by video link on the question of its jurisdiction in the case concerning the *Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)*. Venezuela did not participate in the hearing.

## 3. Decisions

Twelve decisions were delivered during the period under review.

On 8 November 2019, the Court rendered its Judgment on the preliminary objections raised by the Russian Federation in the case concerning *Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)*. On 14 July 2020, the Court delivered its Judgments on the merits in the cases concerning the *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)* and the *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)*.

La Cour a, en tout, rendu neuf ordonnances pendant la période considérée. Par une ordonnance en date du 23 janvier 2020, elle s'est prononcée sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la Gambie en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)*. Huit autres ordonnances de fixation ou de prorogation de délais ont été rendues par la Cour.

#### 4. Mesures adoptées par la Cour pour assurer la continuité des activités relevant de son mandat pendant la pandémie de COVID-19

En réponse à la pandémie de COVID-19, la Cour a adopté en mars 2020 une série de mesures visant à contenir la propagation du virus et à protéger la santé et le bien-être de ses juges et fonctionnaires et de leurs familles, tout en assurant la continuité des activités relevant de son mandat.

Ces mesures, qui tenaient compte des recommandations formulées par l'Organisation des Nations Unies et les autorités du pays hôte, les Pays-Bas, ont été régulièrement réexaminées et mises à jour. Elles comprenaient la suspension temporaire des réunions et séances en présentiel de la Cour, la suspension de tout voyage officiel et la mise en place du télétravail.

Des mesures supplémentaires ont été prises pour permettre à la Cour de continuer à s'acquitter de ses fonctions. Grâce au recours à des technologies de visioconférence, celle-ci a été à même de tenir des réunions virtuelles.

Le 22 avril 2020, la Cour a tenu sa première séance plénière virtuelle, durant laquelle elle a adopté une ordonnance sur des questions de procédure, montrant ainsi à la communauté internationale que, en dépit des circonstances, elle était prête à s'acquitter de ses fonctions judiciaires et à traiter les questions nouvellement portées devant elle.

En juin 2020, dans le cadre du réexamen constant de ses procédures et méthodes de travail, la Cour a modifié les articles 59 et 94 de son Règlement afin de préciser qu'elle pouvait décider, lorsque des raisons sanitaires, des motifs de sécurité ou d'autres motifs impérieux l'exigeaient, de tenir une audience ou de rendre un arrêt par liaison vidéo (voir également p. 44 et annexe 23, p. 187).

Le 30 juin 2020, la Cour a tenu sa première audience par liaison vidéo en l'affaire de la *Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)*.

Le 13 juillet 2020, la Cour a en outre adopté un ensemble de directives concernant l'organisation d'audiences par liaison vidéo afin d'aider les parties prenant part à de telles audiences (voir également p. 45 et annexe 22, p. 183).

#### B. Fiches signalétiques des affaires pendantes

La présente section a pour objet de présenter de manière synthétique l'état des procédures pendantes entre le 1<sup>er</sup> août 2019 et le 31 juillet 2020, sous forme de « fiches signalétiques ». Celles-ci exposent de manière succincte l'affaire, en insistant plus particulièrement sur les développements intervenus au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire*. Les résumés peuvent être lus en parallèle avec le digeste, qui détaille l'application que la Cour a faite des dispositions de son Statut et de son Règlement (voir ci-après, annexe 24, p. 190).

The Court handed down a total of nine Orders during the period under review. By an Order dated 23 January 2020, it ruled on the request for the indication of provisional measures submitted by The Gambia in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)*. The Court delivered a further eight Orders fixing or extending time-limits.

#### *4. Measures adopted by the Court to ensure the continued fulfilment of its mandate during the COVID-19 pandemic*

In response to the COVID-19 pandemic, the Court adopted a series of measures in March 2020 to help contain the spread of the virus and protect the health and well-being of its judges and staff members, and their families, while ensuring the fulfilment of its mandate.

These measures, which took account of the recommendations issued by the United Nations and the authorities of the host country, the Netherlands, were regularly reviewed and updated, and included the temporary suspension of in-person meetings and sittings of the Court, the suspension of all official travel and the introduction of teleworking.

Further measures were adopted to ensure that the Court could continue to perform its functions. Through the use of videoconferencing technologies, it was able to hold virtual meetings.

The Court held its first virtual plenary meeting on 22 April 2020, during which it adopted an order on procedural matters, thus indicating to the international community that, in spite of the circumstances, it was ready to discharge its judicial functions and to deal with matters newly submitted to it.

In June 2020, as part of the ongoing review of its procedures and working methods, the Court amended Articles 59 and 94 of its Rules, to make clear that it may decide, for health, security or other compelling reasons, to hold a hearing or deliver a judgment by video link (see also p. 44 and Annex 23, p. 187).

On 30 June 2020, the Court held its first hearing by video link in the case concerning the *Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)*.

In addition, on 13 July 2020, a set of guidelines on the organization of hearings by video link was adopted by the Court to assist parties taking part in hearings by video link (see also p. 45 and Annex 22, p. 183).

### *B. Case Summaries of Pending Cases*

This section aims to give an overview of the proceedings pending before the Court between 1 August 2019 and 31 July 2020, in the form of case summaries. These summaries briefly outline the case, giving particular attention to the developments that took place during the period under review in this *Yearbook*. They can be read alongside the digest, which explains the Court's application of the provisions of its Statute and Rules of Court (see below, Annex 24, p. 190).

Pour un exposé plus approfondi des affaires pendantes, les lecteurs sont invités à se reporter aux communiqués de presse placés sur le site Internet de la Cour.

Les décisions sont quant à elles publiées dans leur intégralité, avec les opinions et déclarations jointes par les juges, dans la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* et sur le site Internet de la Cour.

Les abréviations ci-après sont utilisées dans les fiches signalétiques qui suivent :

C.-M. : contre-mémoire  
D. : duplique  
M. : mémoire  
Ord. : ordonnance  
R. : réplique

Les croquis ne sont proposés qu'à titre d'illustrations et de repères. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

Par ailleurs, le « Thème » vise à donner une idée très générale des points soulevés dans l'acte introductif d'instance, et est évidemment sans préjudice de toute question de définition juridique de l'objet de l'affaire sur laquelle la Cour serait appelée à se prononcer.

Légende :

- Etat demandeur dans une affaire introduite par requête
- Etat défendeur dans une affaire introduite par requête
- Etat partie à une affaire introduite par compromis
- Etat intervenant

A more detailed account of the cases pending before the Court can be found in the press releases available on the Court's website.

The Court's decisions are published in full, together with any opinions and declarations appended thereto by the judges, in the series *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, and on the Court's website.

The abbreviations below have been used in the case summaries that follow:

C.-M.: Counter-Memorial  
M.: Memorial  
Ord.: Order  
Rej.: Rejoinder  
Rep.: Reply

The sketch-maps on the following pages are for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

In addition, the "Themes" seek to give a general idea of the points raised in the document instituting proceedings; they are, of course, without prejudice to any question of the legal definition of the subject-matter of the case on which the Court may be called to rule.

Legend:

- Applicant State in a case brought by an Application
- Respondent State in a case brought by an Application
- State party in a case brought by Special Agreement
- Intervening State

## LISTE DES AFFAIRES PENDANTES

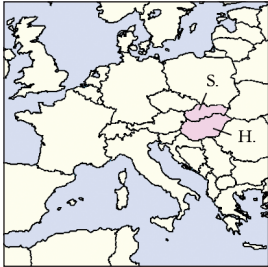
	<i>Page</i>
1. <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)</i> . . . . .	7
2. <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i> . . . . .	8
3. <i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i> . . . . .	10
4. <i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i> . . . . .	11
5. <i>Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)</i> . . . . .	13
6. <i>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	15
7. <i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i> . . . . .	16
8. <i>Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	18
9. <i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)</i> . . . . .	20
10. <i>Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)</i> . . . . .	22
11. <i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)</i> . . . . .	24
12. <i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i> . . . . .	26
13. <i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i> . . . . .	28
14. <i>Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i> . . . . .	30
15. <i>Transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem (Palestine c. Etats-Unis d'Amérique)</i> . . . . .	32
16. <i>Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)</i>	34
17. <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)</i> . . . . .	35



## LIST OF PENDING CASES

	<i>Page</i>
1. <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)</i> . . . . .	7
2. <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i> . . . . .	8
3. <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i> . . . . .	10
4. <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i> . . . . .	11
5. <i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i> . . . . .	13
6. <i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i> . . .	15
7. <i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i> . . . . .	16
8. <i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i> . . .	18
9. <i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)</i> . . . . .	20
10. <i>Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)</i> . . . . .	22
11. <i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Qatar v. United Arab Emirates)</i> . . . . .	24
12. <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)</i> . . . . .	26
13. <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)</i> . . . . .	28
14. <i>Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i> . . . . .	30
15. <i>Relocation of the United States Embassy to Jerusalem (Palestine v. United States of America)</i> . . . . .	32
16. <i>Guatemala's Territorial, Insular and Maritime Claim (Guatemala/Belize)</i> . . . . .	34
17. <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)</i> . . . . .	35

## 1. Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)



Introduction	2 VII 1993 (compromis)
Audiences	3-7 et 24-27 III 1997, puis 10, 11, 14 et 15 IV 1997 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 14 VII 1993 (ord.) Fixation de délai (R.): 20 XII 1994 (ord.) Descente sur les lieux: 5 II 1997 (ord.) Fond: 25 IX 1997 (arrêt)
Descente sur les lieux	1-4 IV 1997
Thèmes	Droit des traités; droit de la responsabilité; environnement

En application d'un traité de 1977, la Hongrie et la Slovaquie étaient convenues de construire et d'exploiter conjointement le système de barrage de Gabčíkovo-Nagymaros. Toutefois, à la suite de vives critiques que le projet avait suscitées en Hongrie, celle-ci décida, en 1989, de suspendre puis d'abandonner les travaux, et, en 1992, de mettre un terme au traité de 1977. Désireuse, quant à elle, d'exploiter le système de Gabčíkovo, la Slovaquie adopta une solution de rechange qui lui permit de mettre l'ouvrage en service à partir de 1992.

Chaque pays reprochant à l'autre les décisions ainsi prises, la Hongrie et la Slovaquie notifèrent conjointement à la Cour, le 2 juillet 1993, un compromis en vue de lui soumettre certaines questions nées de leurs contestations.

Dans son arrêt du 25 septembre 1997, la Cour a estimé que la Hongrie et la Slovaquie avaient toutes deux violé leurs obligations juridiques. Elle les a appelées à négocier de bonne foi pour assurer la réalisation des objectifs du traité de 1977 — dont elle a indiqué qu'il était encore en vigueur — en tenant compte de la situation de fait qui s'était développée depuis 1989.

Le 3 septembre 1998, estimant que la Hongrie n'était pas disposée à exécuter l'arrêt de 1997, la Slovaquie a présenté à la Cour une demande en vue du prononcé d'un arrêt supplémentaire. Elle a, à cette fin, fait usage d'une disposition particulière du compromis précité (art. 5, par. 3), aux termes de laquelle les Parties étaient convenues que, faute d'accord dans un délai de six mois sur les modalités d'exécution de la décision de la Cour, l'une ou l'autre d'entre elles pourrait demander un nouvel arrêt pour déterminer celles-ci. La Hongrie a répondu par écrit à la demande de la Slovaquie le 7 décembre 1998, en contestant la recevabilité de ladite demande. Début 1999, les Parties ont toutefois repris leurs échanges.

Elles ont depuis lors engagé des négociations et ont informé régulièrement la Cour de l'évolution de celles-ci.

Par une lettre de son agent en date du 30 juin 2017, la Slovaquie a prié la Cour « de prendre acte [de son] désistement de l'instance [introduite par la demande tendant au prononcé d'un arrêt supplémentaire en l'affaire] et de prescrire la radiation de l'affaire de son rôle ». Par une lettre en date du 12 juillet 2017, l'agent de la Hongrie a déclaré que son Gouvernement « ne s'oppos[ait] pas [au] désistement de l'instance introduite par la demande de la Slovaquie du 3 septembre 1998 tendant au prononcé d'un arrêt supplémentaire ».

Par une lettre en date du 18 juillet 2017, la Cour a fait part aux deux agents de sa décision de prendre acte du désistement, par la Slovaquie, de la procédure engagée par la demande de celle-ci et les a informés qu'elle avait pris note du fait que les deux Parties avaient chacune réservé leur droit de se prévaloir, au titre du compromis précité (art. 5, par. 3), de la possibilité de prier la Cour de rendre un arrêt supplémentaire pour déterminer les modalités d'exécution de son arrêt du 25 septembre 1997.

Compte tenu des vues des Parties, la Cour a décidé, en mars 2018, que l'affaire était toujours pendante et donc inscrite au rôle. ■

## 1. Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)

Proceedings instituted	2 VII 1993 (Special Agreement)
Hearings	3–7 and 24–27 III 1997, then 10, 11, 14 and 15 IV 1997 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 14 VII 1993 (Ord.) Fixing of time-limit (R.): 20 XII 1994 (Ord.) Site visit: 5 II 1997 (Ord.) Merits: 25 IX 1997 (Judgment)
Site visit	1–4 IV 1997
Themes	Treaty law; law of responsibility; environment



Under a treaty concluded in 1977, Hungary and Slovakia had agreed to jointly construct and operate the Gabčíkovo-Nagymaros barrage system. However, as a result of intense criticism which the project had generated in Hungary, the latter decided in 1989 to suspend and subsequently abandon the works, and, in 1992, to terminate the 1977 Treaty. Slovakia, wishing for its part to operate the Gabčíkovo system, adopted an alternative solution which enabled it to bring the project into service from 1992.

As each country criticized the other for the decisions thus taken, Hungary and Slovakia jointly notified to the Court, on 2 July 1993, a Special Agreement for the submission to it of certain issues arising out of their differences.

In its Judgment of 25 September 1997, the Court found that both Hungary and Slovakia had breached their legal obligations. It called on them to negotiate in good faith in order to ensure the achievement of the objectives of the 1977 Treaty — which it declared was still in force — while taking account of the factual situation that had developed since 1989.

On 3 September 1998, in the belief that Hungary was unwilling to implement the 1997 Judgment, Slovakia submitted to the Court a request for an additional judgment, invoking a particular provision of the Special Agreement (Art. 5, para. 3) under which, if the Parties were unable to reach agreement within six months on the modalities for executing the Court's judgment, either of them might request an additional judgment to determine those modalities. Hungary responded in writing to Slovakia's request on 7 December 1998 and challenged the admissibility of the request. At the start of 1999, however, the Parties reopened discussions.

They have since resumed negotiations and informed the Court on a regular basis of the progress made.

By a letter from its Agent dated 30 June 2017, Slovakia requested that the Court “place on record [its] discontinuance of the proceedings [instituted by means of the request for an additional judgment in the case] and . . . direct the removal of the case from the List”. In a letter dated 12 July 2017, the Agent of Hungary stated that his Government “d[id] not oppose the discontinuance of the proceedings instituted by means of the request of Slovakia of 3 September 1998 for an additional judgment”.

By a letter to both Agents dated 18 July 2017, the Court communicated its decision to place on record the discontinuance of the procedure begun by means of Slovakia's request and informed them that it had taken note of the fact that both Parties had reserved their right under the above-mentioned Special Agreement (Art. 5, para. 3) to request the Court to render an additional judgment to determine the modalities for executing its Judgment of 25 September 1997.

Taking into account the views of the Parties, in March 2018 the Court decided that the case remained pending and therefore on the General List. ■

## 2. Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)



Introduction	23 VI 1999 (requête)
Audiences	26 et 28 VI 2000 (mesures conservatoires); 11-29 IV 2005 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 21 X 1999 (ord.) Mesures conservatoires: 1 VII 2000 (ord.) Demandes reconventionnelles (recevabilité et fixation de délais (R. et D.)): 29 XI 2001 (ord.) Prorogation de délai (D.): 7 XI 2002 (ord.) Fixation de délai (pièce additionnelle): 29 I 2003 (ord.) Fond: 19 XII 2005 (arrêt) Fixation de délai (M. (réparations)): 1 VII 2015 (ord.) Prorogation de délai (M. (réparations)): 10 XII 2015 (ord.) Prorogation de délai (M. (réparations)): 11 IV 2016 (ord.) Fixation de délai (C.-M. (réparations)): 6 XII 2016 (ord.)
Thèmes	Recours à la force; souveraineté territoriale; droit humanitaire; droit de la responsabilité

L'affaire a été introduite par la République démocratique du Congo (RDC) le 23 juin 1999 «en raison d'actes d'agression armée perpétrés en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine». L'Ouganda a, pour sa part, présenté plusieurs demandes reconventionnelles le 20 avril 2001, reprochant en particulier à la RDC d'avoir attaqué les locaux de l'ambassade de l'Ouganda à Kinshasa et infligé des mauvais traitements au personnel diplomatique ainsi qu'à d'autres ressortissants ougandais présents dans ces locaux et à l'aéroport de Ndjili.

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 19 décembre 2005, la Cour a notamment conclu que l'Ouganda, en se livrant à des actions militaires à l'encontre de la RDC sur le territoire de celle-ci, en occupant le district de l'Ituri et en soutenant activement des forces irrégulières qui opéraient sur le territoire congolais, avait violé le principe de non-recours à la force dans les relations internationales et le principe de non-intervention ainsi que des obligations lui incombant en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire. La Cour est également parvenue à la conclusion que la RDC avait, pour sa part, violé les obligations lui incombant en vertu de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, envers l'Ouganda, dans le cas de mauvais traitements ou de défaut de protection accordée aux personnes et aux biens protégés par ladite convention. Elle a en revanche déclaré que le volet de la demande reconventionnelle de l'Ouganda relatif aux personnes autres que des diplomates à l'aéroport de Ndjili était irrecevable.

La Cour a, en conséquence, conclu que les Parties avaient l'obligation, l'une envers l'autre, de réparer le préjudice causé. Elle a décidé que, au cas où elles ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, elle réglerait la question des réparations. Le 13 mai 2015, estimant que les négociations menées à ce sujet avec l'Ouganda avaient échoué, la RDC a demandé à la Cour de fixer le montant de la réparation due par celui-ci.

Bien que l'Ouganda ait fait valoir que cette demande était prématurée, la Cour a constaté, dans une ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2015, que, si les Parties avaient effectivement cherché à s'entendre directement sur la question, il était manifeste qu'elles n'avaient pas pu parvenir à un accord. Elle a dès lors fixé au 6 janvier 2016 la date d'expiration des délais dans lesquels les Parties devaient déposer leurs mémoires sur la question des réparations. Par des ordonnances en date du 10 décembre 2015 et du 11 avril 2016, ces délais ont été prorogés. Les mémoires ont été déposés dans les délais ainsi prorogés.

## 2. Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo *v.* Uganda)

Proceedings instituted	23 VI 1999 (Application)
Hearings	26 and 28 VI 2000 (provisional measures); 11–29 IV 2005 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 21 X 1999 (Ord.) Provisional measures: 1 VII 2000 (Ord.) Counter-claims (admissibility and fixing of time-limits (Rep. and Rej.)): 29 XI 2001 (Ord.) Extension of time-limit (Rej.): 7 XI 2002 (Ord.) Fixing of time-limit (additional pleading): 29 I 2003 (Ord.) Merits: 19 XII 2005 (Judgment) Fixing of time-limit (M. (reparations)): 1 VII 2015 (Ord.) Extension of time-limit (M. (reparations)): 10 XII 2015 (Ord.) Extension of time-limit (M. (reparations)): 11 IV 2016 (Ord.) Fixing of time-limit (C.-M. (reparations)): 6 XII 2016 (Ord.)
Themes	Use of force; territorial sovereignty; humanitarian law; law of responsibility



The case was introduced by the Democratic Republic of the Congo (DRC) on 23 June 1999 for “acts of armed aggression perpetrated in flagrant violation of the United Nations Charter and of the Charter of the Organization of African Unity”. Uganda, for its part, raised several counter-claims on 20 April 2001, alleging that the DRC had, among other things, attacked the premises of the Ugandan Embassy in Kinshasa and maltreated diplomats and other Ugandan nationals present on the premises and at Ndjili Airport.

In its Judgment of 19 December 2005, the Court found, *inter alia*, that Uganda, by engaging in military activities against the DRC on the latter’s territory, by occupying Ituri district and by actively extending support to irregular forces having operated on the territory of the DRC, had violated the principle of non-use of force in international relations and the principle of non-intervention, as well as its obligations under international human rights law and international humanitarian law. The Court also found that the DRC had for its part violated obligations owed to Uganda under the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations, through maltreatment of or failure to protect the persons and property protected by the said Convention. On the other hand, it ruled that the part of the second counter-claim submitted by Uganda relating to individuals other than diplomats at Ndjili Airport was inadmissible.

The Court therefore concluded that the Parties were under obligation to one another to make reparation for the injury caused. It decided that, failing agreement between the Parties, it would settle the question of reparation. On 13 May 2015, deeming that the negotiations with Uganda on this question had failed, the DRC requested the Court to determine the amount of reparation owed by Uganda.

While Uganda indicated that this request was premature, the Court, in an Order of 1 July 2015, observed that although the Parties had tried to settle the question directly, they had clearly been unable to reach an agreement. It consequently fixed 6 January 2016 as the time-limit for the Parties to file their Memorials on the question of reparations. By Orders dated 10 December 2015 and 11 April 2016, such time-limits were respectively extended. The Memorials were filed within the time-limits thus extended.

Par une ordonnance en date du 6 décembre 2016, la Cour a fixé au 6 février 2018 la date d'expiration du délai pour le dépôt, par chaque Partie, d'un contre-mémoire répondant aux demandes présentées par l'autre Partie dans son mémoire. Ces pièces ont été déposées dans le délai ainsi fixé.

Les audiences publiques consacrées à la question des réparations étaient initialement programmées du 18 au 22 mars 2019. Elles ont par la suite été reportées au 18 novembre de la même année, compte tenu de la demande en ce sens présentée par la RDC et des vues exprimées à cet égard par l'Ouganda.

Par lettre en date du 9 novembre 2019, les Parties ont présenté à la Cour une demande conjointe de report des audiences afin d'avoir la possibilité de tenter à nouveau de résoudre amialement, par voie d'accord bilatéral, la question des réparations.

Le 12 novembre 2019, la Cour a fait droit à cette demande, indiquant que les nouvelles dates des audiences seraient annoncées ultérieurement.

Par lettres en date du 8 juillet 2020, le greffier a informé les Parties que, tout en poursuivant l'examen de l'ensemble des chefs de préjudice invoqués par le demandeur et des moyens de défense présentés par le défendeur, « la Cour estim[ait] qu'il y a[vait] lieu de faire procéder à une expertise, conformément au paragraphe 1 de l'article 67 de son Règlement », et a fixé au 29 juillet 2020 la date d'expiration du délai dans lequel les Parties pourraient présenter leurs positions respectives en la matière. Ces positions ont été présentées dans le délai ainsi fixé. ■

By an Order dated 6 December 2016, the Court fixed 6 February 2018 as the time-limit for the filing by each Party of a Counter-Memorial responding to the claims made by the other Party in its Memorial. These pleadings were filed within the time-limit thus fixed.

Public hearings on the question of reparations were initially scheduled for 18 to 22 March 2019. They were subsequently postponed until 18 November of the same year, in light of the request submitted by the DRC and the views expressed by Uganda in that connection.

By a letter dated 9 November 2019, the Parties jointly requested the Court to postpone the hearings so that they could further attempt to settle the question of reparations amicably, by bilateral agreement.

On 12 November 2019, the Court granted that request, indicating that the new dates for the hearings would be announced at a later date.

By letters dated 8 July 2020, the Registrar informed the Parties that, while continuing to examine the full range of heads of damage claimed by the Applicant and the defences invoked by the Respondent, “the Court considers it necessary to arrange for an expert opinion, pursuant to Article 67, paragraph 1, of its Rules”, and fixed 29 July 2020 as the time-limit within which the Parties might present their respective positions on the matter. Those positions were presented within the time-limit thus fixed. ■

### 3. Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)



Introduction	16 IX 2013 (requête)
Audiences	5-9 X 2015 (exceptions préliminaires)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 9 XII 2013 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires): 19 IX 2014 (ord.) Exceptions préliminaires: 17 III 2016 (arrêt) Fixation de délais (M. et C.-M.): 28 IV 2016 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 8 XII 2017 (ord.)
Thème	Délimitation maritime (plateau continental étendu)

Le Nicaragua a, par une requête en date du 16 septembre 2013, introduit une instance contre la Colombie concernant un « différend [relatif à] la délimitation entre, d'une part, le plateau continental du Nicaragua s'étendant au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Nicaragua et, d'autre part, le plateau continental de la Colombie ».

Dans sa requête, le Nicaragua prie la Cour de déterminer « [l]e tracé précis de la frontière maritime entre les portions de plateau continental relevant du Nicaragua et de la Colombie au-delà des limites établies par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 » (à savoir au-delà de 200 milles marins) en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*. Le Nicaragua estime en effet que les « informations finales » qu'il a soumises à la Commission des limites du plateau continental le 24 juin 2013 « démontre[nt] que sa marge continentale, d'une part, s'étend au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de sa mer territoriale et, d'autre part, i) traverse une zone située à plus de 200 milles marins de la Colombie; et ii) empiète sur une zone située à moins de 200 milles marins de la côte colombienne ».

Le 14 août 2014, la Colombie, se référant à l'article 79 du Règlement, a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête.

En vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement de la Cour, la procédure sur le fond a en conséquence été suspendue et la Cour a, par une ordonnance en date du 19 septembre 2014, fixé au 19 janvier 2015 la date d'expiration du délai dans lequel le Nicaragua pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie, qui a été soumis dans le délai ainsi prescrit.

Après avoir tenu des audiences sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie, la Cour a rendu son arrêt le 17 mars 2016. Elle a dit qu'elle avait compétence, sur la base de l'article XXXI du pacte de Bogotá, pour connaître de la première demande formulée par le Nicaragua dans sa requête, demande tendant à ce que la Cour détermine « [l]e tracé précis de la frontière maritime entre les portions du plateau continental relevant du Nicaragua et de la Colombie au-delà des limites établies par [elle] dans son arrêt du 19 novembre 2012 », et a déclaré cette demande recevable.

Par une ordonnance en date du 28 avril 2016, le président a fixé au 28 septembre 2016 et au 28 septembre 2017, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par le Nicaragua et d'un contre-mémoire par la Colombie; ces pièces ont été présentées dans les délais prescrits.

Par une ordonnance en date du 8 décembre 2017, la Cour a autorisé la présentation d'une réplique par le Nicaragua et d'une duplique par la Colombie, et a fixé au 9 juillet 2018 et au 11 février 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces écrites. La réplique du Nicaragua et la duplique de la Colombie ont été déposées dans les délais ainsi fixés. ■



### 3. Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (*Nicaragua v. Colombia*)

Proceedings instituted	16 IX 2013 (Application)
Hearings	5–9 X 2015 (preliminary objections)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 9 XII 2013 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 19 IX 2014 (Ord.) Preliminary objections: 17 III 2016 (Judgment) Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 28 IV 2016 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 8 XII 2017 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation (extended continental shelf)



By an Application dated 16 September 2013, Nicaragua instituted proceedings against Colombia relating to a “dispute [which] concerns the delimitation of the boundaries between, on the one hand, the continental shelf of Nicaragua beyond the 200-nautical-mile limit from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and on the other hand, the continental shelf of Colombia”.

In its Application, Nicaragua requests the Court to determine “[t]he precise course of the maritime boundary between Nicaragua and Colombia in the areas of the continental shelf which appertain to each of them beyond the boundaries determined by the Court in its Judgment of 19 November 2012” (i.e. beyond 200 nautical miles) in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*. Nicaragua considers that its “final information” submitted to the Commission on the Limits of the Continental Shelf on 24 June 2013 “demonstrates that Nicaragua’s continental margin extends more than 200 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and both (i) traverses an area that lies more than 200 nautical miles from Colombia and also (ii) partly overlaps with an area that lies within 200 nautical miles of Colombia’s coast”.

On 14 August 2014, Colombia, referring to Article 79 of the Rules of Court, raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court and to the admissibility of the Application.

In accordance with Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were consequently suspended, and the Court, by an Order of 19 September 2014, fixed 19 January 2015 as the time-limit for the presentation by Nicaragua of a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by Colombia, which was submitted within the time-limit thus prescribed.

After holding hearings on the preliminary objections raised by Colombia, the Court delivered its Judgment on 17 March 2016. The Court found that it had jurisdiction, on the basis of Article XXXI of the Pact of Bogotá, to entertain the First Request put forward by Nicaragua in its Application, in which it requested the Court to determine “[t]he precise course of the maritime boundary between Nicaragua and Colombia in the areas of the continental shelf which appertain to each of them beyond the boundaries determined by the Court in its Judgment of 19 November 2012”, and declared that Request admissible.

By an Order of 28 April 2016, the President fixed 28 September 2016 and 28 September 2017 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Nicaragua and a Counter-Memorial by Colombia; those pleadings were filed within the time-limits prescribed.

By an Order dated 8 December 2017, the Court authorized the submission of a Reply by Nicaragua and a Rejoinder by Colombia, and fixed 9 July 2018 and 11 February 2019 as the respective time-limits for the filing of those written pleadings. The Reply of Nicaragua and the Rejoinder of Colombia were filed within the time-limits thus fixed. ■

#### 4. Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)



Introduction	26 XI 2013 (requête)
Audiences	28 IX–2 X 2015 (exceptions préliminaires)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 3 II 2014 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires): 19 XII 2014 (ord.) Exceptions préliminaires: 17 III 2016 (arrêt) Fixation de délai (C.-M.): 17 III 2016 (ord.) Demandes reconventionnelles et fixation de délais (R. et D.): 15 XI 2017 (ord.) Fixation de délai (pièce additionnelle): 4 XII 2018 (ord.)
Thème	Violations alléguées de droits souverains

Le 26 novembre 2013, le Nicaragua a introduit une instance contre la Colombie concernant un « différend relatif aux violations des droits souverains et des espaces maritimes ... qui lui ont été reconnus par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 [en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*], ainsi qu'à la menace de la Colombie de recourir à la force pour commettre ces violations ».

Dans sa requête, le Nicaragua cite plusieurs déclarations qu'auraient faites les plus hauts représentants de la Colombie depuis le prononcé de l'arrêt de la Cour de 2012, déclarations qui auraient selon lui abouti « à la promulgation d'un décret [présidentiel] violant ouvertement les droits souverains du Nicaragua sur ses espaces maritimes dans la mer des Caraïbes ». Le Nicaragua considère en outre que ces déclarations traduisent le « rejet de l'arrêt de la Cour » par la Colombie, ainsi que la décision de celle-ci de considérer l'arrêt « inapplicable ». Il prie en conséquence la Cour de dire et juger que la Colombie manque à plusieurs de ses obligations, notamment celle de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et celle de ne pas violer les espaces maritimes du Nicaragua tels que délimités par l'arrêt rendu par la Cour le 19 novembre 2012, ainsi que les droits souverains et la juridiction du Nicaragua dans lesdits espaces.

Le 19 décembre 2014, la Colombie, se référant à l'article 79 du Règlement, a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour. En vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement, la procédure sur le fond a en conséquence été suspendue.

Après avoir tenu des audiences sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie, la Cour a rendu son arrêt le 17 mars 2016. Elle s'est déclarée compétente, sur la base de l'article XXXI du pacte de Bogotá, pour connaître du différend relatif à de prétendues violations par la Colombie des droits du Nicaragua dans les zones maritimes dont celui-ci affirme qu'elles lui ont été reconnues par l'arrêt de 2012.

Par une ordonnance en date du 17 mars 2016, la Cour a fixé au 17 novembre 2016 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de la Colombie. Cette pièce écrite, qui a été déposée dans le délai ainsi fixé, contenait quatre demandes reconventionnelles. La première portait sur le manquement allégué du Nicaragua à une obligation d'exercer la diligence requise aux fins de protéger et de préserver l'environnement marin dans le sud-ouest de la mer des Caraïbes. La deuxième avait trait à son manquement allégué à une obligation d'exercer la diligence requise aux fins de protéger le droit des habitants de l'archipel de San Andrés de bénéficier d'un environnement sain, viable et durable. La troisième concernait la violation alléguée par le Nicaragua d'un droit des pêcheurs artisanaux de l'archipel de San Andrés d'accéder aux bancs où ils avaient coutume de pêcher et d'exploiter ceux-ci et la quatrième visait l'adoption par le Nicaragua du décret n° 33-2013 du 19 août 2013, qui aurait établi des lignes de base droites avec pour effet d'étendre les eaux intérieures et les espaces maritimes nicaraguayens au-delà de ce que permet le droit international.

Dans une ordonnance sur lesdites demandes reconventionnelles rendue le 15 novembre 2017, la Cour a dit que les première et deuxième demandes reconventionnelles présentées

#### 4. Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (*Nicaragua v. Colombia*)

Proceedings instituted	26 XI 2013 (Application)
Hearings	28 IX–2 X 2015 (preliminary objections)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 3 II 2014 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 19 XII 2014 (Ord.) Preliminary objections: 17 III 2016 (Judgment) Fixing of time-limit (C.-M.): 17 III 2016 (Ord.) Counter-claims and fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 15 XI 2017 (Ord.) Fixing of time-limit (additional pleading): 4 XII 2018 (Ord.)
Theme	Alleged violations of sovereign rights



On 26 November 2013, Nicaragua instituted proceedings against Colombia with regard to a “dispute [which] concerns the violations of . . . sovereign rights and maritime zones declared by the Court’s Judgment of 19 November 2012 [in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*] and the threat of the use of force by Colombia in order to implement these violations”.

In its Application, Nicaragua cites various declarations said to have been made by the highest Colombian authorities since the Court’s 2012 Judgment, culminating in “the enactment of a [Presidential] Decree that openly violated Nicaragua’s sovereign rights over its maritime areas in the Caribbean”. Nicaragua further claims that these declarations indicated Colombia’s “rejection of the Court’s Judgment” and its decision to regard that Judgment as “not applicable”. It accordingly requests the Court to adjudge and declare that Colombia is in breach of a number of its obligations, in particular that not to use or threaten to use force, and that not to violate Nicaragua’s maritime zones as delimited in the Court’s Judgment of 19 November 2012, as well as Nicaragua’s sovereign rights and jurisdiction in those zones.

On 19 December 2014, Colombia, referring to Article 79 of the Rules, raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court. In accordance with Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were consequently suspended.

After holding hearings on the preliminary objections raised by Colombia, the Court delivered its Judgment on 17 March 2016. The Court found that it had jurisdiction, on the basis of Article XXXI of the Pact of Bogotá, to adjudicate upon the dispute regarding the alleged violations by Colombia of Nicaragua’s rights in the maritime zones which, according to Nicaragua, the Court declared in its 2012 Judgment appertain to Nicaragua.

By an Order of 17 March 2016, the Court fixed 17 November 2016 as the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of Colombia. That written pleading, which was filed within the time-limit thus fixed, contained four counter-claims. The first was based on Nicaragua’s alleged breach of a duty of due diligence to protect and preserve the marine environment of the south-western Caribbean Sea; the second related to Nicaragua’s alleged breach of its duty of due diligence to protect the right of the inhabitants of the San Andrés Archipelago to benefit from a healthy, sound and sustainable environment; the third concerned Nicaragua’s alleged infringement of the customary artisanal fishing rights of the local inhabitants of the San Andrés Archipelago to access and exploit their traditional fishing grounds; the fourth related to Nicaragua’s adoption of Decree No. 33-2013 of 19 August 2013, which, according to Colombia, established straight baselines and had the effect of extending Nicaragua’s internal waters and maritime zones beyond what is permitted by international law.

In an Order on the said counter-claims handed down on 15 November 2017, the Court found that the first and second counter-claims submitted by Colombia were inadmissible

par la Colombie étaient irrecevables comme telles et ne faisaient pas partie de l'instance en cours, et que les troisième et quatrième demandes reconventionnelles présentées par la Colombie étaient recevables comme telles et faisaient partie de l'instance en cours. Par la même ordonnance, la Cour a prescrit la présentation d'une réplique par le Nicaragua et d'une duplique de la Colombie portant sur les demandes des deux Parties et a fixé au 15 mai 2018 et au 15 novembre 2018, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces de procédure, qui ont été déposées dans les délais ainsi fixés.

Par ordonnance datée du 4 décembre 2018, la Cour a autorisé la présentation, par le Nicaragua, d'une pièce de procédure additionnelle portant exclusivement sur les demandes reconventionnelles présentées par la Colombie et fixé au 4 mars 2019 la date d'expiration du délai pour le dépôt de cette pièce. Celle-ci a été déposée dans le délai ainsi fixé. ■

as such and did not form part of the current proceedings, and that the third and fourth counter-claims submitted by Colombia were admissible as such and did form part of the current proceedings. By the same Order, the Court directed Nicaragua to submit a Reply and Colombia to submit a Rejoinder relating to the claims of both Parties, and fixed 15 May 2018 and 15 November 2018 as the respective time-limits for the filing of those written pleadings, which were filed within the time-limits thus fixed.

By an Order dated 4 December 2018, the Court authorized the submission by Nicaragua of an additional pleading relating solely to the counter-claims submitted by Colombia and fixed 4 March 2019 as the time-limit for the filing of that pleading. That pleading was filed within the time-limit thus fixed. ■

## 5. Délimitation maritime dans l’océan Indien (Somalie c. Kenya)



Introduction	28 VIII 2014 (requête)
Audiences	19–23 IX 2016 (exceptions préliminaires)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 16 X 2014 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires): 9 X 2015 (ord.) Exceptions préliminaires: 2 II 2017 (arrêt) Fixation de délai (C.-M.): 2 II 2017 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 2 II 2018 (ord.)
Thème	Délimitation maritime

Le 28 août 2014, la Somalie a introduit une instance contre le Kenya au sujet d’un « différend relatif à la délimitation maritime dans l’océan Indien ». Dans sa requête, la Somalie soutient que les deux Etats « sont en désaccord sur l’emplacement de la frontière maritime dans la zone où se chevauchent les espaces maritimes auxquels [ils] prétendent » et que « [I]es négociations diplomatiques, dans le cadre desquelles leurs vues respectives ont été pleinement échangées, n’ont pas permis de résoudre leur désaccord ». Elle prie en conséquence la Cour « de déterminer, conformément au droit international, le tracé complet de la frontière maritime unique départageant l’ensemble des espaces maritimes relevant du Kenya et d’elle-même dans l’océan Indien, y compris le plateau continental au-delà de la limite des 200 [milles marins] » et de « déterminer les coordonnées géographiques précises de la frontière maritime unique dans l’océan Indien ». Selon elle, le tracé de la frontière maritime délimitant la mer territoriale, la zone économique exclusive (la « ZEE ») et le plateau continental des Parties devrait être établi conformément aux articles 15, 74 et 83, respectivement, de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (la « CNUDM »).

La Somalie invoque, pour fonder la compétence de la Cour, les dispositions du paragraphe 2 de l’article 36 de son Statut, et renvoie aux déclarations d’acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites respectivement par la Somalie et le Kenya le 11 avril 1963 et le 19 avril 1965. Elle fait par ailleurs valoir que « la compétence de la Cour au titre du paragraphe 2 de l’article 36 du Statut est confirmée par l’article 282 de la CNUDM », les Parties ayant toutes deux ratifié cet instrument.

Le 7 octobre 2015, le Kenya a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête. Conformément au paragraphe 5 de l’article 79 du Règlement de la Cour, la procédure sur le fond a été suspendue.

Après avoir tenu, du 19 au 23 septembre 2016, des audiences publiques sur les exceptions préliminaires soulevées par le Kenya, la Cour a rendu, le 2 février 2017, son arrêt dans lequel elle a dit qu’elle pouvait procéder à l’examen de l’affaire au fond. La Cour a notamment conclu que le mémorandum d’accord entre la Somalie et le Kenya en date du 7 avril 2009 n’entravait pas dans le champ de réserve à la déclaration d’acceptation de la juridiction obligatoire du Kenya, et que le différend ne se trouvait pas exclu, du fait de la partie XV de la CNUDM, du champ de la déclaration formulée par le Kenya en vertu de la clause facultative figurant dans l’article 282 de ladite convention. La Cour a également rejeté l’exception préliminaire à la recevabilité de la requête formulée par le Kenya, selon laquelle le retrait par la Somalie de son consentement à l’examen par la Commission des limites du plateau continental de la demande du Kenya emportait violation du mémorandum d’accord, en concluant que la violation d’un traité en cause dans une affaire n’affectait pas en soi la recevabilité d’une requête.

Par une ordonnance en date du 2 février 2017, la Cour a fixé au 18 décembre 2017 la date d’expiration du délai pour le dépôt d’un contre-mémoire par le Kenya qui a été déposé dans le délai ainsi fixé.

## 5. Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia *v.* Kenya)

Proceedings instituted	28 VIII 2014 (Application)
Hearings	19–23 IX 2016 (preliminary objections)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 16 X 2014 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 9 X 2015 (Ord.) Preliminary objections: 2 II 2017 (Judgment) Fixing of time-limit (C.-M.): 2 II 2017 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 2 II 2018 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation



On 28 August 2014, Somalia instituted proceedings against Kenya with regard to “a dispute concerning maritime delimitation in the Indian Ocean”. In its Application, Somalia contends that both States “disagree about the location of the maritime boundary in the area where their maritime entitlements overlap”, and asserts that “[d]iplomatic negotiations, in which their respective views have been fully exchanged, have failed to resolve this disagreement”. It therefore requests the Court “to determine, on the basis of international law, the complete course of the single maritime boundary dividing all the maritime areas appertaining to Somalia and to Kenya in the Indian Ocean, including the continental shelf beyond 200 [nautical miles]”, and “to determine the precise geographical co-ordinates of the single maritime boundary in the Indian Ocean”. In Somalia’s view, the maritime boundary between the Parties in the territorial sea, exclusive economic zone (“EEZ”) and continental shelf should be established in accordance with, respectively, Articles 15, 74 and 83 of the United Nations Convention on the Law of the Sea (“UNCLOS”).

As basis for the Court’s jurisdiction, Somalia invokes the provisions of Article 36, paragraph 2, of the Court’s Statute, referring to the declarations recognizing the Court’s jurisdiction as compulsory made by Somalia on 11 April 1963 and by Kenya on 19 April 1965. In addition, it submits that “the jurisdiction of the Court under Article 36, paragraph 2, of its Statute is underscored by Article 282 of UNCLOS”, which the Parties have both ratified.

On 7 October 2015, Kenya raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court and to the admissibility of the Application. In accordance with Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were suspended.

After holding public hearings from 19 to 23 September 2016 on the preliminary objections raised by Kenya, the Court delivered its Judgment on 2 February 2017, finding that it could proceed to the merits of the case. In particular, the Court concluded that the Memorandum of Understanding (“MOU”) signed by the Parties on 7 April 2009 did not fall within the scope of Kenya’s reservation to its declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court, and that the dispute did not, by virtue of Part XV of UNCLOS, fall outside the scope of Kenya’s optional clause declaration under Article 282 of that Convention. The Court also rejected the preliminary objection to the admissibility of the Application, whereby Kenya contended that Somalia’s withdrawal of its consent to the consideration by the Commission on the Limits of the Continental Shelf of Kenya’s submission was in breach of the MOU, finding that the violation of a treaty at issue in the case did not *per se* affect the admissibility of an application.

By an Order dated 2 February 2017, the Court fixed 18 December 2017 as the time-limit for the filing of a Counter-Memorial by Kenya. This pleading was filed within the time-limit thus fixed.

Par une ordonnance en date du 2 février 2018, la Cour a autorisé la présentation d'une réplique par la Somalie et d'une duplique par le Kenya, et a fixé au 18 juin 2018 et au 18 décembre 2018, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces écrites. Celles-ci ont été déposées dans les délais ainsi fixés.

Les audiences publiques sur le fond, initialement programmées du 9 au 13 septembre 2019, ont été successivement reportées à la semaine commençant le 4 novembre 2019, à la demande du Kenya, puis à la semaine commençant le 8 juin 2020, de nouveau à la demande du Kenya, et enfin à la semaine commençant le 15 mars 2021, en raison de la pandémie de COVID-19. ■



By an Order dated 2 February 2018, the Court authorized the submission of a Reply by Somalia and a Rejoinder by Kenya, and fixed 18 June 2018 and 18 December 2018 as the respective time-limits for the filing of those written pleadings. Those pleadings were filed within the time-limits thus fixed.

The public hearings on the merits, originally scheduled to take place from 9 to 13 September 2019, were first postponed to the week commencing 4 November 2019, at the request of Kenya, then to the week commencing 8 June 2020, again at the request of Kenya, and finally to the week commencing 15 March 2021, owing to the COVID-19 pandemic. ■

## 6. Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)



Introduction	6 VI 2016 (requête)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 1 VII 2016 (ord.) Prorogation de délai (C.-M.): 23 V 2018 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 15 XI 2018 (ord.) Fixation de délai (pièce additionnelle): 18 VI 2019 (ord.)
Thème	Environnement (statut et utilisation d'un cours d'eau)

Le 6 juin 2016, le Chili a déposé une requête introductive d'instance contre la Bolivie au sujet d'un différend ayant trait au statut et à l'utilisation des eaux du Silala. Dans sa requête, il soutient que les eaux du Silala proviennent de sources souterraines situées en territoire bolivien, «à quelques kilomètres au nord-est de la frontière internationale entre le Chili et la Bolivie», et que le Silala poursuit ensuite son cours de l'autre côté de la frontière et pénètre en territoire chilien, où il «est encore alimenté par d'autres sources ..., avant d'atteindre l'Inacaliri».

Le Chili indique, à propos du Silala, que «sa qualité de cours d'eau international n'avait jamais été contestée avant 1999, date à laquelle la Bolivie a, pour la première fois, prétendu que ses eaux étaient exclusivement boliviennes». Il affirme qu'il a «toujours été disposé à participer à des discussions avec la Bolivie à propos du régime d'utilisation des eaux du Silala», mais que ces discussions se sont soldées par un échec, «la Bolivie persistant à nier que celui-ci est un cours d'eau international et s'arrogeant le droit exclusif d'en utiliser les eaux». D'après le Chili, le différend entre les deux Etats porte donc sur la nature du Silala en tant que cours d'eau international, et les droits et obligations qui en découlent pour les Parties au regard du droit international.

Le demandeur invoque comme base de compétence de la Cour l'article XXXI du traité américain de règlement pacifique (pacte de Bogotá) du 30 avril 1948, auquel les deux Etats sont parties.

Par une ordonnance en date du 1<sup>er</sup> juillet 2016, la Cour a fixé au 3 juillet 2017 et au 3 juillet 2018, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par le Chili et d'un contre-mémoire par la Bolivie.

Par une ordonnance en date du 23 mai 2018, le délai initialement prescrit pour le dépôt par la Bolivie de son contre-mémoire a été prorogé au 3 septembre 2018. Dans cette pièce, déposée dans le délai ainsi prorogé, la Bolivie a présenté trois demandes reconventionnelles.

Par une ordonnance en date du 15 novembre 2018, la Cour, en l'absence d'objection à la recevabilité des demandes reconventionnelles de la Bolivie émise par le Chili, n'a pas estimé devoir se prononcer définitivement sur la question de savoir si les conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement étaient remplies, et a prescrit la présentation d'une réplique par le Chili et d'une duplique par la Bolivie, limitées aux demandes reconventionnelles du défendeur. Dans la même ordonnance, elle a fixé au 15 février 2019 et au 15 mai 2019, respectivement, la date d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces, qui ont été présentées dans les délais ainsi prescrits.

Par une ordonnance en date du 18 juin 2019, la Cour a autorisé la présentation, par le Chili, d'une pièce additionnelle portant exclusivement sur les demandes reconventionnelles soumises par la Bolivie, et a fixé au 18 septembre 2019 la date d'expiration du délai pour le dépôt de celle-ci. Cette pièce a été déposée dans le délai ainsi fixé. ■

## 6. Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile *v.* Bolivia)

Proceedings instituted	6 VI 2016 (Application)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 VII 2016 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M.): 23 V 2018 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 15 XI 2018 (Ord.) Fixing of time-limit (additional pleading): 18 VI 2019 (Ord.)
Theme	Environment (status and use of a river)



On 6 June 2016, Chile filed an Application instituting proceedings against Bolivia with regard to a dispute concerning the status and use of the waters of the Silala. In its Application, Chile argues that the Silala originates from groundwater springs in Bolivian territory, “a few kilometres north-east of the Chile-Bolivia international boundary”. It contends that the Silala then flows across the border into Chilean territory where it “receives additional waters from various springs . . . before it reaches the Inacaliri River”.

Chile explains that “[t]he nature of the Silala River as an international watercourse was never disputed until Bolivia, for the first time in 1999, claimed its waters as exclusively Bolivian”. Chile contends that it “has always been willing to engage in discussions with Bolivia concerning a regime of utilization of the waters of the Silala”, however these discussions were unsuccessful “due to Bolivia’s insistence on denying that the Silala River is an international watercourse and Bolivia’s contention that it has rights to the 100 per cent use of its waters”. According to Chile, the dispute between the two States therefore concerns the nature of the Silala as an international watercourse and the resulting rights and obligations of the Parties under international law.

As basis for the Court’s jurisdiction, Chile invokes Article XXXI of the American Treaty on Pacific Settlement (Pact of Bogotá) of 30 April 1948, to which both States are parties.

By an Order dated 1 July 2016, the Court fixed 3 July 2017 and 3 July 2018 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Chile and a Counter-Memorial by Bolivia.

By an Order dated 23 May 2018, the Court extended to 3 September 2018 the time-limit for the filing of Bolivia’s Counter-Memorial. In that pleading, which was filed within the time-limit thus extended, Bolivia submitted three counter-claims.

By an Order dated 15 November 2018, the Court, in the absence of any objection by Chile to the admissibility of Bolivia’s counter-claims, did not consider that it was required to rule definitively on the question of whether the conditions set forth in Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court had been fulfilled, and directed the submission of a Reply by Chile and a Rejoinder by Bolivia, limited to the Respondent’s counter-claims. In the same Order, it fixed 15 February 2019 and 15 May 2019 as the respective time-limits for the filing of those written pleadings, which were filed within the time-limits thus fixed.

By an Order dated 18 June 2019, the Court authorized the submission by Chile of an additional pleading relating solely to the counter-claims of Bolivia and fixed 18 September 2019 as the time-limit for the filing of that pleading. That pleading was filed within the time-limit thus fixed. ■

## 7. Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)



Introduction	13 VI 2016 (requête)
Audiences	17-19 X 2016 (mesures conservatoires) 19-23 II 2018 (exceptions préliminaires) 17-21 II 2020 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 1 VII 2016 (ord.) Mesures conservatoires: 7 XII 2016 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires): 5 IV 2017 (ord.) Exceptions préliminaires: 6 VI 2018 (arrêt) Fixation de délai (C.-M.): 6 VI 2018 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 24 I 2019 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 17 IV 2019 (ord.)
Thème	Immunités

Le 13 juin 2016, la Guinée équatoriale a introduit une instance contre la France au sujet d'un différend ayant trait à « l'immunité de juridiction pénale du second vice-président de la République de Guinée équatoriale chargé de la défense et de la sécurité de l'Etat [M. Teodoro Nguema Obiang Mangue], ainsi qu'[au] statut juridique de l'immeuble qui abrite l'ambassade de Guinée équatoriale en France ».

La Guinée équatoriale invoque, comme base de compétence de la Cour, le protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends relatif à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 et la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000, auxquels les deux Etats sont parties.

Le 29 septembre 2016, la Guinée équatoriale a présenté une demande en indication de mesures conservatoires. Des audiences publiques consacrées à cette demande se sont tenues du 17 au 19 octobre 2016. Le 7 décembre 2016, la Cour a rendu son ordonnance sur la demande en indication de mesures conservatoires, indiquant que, dans l'attente d'une décision finale en l'affaire, la France devait garantir la protection des locaux présentés comme abritant la mission diplomatique de la Guinée équatoriale en France.

La France ayant soulevé, le 31 mars 2017, certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour, par une ordonnance en date du 5 avril 2017, la Cour a fixé au 31 juillet 2017 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un exposé écrit contenant les observations et conclusions de la Guinée équatoriale sur ces exceptions.

Ayant tenu, du 19 au 23 février 2018, des audiences publiques sur les exceptions préliminaires présentées par la France, la Cour a rendu, le 6 juin 2018, son arrêt sur lesdites exceptions, dans lequel elle a dit qu'elle avait compétence, sur la base du protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques concernant le règlement obligatoire des différends, pour se prononcer sur la requête de la Guinée équatoriale, en ce qu'elle a trait au statut de l'immeuble sis au 42 avenue Foch à Paris en tant que locaux de sa mission, et que ce volet de la requête était recevable.

Par une ordonnance en date du 6 juin 2018, la Cour a fixé au 6 décembre 2018 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de la France, pièce qui a été déposée dans le délai ainsi fixé.

Par une ordonnance en date du 24 janvier 2019, la Cour a prescrit la présentation d'une réplique par la Guinée équatoriale et d'une duplique par la France, et a fixé au 24 avril 2019 et au 24 juillet 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces.

Par une ordonnance en date du 17 avril 2019, la Cour, faisant suite à une demande de la Guinée équatoriale tendant à obtenir une prorogation de ces délais, et en l'absence d'objection de la France à cet égard, a reporté au 8 mai 2019 et au 21 août 2019, respectivement, les dates

## 7. Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea *v.* France)

Proceedings instituted	13 VI 2016 (Application)
Hearings	17–19 X 2016 (provisional measures) 19–23 II 2018 (preliminary objections) 17–21 II 2020 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 VII 2016 (Ord.) Provisional measures: 7 XII 2016 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 5 IV 2017 (Ord.) Preliminary objections: 6 VI 2018 (Judgment) Fixing of time-limit (C.-M.): 6 VI 2018 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 24 I 2019 (Ord.) Extension of time-limits (Rep. and Rej.): 17 IV 2019 (Ord.)
Theme	Immunities



On 13 June 2016, Equatorial Guinea instituted proceedings against France with regard to a dispute concerning “the immunity from criminal jurisdiction of the Second Vice-President of the Republic of Equatorial Guinea in charge of Defence and State Security [Mr. Teodoro Nguema Obiang Mangue], and the legal status of the building which houses the Embassy of Equatorial Guinea in France”.

As basis for the Court’s jurisdiction, Equatorial Guinea invokes the Optional Protocol, concerning the Compulsory Settlement of Disputes to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, of 18 April 1961; and the United Nations Convention against Transnational Organized Crime of 15 November 2000, to which both States are parties.

On 29 September 2016, Equatorial Guinea filed a request for the indication of provisional measures. Public hearings were held on that request from 17 to 19 October 2016. On 7 December 2016, the Court delivered its Order on the request for the indication of provisional measures, indicating that, pending a final decision in the case, France should guarantee the protection of the premises presented as housing the diplomatic mission of Equatorial Guinea in France.

France having raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court, on 31 March 2017, the Court, by an Order dated 5 April 2017, fixed 31 July 2017 as the time-limit for the filing by Equatorial Guinea of a written statement of its observations and submissions on those objections.

Having held public hearings on the preliminary objections raised by France from 19 to 23 February 2018 the Court delivered its Judgment on the said objections on 6 June 2018, finding that it had jurisdiction, on the basis of the Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes, to entertain the Application filed by Equatorial Guinea, in so far as it concerns the status of the building located at 42 Avenue Foch in Paris as premises of the mission, and that this part of the Application was admissible.

By an Order of 6 June 2018, the Court fixed 6 December 2018 as the new time-limit for the filing of France’s Counter-Memorial. That pleading was filed within the time-limit thus fixed.

By an Order dated 24 January 2019, the Court directed the submission of a Reply by Equatorial Guinea and a Rejoinder by France and fixed 24 April 2019 and 24 July 2019 as the respective time-limits for the filing of those written pleadings.

By an Order dated 17 April 2019, the Court extended to 8 May 2019 and 21 August 2019 the respective time-limits for the submission of the Reply of Equatorial Guinea and the Rejoinder of France, following a request by Equatorial Guinea to extend the time-limits for

d'expiration des délais pour le dépôt de la réplique de la Guinée équatoriale et pour celui de la duplique de la France. Ces pièces ont été déposées dans les délais ainsi prorogés. ■

the filing of those pleadings, and in the absence of any objection from France to this request. Those pleadings were filed within the time-limits thus extended. ■

## 8. Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)



Introduction	14 VI 2016 (requête)
Audiences	8–12 X 2018 (exceptions préliminaires)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 1 VII 2016 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires): 2 V 2017 (ord.) Exceptions préliminaires: 13 II 2019 (arrêt) Fixation de délai (C.-M.): 13 II 2019 (ord.) Prorogation de délai (C.-M.): 15 VIII 2019 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 15 XI 2019 (ord.)
Thèmes	Droit des traités; immunités

Le 14 juin 2016, la République islamique d'Iran a introduit une instance contre les Etats-Unis d'Amérique relativement à un différend concernant des « violations par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre l'Iran et les Etats-Unis d'Amérique, signé à Téhéran le 15 août 1955 et entré en vigueur le 16 juin 1957 » (le « traité de 1955 »).

Dans sa requête, l'Iran explique que, ayant considéré de longue date « qu'il p[ouvai]t être qualifié d'Etat soutenant le terrorisme (désignation que l'Iran contest[ait] catégoriquement) », les Etats-Unis ont adopté un certain nombre d'actes législatifs et exécutifs ayant eu pour conséquence pratique d'assujettir les actifs et intérêts de l'Iran et d'entités iraniennes, notamment ceux de la Banque centrale iranienne (également appelée « banque Markazi »), aux procédures d'exécution des Etats-Unis, y compris lorsque ces actifs ou intérêts « [é]taie[n]t considérés comme appartenant à des entités juridiques distinctes ... non parties au jugement sur la responsabilité dont l'exécution [é]tai[t] recherchée » ou qu'ils « appart[enai]ent à l'Iran ou à des entités iraniennes ... et jouiss[ai]ent de l'immunité à l'égard des procédures d'exécution en vertu du droit international et des dispositions du traité » de 1955. L'Iran ajoute que, en conséquence de ces actes, « toute une série de réclamations ont été tranchées au détriment [de lui-même] et des entités iraniennes, ou sont pendantes », et que les tribunaux américains « ont rejeté à maintes reprises les tentatives faites par la banque Markazi pour invoquer les immunités dont jouissent les biens en question » en vertu du droit américain et du traité de 1955.

Pour fonder la compétence de la Cour, le demandeur invoque le paragraphe 2 de l'article XXI du traité de 1955, auquel les Etats-Unis et l'Iran sont tous deux parties.

Par une ordonnance en date du 1<sup>er</sup> juillet 2016, la Cour a fixé au 1<sup>er</sup> février 2017 et au 1<sup>er</sup> septembre 2017, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par l'Iran et d'un contre-mémoire par les Etats-Unis.

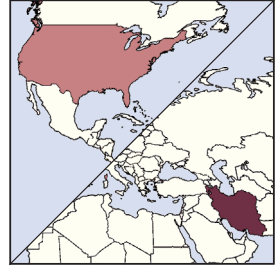
Les Etats-Unis ayant présenté, le 1<sup>er</sup> mai 2017, des exceptions préliminaires d'incompétence de la Cour et d'irrecevabilité de la requête par une ordonnance en date du 2 mai 2017, la Cour a fixé au 1<sup>er</sup> septembre 2017 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un exposé écrit contenant les observations et conclusions de l'Iran sur lesdites exceptions, lequel a été déposé dans le délai ainsi prescrit. Entre le 8 et le 12 octobre 2018, la Cour a tenu des audiences publiques consacrées aux exceptions préliminaires soulevées par les Etats-Unis.

Le 13 février 2019, la Cour a rendu son arrêt sur ces exceptions, dans lequel elle a conclu à sa compétence pour connaître d'une partie des demandes de l'Iran, et à la recevabilité de la requête. Elle a retenu la deuxième exception d'incompétence soulevée par les Etats-Unis, concluant qu'elle n'était pas compétente pour examiner les demandes de l'Iran en ce qu'elles concernent la prétendue violation des règles de droit international en matière d'immunités souveraines. Elle a par ailleurs considéré que la troisième exception d'incompétence — par laquelle le défendeur priait la Cour de rejeter comme échappant à sa compétence « toute demande se rapportant à des violations alléguées des articles III, IV ou V du traité ... reposant sur le traitement réservé à la banque Markazi » — ne présentait pas, dans les circonstances de



## 8. Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran *v.* United States of America)

Proceedings instituted	14 VI 2016 (Application)
Hearings	8–12 X 2018 (preliminary objections)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 VII 2016 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 2 V 2017 (Ord.) Preliminary objections: 13 II 2019 (Judgment) Fixing of time-limit (C.-M.): 13 II 2019 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M.): 15 VIII 2019 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 15 XI 2019 (Ord.)
Themes	Treaty law; immunities



On 14 June 2016, the Islamic Republic of Iran instituted proceedings against the United States of America with regard to a dispute concerning “violations by the Government of the United States of America of the Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between Iran and the United States of America which was signed in Tehran on 15 August 1955 and entered into force on 16 June 1957” (the “1955 Treaty”).

In its Application, Iran explains that, having for many years taken “the position that Iran may be designated a State sponsoring terrorism (a designation which Iran strongly contests)”, the United States has adopted a number of legislative and executive acts that have had the practical effect of subjecting the assets and interests of Iran and Iranian entities, including those of the Central Bank of Iran (also known as “Bank Markazi”), to enforcement proceedings in the United States, even where such assets or interests “are found to be held by separate juridical entities . . . that are not party to the judgment on liability in respect of which enforcement is sought” and/or “are held by Iran or Iranian entities . . . and benefit from immunities from enforcement proceedings as a matter of international law, and as required by the [1955] Treaty”. Iran further argues that, as a consequence of these acts, “a wide series of claims have been determined, or are under way, against Iran and Iranian entities” and that United States courts “have repeatedly dismissed attempts by Bank Markazi to rely on the immunities to which such property is entitled” under United States law and the 1955 Treaty.

As basis of the Court’s jurisdiction, Iran invokes Article XXI, paragraph 2, of the 1955 Treaty, to which both the United States and Iran are parties.

By an Order of 1 July 2016, the Court fixed 1 February 2017 and 1 September 2017 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Iran and a Counter-Memorial by the United States.

The United States having raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application on 1 May 2017, the Court, by an Order of 2 May 2017, fixed 1 September 2017 as the time-limit for the filing by Iran of a written statement of its observations and submissions on those objections. This pleading was filed within the time-limit thus fixed. From 8 to 12 October 2018, the Court held public hearings devoted to the preliminary objections raised by the United States.

On 13 February 2019, the Court delivered its Judgment on the objections raised by the United States, in which it found that it had jurisdiction to entertain part of the claims made by Iran and that the Application was admissible. The Court upheld the second objection to jurisdiction raised by the United States, concluding that it did not have jurisdiction to consider Iran’s claims in so far as they concern the alleged violation of rules of international law on sovereign immunities. The Court found that the third objection to jurisdiction raised by the United States — whereby the Respondent requested the Court to dismiss as outside its jurisdiction “all claims of purported violations of Articles III, IV, or V of the Treaty of Amity . . . predicated on treatment accorded to the Government of Iran or Bank Markazi” —

l'espèce, un caractère exclusivement préliminaire. Par une ordonnance datée du même jour, la Cour a fixé au 13 septembre 2019 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire des États-Unis. Par une ordonnance en date du 15 août 2019, la date d'expiration de ce délai a ensuite été reportée au 14 octobre 2019, en réponse à une demande des États-Unis. Ceux-ci ont déposé leur contre-mémoire dans le délai ainsi prorogé.

Par une ordonnance en date du 15 novembre 2019, le président de la Cour a autorisé la présentation d'une réplique par l'Iran et d'une duplique par les États-Unis et fixé au 17 août 2020 et au 17 mai 2021, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces. ■

does not possess, in the circumstances of the case, an exclusively preliminary character. By an Order of the same day, the Court fixed 13 September 2019 as the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of the United States. By an Order dated 15 August 2019, this time-limit was subsequently extended to 14 October 2019, following a request from the United States. The Counter-Memorial of the United States was filed within the time-limit thus extended.

By an Order dated 15 November 2019, the President of the Court authorized the submission of a Reply by Iran and a Rejoinder by the United States and fixed 17 August 2020 and 17 May 2021 as the respective time-limits for the filing of those pleadings. ■

## 9. Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)



Introduction	16 I 2017 (requête)
Audiences	6-9 III 2017 (mesures conservatoires) 3-7 VI 2019 (exceptions préliminaires)
Décisions	Mesures conservatoires : 19 IV 2017 (ord.) Fixation de délais (M. et C.-M.) : 12 V 2017 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires) : 17 IX 2018 (ord.) Exceptions préliminaires : 8 XI 2019 (arrêt) Fixation de délai (C.-M.) : 8 XI 2019 (ord.) Prorogation de délai (C.-M.) : 13 VII 2020 (ord.)
Thème	Violations d'obligations conventionnelles

Le 16 janvier 2017, l'Ukraine a introduit une instance contre la Fédération de Russie concernant des violations alléguées de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme du 9 décembre 1999 (la « CIRFT ») et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 21 décembre 1965 (la « CIEDR »). Pour fonder la compétence de la Cour, l'Ukraine invoque le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de celle-ci, ainsi que le paragraphe 1 de l'article 24 de la CIRFT et l'article 22 de la CIEDR.

Dans sa requête, l'Ukraine allègue que la Fédération de Russie a manqué à ses obligations de prendre des mesures et de coopérer, conformément aux articles 8, 9, 10, 12 et 18 de la CIRFT, pour prévenir et réprimer les infractions de financement du terrorisme telles que définies à l'article 2 de la convention. La demanderesse soutient également que la Fédération de Russie a contrevenu à ses obligations au titre des articles 2, 4, 5, 6 et 7 de la CIEDR, en se livrant à une campagne visant à priver les Tatars de Crimée et les Ukrainiens de souche en Crimée de leurs droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels, et qu'elle a adopté une politique et une pratique de discrimination raciale à l'encontre de ces communautés.

Le 16 janvier 2017, l'Ukraine a également présenté une demande en indication de mesures conservatoires. Des audiences publiques sur cette demande se sont tenues du 6 au 9 mars 2017.

Le 19 avril 2017, la Cour a rendu son ordonnance sur la demande en indication de mesures conservatoires, dans laquelle elle a conclu qu'« [e]n ce qui concerne la situation en Crimée, la Fédération de Russie doit, conformément aux obligations lui incombant au titre de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ... [s]'abstenir de maintenir ou d'imposer des limitations à la capacité de la communauté des Tatars de Crimée de conserver ses instances représentatives, y compris le Majlis » et « [f]aire en sorte de rendre disponible un enseignement en langue ukrainienne ».

Par une ordonnance en date du 12 mai 2017, le président de la Cour a fixé au 12 juin 2018 et au 12 juillet 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par l'Ukraine et d'un contre-mémoire par la Fédération de Russie. Le mémoire de l'Ukraine a été déposé dans le délai ainsi prescrit.

Le 12 septembre 2018, la Fédération de Russie a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête. Par une ordonnance datée du 17 septembre 2018, le président de la Cour a fixé au 14 janvier 2019 la date d'expiration du délai dans lequel l'Ukraine pouvait présenter un exposé écrit contenant ses objections et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par la Fédération de Russie, pièce qui a été déposée dans le délai ainsi prescrit.

Des audiences publiques sur les exceptions préliminaires soulevées par la Fédération de Russie se sont déroulées du 3 au 7 juin 2019.

## 9. Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine *v.* Russian Federation)

Proceedings instituted	16 I 2017 (Application)
Hearings	6–9 III 2017 (provisional measures) 3–7 VI 2019 (preliminary objections)
Decisions	Provisional measures: 19 IV 2017 (Ord.) Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 12 V 2017 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 17 IX 2018 (Ord.) Preliminary objections: 8 XI 2019 (Judgment) Fixing of time-limit (C.-M.): 8 XI 2019 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M.): 13 VII 2020 (Ord.)
Theme	Violations of treaty obligations



On 16 January 2017, Ukraine instituted proceedings against the Russian Federation concerning alleged violations of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism of 9 December 1999 (the “ICSFT”) and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination of 21 December 1965 (“CERD”). Ukraine invoked, as the basis for the Court’s jurisdiction, Article 24, paragraph 1, of the ICSFT and Article 22 of CERD, in accordance with Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court.

In its Application, Ukraine claims that the Russian Federation violated its obligations to take measures and to co-operate under Articles 8, 9, 10, 12 and 18 of the ICSFT in the prevention and suppression of terrorism financing offences, as defined in Article 2 of the Convention. The Applicant also submits that the Russian Federation breached its obligations under Articles 2, 4, 5, 6 and 7 of CERD, by engaging in a campaign directed at depriving the Crimean Tatars and ethnic Ukrainians in Crimea of their political, civil, economic, social and cultural rights and pursuing a policy and practice of racial discrimination against those communities.

On 16 January 2017, Ukraine also filed a request for the indication of provisional measures. Public hearings were held on that request from 6 to 9 March 2017.

On 19 April 2017, the Court delivered its Order on the request for the indication of provisional measures, in which it found that “[w]ith regard to the situation in Crimea, the Russian Federation must, in accordance with its obligations under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, . . . [r]efrain from maintaining or imposing limitations on the ability of the Crimean Tatar community to conserve its representative institutions, including the *Mejlis*”, and “[e]nsure the availability of education in the Ukrainian language”.

By an Order dated 12 May 2017, the President of the Court fixed 12 June 2018 and 12 July 2019 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Ukraine and a Counter-Memorial by the Russian Federation. The Memorial of Ukraine was filed within the time-limit thus fixed.

On 12 September 2018, the Russian Federation raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application. By an Order dated 17 September 2018, the President of the Court fixed 14 January 2019 as the time-limit within which Ukraine might present a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by the Russian Federation. That pleading was filed within the time-limit thus fixed.

Public hearings on the preliminary objections raised by the Russian Federation were held from 3 to 7 June 2019.

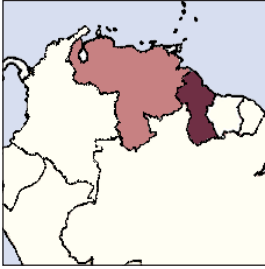
Le 8 novembre 2019, la Cour a rendu son arrêt sur les exceptions préliminaires soulevées par la Fédération de Russie, concluant qu'elle avait compétence, sur le fondement du paragraphe 1 de l'article 24 de la CIRFT et de l'article 22 de la CIEDR, pour connaître des demandes formulées par l'Ukraine au titre de ces deux instruments. Elle a également conclu que la requête de l'Ukraine, en ce qu'elle avait trait aux demandes fondées sur la CIEDR, était recevable.

Par une ordonnance en date du 8 novembre 2019, la Cour a fixé au 8 décembre 2020 la nouvelle date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de la Fédération de Russie. Par une ordonnance en date du 13 juillet 2020, la date d'expiration dudit délai a ensuite été reportée au 8 avril 2021, à la suite d'une demande de la Fédération de Russie. ■

On 8 November 2019, the Court delivered its Judgment on the preliminary objections raised by the Russian Federation, finding that it had jurisdiction, on the basis of Article 24, paragraph 1, of the ICSFT and Article 22 of CERD, to entertain the claims made by Ukraine under the two conventions. The Court also found that Ukraine's Application in relation to the claims under CERD were admissible.

By an Order dated 8 November 2019, the Court fixed 8 December 2020 as the new time-limit for the filing of a Counter-Memorial by the Russian Federation. By an Order dated 13 July 2020, this time-limit was subsequently extended to 8 April 2021, following a request from the Russian Federation. ■

## 10. Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)



Introduction	29 III 2018 (requête)
Audiences	30 VI 2020 (compétence)
Décision	Fixation de délais (M. et C.-M.): 19 VI 2018 (ord.)
Thèmes	Différend frontalier; validité d'une sentence arbitrale

Le 29 mars 2018, le Guyana a déposé une requête introductive d'instance contre le Venezuela concernant un différend portant sur « la validité juridique et l'effet contraignant de la sentence arbitrale du 3 octobre 1899 relative à la frontière entre la colonie de la Guyane britannique et les Etats-Unis du Venezuela ».

Le demandeur soutient que la sentence de 1899 porte « règlement complet, parfait et définitif » de toutes les questions intéressant la détermination de la ligne frontière entre la colonie de la Guyane britannique et le Venezuela.

Le Guyana soutient que, en 1962, le Venezuela a contesté la sentence pour la première fois, la qualifiant d'« arbitraire » et de « nulle et non avenue », ce qui a conduit à la signature, à Genève, le 17 février 1966, de l'accord tendant à régler le différend relatif à la frontière entre le Venezuela et la Guyane britannique (l'« accord de Genève »). Selon le demandeur, cet accord prévoyait le « recours à une série de mécanismes en vue de résoudre définitivement le différend ».

Le Guyana soutient également que le paragraphe 2 de l'article IV de l'accord de Genève habilitait, en l'absence d'accord entre les Parties, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à « choisir » le moyen de règlement pacifique à adopter en vertu de l'article 33 de la Charte des Nations Unies aux fins du règlement du différend portant sur la validité et la force obligatoire de la sentence de 1899. Selon le demandeur :

« Le 30 janvier 2018, [...] le Secrétaire général, M. António Guterres, est parvenu à la conclusion que la procédure des bons offices n'avait pas permis d'aboutir à un règlement pacifique du différend. Il a alors pris, conformément au paragraphe 2 de l'article IV de l'accord [de Genève], la décision, officielle et contraignante, de choisir un autre des moyens de règlement prévus par l'article 33 de la Charte. Il en a communiqué la teneur par lettres identiques aux deux Parties, indiquant que, en vertu des pouvoirs que lui conférait l'accord de Genève, le règlement du différend serait confié à la Cour internationale de Justice. »

Dans sa requête, le Guyana entend fonder la compétence de la Cour sur le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de celle-ci, en vertu du consentement mutuel du Guyana et du Venezuela exprimé au paragraphe 2 de l'article IV de l'accord de Genève, par lequel ils avaient conjointement investi le Secrétaire général de l'autorité de choisir le moyen de règlement du différend — dont celui-ci a fait usage, dans une décision du 30 janvier 2018, en optant pour le règlement judiciaire par la Cour.

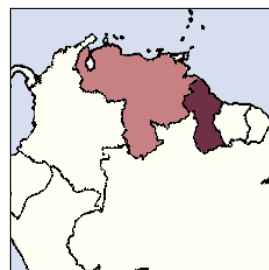
Par une ordonnance en date du 19 juin 2018, la Cour a décidé, en vertu du paragraphe 2 de l'article 79 de son Règlement, que les pièces de la procédure écrite porteraient d'abord sur la question de sa compétence et a fixé au 19 novembre 2018 et au 18 avril 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par le Guyana et d'un contre-mémoire par le Venezuela. Le mémoire du Guyana a été déposé dans le délai ainsi prescrit.

Par lettre en date du 12 avril 2019, le Venezuela a confirmé sa décision de ne pas participer à la procédure écrite devant la Cour, faisant toutefois savoir qu'il avait l'intention de fournir à



## 10. Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana *v.* Venezuela)

Proceedings instituted	29 III 2018 (Application)
Hearings	30 VI 2020 (jurisdiction)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 19 VI 2018 (Ord.)
Themes	Boundary dispute; validity of an arbitral award



On 29 March 2018, Guyana filed an Application instituting proceedings against Venezuela with regard to a dispute concerning “the legal validity and binding effect of the Award Regarding the Boundary between the Colony of British Guiana and the United States of Venezuela, of 3 October 1899”.

The Applicant claims that the 1899 Award was “a full, perfect, and final settlement” of all questions relating to determining the boundary line between the colony of British Guiana and Venezuela.

Guyana contends that, in 1962, for the first time, Venezuela contested the Award as “arbitrary” and “null and void”. This, according to the Applicant, led to the signing of the Agreement to resolve the controversy between Venezuela and the United Kingdom over the frontier between Venezuela and British Guiana at Geneva on 17 February 1966 (the “Geneva Agreement”), which “provided for recourse to a series of dispute settlement mechanisms to finally resolve the controversy”.

Guyana further submits that Article IV, paragraph 2, of the Geneva Agreement authorized the United Nations Secretary-General, in the absence of an agreement between the Parties, to “decide” which means of peaceful settlement to adopt under Article 33 of the United Nations Charter for the solution of the controversy over the validity and binding force of the 1899 Award. According to the Applicant:

“On 30 January 2018, [ . . . ] Secretary-General António Guterres determined that the Good Offices Process had failed to achieve a peaceful settlement of the controversy. He then took a formal and binding decision, under Article IV, paragraph 2, of the [Geneva] Agreement, to choose a different means of settlement under Article 33 of the Charter. In identical letters to both Parties, he communicated the terms of his decision that, pursuant to the authority vested in him by the Geneva Agreement, the controversy shall be settled by recourse to the International Court of Justice.”

In its Application, Guyana seeks to found the jurisdiction of the Court on Article 36, paragraph 1, of its Statute, pursuant to the mutual consent of Guyana and Venezuela, given by them in Article IV, paragraph 2, of the 1966 Geneva Agreement, whereby they mutually conferred upon the Secretary-General of the United Nations the authority to choose the means of settlement of the controversy — which the Secretary-General exercised by choosing judicial settlement by the Court in his decision of 30 January 2018.

By an Order dated 19 June 2018, the Court decided, pursuant to Article 79, paragraph 2, of its Rules, that the written pleadings in the case must first address the question of the Court’s jurisdiction, and fixed 19 November 2018 and 18 April 2019 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Guyana and a Counter-Memorial by Venezuela. The Memorial of Guyana was filed within the time-limit thus fixed.

By a letter dated 12 April 2019, Venezuela confirmed its decision not to participate in the written proceedings before the Court, but indicated its intention to provide the Court with

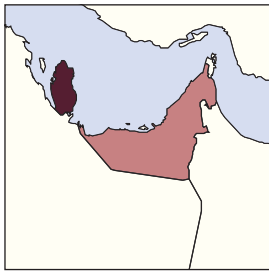
celle-ci des informations afin de l'aider à s'acquitter de ses obligations en vertu de son Statut ; à cet effet, le Venezuela a déposé un mémorandum le 28 novembre 2019.

Une audience publique s'est tenue par liaison vidéo le 30 juin 2020. Le Venezuela n'a pas participé à la procédure orale ; cependant, par lettre en date du 24 juillet 2020, il a transmis des observations écrites concernant les arguments présentés par le Guyana à l'audience. L'affaire est actuellement en délibéré. ■

information in order to assist it in the fulfilment of its duty under the Statute; to this effect, Venezuela filed a Memorandum on 28 November 2019.

A public hearing was held by video link on 30 June 2020. Venezuela did not participate in the oral proceedings; however, by a letter dated 24 July 2020, Venezuela transmitted written comments on the arguments presented by Guyana at the oral proceedings. The case is currently under deliberation. ■

## 11. Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)



Introduction	11 VI 2018 (requête)
Audiences	27–29 VI 2018 (mesures conservatoires, demande présentée par le Qatar) 7–9 V 2019 (mesures conservatoires, demande présentée par les Emirats arabes unis)
Décisions	Mesures conservatoires : 23 VII 2018 (ord.) Fixation de délais (M. et C.-M.) : 25 VII 2018 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires) : 2 V 2019 (ord.) Mesures conservatoires : 14 VI 2019 (ord.)
Thème	Violations d'obligations conventionnelles

Le 11 juin 2018, le Qatar a introduit une instance contre les Emirats arabes unis à raison de violations alléguées de la convention internationale du 21 décembre 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (la « CIEDR »), à laquelle les deux Etats sont parties.

Pour fonder la compétence de la Cour, le demandeur invoque le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de la Cour et l'article 22 de la CIEDR.

Dans sa requête, le demandeur affirme que « [l]es Emirats arabes unis ont promulgué et mis en œuvre un ensemble de mesures discriminatoires ... qui ciblent les Qatariens au motif exprès de leur origine nationale », en violation des obligations lui incombant au titre de la CIEDR. Le Qatar soutient que, à partir du 5 juin 2017, les Emirats arabes unis ont expulsé tous les Qatariens se trouvant à l'intérieur de leurs frontières, qu'ils ont interdit à tous les Qatariens d'entrer sur le territoire émirien ou de le traverser, qu'ils ont fermé l'espace aérien et les ports émiriens au Qatar et aux Qatariens, qu'ils ont entravé les droits des Qatariens possédant des biens aux Emirats arabes unis, qu'ils ont limité le droit des Qatariens d'exprimer leur soutien au Qatar ou leur opposition aux mesures prises à son encontre, et qu'ils ont fermé les bureaux régionaux du réseau de médias Al Jazeera et empêché Al Jazeera et d'autres sites d'information qatariens de diffuser.

Dans sa requête, le Qatar, en son nom propre et en qualité de *parens patriae* des Qatariens, prie la Cour de dire et juger que les Emirats arabes unis, par l'intermédiaire de leurs organes et agents et d'autres personnes et entités exerçant la puissance publique, ainsi que par l'intermédiaire d'autres agents agissant sur leurs instructions ou sous leur direction et leur contrôle, ont violé les obligations que leur imposent les articles 2, 4, 5, 6 et 7 de la CIEDR en prenant les mesures précitées; et d'ordonner aux Emirats arabes unis de prendre toutes les dispositions requises pour s'acquitter des obligations que leur impose la CIEDR.

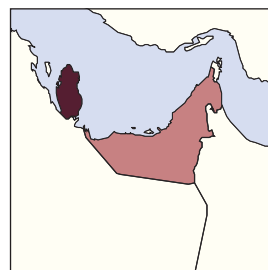
Le 11 juin 2018, le Qatar a également déposé une demande en indication de mesures conservatoires dans l'attente d'un arrêt définitif en l'affaire.

Par une ordonnance en date du 23 juillet 2018, la Cour a indiqué des mesures conservatoires à l'effet de protéger certains droits allégués par le Qatar et a prié les Parties de s'abstenir de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend. Plus particulièrement, la Cour a indiqué que les Emirats arabes unis devaient veiller à ce que les familles qatariennes séparées par suite des mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 soient réunies, à ce que les étudiants qatariens affectés par les mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 puissent terminer leurs études aux Emirats ou obtenir leur dossier scolaire ou universitaire s'ils souhaitent étudier ailleurs, et à ce que les Qatariens affectés par les mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 puissent avoir accès aux tribunaux et autres organes judiciaires de cet Etat.

Par une ordonnance en date du 25 juillet 2018, le président de la Cour a fixé au 25 avril 2019 et au 27 janvier 2020, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt

## 11. Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Qatar *v.* United Arab Emirates)

Proceedings instituted	11 VI 2018 (Application)
Hearings	27–29 VI 2018 (provisional measures, request submitted by Qatar) 7–9 V 2019 (provisional measures, request submitted by the United Arab Emirates)
Decisions	Provisional measures: 23 VII 2018 (Ord.) Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 25 VII 2018 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 2 V 2019 (Ord.) Provisional measures: 14 VI 2019 (Ord.)
Theme	Violations of treaty obligations



On 11 June 2018, Qatar instituted proceedings against the United Arab Emirates (the “UAE”) with regard to alleged violations of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination of 21 December 1965 (“CERD”), to which both States are parties.

As basis for the Court’s jurisdiction, the Applicant invokes Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court and Article 22 of CERD.

Qatar contends in its Application that “[t]he UAE has enacted and implemented a series of discriminatory measures directed at Qataris based expressly on their national origin”, in violation of its obligations under CERD. According to Qatar, on and following 5 June 2017, the UAE expelled all Qataris within its borders; prohibited them from entering or passing through the UAE; closed UAE airspace and seaports to Qatar and Qataris; interfered with the rights of Qataris who own property in the UAE; limited the rights of Qataris to any speech deemed to be in support of or opposed to the actions against Qatar; and shut down the local offices of Al Jazeera Media Network, and blocked the transmission of Al Jazeera and other Qatari media outlets.

In its Application, Qatar, in its own right and as *parens patriae* of its citizens, requests the Court to adjudge and declare that the UAE, through its State organs, State agents, and other persons and entities exercising governmental authority, and through other agents acting on its instructions or under its direction and control, has violated its obligations under Articles 2, 4, 5, 6 and 7 of CERD, by taking the above-mentioned measures; and to order the UAE to take all steps necessary to comply with its obligations under CERD.

On 11 June 2018, Qatar also filed a request for the indication of provisional measures pending final judgment in the case.

By an Order dated 23 July 2018, the Court indicated provisional measures to protect certain rights claimed by Qatar and ordered the Parties to refrain from any action which might aggravate or extend the dispute. More particularly, the Court indicated that the UAE must ensure that families that include a Qatari, separated by the measures adopted by the UAE on 5 June 2017, are reunited; Qatari students affected by the measures adopted by the UAE on 5 June 2017 are given the opportunity to complete their education in the UAE or to obtain their educational records if they wish to continue their studies elsewhere; and Qataris affected by the measures adopted by the UAE on 5 June 2017 are allowed access to tribunals and other judicial organs of the UAE.

By an Order dated 25 July 2018, the President of the Court fixed 25 April 2019 and 27 January 2020 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Qatar and a

d'un mémoire par le Qatar et d'un contre-mémoire par les Emirats arabes unis. Le mémoire du Qatar a été déposé dans le délai ainsi fixé.

Le 22 mars 2019, les Emirats arabes unis ont déposé une demande en indication de mesures conservatoires dans le but de «sauvegarder leurs droits procéduraux» en l'affaire et «d'empêcher le Qatar d'aggraver ou d'étendre encore le différend entre les Parties avant l'arrêt définitif».

Le 30 avril 2019, les Emirats arabes unis ont soulevé des exceptions préliminaires d'incompétence de la Cour et d'irrecevabilité de la requête. Par ordonnance du 2 mai 2019, le président de la Cour a fixé au 30 août 2019 la date d'expiration du délai dans lequel le Qatar pouvait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par les Emirats. Cette pièce a été déposée dans le délai ainsi fixé.

Des audiences publiques consacrées à l'examen de la demande en indication de mesures conservatoires présentée par les Emirats arabes unis se sont tenues du 7 au 9 mai 2019. Le 14 juin 2019, la Cour a rendu son ordonnance, dans laquelle elle a rejeté la demande en indication de mesures conservatoires présentée par les Emirats. ■

Counter-Memorial by the UAE. The Memorial of Qatar was filed within the time-limit thus fixed.

On 22 March 2019, the UAE filed a request for the indication of provisional measures in order to “preserve [its] procedural rights” in this case and “prevent Qatar from further aggravating or extending the dispute between the Parties pending a final decision”.

On 30 April 2019, the UAE raised preliminary objections to the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application. By an Order dated 2 May 2019, the President of the Court fixed 30 August 2019 as the time-limit within which Qatar might present a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by the UAE. This pleading was filed within the time-limit thus fixed.

Public hearings on the UAE’s request for the indication of provisional measures were held from 7 to 9 May 2019. On 14 June 2019, the Court delivered its Order, in which it rejected the request for the indication of provisional measures submitted by the UAE. ■

## 12. Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)



Introduction	4 VII 2018 (requête conjointe)
Audiences	2–6 XII 2019 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 25 VII 2018 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 27 III 2019 (ord.) Fond : 14 VII 2020 (arrêt)
Thème	Appel

Le 4 juillet 2018, l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte et les Emirats arabes unis ont déposé, en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (la « convention de Chicago »), une requête conjointe tendant à faire appel de la décision rendue le 29 juin 2018 par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (l'« OACI ») dans une instance introduite par le Qatar contre ces quatre États le 30 octobre 2017.

Dans leur requête conjointe, les demandeurs rappellent que, en 2013 et 2014, à l'issue de plusieurs années d'activités diplomatiques, les États membres du Conseil de coopération du Golfe ont adopté un ensemble d'instruments et d'accords, dénommés collectivement les accords de Riyad, aux termes desquels le Qatar s'engageait à cesser de soutenir, de financer ou d'héberger des personnes ou groupes mettant en danger la sécurité nationale, en particulier des groupes terroristes. Les demandeurs indiquent en outre que, le Qatar ayant selon eux manqué à ses engagements, ils ont, le 5 juin 2017, pris un certain nombre de contre-mesures visant à inciter celui-ci à s'acquitter de ses obligations. Ils précisent qu'ont ainsi été imposées les restrictions d'accès à leur espace aérien formant l'objet de la requête introduite contre eux par le Qatar auprès du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention de Chicago (la « requête A »).

Bahreïn, l'Égypte et les Emirats arabes unis indiquent également que, le 19 mars 2018, ils ont soulevé deux exceptions préliminaires à la « requête A » du Qatar, faisant valoir que le Conseil de l'OACI n'était pas compétent pour connaître des demandes figurant dans celle-ci ou, à titre subsidiaire, que ces demandes étaient irrecevables. Le Conseil de l'OACI a, par une décision rendue le 29 juin 2018, rejeté ces exceptions préliminaires.

Les demandeurs avancent trois moyens à l'appui de leur requête. Premièrement, ils contestent la décision du Conseil de l'OACI au motif qu'elle aurait été rendue à l'issue d'une procédure « manifestement entachée d'irrégularités et conduite en méconnaissance des principes fondamentaux de procédure régulière et du droit d'être entendu ». Au titre des deuxième et troisième moyens, ils font valoir que le Conseil de l'OACI a commis une erreur de fait et de droit en rejetant les première et seconde exceptions préliminaires à sa compétence pour connaître de la requête du Qatar.

Pour fonder la compétence de la Cour, les demandeurs invoquent l'article 84 de la convention de Chicago, lu conjointement avec le paragraphe 1 de l'article 36 et l'article 37 du Statut de la Cour.

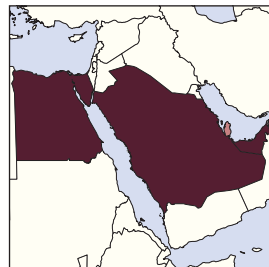
Par une ordonnance en date du 25 juillet 2018, le président de la Cour a fixé au 27 décembre 2018 et au 27 mai 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par les demandeurs et d'un contre-mémoire par le défendeur. Ces pièces ont été déposées dans les délais ainsi fixés.

Par une ordonnance en date du 27 mars 2019, la Cour, compte tenu des vues des Parties, a prescrit le dépôt d'une réplique par les demandeurs et d'une duplique par le défendeur, et a fixé au 27 mai et au 29 juillet 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces. Celles-ci ont été déposées dans les délais ainsi fixés.



## 12. Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates *v.* Qatar)

Proceedings instituted	4 VII 2018 (joint Application)
Hearings	2–6 XII 2019 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 25 VII 2018 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 27 III 2019 (Ord.) Merits: 14 VII 2020 (Judgment)
Theme	Appeal



On 4 July 2018, Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and the United Arab Emirates filed a joint Application constituting an appeal against the decision rendered by the Council of the International Civil Aviation Organization (the “ICAO Council”) on 29 June 2018 in proceedings initiated by the State of Qatar against these four States on 30 October 2017, pursuant to Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (the “Chicago Convention”).

It is stated in the joint Application that in 2013 and 2014, following years of diplomatic activities, the Member States of the Gulf Cooperation Council adopted a series of instruments and undertakings referred to collectively as the Riyadh Agreements, under which Qatar committed to cease supporting, financing or harbouring persons or groups presenting a danger to national security, in particular terrorist groups. The Applicants further state that, on 5 June 2017, after Qatar allegedly failed to abide by its commitments, they adopted a range of countermeasures with the aim of inducing compliance by Qatar. They note that these measures included the airspace restrictions that form the subject of the application against them submitted by Qatar to the ICAO Council, pursuant to Article 84 of the Chicago Convention (“Application (A)”).

Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and the United Arab Emirates further point out that, on 19 March 2018, they raised two preliminary objections to Qatar’s Application (A), contending that the ICAO Council lacked jurisdiction to adjudicate the claims submitted by Qatar, or, in the alternative, that the claims were inadmissible. The ICAO Council rendered its decision on 29 June 2018, rejecting these preliminary objections.

The Applicants advance three grounds of appeal. Under the first ground of appeal, they contest the decision of the ICAO Council as “manifestly flawed and in violation of fundamental principles of due process and the right to be heard”. Under the second and third grounds of appeal, they claim that “the ICAO Council erred in fact and in law” in rejecting, respectively, the first and second preliminary objections to its jurisdiction over Qatar’s application.

As basis for the Court’s jurisdiction, the Applicants invoke Article 84 of the Chicago Convention, in conjunction with Article 36, paragraph 1, and Article 37 of the Statute of the Court.

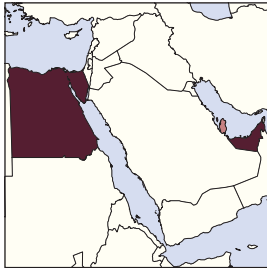
By an Order dated 25 July 2018, the President of the Court fixed 27 December 2018 and 27 May 2019 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Applicants and a Counter-Memorial by the Respondent. These written pleadings were filed within the time-limits thus fixed.

By an Order dated 27 March 2019, the Court, taking into account the views of the Parties, directed the submission of a Reply by the Applicants and a Rejoinder by the Respondent, and fixed 27 May and 29 July 2019 as the respective time-limits for the filing of those pleadings, which were filed within the time-limits thus fixed.

Après avoir tenu des audiences publiques du 2 au 6 décembre 2019, la Cour a rendu son arrêt le 14 juillet 2020, rejetant l'appel formé par les demandeurs. En particulier, elle a dit que le Conseil de l'OACI n'avait pas commis d'erreur en rejetant les deux exceptions préliminaires soulevées par les demandeurs en tant qu'elles avaient trait à la compétence du Conseil et à la recevabilité de la « requête A » du Qatar. La Cour a également jugé que les procédures suivies par le Conseil « n[avaie]nt pas porté atteinte de manière fondamentale aux exigences d'une procédure équitable ». Elle a conclu que le Conseil de l'OACI avait compétence pour connaître de la « requête A » du Qatar et que ladite requête était recevable. ■

After holding public hearings from 2 to 6 December 2019, the Court delivered its Judgment on 14 July 2020, rejecting the appeal brought by the Applicants. In particular, the Court declared that the ICAO Council did not err when it rejected the two preliminary objections raised by the Applicants relating to the jurisdiction of the ICAO Council and the admissibility of Qatar's Application (A). The Court also ruled that the procedures followed by the ICAO Council "did not prejudice in any fundamental way the requirements of a just procedure". The Court concluded that the ICAO Council had jurisdiction to entertain Qatar's Application (A) and that the said Application was admissible. ■

### 13. Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)



Introduction	4 VII 2018 (requête conjointe)
Audiences	2-6 XII 2019 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 25 VII 2018 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 27 III 2019 (ord.) Fond: 14 VII 2020 (arrêt)
Thème	Appel

Le 4 juillet 2018, Bahreïn, l'Égypte et les Emirats arabes unis ont déposé, en vertu de la section 2 de l'article II de l'accord relatif au transit des services aériens internationaux, une requête conjointe tendant à faire appel de la décision rendue le 29 juin 2018 par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (l'«OACI») dans une instance introduite par le Qatar contre ces trois Etats le 30 octobre 2017.

Dans leur requête conjointe, les demandeurs rappellent que, en 2013 et 2014, à l'issue de plusieurs années d'activités diplomatiques, les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe ont adopté un ensemble d'instruments et d'accords, dénommés collectivement les accords de Riyad, aux termes desquels le Qatar s'engageait à cesser de soutenir, de financer ou d'héberger des personnes ou groupes mettant en danger la sécurité nationale, en particulier des groupes terroristes. Les demandeurs indiquent en outre que, le Qatar ayant selon eux manqué à ses engagements, ils ont, le 5 juin 2017, pris un certain nombre de contre-mesures visant à inciter celui-ci à s'acquiescer de ses obligations. Ils précisent qu'ont ainsi été imposées les restrictions d'accès à leur espace aérien qui formaient l'objet de la requête introduite contre eux par le Qatar auprès du Conseil de l'OACI en vertu de la section 2 de l'article II de l'accord relatif au transit des services aériens internationaux (la «requête B»).

Bahreïn, l'Égypte et les Emirats arabes unis indiquent également que, le 19 mars 2018, ils ont soulevé deux exceptions préliminaires à la «requête B» du Qatar, faisant valoir que le Conseil de l'OACI n'était pas compétent pour connaître des demandes figurant dans celle-ci ou, à titre subsidiaire, que ces demandes étaient irrecevables. Le Conseil de l'OACI a, par une décision rendue le 29 juin 2018, rejeté ces exceptions préliminaires.

Les demandeurs avancent trois moyens à l'appui de leur requête. Premièrement, ils contestent la décision du Conseil de l'OACI au motif qu'elle aurait été rendue à l'issue d'une procédure «manifestement entachée d'irrégularités et conduite en méconnaissance des principes fondamentaux de procédure régulière et du droit d'être entendu». Au titre des deuxième et troisième moyens, ils font valoir que «le Conseil de l'OACI avait commis une erreur de fait et de droit» en rejetant les première et seconde exceptions préliminaires à sa compétence pour connaître de la requête du Qatar.

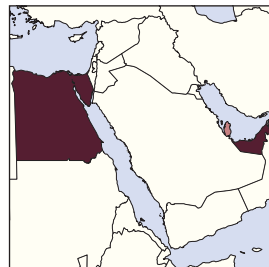
Pour fonder la compétence de la Cour, les demandeurs invoquent la section 2 de l'article II de l'accord et, par référence, l'article 84 de la convention de Chicago, lus conjointement avec le paragraphe 1 de l'article 36 et l'article 37 du Statut de la Cour.

Par une ordonnance en date du 25 juillet 2018, le président de la Cour a fixé au 27 décembre 2018 et au 27 mai 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par les demandeurs et d'un contre-mémoire par le défendeur. Ces pièces ont été déposées dans les délais ainsi fixés.

Par une ordonnance en date du 27 mars 2019, la Cour, compte tenu des vues des Parties, a prescrit le dépôt d'une réplique par les demandeurs et d'une duplique par le défendeur, et a fixé au 27 mai et au 29 juillet 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces. Celles-ci ont été déposées dans les délais ainsi fixés.

### 13. Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates *v.* Qatar)

Proceedings instituted	4 VII 2018 (joint Application)
Hearings	2–6 XII 2019 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 25 VII 2018 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 27 III 2019 (Ord.) Merits: 14 VII 2020 (Judgment)
Theme	Appeal



On 4 July 2018, Bahrain, Egypt and the United Arab Emirates submitted a joint Application constituting an appeal against the decision rendered by the Council of the International Civil Aviation Organization (the “ICAO Council”) on 29 June 2018, in proceedings initiated by the State of Qatar against these three States on 30 October 2017, pursuant to Article II, Section 2, of the International Air Services Transit Agreement (the “IASTA”).

It is stated in the joint Application that in 2013 and 2014, following years of diplomatic activities, the Member States of the Gulf Cooperation Council adopted a series of instruments and undertakings referred to collectively as the Riyadh Agreements, under which Qatar committed to cease supporting, financing or harbouring persons or groups presenting a danger to national security, in particular terrorist groups. The Applicants further state that, on 5 June 2017, after Qatar allegedly failed to abide by its commitments, they adopted a range of countermeasures with the aim of inducing compliance by Qatar. They note that these measures included the airspace restrictions that form the subject of the application against them submitted by Qatar to the ICAO Council, pursuant to Article II, Section 2, of the IASTA (“Application (B)”).

Bahrain, Egypt and the United Arab Emirates further point out that, on 19 March 2018, they raised two preliminary objections to Qatar’s Application (B), contending that the ICAO Council lacked jurisdiction to adjudicate the claims submitted by Qatar, or, in the alternative, that the claims were inadmissible. The ICAO Council rendered its decision on 29 June 2018, rejecting these preliminary objections.

The Applicants advance three grounds of appeal. Under the first ground of appeal, they contest the decision of the ICAO Council as “manifestly flawed and in violation of fundamental principles of due process and the right to be heard”. Under the second and third grounds of appeal, they claim that “the ICAO Council erred in fact and in law” in rejecting, respectively, the first and the second preliminary objections to its jurisdiction over Qatar’s application.

As basis for the Court’s jurisdiction, the Applicants invoke Article II, Section 2, of the IASTA, and, by reference, Article 84 of the Chicago Convention, read in conjunction with Article 36, paragraph 1, and Article 37 of the Statute of the Court.

By an Order dated 25 July 2018, the President of the Court fixed 27 December 2018 and 27 May 2019 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Applicants and a Counter-Memorial by the Respondent. These written pleadings were filed within the time-limits thus fixed.

By an Order dated 27 March 2019, the Court, taking into account the views of the Parties, directed the submission of a Reply by the Applicants and a Rejoinder by the Respondent, and fixed 27 May and 29 July 2019 as the respective time-limits for the filing of those pleadings, which were filed within the time-limits thus fixed.

Après avoir tenu des audiences publiques du 2 au 6 décembre 2019, la Cour a rendu son arrêt le 14 juillet 2020, rejetant l'appel formé par les demandeurs. En particulier, elle a dit que le Conseil de l'OACI n'avait pas commis d'erreur en rejetant les deux exceptions préliminaires soulevées par les demandeurs en tant qu'elles avaient trait à la compétence du Conseil et à la recevabilité de la « requête B » du Qatar. La Cour a également jugé que les procédures suivies par le Conseil « n'[avaie]nt pas porté atteinte de manière fondamentale aux exigences d'une procédure équitable ». Elle a conclu que le Conseil de l'OACI avait compétence pour connaître de la « requête B » du Qatar et que ladite requête était recevable. ■

After holding public hearings from 2 to 6 December 2019, the Court delivered its Judgment on 14 July 2020, rejecting the appeal brought by the Applicants. In particular, the Court declared that the ICAO Council did not err when it rejected the two preliminary objections raised by the Applicants relating to the jurisdiction of the ICAO Council and the admissibility of Qatar's Application (B). The Court also ruled that the procedures followed by the ICAO Council "did not prejudice in any fundamental way the requirements of a just procedure". The Court concluded that the ICAO Council had jurisdiction to entertain Qatar's Application (B) and that the said Application was admissible. ■

## 14. Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)



Introduction	16 VII 2018 (requête)
Audiences	27-30 VIII 2018 (mesures conservatoires)
Décisions	Mesures conservatoires : 3 X 2018 (ord.) Fixation de délais (M. et C.-M.) : 10 X 2018 (ord.) Prorogation de délais (M. et C.-M.) : 8 IV 2019 (ord.) Fixation de délai (exposé écrit sur les exceptions préliminaires) : 26 VIII 2019 (ord.)
Thème	Violations d'obligations conventionnelles

Le 16 juillet 2018, la République islamique d'Iran a déposé une requête introductive d'instance contre les Etats-Unis d'Amérique au sujet d'un différend concernant des violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires signé par les deux Etats à Téhéran le 15 août 1955 et entré en vigueur le 16 juin 1957 (le « traité de 1955 »).

L'Iran indique que sa requête porte sur la décision prise le 8 mai 2018 par les Etats-Unis de rétablir pleinement et de faire appliquer un ensemble de sanctions et de mesures restrictives le visant, directement ou indirectement, ainsi que ses sociétés, voire ses nationaux, sanctions et mesures que les autorités américaines avaient auparavant décidé de lever dans le cadre du plan d'action global commun (un accord sur le programme nucléaire iranien qui avait été conclu le 14 juillet 2015 par la République islamique d'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'Allemagne et l'Union européenne).

Le demandeur soutient que, du fait des « sanctions du 8 mai » et des autres sanctions qu'ils avaient annoncées, les Etats-Unis « ont violé et continuent de violer de multiples dispositions du traité de 1955 ».

Pour fonder la compétence de la Cour, le demandeur invoque le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de la Cour et le paragraphe 2 de l'article XXI du traité de 1955.

Le 16 juillet 2018, l'Iran a également présenté une demande en indication de mesures conservatoires afin que ses droits en vertu du traité de 1955 soient sauvegardés dans l'attente de l'arrêt de la Cour sur le fond de l'affaire. Des audiences consacrées à l'examen de cette demande se sont tenues du 27 au 30 août 2018.

Le 3 octobre 2018, la Cour a rendu son ordonnance, dans laquelle elle a indiqué que les Etats-Unis, conformément à leurs obligations au titre du traité de 1955, devaient, par les moyens de leur choix, supprimer toute entrave que les mesures annoncées le 8 mai 2018 mettent à la libre exportation vers le territoire de l'Iran de certains biens et services visés dans l'ordonnance. La Cour a également précisé que les Etats-Unis devaient veiller à ce que les permis et autorisations nécessaires soient accordés et à ce que les paiements et autres transferts de fonds ne soient soumis à aucune restriction dès lors qu'il s'agit de l'un des biens et services visés dans l'ordonnance. Enfin, la Cour a ordonné aux deux Parties de s'abstenir de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend dont la Cour est saisie ou d'en rendre la solution plus difficile.

Par une ordonnance en date du 10 octobre 2018, la Cour a fixé au 10 avril et au 10 octobre 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par l'Iran et d'un contre-mémoire par les Etats-Unis.

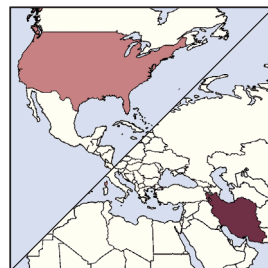
Par une ordonnance en date du 8 avril 2019, le président de la Cour a reporté au 24 mai 2019 et au 10 janvier 2020, respectivement, les dates d'expiration de ces délais. Le mémoire de l'Iran a été déposé dans le délai ainsi prorogé.

Le 23 août 2019, les Etats-Unis ont soulevé des exceptions préliminaires d'incompétence de la Cour et d'irrecevabilité de la requête. Par une ordonnance en date du 26 août 2019,



## 14. Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Islamic Republic of Iran *v.* United States of America)

Proceedings instituted	16 VII 2018 (Application)
Hearings	27–30 VIII 2018 (provisional measures)
Decisions	Provisional measures: 3 X 2018 (Ord.) Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 10 X 2018 (Ord.) Extension of time-limits (M. and C.-M.): 8 IV 2019 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 26 VIII 2019 (Ord.)
Theme	Violations of treaty obligations



On 16 July 2018, the Islamic Republic of Iran filed an Application instituting proceedings against the United States of America with regard to a dispute concerning alleged violations of the Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between Iran and the United States, which was signed in Tehran on 15 August 1955 and entered into force on 16 June 1957 (the “1955 Treaty”).

Iran states that its Application relates to the decision of the United States of 8 May 2018 to re-impose in full effect and enforce sanctions and restrictive measures targeting, directly or indirectly, Iran and Iranian companies and/or nationals, which the United States had previously decided to lift in connection with the Joint Comprehensive Plan of Action (an agreement on the nuclear programme of Iran reached on 14 July 2015 by Iran, the five permanent members of the United Nations Security Council, plus Germany and the European Union).

The Applicant claims that, through the “8 May sanctions” and further sanctions that have been announced, the United States “has violated and continues to violate multiple provisions” of the 1955 Treaty.

As basis for the Court’s jurisdiction, the Applicant invokes Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court and Article XXI, paragraph 2, of the 1955 Treaty.

On 16 July 2018, Iran also filed a request for the indication of provisional measures in order to preserve its rights under the 1955 Treaty pending the judgment of the Court on the merits of the case. Public hearings on this request were held from 27 to 30 August 2018.

On 3 October 2018, the Court delivered its Order, in which it indicated that the United States, in accordance with its obligations under the 1955 Treaty, shall remove, by means of its own choosing, any impediments arising from the measures announced on 8 May 2018 to the free exportation to the territory of Iran of certain goods and services referred to in the Order. The Court also indicated that the United States shall ensure that licences and necessary authorizations are granted and that payments and other transfers of funds are not subject to any restriction in so far as they relate to the goods and services mentioned in the Order. Finally, the Court ordered both Parties to refrain from any action which may aggravate or extend the dispute before the Court or make it more difficult to resolve.

By an Order dated 10 October 2018, the Court fixed 10 April and 10 October 2019 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Iran and a Counter-Memorial by the United States.

By an Order dated 8 April 2019, the President of the Court extended these time-limits to 24 May 2019 and 10 January 2020, respectively. The Memorial of Iran was filed within the time-limit thus extended.

On 23 August 2019, the United States raised preliminary objections to the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application. By an Order dated 26 August 2019, the

le président de la Cour a fixé au 23 décembre 2019 la date d'expiration du délai pour le dépôt par l'Iran d'un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par les Etats-Unis. Cet exposé a été présenté dans le délai ainsi fixé. ■

President of the Court fixed 23 December 2019 as the time-limit within which Iran could present a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by the United States. Iran filed its written statement within the time-limit thus fixed. ■

## 15. Transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem (Palestine c. Etats-Unis d'Amérique)



Introduction	28 IX 2018 (requête)
Décisions	Compétence et recevabilité, fixation de délais (M. et C.-M.) : 15 XI 2018 (ord.)
Thème	Violations d'obligations conventionnelles

Le 28 septembre 2018, l'Etat de Palestine a déposé une requête introductive d'instance contre les Etats-Unis au sujet d'un différend concernant des violations alléguées de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 (la « convention de Vienne »).

Dans sa requête, la Palestine rappelle que, le 6 décembre 2017, le président des Etats-Unis a reconnu Jérusalem en tant que capitale d'Israël et annoncé le transfert de l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. L'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem a été inaugurée le 14 mai 2018. La Palestine soutient qu'il découle de la convention de Vienne que la mission diplomatique d'un Etat accréditant doit être établie sur le territoire de l'Etat accréditaire. Selon elle, compte tenu du statut spécial de cette ville, « [l]e transfert dans la ville sainte de Jérusalem de l'ambassade des Etats-Unis en Israël constitue une violation de la convention de Vienne ».

Pour fonder la compétence de la Cour, le demandeur invoque l'article premier du protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques concernant le règlement obligatoire des différends (ci-après le « protocole de signature facultative »).

La Palestine rappelle en outre qu'elle a soumis, le 4 juillet 2018, en application de la résolution 9 (1946) du Conseil de sécurité et du paragraphe 2 de l'article 35 du Statut de la Cour, une « déclaration reconnaissant la juridiction de la Cour internationale de Justice » pour le règlement de tous les différends nés ou à naître relevant de l'article premier et de l'article II du protocole de signature facultative.

Dans sa requête, la Palestine prie la Cour de « dire que le transfert dans la ville sainte de Jérusalem de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Israël constitue une violation de la convention de Vienne ». Elle prie également la Cour de « prescrire aux Etats-Unis d'Amérique de retirer la mission diplomatique de la ville sainte de Jérusalem et de se conformer aux obligations internationales qui découlent de la convention de Vienne ». Enfin, elle demande à la Cour de « prescrire aux Etats-Unis d'Amérique de prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux obligations qui leur incombent, de s'abstenir de prendre toute nouvelle mesure qui constituerait une violation de ces obligations et de fournir des assurances et garanties de non-répétition de leur comportement illicite ».

Par une ordonnance en date du 15 novembre 2018, la Cour, se référant au paragraphe 2 de l'article 79 de son Règlement, a estimé que, dans les circonstances de l'espèce, il était nécessaire de régler en premier lieu les questions de sa compétence et de la recevabilité de la requête, et qu'il devait être statué séparément, avant toute procédure sur le fond, sur ces questions. La Cour a donc décidé que les pièces de la procédure écrite porteraient d'abord sur les questions de la compétence de la Cour et de la recevabilité de la requête, et a fixé au 15 mai et au 15 novembre 2019, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par l'Etat de Palestine et d'un contre-mémoire par les Etats-Unis. Le mémoire de la Palestine a été déposé dans le délai ainsi fixé.

Par lettre en date du 14 novembre 2019, les Etats-Unis ont confirmé leur décision de ne pas participer à la procédure écrite et transmis un mémorandum afin d'appeler l'attention

## 15. Relocation of the United States Embassy to Jerusalem (Palestine *v.* United States of America)

Proceedings instituted	28 IX 2018 (Application)
Decision	Jurisdiction and admissibility; fixing of time-limits (M. and C.-M.): 15 XI 2018 (Ord.)
Theme	Violations of treaty obligations



On 28 September 2018, Palestine filed an Application instituting proceedings against the United States with respect to a dispute concerning alleged violations of the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961 (the “Vienna Convention”).

In its Application, Palestine recalls that, on 6 December 2017, the President of the United States recognized Jerusalem as the capital of Israel and announced the relocation of the United States Embassy in Israel from Tel Aviv to Jerusalem. The United States Embassy in Jerusalem was then inaugurated on 14 May 2018. Palestine contends that it flows from the Vienna Convention on Diplomatic Relations that the diplomatic mission of a sending State must be established on the territory of the receiving State. According to Palestine, in view of the special status of Jerusalem, “[t]he relocation of the United States Embassy in Israel to the Holy City of Jerusalem constitutes a breach of the Vienna Convention”.

As basis for the Court’s jurisdiction, Palestine invokes Article I of the Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes (the “Optional Protocol”).

Palestine further states that, on 4 July 2018, it submitted, in accordance with Security Council resolution 9 (1946) and Article 35, paragraph 2, of the Statute of the Court, a “Declaration recognizing the Competence of the International Court of Justice” for the settlement of all disputes that may arise or that have already arisen covered by Articles I and II of the Optional Protocol.

In its Application, Palestine requests the Court to “declare that the relocation, to the Holy City of Jerusalem, of the United States Embassy in Israel is in breach of the Vienna Convention”. It further requests the Court “to order the United States of America to withdraw the diplomatic mission from the Holy City of Jerusalem and to conform to the international obligations flowing from the Vienna Convention”. Finally, the Applicant asks the Court to “order the United States of America to take all necessary steps to comply with its obligations, to refrain from taking any future measures that would violate its obligations and to provide assurances and guarantees of non-repetition of its unlawful conduct”.

By an Order dated 15 November 2018, the Court considered, with reference to Article 79, paragraph 2, of its Rules, that, in the circumstances of the case, it is necessary to resolve first of all the question of the Court’s jurisdiction and that of the admissibility of the Application, and that these matters should be separately determined before any proceedings on the merits. The Court accordingly decided that the written pleadings would first be addressed to the question of the jurisdiction of the Court and that of the admissibility of the Application and fixed 15 May and 15 November 2019 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the State of Palestine and a Counter-Memorial by the United States. The Memorial of the State of Palestine was filed within the time-limit thus fixed.

By a letter dated 14 November 2019, the United States confirmed its decision not to participate in the written proceedings and transmitted a Memorandum “to assist the Court

de la Cour sur certaines questions fondamentales et de lui fournir des informations connexes touchant à la compétence et à la recevabilité qui, autrement, pourraient ne pas apparaître clairement». ■

in identifying certain fundamental issues and associated information going to jurisdiction and admissibility that may not otherwise be readily apparent”. ■

## 16. Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)



Introduction 7 VI 2019 (compromis)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.): 18 VI 2019 (ord.)  
Prorogation de délais (M. et C.-M.): 22 IV 2020 (ord.)

Thème Différend territorial, insulaire et maritime

Le 7 juin 2019, la Cour a été saisie par voie de compromis d'un différend entre le Guatemala et le Belize.

Le 8 décembre 2008, les deux Etats ont conclu un « compromis entre le Guatemala et le Belize visant à soumettre le différend territorial, insulaire et maritime du Guatemala à la Cour internationale de Justice » (ci-après le « compromis »), ultérieurement modifié par un protocole conclu le 25 mai 2015 (ci-après le « protocole »). Par ce compromis et ce protocole, les Parties sont convenues, sous réserve d'approbation de la population des deux pays par voie de référendum, « de soumettre à [la Cour] le différend décrit à l'article 2 du ... compromis », par lequel elles « prient la Cour de se prononcer, conformément aux règles applicables du droit international telles que précisées au paragraphe 1 de l'article 38 de son Statut, sur l'ensemble des revendications juridiques que le Guatemala fait valoir à l'encontre du Belize sur certains territoires terrestres et insulaires ainsi que sur tout espace maritime généré par ceux-ci, de dire quels sont les droits des deux parties sur ces territoires et espaces, et d'en déterminer les limites respectives ». Aux termes de l'article 5 du compromis, les Parties se sont engagées à « accepte[r] la décision de la Cour comme définitive et obligatoire, et ... à s'y conformer ainsi qu'à l'exécuter pleinement et de bonne foi ».

En vertu de l'article 7 du compromis, tel que modifié par le protocole, les Parties se sont « engag[ées] à ... soumettre à référendum[s] la décision de confier à la Cour internationale de Justice le règlement définitif du différend territorial », référendums qui « aur[ai]ent lieu simultanément dans les deux pays à une date à convenir entre les parties ». Aux termes de l'article 8 du compromis, tel que modifié par le protocole, « [l]e ... compromis sera notifié au greffier de la Cour, conjointement ou par chacune des Parties, dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle il aura été accepté, par référendum organisé dans chacun des deux pays ..., que le différend soit soumis à la Cour internationale de Justice ».

Par un référendum tenu le 15 avril 2018, la population guatémaltèque a accepté que le différend soit soumis à la Cour. Par lettre en date du 21 août 2018, le Guatemala a officiellement notifié à la Cour le compromis et le protocole y relatif.

Par un référendum tenu le 8 mai 2019, la population bélizienne a accepté que le différend soit soumis à la Cour. Par lettre en date du 7 juin 2019, le Belize a officiellement notifié à la Cour le compromis et le protocole y relatif.

Par une ordonnance en date du 18 juin 2019, la Cour a fixé au 8 juin 2020 et au 8 juin 2021, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par le Guatemala et d'un contre-mémoire par le Belize.

Par une ordonnance en date du 22 avril 2020, les dates d'expiration de ces délais ont été reportées au 8 décembre 2020 et au 8 juin 2022, respectivement. ■



## 16. Guatemala's Territorial, Insular and Maritime Claim (Guatemala/Belize)

Proceedings instituted	7 VI 2019 (Special Agreement)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 18 VI 2019 (Ord.) Extension of time-limits (M. and C.-M.): 22 IV 2020 (Ord.)
Theme	Territorial, insular and maritime dispute



On 7 June 2019, the Court was seised of a dispute between Guatemala and Belize by way of special agreement.

On 8 December 2008, the two States concluded a “Special Agreement between Guatemala and Belize to submit Guatemala’s territorial, insular and maritime claim to the International Court of Justice” (the “Special Agreement”), which was subsequently amended by a Protocol concluded on 25 May 2015 (the “Protocol”). By this Special Agreement and Protocol, the Parties agreed, subject to approval in a referendum in each country, to “submit to the Court the dispute described in Article 2 of th[e] Special Agreement”, whereby “[t]he Parties request the Court to determine in accordance with applicable rules of international law as specified in Article 38 (1) of the Statute of the Court any and all legal claims of Guatemala against Belize to land and insular territories and to any maritime areas pertaining to these territories, to declare the rights therein of both parties, and to determine the boundaries between their respective territories and areas”. Pursuant to Article 5 of the Special Agreement, the Parties undertook to “accept the decision of the Court as final and binding, and . . . to comply with and implement it in full and in good faith”.

Under Article 7 of the Special Agreement, as amended by the Protocol, the Parties “committed themselves . . . to submit to referenda the decision to bring to the International Court of Justice the final settlement of the territorial dispute”, to be “held simultaneously or separately on the dates most convenient to the Parties”. According to Article 8 of the Special Agreement, as amended by the Protocol, “[t]he Registrar of the Court shall be notified of th[e] Special Agreement jointly or by either of the Parties within a month after the referendum in each country has approved [. . .] submission of the dispute to the International Court of Justice”.

By a referendum held on 15 April 2018, the Guatemalan population approved the decision to submit the dispute to the Court. By a letter dated 21 August 2018, Guatemala officially notified to the Court the Agreement and its Protocol.

By a referendum held on 8 May 2019, the population of Belize approved the decision to submit the dispute to the Court. By a letter dated 7 June 2019, Belize officially notified to the Court the Agreement and its Protocol.

By an Order dated 18 June 2019, the Court fixed 8 June 2020 and 8 June 2021 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Guatemala and a Counter-Memorial by Belize.

By an Order dated 22 April 2020, these time-limits were extended to 8 December 2020 and 8 June 2022, respectively. ■

## 17. Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)



Introduction	11 XI 2019 (requête)
Audiences	10–12 XII 2019 (mesures conservatoires)
Décisions	Mesures conservatoires : 23 I 2020 (ord.) Fixation de délais (M. et C.-M.) : 23 I 2020 (ord.) Prorogation de délais (M. et C.-M.) : 18 V 2020 (ord.)
Thème	Génocide

Le 11 novembre 2019, la Gambie a introduit une instance contre le Myanmar concernant des violations alléguées de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 (la « convention sur le génocide »), à laquelle sont parties les deux Etats.

Pour fonder la compétence de la Cour, le demandeur invoque l'article IX de la convention sur le génocide.

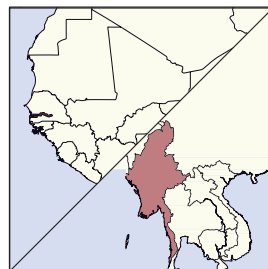
La Gambie affirme dans sa requête que le Myanmar a adopté, accompli ou toléré des actes visant à détruire en tout ou en partie le « groupe rohingya, groupe ethnique, racial et religieux bien défini qui réside principalement dans l'Etat rakhine (Myanmar) ». En particulier, elle allègue que, en octobre 2016, l'armée du Myanmar et d'autres forces de sécurité du pays ont commencé à mener des « opérations de nettoyage » généralisées et systématiques qui « visaient à détruire en tout ou en partie les Rohingyas en tant que groupe par des meurtres de masse, des viols et d'autres formes de violence sexuelle, ainsi que par la destruction systématique de leurs villages par le feu, souvent alors que les habitants étaient enfermés dans leurs maisons ».

La requête de la Gambie était assortie d'une demande en indication de mesures conservatoires dans l'attente de l'arrêt définitif en l'affaire. Les audiences publiques sur cette demande se sont tenues du 10 au 12 décembre 2019. Par une ordonnance en date du 23 janvier 2020, la Cour a prescrit au Myanmar de prendre toutes les mesures en son pouvoir afin de prévenir la commission, à l'encontre des membres du groupe rohingya présents sur son territoire, de tout acte entrant dans le champ d'application de l'article II de la convention sur le génocide. Elle a également indiqué que le Myanmar devait veiller à ce que ni ses unités militaires, ni aucune unité armée irrégulière qui pourrait relever de son autorité ou bénéficier de son appui ou organisation ou personne qui pourrait se trouver sous son contrôle, son autorité ou son influence ne commettent, à l'encontre des membres du groupe rohingya présents sur son territoire, d'actes entrant dans le champ d'application de l'article II de la convention sur le génocide, ou ne participent à une entente en vue de commettre le génocide, n'incitent directement et publiquement à le commettre, ne se livrent à une tentative de génocide ou ne se rendent complices de ce crime. La Cour a en outre indiqué que le Myanmar devait prendre des mesures effectives pour prévenir la destruction et assurer la conservation de tout élément de preuve relatif aux allégations d'actes entrant dans le champ d'application de l'article II de la convention sur le génocide. Enfin, elle a indiqué que le Myanmar devrait lui fournir à intervalles réguliers des rapports sur l'ensemble des mesures prises pour exécuter son ordonnance, jusqu'à ce qu'elle ait rendu sa décision définitive en l'affaire.

Par une ordonnance en date du 23 janvier 2020, la Cour a fixé au 23 juillet 2020 et au 25 janvier 2021, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire par la Gambie et du contre-mémoire par le Myanmar. Par une ordonnance en date du 18 mai 2020, les dates d'expiration de ces délais ont été reportées au 23 octobre 2020 et au 23 juillet 2021, respectivement. ■

## 17. Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (*The Gambia v. Myanmar*)

Proceedings instituted	11 XI 2019 (Application)
Hearings	10–12 XII 2019 (provisional measures)
Decisions	Provisional measures: 23 I 2020 (Ord.) Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 23 I 2020 (Ord.) Extension of time-limits (M. and C.-M.): 18 V 2020 (Ord.)
Theme	Genocide



On 11 November 2019, The Gambia instituted proceedings against Myanmar concerning alleged violations of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide of 9 December 1948 (the “Genocide Convention”), to which both States are parties.

As basis for the Court’s jurisdiction, the Applicant invokes Article IX of the Genocide Convention.

The Gambia contends in its Application that Myanmar has adopted, taken and condoned acts that are intended to destroy, in whole or in part, “the Rohingya group, a distinct ethnic, racial and religious group that resides primarily in Myanmar’s Rakhine State”. In particular, The Gambia asserts that in October 2016 the Myanmar military and other Myanmar security forces began widespread and systematic “clearance operations” that “intended to destroy the Rohingya as a group, in whole or in part, by the use of mass murder, rape and other forms of sexual violence, as well as the systematic destruction by fire of their villages, often with inhabitants locked inside burning houses”.

The Gambia’s Application contained a request for the indication of provisional measures pending a final judgment in the case. Public hearings on this request were held from 10 to 12 December 2019. By an Order dated 23 January 2020, the Court indicated that Myanmar must take all measures within its power to prevent the commission of all acts within the scope of Article II of the Genocide Convention in relation to the members of the Rohingya group in its territory. The Court also indicated that Myanmar must, in relation to the members of the Rohingya group in its territory, ensure that its military, as well as any irregular armed units which may be directed or supported by it and any organizations and persons which may be subject to its control, direction or influence, do not commit acts within the scope of Article II of the Genocide Convention or acts of conspiracy to commit genocide, of direct and public incitement to commit genocide, of attempt to commit genocide, or of complicity in genocide. Moreover, the Court indicated that Myanmar must take effective measures to prevent the destruction and ensure the preservation of evidence related to allegations of acts within the scope of Article II of the Genocide Convention. Finally, the Court indicated that Myanmar must submit reports to the Court on all measures taken to give effect to the Court’s Order at regular intervals, until a final decision on the case is rendered by the Court.

By an Order dated 23 January 2020, the Court fixed 23 July 2020 and 25 January 2021 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by The Gambia and a Counter-Memorial by Myanmar. By an Order dated 18 May 2020, these time-limits were extended to 23 October 2020 and 23 July 2021, respectively. ■

## II. DES AUTRES ACTIVITÉS

### A. Visites

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire*, soit entre le 1<sup>er</sup> août 2019 et le 31 juillet 2020, de nombreuses personnalités ont été accueillies au siège de la Cour.

Le 3 septembre 2019, M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés, présidente de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, a visité la Cour. Elle a été accueillie par M. le juge Abdulqawi A. Yusuf, président de la Cour, M<sup>me</sup> la juge Xue Hanqin, vice-présidente de la Cour, et M. Philippe Gautier, greffier de la Cour. Un échange de vues a eu lieu sur différents sujets, dont la justice internationale, les travaux de la Cour, les affaires inscrites à son rôle, la relation qu'elle entretient avec l'Assemblée générale et d'autres questions intéressant les deux institutions. A l'issue de la rencontre, M<sup>me</sup> Espinosa Garcés a été invitée à signer le livre d'or de la Cour.

Les personnalités et délégations ci-après ont également été reçues par la Cour : le 2 septembre 2019, M. Khemaies Jhinaoui, ministre tunisien des affaires étrangères ; le 22 novembre 2019, une délégation du Service européen pour l'action extérieure ; le 16 décembre 2019, M. Carl Magnus Nesser, directeur général des affaires juridiques du ministère suédois des affaires étrangères et chef de la délégation suédoise à la dix-huitième session de l'Assemblée des Etats parties à la Cour pénale internationale, accompagné de M<sup>me</sup> Annika Markovic, ambassadrice de Suède auprès des Pays-Bas ; le 22 janvier 2020, M. Joseph Azzopardi, juge en chef de Malte, accompagné de M<sup>me</sup> Marlene Bonnici, ambassadrice de Malte auprès des Pays-Bas ; le 5 mars 2020, M. Diosdado M. Peralta, juge en chef de la Cour suprême des Philippines, accompagné de M. Jaime Victor Ledda, ambassadeur des Philippines auprès des Pays-Bas.

Le président et les autres membres de la Cour, le greffier et certains fonctionnaires du Greffe ont en outre reçu de nombreux universitaires, chercheurs, juristes et journalistes au cours de la période considérée. Ces visites ont été l'occasion de présentations sur le rôle et le fonctionnement de la Cour. Le président, les membres de la Cour et le greffier ont également donné un certain nombre de conférences lors de voyages qu'ils ont effectués dans différents pays à l'invitation de leurs gouvernements ou d'institutions judiciaires, universitaires ou autres.

Le 10 octobre 2019, MM. les juges Ronny Abraham et Antônio Augusto Cançado Trindade ont participé au nom de la Cour à la cérémonie de dépôt des copies numériques des archives officielles du Tribunal militaire international de Nuremberg au Mémorial de la Shoah, à Paris. Les enregistrements sonores des audiences de ce tribunal, ainsi que les films utilisés en tant qu'éléments de preuve, ont été numérisés par la Cour en partenariat avec le Mémorial de la Shoah et le United States Holocaust Memorial Museum.

Au surplus, la Cour a reçu de nombreux visiteurs dans le cadre de la Journée internationale de La Haye, qui s'est déroulée le 22 septembre 2019. Il s'agissait de sa douzième participation à cette manifestation, qui est organisée conjointement avec la municipalité de La Haye et a pour but de faire découvrir au grand public les organisations internationales ayant leur siège dans la ville et sa proche région. Le département de l'information de la Cour a fait des présentations sur celle-ci et répondu aux questions des visiteurs au cours de cette manifestation.

## II. OTHER ACTIVITIES

### A. Visits

During the period covered by this *Yearbook*, 1 August 2019 to 31 July 2020, the Court welcomed a number of important visitors.

On 3 September 2019, Ms María Fernanda Espinosa Garcés, President of the seventy-third session of the United Nations General Assembly, visited the Court. She was received by Judge Abdulqawi A. Yusuf, President of the Court; Judge Xue Hanqin, Vice-President of the Court; and Mr. Philippe Gautier, the Court's Registrar. An exchange of views took place on various topics, including international justice, the work of the Court, cases on the Court's list, the Court's relationship with the General Assembly, and other issues of interest to both bodies. At the end of the visit, Ms Espinosa Garcés was invited to sign the Court's Visitors' Book.

The following dignitaries and delegations were also received by the Court: on 2 September 2019, Mr. Khemaies Jhinaoui, Minister for Foreign Affairs of Tunisia; on 22 November 2019, a delegation from the European External Action Service; on 16 December 2019, Mr. Carl Magnus Nesser, Director General for Legal Affairs at the Ministry of Foreign Affairs of Sweden and head of the Swedish delegation to the eighteenth session of the Assembly of States Parties of the International Criminal Court, accompanied by Ms Annika Markovic, Ambassador of Sweden to the Netherlands; on 22 January 2020, Mr. Joseph Azzopardi, Chief Justice of Malta, accompanied by Ms Marlene Bonnici, Ambassador of Malta to the Netherlands; on 5 March 2020, Mr. Diosdado M. Peralta, Chief Justice of the Supreme Court of the Philippines, accompanied by Mr. Jaime Victor Ledda, Ambassador of the Philippines to the Netherlands.

The President and other Members of the Court, the Registrar and certain Registry officials also welcomed a large number of academics, researchers, lawyers and journalists during the period under review. Presentations on the role and functioning of the Court were made during these visits. In addition, the President, Members of the Court and the Registrar gave a number of talks while visiting various countries at the invitation of their governments or of legal, academic and other institutions.

On 10 October 2019, Judge Ronny Abraham and Judge Antônio Augusto Cançado Trindade participated, on behalf of the Court, in the ceremony to mark the depositing of digital copies of the official archives of the International Military Tribunal at Nuremberg at the *Mémorial de la Shoah* in Paris. The audio recordings of the Tribunal's hearings, as well as the film footage used as evidence, were digitized by the Court in partnership with the *Mémorial de la Shoah* and the United States Holocaust Memorial Museum.

Moreover, the Court welcomed numerous visitors as part of The Hague International Day on 22 September 2019. It was the twelfth time that the Court had been involved in the event, which is organized in conjunction with the Municipality of The Hague and is aimed at introducing the general public to the international organizations based in the city and surrounding area. The Information Department of the Court gave presentations on the International Court of Justice and answered visitors' questions during this event.

Dans le cadre des mesures adoptées par la Cour pour assurer la continuité des activités relevant de son mandat pendant la pandémie de COVID-19, les membres de la Cour et les fonctionnaires du Greffe ont commencé à organiser des présentations virtuelles en lieu et place des visites en présentiel au siège de la Cour.

### B. Discours

Entre le 1<sup>er</sup> août 2019 et le 31 juillet 2020, M. le juge Abdulqawi A. Yusuf, président de la Cour, a prononcé un certain nombre de discours. Ses principales allocutions, qui seront brièvement décrites ci-après, de même que plusieurs autres discours, figurent dans leur intégralité sur le site Internet de la Cour.

Lors de sa visite annuelle au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le président s'est notamment adressé à l'Assemblée générale (le 30 octobre 2019) et à sa Sixième Commission (le 1<sup>er</sup> novembre 2019).

Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de la présentation du rapport annuel 2018-2019 de la Cour, qui couvre la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 2018 et le 31 juillet 2019, le président a commencé par préciser que « le rôle de [la Cour était] demeuré très fourni : 16 affaires contentieuses [étaient] ... pendantes, et ce, alors même que la Cour s'[était] prononcée sur plusieurs affaires au cours de l'année écoulée ». Il a souligné que « les affaires portées devant la Cour l'[avaie]nt été par des Etats de toutes les régions du monde et concern[ai]ent un large éventail de sujets, notamment les questions relatives à la protection consulaire, la formation des règles coutumières de droit international en matière de décolonisation et les différends maritimes et territoriaux ».

Donnant un bref aperçu des activités judiciaires de la Cour, le président a informé les participants à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale que, pendant la période en question, la Cour avait tenu des audiences publiques en cinq affaires contentieuses et dans une procédure consultative, rendu trois arrêts, donné un avis consultatif et rendu, outre un certain nombre d'ordonnances de procédure, deux ordonnances en indication de mesures conservatoires. Il a également abordé succinctement les deux nouvelles procédures contentieuses engagées devant elle pendant la période en question.

Après avoir présenté les activités judiciaires de la Cour, le président a exposé aux représentants des Etats Membres de l'ONU certaines « questions importantes d'un autre ordre ». Il a notamment évoqué l'adoption, le 21 octobre 2019, d'amendements au Règlement de la Cour s'inscrivant dans le cadre des « efforts continus par lesquels [celle-ci] s'assur[ait] de l'adéquation de son Règlement et de ses méthodes de travail à ses besoins évolutifs ». Il a expliqué que ces amendements concernaient la procédure relative à l'élection et à la révocation du greffier et du greffier adjoint, les mesures conservatoires et les exceptions préliminaires d'incompétence de la Cour.

Dans son discours annuel devant l'Assemblée générale, le président a également évoqué les besoins budgétaires de la Cour et l'idée consistant à créer un fonds d'affectation spéciale destiné à son programme relatif aux *Judicial Fellows*. Il a conclu son allocution en faisant observer que, « [m]ême lorsque les différends sembl[ai]ent les plus insolubles, une décision de la Cour p[ouvait] marquer le point de départ d'une nouvelle ère dans les relations entre deux Etats et la fin de désaccords anciens ».

As part of the measures adopted by the Court to ensure the fulfilment of its mandate during the COVID-19 pandemic, Members of the Court and Registry officials began holding virtual presentations instead of in-person visits to the seat of the Court.

### *B. Speeches*

The President of the Court, Judge Abdulqawi A. Yusuf, gave a number of speeches between 1 August 2019 and 31 July 2020. The most significant of these, outlined below, along with several other speeches, can be found in full on the Court's website.

During the annual visit to United Nations Headquarters in New York, the President addressed, among others, the General Assembly (on 30 October 2019) and its Sixth Committee (on 1 November 2019).

The President opened his address to the United Nations General Assembly on the occasion of the presentation of the Court's Annual Report 2018-2019, which covers the period from 1 August 2018 to 31 July 2019, by stating that "the Court's docket . . . remained full, with 16 contentious cases . . . pending before the Court[,] despite the fact that a number of other cases ha[d] been disposed of during the past year". He pointed out that "the cases before the Court involve[d] States from all regions of the world and touch[ed] on a wide range of issues, including questions of consular protection, the formation of customary rules of international law in the area of decolonization, and maritime and territorial disputes".

In a brief overview of the judicial activities of the Court, the President informed the seventy-fourth session of the General Assembly that, during the period in question, the Court had held public hearings in five contentious cases and one advisory procedure, and had delivered three judgments, one advisory opinion and two orders on provisional measures, in addition to a number of procedural orders. He also briefly touched upon the two new contentious proceedings brought before the Court during the period in question.

Following his presentation of the Court's judicial activities, the President briefed the representatives of the United Nations Member States on "important non-judicial matters". In particular, he referred to the promulgation of amendments to the Rules of Court on 21 October 2019 as part of "the ongoing initiative of the Court to ensure that its Rules and methods of work correspond to its changing requirements". He explained that these amendments concerned the procedure relating to the election and removal from office of the Registrar and the Deputy-Registrar, provisional measures and preliminary objections to the jurisdiction of the Court.

In his annual speech to the General Assembly, the President also evoked the budgetary needs of the Court and the idea of establishing a trust fund for its Judicial Fellowship Programme. The President concluded his address by observing that, "[e]ven with the most seemingly intractable disputes, a ruling of the Court can signal the starting-point for a new era in bilateral relations between disputing parties, and mark an end to long-standing differences".



Dans son discours devant la Sixième Commission de l'Assemblée générale, le président a mis l'accent sur les sources non écrites du droit international applicables aux différends soumis à la Cour. Après avoir recensé les sources principales du droit international prévues à l'article 38 du Statut de la Cour, il a examiné comment celle-ci avait appréhendé au fil des ans les deux sources non écrites applicables, à savoir le droit international coutumier et les principes généraux de droit.

En traitant la première source non écrite du droit international, le président a souligné que «l'approche suivie par la Cour pour ... identifier [le droit international coutumier] a[vait] varié dans le temps, en réponse à l'évolution plus générale du droit international et à l'expansion de la société internationale». Il a considéré que l'arrêt rendu par la Cour dans les affaires du *Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas) (République fédérale d'Allemagne/Danemark)* avait «marqu[é] à cet égard un tournant décisif» dans l'approche de la Cour en matière de droit international coutumier. Plus particulièrement, le président a fait observer que «[l']approche retenue par la Cour dans son arrêt *Plateau continental de la mer du Nord* diff[érait] de celle qu'elle a[vait] suivie antérieurement sur trois points décisifs». Premièrement, la Cour a rejeté «l'approche qui avait jusqu'alors consisté à accorder un poids important à la répétition de tel ou tel usage [pendant une longue période] en vue de déterminer l'existence d'une règle de droit international coutumier» au profit d'une approche mettant en exergue l'importance de l'*opinio juris*. Deuxièmement, a poursuivi le président, «la Cour a [précisé dans le même arrêt] que, loin de consister uniquement dans leurs usages, la pratique des Etats pouvait également s'exprimer par les conventions multilatérales, en tant que *consuetudo scripta*». Enfin, la nouvelle approche de la Cour ne concevait plus le facteur temps comme un élément aussi important aux fins de la détermination des règles de droit international coutumier. Le président estime que, «[à] la faveur de ce changement d'approche radical, qui lui a permis de prendre en compte, dans les affaires du *Plateau continental de la mer du Nord*, à la fois le rôle joué par les conventions multilatérales dans l'identification du droit international coutumier et la place de l'*opinio juris*, la Cour a pu doter sa jurisprudence d'une strate supplémentaire touchant au droit international coutumier. C'est sur cette nouvelle pierre de l'édifice que la Cour s'est appuyée pour accorder tout le poids voulu aux résolutions de l'Assemblée générale et à leur rôle dans la formation des règles coutumières de droit international.»

Abordant ensuite la seconde source non écrite, à savoir les principes généraux de droit, le président a recensé trois catégories y afférentes dans la jurisprudence de la Cour. «La première englobe les principes généraux inhérents à tout ordre juridique, et que l'on retrouve donc également dans l'ordre juridique international, a-t-il expliqué. Et le président d'ajouter que la bonne foi, considérée par la Cour comme «l'un des principes de base qui président à la création et à l'exécution d'obligations juridiques», est un exemple de principe relevant de la première catégorie. Le président s'est ensuite référé à la deuxième catégorie de principes généraux issus de règles existantes de droit international, qu'il a qualifiés de «principes généraux du droit international», tels que les principes de non-intervention, de l'interdiction de l'emploi de la force, de l'égalité souveraine des Etats et du respect de l'intégrité territoriale, qui sont consacrés dans la Charte des Nations Unies en tant que «principes fondamentaux de l'ordre juridique international contemporain». Enfin, la troisième catégorie de principes généraux de droit, qui découle souvent d'ordres juridiques internes, traite généralement de principes régissant la preuve et de principes d'ordre procédural tels que l'égalité des armes entre les parties et l'autorité de la chose jugée. Le président a ensuite fait observer que «[l]e recours aux principes généraux p[ouvai]t être précieux pour aider [la Cour] à résoudre ces deux problèmes structurels — celui du processus normatif en droit international et celui du besoin de cohérence de l'ordre juridique international».



In his speech before the Sixth Committee of the General Assembly, the President focused on the unwritten sources of international law applicable to disputes submitted to the Court. After listing the various primary sources of international law that are provided for in Article 38 of the Statute of the Court, he discussed how the Court has engaged over the years with the two unwritten applicable sources, customary international law and general principles of law.

In addressing the first unwritten source of international law, the President emphasized that “the Court’s approach to the determination of what constitutes customary international law has changed over the years as a result of the evolution of international law and the expanded composition of international society”. He considered the Court’s Judgment in the cases concerning the *North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands) (Federal Republic of Germany/Denmark)* to be a “watershed moment”, marking a turning point in the Court’s approach to customary international law. More particularly, the President observed that “the Court’s approach in the *North Sea Continental Shelf* Judgment differs from its previous approach in three critical aspects”. First, it “rejected the strong emphasis that the old approach previously placed on repeated usages by States [over a long period of time] in determining the existence of a customary international law rule”, in favour of an approach stressing the importance of *opinio juris* instead. Second, the President continued, “the Court clarified [in the same Judgment] that State practice is not only composed of the usages of States, but may also include the rules established in multilateral conventions, as *consuetudo scripta*”. Finally, the Court’s new approach did not place as much emphasis on time as a factor in determining customary international law rules. According to the President, “[t]his significant change in approach — which accounted for the role afforded to multilateral conventions in the determination of customary international law, as well as the role assigned to *opinio juris*, in the *North Sea Continental Shelf* cases — paved the way for an additional development in the Court’s jurisprudence with regard to customary international law. It provided a stepping-stone for the Court to take account of the role of General Assembly resolutions in the formation of customary rules of international law.”

Turning to the second unwritten source, general principles of law, the President identified three types of general principles in the jurisprudence of the Court. “General principles of the first type are inherent to any legal system and are therefore to be found in the international legal system”, he explained. Good faith, characterized as “one of the basic principles governing the creation and performance of legal obligations” by the Court, is an example of the first type of principles, he added. He referred to the second type of general principles derived from existing rules of international law as “general principles of international law (*principes généraux du droit international*)”, such as the principles of non-intervention, the prohibition of the use of force, the sovereign equality of States and territorial integrity, which are enshrined in the Charter of the United Nations as “fundamental principles of the contemporary international legal order”. Finally, the third category of general principles of law, often derived from domestic legal systems, usually deal with evidentiary and procedural principles such as the equality of arms of parties and *res judicata*. The President then observed that “[g]eneral principles have proved effective in helping the Court to address both structural problems of law-making in international society and to promote coherence”.

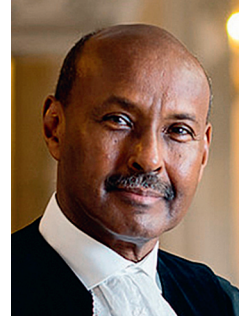
En conclusion, le président a relevé que « deux mots ... sembl[ai]ent définir parfaitement la manière dont la Cour appréhend[ait] les sources non écrites du droit international: créativité et rigueur. La Cour a en effet fait preuve d'une grande créativité pour actualiser l'énumération des sources du droit international figurant à l'article 38 du Statut et l'adapter à l'évolution dudit droit et aux réalités de la vie internationale. »

\*

In conclusion, the President noted that “[t]wo words seem . . . to best define the Court’s engagement with so-called unwritten sources of international law: creativity and caution. The Court has shown a high degree of creativity by adapting and updating the sources of international law described in Article 38 of the Statute to reflect the evolution of international law and the realities of international life.”

\*

**LES JUGES**



M. le président  
President  
Abdulqawi A. Yusuf  
(Somalie/Somalia)



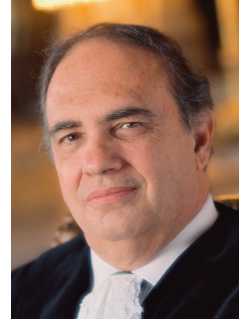
M. le juge  
Judge  
Peter Tomka  
(Slovaquie/Slovakia)



M. le juge  
Judge  
Ronny Abraham  
(France/France)



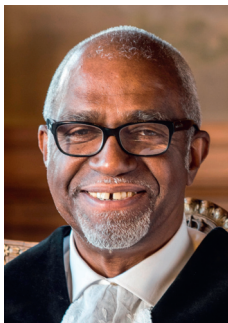
M. le juge  
Judge  
Mohamed Bennouna  
(Maroc/Morocco)



M. le juge  
Judge  
Antônio A.  
Cançado Trindade  
(Brésil/Brazil)



M. le juge  
Judge  
Dalveer Bhandari  
(Inde/India)



M. le juge  
Judge  
Patrick L. Robinson  
(Jamaïque/Jamaica)



M. le juge  
Judge  
James R. Crawford  
(Australie/Australia)



M. le juge  
Judge  
Kirill Gevorgian  
(Fédération de Russie/  
Russian Federation)

## THE JUDGES



M<sup>me</sup> la vice-présidente  
Vice-President  
Xue Hanqin  
(Chine/China)



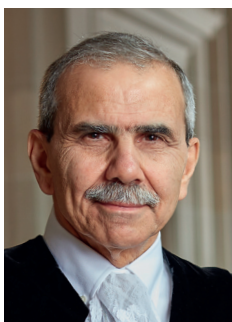
M<sup>me</sup> la juge  
Judge  
Joan E. Donoghue  
(Etats-Unis d'Amérique/  
United States of America)



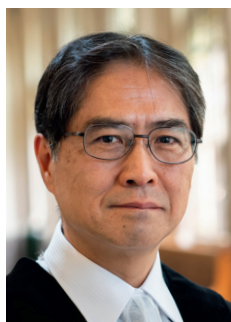
M. le juge  
Judge  
Giorgio Gaja  
(Italie/Italy)



M<sup>me</sup> la juge  
Judge  
Julia Sebutinde  
(Ouganda/Uganda)



M. le juge  
Judge  
Nawaf Salam  
(Liban/Lebanon)



M. le juge  
Judge  
Iwasawa Yuji  
(Japon/Japan)

## LE GREFFIER THE REGISTRAR



M. le greffier  
Registrar  
Philippe Gautier  
(Belgique/Belgium)





De gauche à droite: S. Exc. M. Philippe Gautier, greffier de la Cour; S. Exc. M. le juge Abdulqawi A. Yusuf, président de la Cour; S. Exc. M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés, présidente de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies; et S. Exc. M<sup>me</sup> la juge Xue Hanqin, vice-présidente de la Cour. (© Photo ONU/CIJ-ICJ/Frank van Beek. Avec l'aimable autorisation de la CIJ. Tous droits réservés.)

From left to right: H.E. Philippe Gautier, Registrar of the Court; H.E. Judge Abdulqawi A. Yusuf, President of the Court; H.E. Ms María Fernanda Espinosa Garcés, President of the seventy-third session of the United Nations General Assembly; and H.E. Judge Xue Hanqin, Vice-President of the Court. (© UN Photo/ICJ-CIJ/Frank van Beek. Courtesy of the ICJ. All rights reserved.)



Audience publique de la Cour dans la grande salle de justice. (© Photo ONU/CIJ-ICJ/Frank van Beek. Avec l'aimable autorisation de la CIJ. Tous droits réservés.)

Public hearing of the Court in the Great Hall of Justice. (© UN Photo/ICJ-CIJ/Frank van Beek. Courtesy of the ICJ. All rights reserved.)

LES JUGES *AD HOC*THE JUDGES *AD HOC*

M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Gilbert Guillaume



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Charles N. Brower



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Yves Daudet



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Bruno Simma



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Leonid Skotnikov



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
James Kateka



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Fausto Pocar



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Donald M. McRae



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Jean-Pierre Cot



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Djamchid Momtaz



M<sup>me</sup> la juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Hilary Charlesworth



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Franklin Berman



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Philippe Couvreur



M<sup>me</sup> la juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Navanethem Pillay



M. le juge *ad hoc*  
Judge *ad hoc*  
Claus Kress

## DEUXIÈME PARTIE

### DE L'ORGANISATION DE LA COUR ET DE SON GREFFE

#### I. DE LA COUR

##### *A. Textes de base*

##### *1. Présentation*

Les textes de base de la CIJ sont la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour, qui en fait partie intégrante. A ces instruments s'ajoutent le Règlement de la Cour et les instructions de procédure, qui lui sont complémentaires, ainsi que la résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire.

##### a) *Charte des Nations Unies*

La CIJ a été instituée par la Charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945. La Charte traite de la Cour en ses articles 7, paragraphe 1, et 36, paragraphe 3, ainsi qu'en son chapitre XIV (art. 92-96).

##### b) *Statut de la Cour*

###### i) Texte du Statut

Le Statut de la CIJ a été établi sur la base de celui de la CPJI. Les modifications, dont la liste figure dans l'*Annuaire 1946-1947* (p. 95-96), ont été peu nombreuses, la plupart étant des changements de forme destinés à tenir compte de la substitution de l'Organisation des Nations Unies à la Société des Nations.

Egalement signé à San Francisco le 26 juin 1945, le texte du Statut de la Cour est annexé à la Charte des Nations Unies, dont il fait partie intégrante. Le Statut peut, conformément à son article 69, être amendé selon la même procédure que la Charte (voir les articles 108 et 109 de celle-ci). Il peut également faire l'objet de modifications proposées par la Cour elle-même (voir l'article 70 du Statut).

Le Statut n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucun amendement.

###### ii) Etats parties au Statut

La question de la qualité d'Etat partie au Statut de la Cour est régie par l'article 93 de la Charte. Celui-ci dispose que « [t]ous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice ». A ce jour, 193 Etats (dont la liste figure aux pages 65-70) sont parties au Statut.



PART TWO

ORGANIZATION OF THE COURT  
AND ITS REGISTRY

I. THE COURT

*A. Basic Texts*

*1. Introduction*

The basic texts of the Court are the Charter of the United Nations and the Statute of the Court, which form an integral part of the Charter. Other texts are the Rules of Court and the Practice Directions supplementing them, as well as the Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court.

(a) *Charter of the United Nations*

The ICJ was brought into being by the Charter of the United Nations, signed in San Francisco on 26 June 1945. The Charter deals with the Court in Article 7, paragraph 1, Article 36, paragraph 3, and Articles 92-96, which form Chapter XIV.

(b) *Statute of the Court*

(i) Text of the Statute

The text of the Statute was based upon that of the PCIJ. The modifications, a list of which can be found in the *Yearbook 1946-1947* (pp. 101-102), were few in number, most of them being formal adaptations designed to take account of the replacement of the League of Nations by the United Nations.

The text of the Statute, which was also signed in San Francisco on 26 June 1945, is annexed to the Charter, of which it forms an integral part. According to Article 69 of the Statute, amendments to that instrument can be made using the same procedure as is provided for amendments to the Charter (see Articles 108 and 109 of the latter). It may also be amended in accordance with proposals made by the Court itself (see Article 70 of the Statute).

No amendments have so far been made to the Statute.

(ii) States parties to the Statute

The question of status as a party to the Statute of the Court is governed by Article 93 of the Charter, which provides that “[a]ll Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice”. To date, 193 States are parties to the Statute (these are listed on pages 65-70).

c) *Règlement de la Cour et instructions de procédure*

i) *Règlement de la Cour*

Aux termes de l'article 30 de son Statut, « la Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment sa procédure. »

Le premier Règlement de la Cour a été adopté le 6 mai 1946 et publié dans le recueil *Actes et documents n° 1* (deuxième édition, p. 54-83). Il était fondé sur le plus récent des textes du Règlement de la CPJI, à savoir celui du 11 mars 1936, avec quelques changements de forme et de fond dont l'*Annuaire 1946-1947* donne la liste (p. 96-97).

Ce texte est demeuré inchangé nombre d'années, et ce n'est qu'en 1967 que la Cour a entrepris une révision de son Règlement. Elle a adopté, le 10 mai 1972, plusieurs amendements d'intérêt immédiat, entraînant en particulier un changement de numérotation de certains articles (une table de concordance a été publiée dans l'*Annuaire 1971-1972*, p. 3-11). Le Règlement ainsi modifié (publié dans le recueil *Actes et documents n° 3*, p. 92-148) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1972.

Les travaux de la Cour se sont ensuite poursuivis et ont abouti à l'adoption d'une nouvelle version du Règlement le 14 avril 1978, laquelle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1978. Le texte en a été publié pour la première fois dans le recueil *Actes et documents n° 4*, en même temps qu'une *Note du Greffé sur le Règlement révisé* (1978) indiquant les articles modifiés et contenant une table de concordance entre les articles de ce Règlement et ceux du Règlement de 1972 (*Note documentaire V*).

Par la suite, en l'an 2000, la Cour a de nouveau amendé son Règlement. A cette occasion, deux articles ont été modifiés, à savoir l'article 79 concernant les exceptions préliminaires et l'article 80 relatif aux demandes reconventionnelles<sup>1</sup>.

D'autres changements ont été apportés au Règlement de la Cour en 2005. Ceux-ci ont concerné, dans un premier temps, l'article 52 (qui se rapporte à la présentation des pièces de procédure) et, dans un second temps, l'article 43 (qui a trait aux notifications à effectuer lorsque l'interprétation d'une convention est en cause dans une affaire). La Cour a par ailleurs, cette même année, adopté une nouvelle procédure pour la promulgation des modifications apportées à son Règlement (voir *Actes et documents n° 6*, p. 90). Elle a ainsi décidé que, une fois adopté, tout amendement au Règlement serait placé sur le site Internet de la Cour, avec mention de sa date d'entrée en vigueur et, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité (par exemple, applicabilité limitée aux affaires introduites après son entrée en vigueur).

En octobre 2019, la Cour a modifié les articles 22, 23, 29, 76 et 79 du Règlement; les dispositions modifiées sont entrées en vigueur le 21 octobre 2019. Le libellé des articles 22, 23 et 29, qui portent sur les procédures relatives à l'élection et à la révocation du greffier et du greffier adjoint de la Cour, a été modifié de façon à offrir une version neutre du point de vue du genre. Le paragraphe 1 de l'article 22 a en outre été révisé à l'effet de supprimer l'exigence qu'un candidat au poste de greffier soit proposé par un membre de la Cour, laquelle a été remplacée par une procédure consistant à publier un avis de vacance et à recevoir des candidatures, tel que précisé au paragraphe 2. En vertu de ce dernier, l'annonce de la vacance devra par ailleurs désormais être faite non pas trois, mais au moins six

<sup>1</sup> Les amendements sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2001. Le Règlement de 1978 continue toutefois de s'appliquer à toutes les affaires soumises à la Cour avant le 1<sup>er</sup> février 2001 et à toutes les phases de ces affaires.

(c) *Rules of Court and Practice Directions*

(i) Rules of Court

Article 30 of the Statute provides that “the Court shall frame rules for carrying out its functions. In particular, it shall lay down rules of procedure.”

The first Rules of Court were adopted on 6 May 1946 and were published in the volume *Acts and Documents No. 1* (second edition, pp. 54-83). They were based on the latest text of the Rules of the Permanent Court, that of 11 March 1936, with certain changes, formal and substantive, a list of which was given in the *Yearbook 1946-1947* (pp. 102-103).

The Rules remained unchanged for many years and it was not until 1967 that the Court undertook a revision. On 10 May 1972, the Court adopted some amendments of immediate interest, involving, in particular, the partial renumbering of certain articles (a table of concordance was published in the *Yearbook 1971-1972*, pp. 3-11). The amended Rules came into force on 1 September 1972 (published in the volume *Acts and Documents No. 3*, pp. 93-149).

The work of revision was subsequently resumed and culminated on 14 April 1978 in the adoption of a new set of Rules, which came into force on 1 July 1978. They were first published in *Acts and Documents No. 4*, concurrently with a *Note by the Registry on the Revised Rules of Court* (1978) indicating those articles modified and containing a table of concordance comparing the new Rules to those of 1972 (*Background Note V*).

The Court amended the Rules again in 2000. On that occasion, two articles were modified, namely Article 79, concerning preliminary objections, and Article 80, relating to counter-claims<sup>1</sup>.

In 2005, the Court again amended the Rules, first Article 52 (concerning the filing of pleadings) and subsequently Article 43 (relating to the notifications to be made when the construction of a convention is in question in a case). That same year, the Court adopted a new procedure for the promulgation of modifications to its Rules (see *Acts and Documents No. 6*, p. 91). It thus decided that any amendments to the Rules, following their adoption by the Court, would be posted on the Court’s website, with an indication of the date of their entry into force and a note of any temporal reservations relating to their applicability (for example, whether the application of the amended rule is limited to cases instituted after the date of entry into force of the amendment).

In October 2019, the Court amended Articles 22, 23, 29, 76 and 79 of its Rules of Court; the amendments entered into force on 21 October 2019. The wording of Articles 22, 23 and 29, which concern the procedure for the election and removal from office of the Registrar and the Deputy-Registrar of the Court, were amended so as to make those provisions gender neutral. Article 22, paragraph 1, was further amended to eliminate the requirement that a candidate for the post of Registrar be proposed by a Member of the Court. This procedure has been replaced with the publication of a vacancy announcement and the submission of applications, as set out in paragraph 2 of the same Article. Paragraph 2 was further revised to require that public notice of a vacancy be given at least

---

<sup>1</sup> The amendments came into force on 1 February 2001. The Rules of Court as adopted in 1978 continued to apply to all cases submitted to the Court prior to 1 February 2001, and all phases of those cases.

mois avant l'expiration du mandat du greffier. Au paragraphe 3 de l'article 22, les renseignements à fournir pour faire acte de candidature ont été mis à jour.

Le paragraphe 1 de l'article 29 a été modifié de sorte à indiquer clairement que la majorité requise pour décider de relever le greffier de ses fonctions est celle des deux tiers des membres composant la Cour au moment où celle-ci est appelée à se prononcer, et que le vote a lieu au scrutin secret.

Le paragraphe 1 de l'article 76, qui porte sur la possibilité de rapporter ou modifier toute décision concernant des mesures conservatoires, a été modifié de sorte à préciser que la Cour a la faculté de prendre une telle disposition de sa propre initiative.

Enfin, l'article 79 a été restructuré en trois articles distincts (79, 79*bis* et 79*ter*) afin d'établir une distinction entre les dispositions concernant les « questions préliminaires » soulevées par la Cour et celles concernant les « exceptions préliminaires » déposées par les parties à une affaire.

Dans cette nouvelle structure, l'article 79 traite exclusivement des questions préliminaires tandis que l'article 79*bis* traite des exceptions préliminaires et l'article 79*ter*, de questions de procédure générales applicables dans les deux cas de figure.

En juin 2020, la Cour a modifié les articles 59 et 94 de son Règlement; les dispositions modifiées sont entrées en vigueur le 25 juin 2020.

La modification de l'article 59 vient clarifier que la Cour peut décider, lorsque des raisons sanitaires, des motifs de sécurité ou d'autres motifs impérieux l'exigent, de tenir tout ou partie des audiences par liaison vidéo. Cette modification a été incorporée sous la forme d'un nouveau paragraphe — le paragraphe 2 —, le contenu de l'ancien article 59 étant renuméroté en tant que paragraphe 1.

La modification apportée au paragraphe 2 de l'article 94 prévoit que la Cour peut également, pour des raisons sanitaires, des motifs de sécurité ou d'autres motifs impérieux, procéder à la lecture d'un arrêt par liaison vidéo.

Le texte intégral du Règlement de la Cour peut être consulté sous l'onglet « Documents de base » du site Internet de la Cour. Les articles ayant fait l'objet d'un amendement au cours de la période considérée sont répertoriés à l'annexe 23 du présent *Annuaire* (p. 187).

## ii) Instructions de procédure

Réexaminant de manière constante ses méthodes de travail, la Cour a décidé, en octobre 2001, d'édicter des instructions de procédure à l'usage des Etats se présentant devant elle. Elle souhaitait ainsi faire face à l'encombrement de son rôle et aux contraintes budgétaires auxquelles elle était confrontée. Ces instructions, qui n'entraînent aucune modification du Règlement de la Cour, sont complémentaires de celui-ci.

A l'origine, le texte comptait six instructions (numérotées de I à VI). Il a été complété à plusieurs reprises, l'instruction IX*quater* ayant été promulguée au printemps 2013.

Le 11 décembre 2019, des amendements à l'instruction de procédure V ont été promulgués en vue d'accélérer la procédure sur les exceptions préliminaires soulevées par une partie en vertu de l'article 79*bis*, paragraphe 1, du Règlement de la Cour. Selon le nouveau texte, le délai pour la présentation par la partie adverse d'un exposé écrit contenant ses observations et conclusions, au sens de l'article 79*bis*, paragraphe 3, ne devra en

six months before the end of an incumbent's term, rather than three. In paragraph 3 of Article 22, the information to be included with an application was updated.

Article 29, paragraph 1, was modified to clarify that the two-thirds majority needed to remove a Registrar from office is two-thirds of the Members of the Court composing it at the time of the decision to be taken, and that such decision is to be taken by secret ballot.

Article 76, paragraph 1, relating to the revocation or modification of any decision concerning provisional measures, was amended to clarify that the Court has the power to revoke or modify provisional measures on its own initiative.

Finally, Article 79 was reorganized into three separate provisions (i.e. Article 79, Article 79*bis* and Article 79*ter*), to distinguish provisions relating to "preliminary questions" identified by the Court from those relating to "preliminary objections" filed by a party to a case.

Under this new structure, Article 79 deals exclusively with preliminary questions, while Article 79*bis* addresses preliminary objections and Article 79*ter* concerns general procedural issues applicable to both scenarios.

In June 2020, the Court amended Articles 59 and 94 of the Rules of Court; the amendments entered into force on 25 June 2020.

The amendment to Article 59 makes clear that the Court may decide, for health, security or other compelling reasons, to hold a hearing entirely or in part by video link. This amendment was incorporated as a new paragraph — paragraph 2 — and the previous Article 59 was renumbered as Article 59, paragraph 1.

The amendment made to Article 94, paragraph 2, provides that the reading of the Court's judgment in a case may also take place by video link, when this is necessary for health, security or other compelling reasons.

The full text of the Rules of Court can be viewed on the Court's website (under "Basic Documents"). For the articles amended during the period under review, see Annex 23 of this *Yearbook* (p. 187).

## (ii) Practice Directions

As part of the ongoing review of its procedures and working methods, in October 2001, the Court decided to adopt Practice Directions for use by the States appearing before it. In so doing, it wished to more effectively deal with the congested state of its List and the budgetary constraints facing it. These Practice Directions involve no alteration to the Rules of Court but are additional thereto.

The original text was made up of six Directions (numbered I to VI). It has been supplemented on a number of occasions, with Direction (IX*quater*) having been promulgated in spring 2013.

On 11 December 2019, amendments to Practice Direction V were promulgated with the aim of accelerating proceedings on preliminary objections made by one party under Article 79*bis*, paragraph 1, of the Rules of Court. Under the newly promulgated Practice Direction, the time-limit for the presentation by the other party of a written statement of its observations and submissions under Article 79*bis*, paragraph 3, shall generally not

général pas excéder quatre mois à compter de la date de présentation desdites exceptions préliminaires.

Une fois adoptée par la Cour, toute modification apportée aux instructions de procédure est sur le site Internet de la Cour et publiée dans l'*Annuaire-Yearbook* avec mention, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité.

d) *Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire*

En vertu de l'article 19 du Règlement de la Cour, « [l]a pratique interne de [celle-ci] en matière judiciaire est régie ... par toute résolution adoptée par la Cour ». La résolution actuellement en vigueur date du 12 avril 1976. Bien qu'elle s'y conforme, la Cour reste entièrement libre de s'écarter de cette résolution dans un cas d'espèce, si elle estime que les circonstances le justifient.

Le texte de ces différents instruments est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Documents de base »). Il est également publié dans le recueil *Actes et documents n° 6*.

e) *Décision concernant les activités d'arbitrage des membres de la Cour*

En octobre 2018, la Cour a adopté une décision visant à réglementer les activités d'arbitrage de ses membres. Cette décision dispose entre autres que les membres de la Cour « ne peuvent prendre part qu'à des affaires d'arbitrage interétatique », et énonce les conditions dont lesquelles ceux-ci peuvent participer à de telles procédures.

Le texte de cette décision est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Documents de base ») ainsi qu'à l'annexe 21 du présent *Annuaire* (p. 182).

f) *Directives à l'intention des parties concernant l'organisation d'audiences par liaison vidéo*

Le 13 juillet 2020, la Cour a adopté les *Directives à l'intention des parties concernant l'organisation d'audiences par liaison vidéo*, qui visent à assister les parties prenant part à des audiences à distance.

Le texte de ces directives est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Documents de base ») ainsi qu'à l'annexe 22 du présent *Annuaire* (p. 183).

## 2. *Application du Statut et du Règlement de la Cour*

Selon les questions qui se posent dans les affaires qui lui sont soumises, la Cour applique telle ou telle disposition de son Statut ou de son Règlement. Si la mise en œuvre de certains articles revêt un caractère systématique ou fréquent (par exemple, l'article 48 du Statut qui a trait aux formes et délais pour l'accomplissement de certains actes de procédure, comme le dépôt de pièces écrites, et qui est visé dans chaque ordonnance de fixation de délais), celle d'autres dispositions est plus rare ou apporte un éclairage nouveau sur la pratique de la Cour.

Un digeste contenant une sélection de décisions prises par la Cour en application de son Statut et de son Règlement figure en annexe 24 du présent *Annuaire* (p. 190).

exceed four months from the date of the filing of the preliminary objections.

Once adopted by the Court, any amendments to the Practice Directions are now posted on the Court's website and published in the *Annuaire-Yearbook*, with a note of any temporal reservations relating to their applicability.

(d) *Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court*

In accordance with Article 19 of the Rules of Court, “[t]he internal judicial practice of the Court shall . . . be governed by any resolutions on the subject adopted by the Court”. The resolution currently in force was adopted on 12 April 1976. While the Court complies with the present resolution, it remains entirely free to depart from it, in a given case, if it considers that the circumstances justify that course.

The text of these various instruments can be found on the Court's website (under “Basic Documents”), and is also published in the volume *Acts and Documents No. 6*.

(e) *Decision on the arbitration activities of Members of the Court*

On 2 October 2018, the Court adopted a decision regulating the arbitration activities of Members of the Court. This decision provides, among other things, that “Members of the Court may only participate in inter-State arbitration cases”, and sets out the conditions under which Members of the Court may take part in such procedures.

The text of this decision can be found on the Court's website (under “Basic Documents”), as well as in Annex 21 of this *Yearbook* (p. 182).

(f) *Guidelines for the parties on the organization of hearings by video link*

On 13 July 2020, the Court adopted *Guidelines for the parties on the organization of hearings by video link*, which apply to remote hearings, to assist parties taking part in hearings by video link.

The text of these Guidelines can be found on the Court's website under “Basic Documents”, as well as in Annex 22 of this *Yearbook* (p. 183).

## 2. *Application of the Statute and Rules of Court*

Depending on the issues in the cases submitted to it, the Court applies one or other provision of its Statute or Rules. While some articles are implemented systematically or frequently (for example, Article 48 of the Statute relating to the form and time in which certain steps in the proceedings, such as the filing of written pleadings, must be completed, and which is cited in every Order fixing time-limits), other provisions are applied less often or reflect a new development in the Court's practice.

A digest containing a selection of decisions taken by the Court in application of its Statute and its Rules can be found in Annex 24 of this *Yearbook* (p. 190).

## *B. Composition*

L'organisation de la Cour est régie par les articles 2 à 33 de son Statut ainsi que par les articles 1 à 18 et 32 à 37 de son Règlement.

### *1. Les membres de la Cour*

La Cour comprend 15 membres (Statut, art. 3, par. 1).

Au 31 juillet 2020, la Cour était composée comme suit (voir aussi les photographies page 40).

Ordre de préséance	Pays	Date d'expiration du mandat
M. Abdulqawi A. YUSUF, président	Somalie	5 février 2027
M <sup>me</sup> XUE Hanqin, vice-présidente	Chine	5 février 2021
M. Peter TOMKA	Slovaquie	5 février 2021
M. Ronny ABRAHAM	France	5 février 2027
M. Mohamed BENNOUNA	Maroc	5 février 2024
M. Antônio A. CANÇADO TRINDADE	Brésil	5 février 2027
M <sup>me</sup> Joan E. DONOGHUE	Etats-Unis d'Amérique	5 février 2024
M. Giorgio GAJA	Italie	5 février 2021
M <sup>me</sup> Julia SEBUTINDE	Ouganda	5 février 2021
M. Dalveer BHANDARI	Inde	5 février 2027
M. Patrick L. ROBINSON	Jamaïque	5 février 2024
M. James R. CRAWFORD	Australie	5 février 2024
M. Kirill GEVORGIAN	Fédération de Russie	5 février 2024
M. Nawaf SALAM	Liban	5 février 2027
M. IWASAWA Yuji	Japon	5 février 2021

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans et leur renouvellement a lieu par tiers tous les trois ans; ils sont rééligibles (Statut, art. 13). Si un siège devient vacant, il est procédé à une élection et le nouveau juge achève le terme du mandat de son prédécesseur (Statut, art. 14-15). Tel est le cas de M. le juge Iwasawa Yuji (Japon), qui a été élu le 22 juin 2018 à la suite de la démission de M. Owada Hisashi (Japon), ancien juge et président de la Cour.

Pour chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse une liste des personnes désignées conformément aux articles 5 et 6 du Statut (Statut, art. 7). Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui procèdent indépendamment et en même temps (Statut, art. 8-12). Les Etats parties au Statut de la Cour qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies participent à l'élection, à l'Assemblée générale, de la même manière que les Membres de l'Organisation (résolution 264 (III) de l'Assemblée générale en date du 8 octobre 1948).



### *B. Composition*

The organization of the Court is governed by Articles 2 to 33 of its Statute and Articles 1 to 18 and 32 to 37 of the Rules of Court.

#### *1. Members of the Court*

The Court consists of 15 Members (Statute, Art. 3, para. 1).

On 31 July 2020, the composition of the Court was as follows (see also the photographs on page 40).

Order of precedence	Country	Date of expiry of term of office
Judge Abdulqawi A. YUSUF, President	Somalia	5 February 2027
Judge XUE Hanqin, Vice-President	China	5 February 2021
Judge Peter TOMKA	Slovakia	5 February 2021
Judge Ronny ABRAHAM	France	5 February 2027
Judge Mohamed BENNOUNA	Morocco	5 February 2024
Judge Antônio A. CANÇADO TRINDADE	Brazil	5 February 2027
Judge Joan E. DONOGHUE	United States of America	5 February 2024
Judge Giorgio GAJA	Italy	5 February 2021
Judge Julia SEBUTINDE	Uganda	5 February 2021
Judge Dalveer BHANDARI	India	5 February 2027
Judge Patrick L. ROBINSON	Jamaica	5 February 2024
Judge James R. CRAWFORD	Australia	5 February 2024
Judge Kirill GEVORGIAN	Russian Federation	5 February 2024
Judge Nawaf SALAM	Lebanon	5 February 2027
Judge IWASAWA Yuji	Japan	5 February 2021

The Members of the Court are elected for nine years, one-third of the total number of judges being elected every three years; they may be re-elected (Statute, Art. 13). In the event of a vacancy, an election is held and the new judge holds office for the remainder of his or her predecessor's term (Statute, Arts. 14-15). This is the case for Judge Iwasawa Yuji (Japan), who was elected on 22 June 2018, following the resignation of Mr. Owada Hisashi (Japan), former judge and President of the Court.

For each election, the Secretary-General of the United Nations prepares a list of the persons nominated in accordance with Articles 5 and 6 of the Statute (Statute, Art. 7). The Members of the Court are elected by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, proceeding independently of each other and simultaneously (Statute, Arts. 8-12). The States parties to the Statute of the Court which are not members of the United Nations take part in the election by the General Assembly in the same manner as Members of the United Nations (General Assembly resolution 264 (III) of 8 October 1948).

Les membres de la Cour élus durant la même session de l'Assemblée générale et entrant en fonctions à la même date prennent rang entre eux d'après l'ancienneté d'âge; les membres élus au cours d'une session antérieure ont la préséance; en cas de réélection immédiate, un membre conserve son rang antérieur (Règlement, art. 3, par. 2-4).

Les biographies des membres de la Cour sont disponibles sur le site Internet de la CIJ.

Une liste complète de tous les anciens membres de la Cour, indiquant leur nationalité et la période durant laquelle ils ont exercé leurs fonctions, se trouve à l'annexe 2 du présent *Annuaire* (p. 109), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

La Cour nomme son président et son vice-président, qui, élus pour trois ans, prennent rang avant les autres juges (Statut, art. 21, par. 1; Règlement, art. 3, par. 5, art. 10-14, art. 18, par. 2, et art. 32).

Une liste complète de tous les anciens présidents et vice-présidents de la Cour se trouve à l'annexe 3 du présent *Annuaire* (p. 112), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

## 2. *Les juges ad hoc*

Si, dans une affaire, la Cour ou une chambre de la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité de l'une des parties à une affaire, toute autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger comme juge; de même, si la Cour ou une chambre de la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune d'elles peut en désigner un (Statut, art. 31; Règlement, art. 7-8, art. 17, par. 2, art. 35-37, art. 91, par. 2, et art. 102, par. 3; instruction de procédure VII).

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent à cet égard que pour une seule (Statut, art. 31, par. 5; Règlement, art. 36 et art. 37, par. 2). Il en est par exemple allé ainsi dans les affaires relatives à la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)* (*Serbie-et-Monténégro c. Belgique*) (*Serbie-et-Monténégro c. Canada*) (*Serbie-et-Monténégro c. France*) (*Serbie-et-Monténégro c. Italie*) (*Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas*) (*Serbie-et-Monténégro c. Portugal*) et (*Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni*), en lesquelles la Cour a décidé que, compte tenu de la présence sur le siège de juges de nationalités britannique, française et néerlandaise, les juges *ad hoc* désignés par les États défendeurs ne devraient pas siéger dans la phase relative aux exceptions préliminaires.

Un juge *ad hoc* n'est pas nécessairement tenu d'avoir la nationalité de l'Etat qui le désigne (et, dans la pratique de la Cour, ne l'a souvent pas).

Figurent ci-après les noms des juges *ad hoc* siégeant dans des affaires pendantes devant la Cour durant la période considérée (sauf mention contraire, ils ont la nationalité de la partie qui les a désignés). Il convient de noter que, entre le 1<sup>er</sup> août 2019 et le 31 juillet 2020, des juges *ad hoc*<sup>2</sup> ont été nommés en cinq occasions; leurs noms sont suivis d'un astérisque.

<sup>2</sup> Au cours de la période considérée, sir Franklin Berman a été nommé juge *ad hoc* dans deux affaires distinctes.

Members of the Court elected during the same session of the General Assembly whose terms of office begin on the same date take precedence according to seniority of age; Members elected at a previous session take precedence; in the event of immediate re-election a Member retains his or her former precedence (Rules, Art. 3, paras. 2-4).

Biographies of Members of the Court can be found on the ICJ website.

A full list of all former Members of the Court, including their nationalities and terms in office, can be found in Annex 2 of this *Yearbook* (p. 109) and on the ICJ website.

The Court elects its President and Vice-President; they are both elected for three years and take precedence over the other judges (Statute, Art. 21, para. 1; Rules, Art. 3, para. 5, Arts. 10-14, Art. 18, para. 2, and Art. 32).

A full list of all former Presidents and Vice-Presidents of the Court can be found in Annex 3 of this *Yearbook* (p. 112) and on the ICJ website.

## 2. *Judges ad hoc*

If in a case the Court, or a chamber of the Court, includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties, any other party may choose a person to sit as judge; similarly, if the Court or the chamber includes upon the Bench no judge of the nationality of the parties, each of these parties may choose a judge (Statute, Art. 31; Rules, Arts. 7-8, Art. 17, para. 2, Arts. 35-37, Art. 91, para. 2, and Art. 102, para. 3; Practice Direction VII).

Should there be several parties in the same interest they are reckoned for this purpose as one party only (Statute, Art. 31, para. 5; Rules, Art. 36 and Art. 37, para. 2). This was so, for example, in the cases concerning the *Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)* (*Serbia and Montenegro v. Canada*) (*Serbia and Montenegro v. France*) (*Serbia and Montenegro v. Germany*) (*Serbia and Montenegro v. Italy*) (*Serbia and Montenegro v. Netherlands*) (*Serbia and Montenegro v. Portugal*) and (*Serbia and Montenegro v. United Kingdom*), in which the Court decided that, taking account of the presence of judges of British, Dutch and French nationality on the Bench, the judges *ad hoc* chosen by the respondent States should not sit during the preliminary objections phase.

A judge *ad hoc* does not necessarily have to have (and, in the practice of the Court, often does not have) the nationality of the designating State.

Listed below are the names of the judges *ad hoc* sitting in cases pending before the Court during the period under review (unless otherwise indicated, they hold the nationality of the appointing party). It should be noted that between 1 August 2019 and 31 July 2020, judges *ad hoc*<sup>2</sup> were appointed on five occasions; their names are followed by an asterisk.

<sup>2</sup> During the period under review, Sir Franklin Berman was appointed as judge *ad hoc* in two separate cases.

Affaire(s)	Juge(s) <i>ad hoc</i> désigné(s)
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	Désigné par la République démocratique du Congo : M. Y. Daudet (France)
<i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	Désigné par le Nicaragua : M. L. Skotnikov (Fédération de Russie) Désigné par la Colombie : M. C. N. Brower (Etats-Unis d'Amérique)
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	Désigné par le Nicaragua : M. Y. Daudet (France) Désigné par la Colombie : M. D. M. McRae (Canada/ Nouvelle-Zélande)
<i>Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)</i>	Désigné par le Kenya : M. G. Guillaume (France)
<i>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	Désigné par le Chili : M. B. Simma (Allemagne) Désigné par la Bolivie : M. Y. Daudet (France)
<i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	Désigné par la Guinée équatoriale : M. J. Kateka (République-Unie de Tanzanie)
<i>Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Désigné par la République islamique d'Iran : M. D. Momtaz Désigné par les Etats-Unis d'Amérique : M. C. N. Brower
<i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)</i>	Désigné par l'Ukraine : M. F. Pocar (Italie) Désigné par la Fédération de Russie : M. L. Skotnikov
<i>Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)</i>	Désignée par le Guyana : M <sup>me</sup> H. Charlesworth (Australie)
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)</i>	Désigné par le Qatar : M. Y. Daudet (France) Désigné par les Emirats arabes unis : M. J.-P. Cot (France)
<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i>	Désigné conjointement par l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte et les Emirats arabes unis : Sir Franklin Berman* <sup>3</sup> (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) Désigné par le Qatar : M. Y. Daudet (France)

<sup>3</sup> Sir Franklin Berman a été désigné conjointement par Bahreïn, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis après que M. N. Elaraby eut démissionné de ses fonctions le 10 septembre 2019.

Case(s)	Judge(s) <i>ad hoc</i> chosen
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	Chosen by the Democratic Republic of the Congo: Mr. Y. Daudet (France)
<i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	Chosen by Nicaragua: Mr. L. Skotnikov (Russian Federation) Chosen by Colombia: Mr. C. N. Brower (United States of America)
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	Chosen by Nicaragua: Mr. Y. Daudet (France) Chosen by Colombia: Mr. D. M. McRae (Canada/ New Zealand)
<i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i>	Chosen by Kenya: Mr. G. Guillaume (France)
<i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	Chosen by Chile: Mr. B. Simma (Germany) Chosen by Bolivia: Mr. Y. Daudet (France)
<i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	Chosen by Equatorial Guinea: Mr. J. Kateka (United Republic of Tanzania)
<i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Chosen by the Islamic Republic of Iran: Mr. D. Momtaz Chosen by the United States of America: Mr. C. N. Brower
<i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)</i>	Chosen by Ukraine: Mr. F. Pocar (Italy) Chosen by the Russian Federation: Mr. L. Skotnikov
<i>Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)</i>	Chosen by Guyana: Ms H. Charlesworth (Australia)
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Qatar v. United Arab Emirates)</i>	Chosen by Qatar: Mr. Y. Daudet (France) Chosen by the United Arab Emirates Mr. J.-P. Cot (France)
<i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)</i>	Chosen jointly by Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and the United Arab Emirates: Sir Franklin Berman* <sup>3</sup> (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland) Chosen by Qatar: Mr. Y. Daudet (France)

<sup>3</sup> Sir Franklin Berman was chosen jointly by Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and the United Arab Emirates after Mr. N. Elaraby resigned from his functions on 10 September 2019.

Affaire(s)	Juge(s) <i>ad hoc</i> désigné(s)
<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Égypte et Émirats arabes unis c. Qatar)</i>	Désigné conjointement par Bahreïn, l'Égypte et les Émirats arabes unis : Sir Franklin Berman* <sup>4</sup> (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) Désigné par le Qatar : M. Y. Daudet (France)
<i>Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)</i>	Désigné par la République islamique d'Iran : M. D. Momtaz Désigné par les États-Unis d'Amérique : M. C. N. Brower
<i>Transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem (Palestine c. États-Unis d'Amérique)</i>	Désigné par l'État de Palestine : M. G. Guillaume (France)
<i>Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)</i>	Désigné par le Guatemala : M. Ph. Couvreur* (Belgique)
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)</i>	Désignée par la Gambie : M <sup>me</sup> N. Pillay* (Afrique du Sud) Désigné par le Myanmar : M. C. Kress* (Allemagne)

La liste complète des personnes ayant exercé les fonctions de juge *ad hoc* à la Cour se trouve sur le site Internet de la CIJ.

### 3. Les chambres

Si la Cour siège le plus souvent en formation plénière, son Statut prévoit que des chambres, composées d'un nombre restreint de juges, peuvent être constituées (les dispositions du Règlement concernant les chambres se trouvent aux articles 15-18 et 90-93).

#### a) Chambre de procédure sommaire

Le Statut prévoit, en son article 29, que, en vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de cinq juges appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. La Cour désigne également deux juges suppléants pour remplacer ceux des membres de cette chambre qui se trouveraient dans l'impossibilité de siéger. Le Règlement précise que le président et le vice-président en sont membres de droit et que les autres membres et les membres suppléants sont élus (art. 15). La chambre de procédure sommaire n'a, à ce jour, jamais été appelée à fonctionner. Elle est actuellement constituée comme suit :

Membres :	M.	A. A. Yusuf, président
	M <sup>me</sup>	Xue Hanqin, vice-présidente
	M.	A. A. Cançado Trindade
	M <sup>me</sup>	J. Sebutinde
	M.	K. Gevorgian, juges
Membres suppléants :	M <sup>me</sup>	J. E. Donoghue
	M.	J. R. Crawford, juges

<sup>4</sup> Sir Franklin Berman a été désigné conjointement par Bahreïn, l'Égypte et les Émirats arabes unis après que M. N. Elaraby eut démissionné de ses fonctions le 10 septembre 2019.

Case(s)	Judge(s) <i>ad hoc</i> chosen
<i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)</i>	Chosen jointly by Bahrain, Egypt and the United Arab Emirates: Sir Franklin Berman* <sup>4</sup> (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland) Chosen by Qatar: Mr. Y. Daudet (France)
<i>Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Chosen by the Islamic Republic of Iran: Mr. D. Momtaz Chosen by the United States of America: Mr. C. N. Brower
<i>Relocation of the United States Embassy to Jerusalem (Palestine v. United States of America)</i>	Chosen by the State of Palestine: Mr. G. Guillaume (France)
<i>Guatemala's Territorial, Insular and Maritime Claim (Guatemala/Belize)</i>	Chosen by Guatemala: Mr. Ph. Couvreur* (Belgium)
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)</i>	Chosen by The Gambia: Ms N. Pillay* (South Africa) Chosen by Myanmar: Mr. C. Kress* (Germany)

The full list of judges *ad hoc* having served at the Court can be found on the ICJ website.

### 3. Chambers

Although the Court sits most often as a full Court, its Statute provides for the formation of chambers composed of a limited number of judges (the provisions relating to chambers can be found in Articles 15-18 and 90-93 of the Rules of Court).

#### (a) Chamber of Summary Procedure

Article 29 of the Statute provides that, with a view to the speedy dispatch of business, the Court shall form annually a chamber composed of five judges which, at the request of the parties, may hear and determine cases by summary procedure. The Court also selects two judges for the purpose of replacing judges who find it impossible to sit in the Chamber. Under the Rules of Court, the President and Vice-President are members of this Chamber *ex officio*, the other members and the substitutes being elected (Art. 15). The Chamber of Summary Procedure has never as yet been called upon to meet. It is currently composed as follows:

Members:	President	A. A. Yusuf
	Vice-President	Xue Hanqin
	Judges	A. A. Cançado Trindade J. Sebutinde K. Gevorgian
Substitute members:	Judges	J. E. Donoghue J. R. Crawford

<sup>4</sup> Sir Franklin Berman was chosen jointly by Bahrain, Egypt and the United Arab Emirates after Mr. N. Elaraby resigned from his functions on 10 September 2019.

b) *Chambres prévues au paragraphe 1 de l'article 26 du Statut*

Le Statut prévoit également, en son article 26, paragraphe 1, que la Cour peut, à toute époque, constituer une ou plusieurs chambres composées de trois juges au moins, selon ce qu'elle décidera, pour connaître de catégories déterminées d'affaires, par exemple d'affaires de travail et d'affaires concernant le transit et les communications. De telles chambres statuent si les parties le demandent.

La Cour avait institué en 1993 une chambre pour les questions d'environnement, laquelle avait été régulièrement reconstituée jusqu'en 2006. Au cours de ses treize années d'existence, aucun Etat n'a toutefois demandé à ce qu'une affaire soit portée devant elle. La Cour a en conséquence décidé, en 2006, de ne pas tenir d'élections pour renouveler la composition de ladite chambre, étant entendu que si, à l'avenir, les parties demandaient que soit formée une chambre pour statuer sur un différend relevant du droit de l'environnement, celle-ci serait constituée en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut (voir ci-après).

c) *Chambres constituées en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut*

Le Statut prévoit enfin, en son article 26, paragraphe 2, que la Cour peut constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée, le nombre des juges de cette chambre étant fixé par la Cour avec l'assentiment des parties.

A la demande conjointe des parties, de telles chambres ont été constituées pour connaître de six affaires.

L'annexe 5 du présent *Annuaire* (p. 115) donne la liste complète de ces affaires; elle précise les dates de constitution et de dissolution de la chambre concernée, ainsi que le nom des membres qui la composaient.

#### 4. *Les assesseurs*

L'article 30, paragraphe 2, du Statut et l'article 9 du Règlement disposent que la Cour peut, soit d'office, soit sur demande présentée avant la clôture de la procédure écrite, décider, pour une affaire contentieuse ou une procédure consultative, de s'adjoindre des assesseurs qu'elle élit au scrutin secret et qu'elle admet à participer à ses délibérations sans droit de vote. Les mêmes pouvoirs appartiennent aux chambres.

A ce jour, il n'a jamais été fait application de ces articles.

### C. *Privilèges et immunités*

L'article 19 du Statut dispose que « [l]es membres de la Cour jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités diplomatiques ».

Aux Pays-Bas, conformément à un échange de lettres entre le président de la Cour et le ministre des affaires étrangères en date du 26 juin 1946, ils bénéficient, d'une manière générale, des mêmes privilèges, immunités, facilités et prérogatives que les chefs de mission diplomatique accrédités près S. M. le roi (ou la reine) des Pays-Bas (*Actes et documents n° 6*, p. 204-210). En outre, aux termes d'une lettre du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas en date du 26 février 1971, le président de la Cour a préséance sur les chefs de mission, y compris le doyen du corps diplomatique, lequel est immédiatement suivi du vice-président de la Cour, après quoi la préséance va alternativement aux chefs de mission et aux membres de la Cour (*Actes et documents n° 6*, p. 214-216).



(b) *Chambers provided for in Article 26, paragraph 1, of the Statute*

Article 26, paragraph 1, of the Statute provides also that the Court may from time to time form one or more chambers, composed of three or more judges, as the Court may determine, for dealing with particular categories of cases: for example, labour cases and cases relating to transit and communications. Cases are heard and determined by these chambers if the parties so request.

In 1993, the Court established a Chamber for Environmental Matters, which was periodically reconstituted until 2006. In the Chamber's thirteen years of existence, however, no State ever requested that a case be dealt with by it. The Court consequently decided in 2006 not to hold elections to re-elect a Bench for the said Chamber, it being understood that should parties in the future request the formation of a chamber to rule on a dispute involving environmental law, that chamber would be constituted under Article 26, paragraph 2, of the Statute of the Court (see below).

(c) *Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute*

Article 26, paragraph 2, of the Statute provides that the Court may form a chamber to deal with a particular case, the number of judges constituting such a chamber being determined by the Court with the approval of the parties.

Chambers of this kind have been formed at the joint request of the parties to deal with six cases.

For the full list of these cases, including an indication of the date on which the respective chamber was constituted, the names of its members and the dates that the chambers were dissolved, please see Annex 5 of this *Yearbook* (p. 115).

#### 4. *Assessors*

Article 30, paragraph 2, of the Statute and Article 9 of the Rules of Court provide that the Court may, either *proprio motu* or upon a request made not later than the closure of the written proceedings, decide, for the purpose of a contentious case or request for advisory opinion, to appoint assessors who are chosen by secret ballot and are allowed to sit with it without the right to vote. The chambers also have the power to appoint assessors.

These provisions have so far never been applied.

### C. *Privileges and Immunities*

Article 19 of the Statute provides: "The Members of the Court, when engaged on the business of the Court, shall enjoy diplomatic privileges and immunities."

In the Netherlands, pursuant to an exchange of correspondence between the President of the Court and the Minister for Foreign Affairs, dated 26 June 1946, they enjoy, in a general way, the same privileges, immunities, facilities and prerogatives as Heads of Diplomatic Missions accredited to His Majesty the King (or Her Majesty the Queen) of the Netherlands (*Acts and Documents No. 6*, pp. 205-211). In addition, in accordance with the terms of a letter dated 26 February 1971 from the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands, the President of the Court takes precedence over the Heads of Mission, including the Dean of the Diplomatic Corps, who is immediately followed by the Vice-President of the Court and thereafter the precedence proceeds alternately between Heads of Mission and the Members of the Court (*Acts and Documents No. 6*, pp. 215-217).

Par sa résolution 90 (I) du 11 décembre 1946 (*Actes et documents n° 6*, p. 210-214), l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé les accords intervenus en juin 1946 avec le Gouvernement des Pays-Bas et a recommandé que, « si un juge, en vue d'être à tout moment à la disposition de la Cour, réside dans un autre pays que le sien, il devra jouir pendant la durée de sa résidence des privilèges et immunités diplomatiques ». Elle a en outre recommandé que

« les juges aient toutes facilités pour quitter le pays où ils se trouvent, ainsi que pour accéder au pays où siège la Cour et pour en sortir [, précisant qu'au] cours des déplacements afférents à l'exercice de leurs fonctions, ils devront bénéficier, dans tous les pays qu'ils doivent traverser, de l'ensemble des privilèges, immunités et facilités reconnus dans ces pays aux agents diplomatiques ».

Cette résolution contient également une recommandation tendant à faire reconnaître et accepter par les Etats Membres des Nations Unies les laissez-passer délivrés par la Cour.

Par ailleurs, l'article 32, paragraphe 8, du Statut énonce que « les traitements, allocations et indemnités » perçus par les juges « sont exempts de tout impôt ».

## II. DU GREFFE

La CIJ est le seul organe principal de l'Organisation des Nations Unies à ne pas être assisté par le Secrétaire général, lequel n'a pas autorité sur la Cour. L'organe administratif permanent de la CIJ n'est donc pas le Secrétariat de l'ONU, mais son Greffe. La Cour étant à la fois un tribunal et un organe international, la mission du Greffe est aussi bien celle d'un service auxiliaire de la justice — avec des Etats pour justiciables — que celle d'un secrétariat international.

### A. Textes de base

#### 1. Statut

L'article 21 du Statut dispose que la Cour pourvoit à la nomination des fonctionnaires.

#### 2. Règlement

L'article 28 du Règlement précise que le Greffe se compose du greffier, du greffier adjoint et de tous autres fonctionnaires dont le greffier peut avoir besoin pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.

En application du paragraphe 1 de l'article 25 du Règlement de la Cour, les fonctionnaires sont nommés par la Cour sur la proposition du greffier. Il est toutefois précisé que la Cour peut décider que, pour les postes qu'elle déterminera, les nominations seront faites par le greffier avec l'approbation du président.

Le paragraphe 2 de ce même article dispose que, avant son entrée en fonctions, tout fonctionnaire fait une déclaration devant le président et en présence du greffier, aux termes de laquelle il déclare qu'il exercera « en toute loyauté, discrétion et conscience les devoirs qui [lui] incombent » et qu'il observera fidèlement toutes les prescriptions du Statut et du Règlement de la Cour.

By resolution 90 (I) of 11 December 1946 (*Acts and Documents No. 6*, pp. 211-215), the General Assembly of the United Nations approved the agreements concluded with the Government of the Netherlands in June 1946 and recommended that “if a judge, for the purpose of holding himself permanently at the disposal of the Court, resides in some country other than his own, he should be accorded diplomatic privileges and immunities during the period of his residence there”. It also recommended that

“judges should be accorded every facility for leaving the country where they may happen to be, for entering the country where the Court is sitting, and again for leaving it. On journeys in connection with the exercise of their functions, they should, in all countries through which they may have to pass, enjoy all the privileges, immunities and facilities granted by these countries to diplomatic envoys.”

The same resolution contains also a recommendation calling upon Members of the United Nations to recognize and accept laissez-passer issued by the Court.

Furthermore, Article 32, paragraph 8, of the Statute provides that the “salaries, allowances and compensation” received by judges “shall be free of all taxation”.

## II. THE REGISTRY

The ICJ is the only principal organ of the United Nations not to be assisted by the Secretary-General, who has no authority over the Court. The permanent administrative organ of the ICJ is thus not the UN Secretariat, but its Registry. Since the ICJ is both a court of justice and an international organ, the Registry’s tasks include both helping in the administration of justice — with sovereign States as litigants — and acting as an international secretariat.

### *A. Basic Texts*

#### *1. Statute*

In accordance with Article 21 of the Statute, the Court may provide for the appointment of officers.

#### *2. Rules of Court*

Article 28 of the Rules of Court states that the Registry shall comprise the Registrar, the Deputy-Registrar, and such other staff as the Registrar shall require for the efficient discharge of his functions.

Pursuant to Article 25, paragraph 1, of the Rules, the staff members of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. Appointments to such posts as the Court shall determine may however be made by the Registrar with the approval of the President.

Paragraph 2 of the same Article provides that, before taking up his or her duties, every staff member shall make a declaration before the President, the Registrar being present, declaring that he or she will perform “the duties incumbent upon [him or her]. . . in all loyalty, discretion and good conscience” and faithfully observe all the provisions of the Statute and of the Rules of Court.

### 3. *Instructions pour le Greffe*

Des «instructions pour le Greffe», établies en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 28 du Règlement de la Cour, sont élaborées par le greffier et approuvées par la Cour. Leur première version remonte à octobre 1946 et a été amendée à plusieurs reprises. Les dernières modifications aux instructions pour le Greffe ont été approuvées le 20 mars 2012.

Ce document présente, au fil de ses 90 articles, les fonctions et devoirs du greffier (parties I et II) avant de traiter des fonctionnaires (partie III) et de l'organisation du travail au sein du Greffe (partie IV). Il énonce également les devoirs des fonctionnaires du Greffe en précisant les tâches incombant à chaque département ou service (partie V).

### 4. *Statut du personnel du Greffe*

Les fonctionnaires du Greffe sont assujettis au «statut du personnel du Greffe».

A l'origine, ledit statut était arrêté par le président et approuvé par la Cour en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 du Règlement de la Cour de 1946.

Depuis l'adoption du Règlement de la Cour de 1978, le statut du personnel est établi par le greffier et approuvé par la Cour. Un nouveau statut du personnel, qui, en application du paragraphe 4 de l'article 28 du Règlement de la Cour, est aussi conforme que possible au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, a ainsi été adopté le 7 mars 1979.

Ce texte a été modifié à plusieurs reprises, la version la plus récente datant du 21 janvier 2019.

Le texte de ces documents figure sur le site Internet de la Cour (onglet «Le Greffe»).

## *B. Composition*

### 1. *Le greffier*

En application du paragraphe 2 de l'article 21 de son Statut et de l'article 22 de son Règlement, tel que modifié avec effet au 21 octobre 2019, la Cour élit son greffier sur la base des candidatures reçues à la suite de la publication d'un avis de vacance (voir l'annexe 23 de cet *Annuaire*, p. 187).

M. Gautier a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> août 2019. Avant de devenir greffier de la Cour, M. Gautier a été greffier (2001-2019) et greffier adjoint (1997-2001) du Tribunal international du droit de la mer (TIDM). Entre 1991 et 1997, il a occupé les fonctions de conseiller adjoint, chef du service Droit de la mer/Antarctique (1991-1995), et de conseiller, chef de la Direction des traités (1995-1997) au ministère belge des affaires étrangères. M. Gautier est professeur à l'Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve).

Les fonctions générales du greffier sont définies par le Règlement (art. 26) et les instructions pour le Greffe (article premier). Le greffier assiste la Cour dans l'exercice de sa fonction judiciaire, assure les relations diplomatiques entre la Cour et les Etats, et gère le Greffe.

Le greffier est responsable des travaux de tous les départements et services du Greffe. Aux termes de l'article premier des instructions pour le Greffe, «[i]l a autorité sur le personnel et a seul qualité pour diriger les travaux du Greffe, dont il est le chef». Dans l'exercice de

### 3. *Instructions for the Registry*

“Instructions for the Registry” are drawn up by the Registrar under Article 28, paragraphs 2 and 3, of the Rules of Court, and approved by the Court. The first Instructions date back to October 1946. They have been amended on a number of occasions, with the most recent amendments being approved on 20 March 2012.

This document consists of 90 articles: Parts I and II set out the functions and duties of the Registrar, Part III concerns Registry staff and Part IV the organization of work within the Registry. Part V outlines the specific duties of Registry staff in each department or division.

### 4. *Staff Regulations for the Registry*

Registry officials are also subject to the “Staff Regulations for the Registry”.

The original Staff Regulations were adopted by the President and approved by the Court in accordance with Article 18, paragraph 2, of the 1946 Rules of Court.

Since the adoption of the 1978 Rules of Court, the Staff Regulations are drawn up by the Registrar and approved by the Court; in compliance with Article 28, paragraph 4, of the Rules of Court, they are “so far as possible in conformity with the United Nations Staff Regulations and Rules”. New Staff Regulations were thus adopted on 7 March 1979.

This text has been modified on a number of occasions, with the most recent version dating from 21 January 2019.

The texts of these documents can be found on the Court’s website under “Registry”.

## B. *Composition*

### 1. *The Registrar*

In accordance with Article 21, paragraph 2, of its Statute and Article 22 of its Rules, as amended by the Court with effect from 21 October 2019, the Court elects its Registrar on the basis of the applications it receives following the publication of a vacancy notice (see Annex 23 of this *Yearbook* (p. 187)).

Mr. Gautier took office on 1 August 2019. Before joining the Court, Mr. Gautier served as Registrar (2001-2019) and Deputy-Registrar (1997-2001) of the International Tribunal for the Law of the Sea (ITLOS). From 1991 to 1997, he held the positions of Deputy Director, Head of the Law of the Sea/Antarctica Office (1991-1995), and Director, Head of the Treaties Division (1995-1997), at the Belgian Ministry of Foreign Affairs. Mr. Gautier is Professor at the Catholic University of Louvain (Louvain-la-Neuve).

The general functions of the Registrar are defined by the Rules of Court (Art. 26) and the Instructions for the Registry (Art. 1). The Registrar assists the Court in the exercise of its judicial function and is responsible for diplomatic relations between the Court and States, and directs the work of the Registry.

The Registrar is responsible for all departments and divisions of the Registry. Under the terms of Article 1 of the Instructions for the Registry, “[t]he staff are under his authority, and he alone is authorized to direct the work of the Registry, of which he is the Head”. In

ses fonctions, le greffier rend compte à la Cour. Son activité revêt trois aspects : judiciaire, diplomatique et administratif.

Le travail judiciaire du greffier de la Cour consiste notamment à s'acquitter des devoirs qui lui incombent en rapport avec les affaires soumises à la Cour. A cet égard, le greffier remplit, entre autres, les tâches suivantes : *a)* il tient un rôle général de toutes les affaires, complétant les dossiers y afférents ; *b)* il gère la procédure dans les affaires ; *c)* il assiste en personne ou charge le greffier adjoint d'assister aux séances de la Cour et des chambres, apporte à celles-ci l'assistance nécessaire et fait établir sous sa responsabilité les procès-verbaux ou minutes de ces séances ; *d)* il contresigne les arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, ainsi que les procès-verbaux ; *e)* il assure les relations avec les parties aux affaires et est expressément chargé de procéder à la communication de divers documents, dont les plus importants sont les actes introductifs d'instances (requêtes et compromis) ainsi que les pièces de la procédure écrite ; *f)* il fait traduire, imprimer et publier sous sa responsabilité les arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, les pièces de procédure, les exposés écrits et les procès-verbaux des audiences publiques dans chaque affaire, ainsi que tout autre document dont la Cour décide la publication ; *g)* il assure la garde des sceaux et cachets, ainsi que celle des archives de la Cour et de toutes autres archives confiées à celle-ci (notamment les archives de la Cour permanente de Justice internationale et du Tribunal militaire international de Nuremberg).

S'agissant du volet diplomatique de son travail, le greffier : *a)* assure les relations extérieures de la Cour et sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou adressées à celle-ci ; *b)* est responsable de la correspondance avec le monde extérieur, dont celle relative aux affaires, et donne toutes consultations nécessaires ; *c)* gère les relations de caractère diplomatique, notamment avec les organes de l'Organisation des Nations Unies, avec ses Etats Membres, avec les autres organisations internationales, ainsi qu'avec le gouvernement du pays où est établi le siège de la Cour ; *d)* maintient les relations avec les autorités locales et les médias ; *e)* est responsable de l'information sur les activités de la Cour et des publications de celle-ci, y compris la diffusion de communiqués de presse.

Le travail administratif du greffier comprend : *a)* l'administration intérieure proprement dite ; *b)* la gestion financière conformément aux méthodes appliquées par l'Organisation des Nations Unies en matière financière, notamment l'établissement et l'exécution du budget ; *c)* la supervision de toutes les tâches administratives ainsi que des travaux d'impression ; *d)* la prise des dispositions nécessaires pour que soient effectuées ou vérifiées les traductions et interprétations dont la Cour peut avoir besoin dans les deux langues officielles de la Cour, à savoir le français et l'anglais.

## 2. *Le greffier adjoint et les autres fonctionnaires*

Outre son greffier, la Cour élit un greffier adjoint suivant la même procédure (Règlement, art. 23). Le rôle du greffier adjoint est d'assister le greffier et de le remplacer en cas d'absence.

Le greffier adjoint actuel est M. Jean-Pelé Fomété, de nationalité camerounaise, élu pour un mandat de sept ans qui a pris effet le 16 mars 2013, puis réélu pour un second mandat à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020. M. Fomété a été, entre 2009 et sa nomination au Greffe de la Cour, greffier du Tribunal du contentieux administratif de l'Organisation des Nations Unies à Nairobi. Auparavant, il a été directeur de programmes au sein du greffe du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) après y avoir occupé les fonctions de conseiller juridique et d'assistant spécial du greffier. Avant de rejoindre le TPIR, il avait

the discharge of his functions the Registrar reports to the Court. His role is threefold: judicial, diplomatic and administrative.

The Registrar's judicial duties notably include those relating to the cases submitted to the Court. In this respect, the Registrar performs, among others, the following tasks: (a) he keeps the General List of all cases and is responsible for recording documents in the case files; (b) he manages the proceedings in the cases; (c) he is present in person, or represented by the Deputy-Registrar, at meetings of the Court and of chambers; he provides any assistance required and is responsible for the preparation of reports or minutes of such meetings; (d) he signs all judgments, advisory opinions and orders of the Court, as well as minutes; (e) he maintains relations with the parties to a case and has specific responsibility for the receipt and transmission of various documents, most importantly those instituting proceedings (applications and special agreements) and all written pleadings; (f) he is responsible for the translation, printing and publication of the Court's judgments, advisory opinions and orders, the pleadings, written statements and minutes of the public sittings in every case, and of such other documents as the Court may decide to publish; and (g) he has custody of the seals and stamps of the Court, of the archives of the Court, and of such other archives as may be entrusted to the Court (including the archives of the Permanent Court of International Justice and of the Nuremberg International Military Tribunal).

The Registrar's diplomatic duties include the following tasks: (a) he attends to the Court's external relations and acts as the channel of communication to and from the Court; (b) he manages external correspondence, including that relating to cases, and provides any consultations required; (c) he manages relations of a diplomatic nature, in particular with the organs and States Members of the United Nations, with other international organizations and with the government of the country in which the Court has its seat; (d) he maintains relations with the local authorities and with the press; and (e) he is responsible for information concerning the Court's activities and for the Court's publications, including press releases.

The Registrar's administrative duties include: (a) the Registry's internal administration; (b) financial management, in accordance with the financial procedures of the United Nations, and in particular preparing and implementing the budget; (c) the supervision of all administrative tasks and of printing; and (d) making arrangements for such provisions or verification of translations and interpretations into the Court's two official languages (English and French) as the Court may require.

## *2. The Deputy-Registrar and other staff*

In addition to its Registrar, the Court elects a Deputy-Registrar in the same way as the Registrar (Rules, Art. 23). The role of the Deputy-Registrar is to assist the Registrar and act as the latter's replacement in his absence.

The present Deputy-Registrar is Mr. Jean-Pelé Fomété, of Cameroonian nationality, elected for a term of seven years as from 16 March 2013 and subsequently re-elected for a second term of office as from 1 April 2020. Between 2009 and his appointment to the Registry of the Court, Mr. Fomété was Registrar of the United Nations Dispute Tribunal in Nairobi. Prior to that, he had been Programmes Director in the Registry of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR), where he had previously worked as Legal Adviser and Special Assistant to the Registrar. Before joining the ICTR, he had served,

notamment été juriste au greffe du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et chef du service des organes politiques et juridiques de l'ONU au ministère des relations extérieures du Cameroun.

Par ailleurs, en application du paragraphe 1 de l'article 25 du Règlement, la Cour nomme, sur proposition du greffier, les fonctionnaires du Greffe. La Cour peut toutefois décider que, pour les postes qu'elle déterminera, les nominations seront faites par le greffier avec l'approbation du président.

Au 31 juillet 2020, le Greffe comptait 116 fonctionnaires, titulaires d'un contrat continu ou d'un contrat à durée déterminée. Ceux-ci travaillent dans différentes sections: département des affaires juridiques; département des affaires linguistiques; département de l'information; service de la documentation et bibliothèque de la Cour; service des finances; service des publications; service des technologies de l'information et des communications; service des archives, de l'indexage et de la distribution; service du traitement de texte et de la reproduction; service de la sécurité et de l'assistance générale; service administratif et du personnel; médecin principal; et fonctionnaire chargé du bien-être du personnel.

Selon les besoins du travail, des fonctionnaires temporaires sont par ailleurs engagés par le greffier: interprètes, traducteurs et assistants de traitement de texte.

L'organigramme du Greffe au 31 juillet 2020 est reproduit ci-après, page 55.



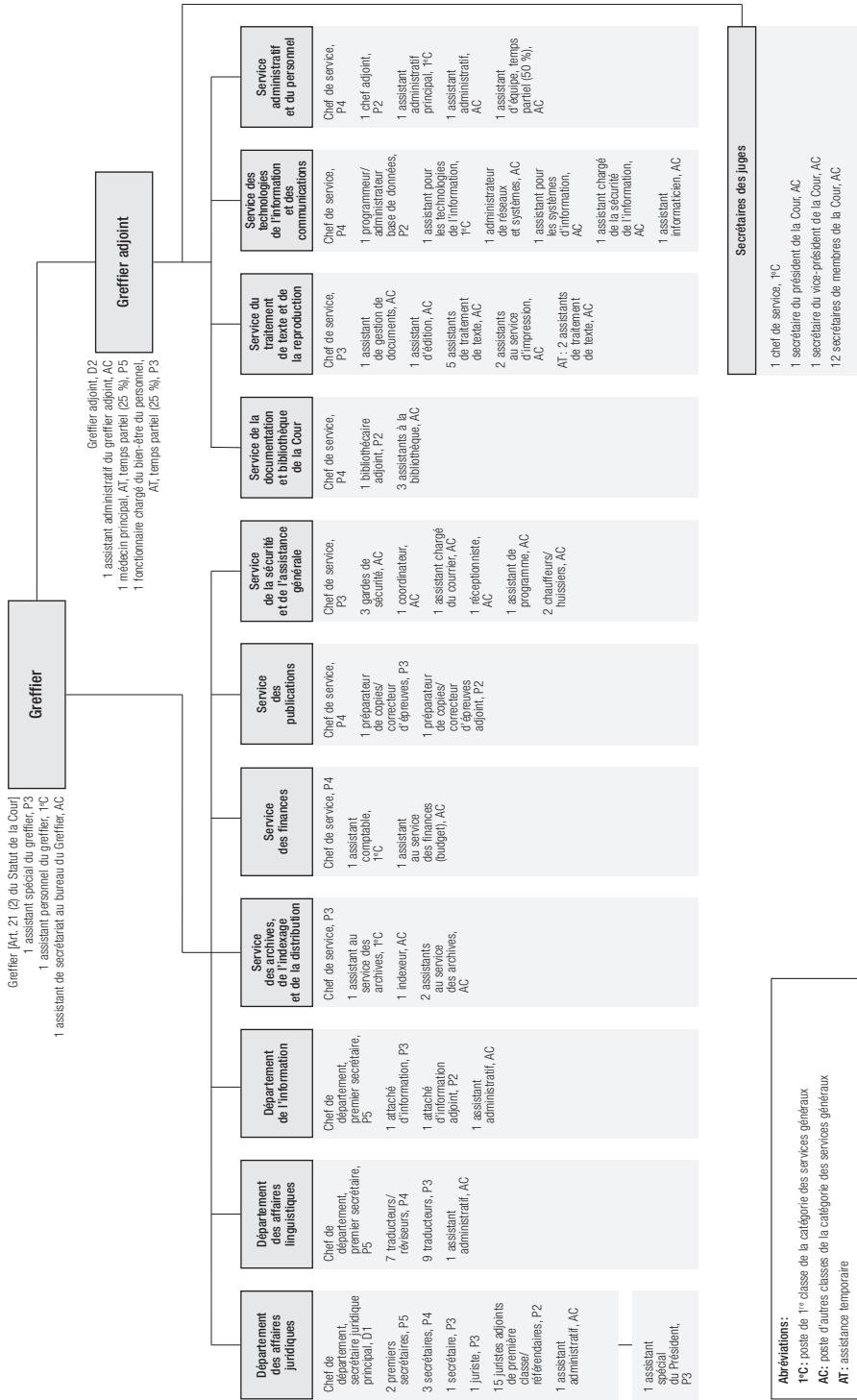
*inter alia*, as a law clerk at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY) and as Chief of the United Nations Political and Legal Affairs Service at the Ministry of External Relations of Cameroon.

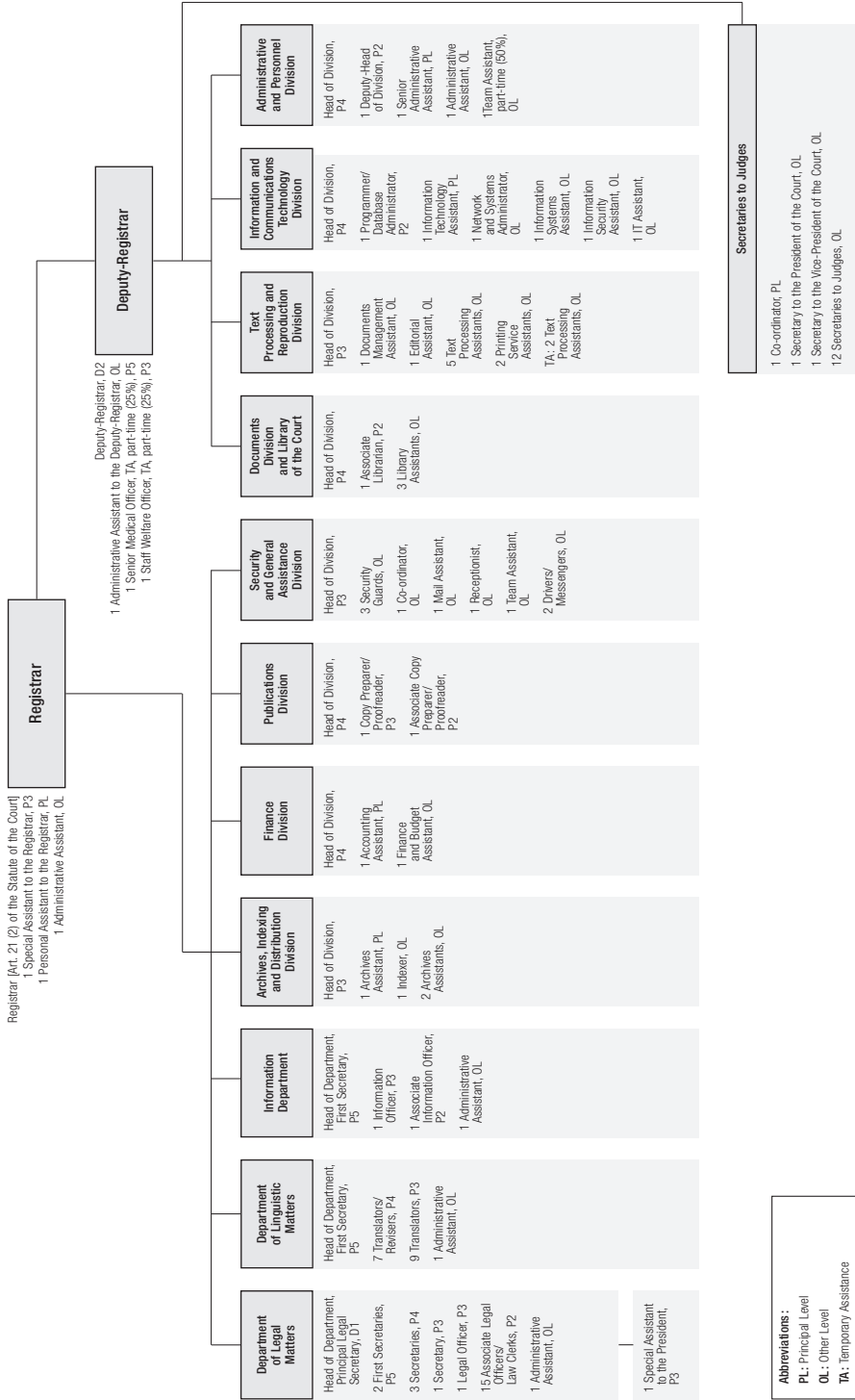
In addition, under Article 25, paragraph 1, of the Rules, staff members are appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. However, the Court may decide that appointments to such posts as it shall determine will be made by the Registrar with the approval of the President.

As at 31 July 2020, there were 116 officials, either with continuing contracts or holding fixed-term contracts, working in the Registry's various departments and divisions: the Department of Legal Matters; Department of Linguistic Matters; Information Department; Documents Division and Library of the Court; Finance Division; Publications Division; Information and Communications Technology Division; Archives, Indexing and Distribution Division; Text Processing and Reproduction Division; Security and General Assistance Division; Administrative and Personnel Division; Senior Medical Officer; and Staff Welfare Officer.

Additional temporary staff, including interpreters, translators and text processing assistants, are engaged by the Registrar as and when the work of the Court requires.

A chart showing the Registry's organizational structure as at 31 July 2020 can be found on page 55 below.





### C. *Privilèges et immunités*

Aux Pays-Bas, conformément à un échange de lettres entre le président de la Cour et le ministre des affaires étrangères en date du 26 juin 1946, le greffier bénéficie, d'une manière générale, du même traitement que les chefs de mission diplomatique accrédités près S. M. le roi (ou la reine) des Pays-Bas et les fonctionnaires du Greffe sont traités comme les fonctionnaires de rang comparable attachés aux missions diplomatiques à La Haye (*Actes et documents n° 6*, p. 204-210).

Par sa résolution 90 (I) du 11 décembre 1946 (*ibid.*, p. 210-214), l'Assemblée générale des Nations Unies a recommandé que le greffier bénéficie, au cours des déplacements afférents à ses fonctions, de l'ensemble des privilèges, immunités et facilités reconnus aux agents diplomatiques et que les fonctionnaires du Greffe jouissent, dans les mêmes circonstances, des privilèges, immunités et facilités de séjour et de voyage qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions. Cette résolution contient également une recommandation tendant à faire reconnaître et accepter par les Etats Membres des Nations Unies les laissez-passer délivrés par la Cour au greffier et aux fonctionnaires du Greffe.

### D. *Diffusion des informations sur la Cour et son activité*

Comme indiqué ci-dessus, entre autres fonctions, le greffier doit faire connaître l'œuvre de la Cour.

#### 1. *Contacts*

Le Greffe a un rôle à jouer dans le domaine des relations avec les organisations internationales s'occupant de questions juridiques, les universités, la presse et le public en général. En vertu du paragraphe 1, alinéa *a*), de l'article 26 du Règlement de la Cour, le greffier «sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou adressées à celle-ci». Dès lors, toute correspondance de cette nature doit être adressée à

Monsieur le Greffier de la Cour internationale de Justice  
Palais de la Paix  
Carnegieplein 2  
2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Les demandes d'information d'ordre général (concernant, par exemple, les offres d'emploi ou de stage, les visites au siège de la Cour, etc.) peuvent, quant à elles, être envoyées au Greffe, en français ou en anglais, depuis le site Internet de la Cour (onglet «Contact»).

Il convient toutefois de noter que le Greffe ne peut donner suite ni aux demandes de consultation juridique ni aux requêtes de personnes privées au sujet de questions les mettant aux prises avec les autorités de leur pays ou d'un autre pays.

#### 2. *Informations sur la Cour et ses travaux*

Le paragraphe 1 de l'article 26 du Règlement de la Cour dispose, en ses alinéas *k*) et *m*), que le greffier «donne la suite qu'appellent les demandes de renseignements concernant la Cour et son activité» et «fait en sorte que des renseignements sur la Cour et son activité soient mis à la disposition des gouvernements, des cours et tribunaux nationaux les plus élevés, des associations professionnelles, sociétés savantes, facultés et écoles de droit ainsi que des moyens d'information publique».

### *C. Privileges and Immunities*

In the Netherlands, pursuant to an exchange of correspondence between the President of the Court and the Minister for Foreign Affairs, dated 26 June 1946, the Registrar is, in a general way, accorded the same treatment as Heads of Diplomatic Missions accredited to His Majesty the King (or Her Majesty the Queen) of the Netherlands, and officials of the Registry are treated as officials of comparable rank attached to diplomatic missions at The Hague (*Acts and Documents No. 6*, pp. 205-211).

By resolution 90 (I) of 11 December 1946 (*ibid.*, pp. 211-215), the General Assembly of the United Nations recommended that, on journeys in connection with the exercise of his functions, the Registrar should enjoy all the privileges, immunities and facilities granted to diplomatic envoys and that the officials of the Registry should, in the same circumstances, enjoy such privileges, immunities and facilities for residence and travel as may be necessary for the independent exercise of their functions. This resolution also contains a recommendation calling upon Members of the United Nations to recognize and accept the United Nations laissez-passer issued by the Court to the Registrar and officials of the Registry.

### *D. Dissemination of Information about the Court and Its Activities*

As indicated above, one of the duties of the Registrar is that of making the outside world aware of the Court's work.

#### *1. Contacts*

The Registry maintains relations with international organizations that deal with legal questions, universities, the press and the general public. Under the terms of Article 26, paragraph 1 (*a*), of the Rules of Court, the Registrar shall "be the regular channel of communications to and from the Court". Consequently, correspondence of this nature should be addressed to

The Registrar of the International Court of Justice  
Peace Palace  
Carnegieplein 2  
2517 KJ The Hague, Netherlands

All general queries (regarding employment/internship opportunities, visits to the seat of the Court, etc.) may be sent to the Registry, in either English or French, via the Court's website (under "Contact").

Please note that it is not possible for the Registry to give legal advice or to enter into correspondence with private persons concerning any matter at issue between them and the authorities of their own or another country.

#### *2. Information about the Court and its work*

Article 26, paragraph 1 (*k*) and (*m*), of the Rules of Court provides that the Registrar shall "deal with enquiries concerning the Court and its work" and "ensure that information concerning the Court and its activities is made accessible to governments, the highest national courts of justice, professional and learned societies, legal faculties and law schools, and public information media".

Le greffier prend donc les dispositions qu'il estime nécessaires pour assurer la publication de renseignements concernant la composition, la compétence et le travail de la Cour, ainsi que la diffusion des arrêts, avis consultatifs, ordonnances et autres documents pertinents.

a) *Site Internet*

Le site Internet de la Cour est régulièrement actualisé afin de rendre compte des changements dans la composition de la Cour et des développements intervenus dans les affaires dont celle-ci est saisie, de fournir le calendrier des séances publiques et de rendre accessibles au public un certain nombre de ressources, notamment des publications. Au cours de la période concernée, le site Internet a reçu plus de trois millions de visiteurs uniques.

L'application gratuite de la Cour, appelée « CIJ-ICJ », permet aux utilisateurs de suivre l'actualité de la Cour en leur fournissant des informations essentielles dans les deux langues officielles de celle-ci, notamment sur les procédures pendantes ou terminées, les décisions rendues, les communiqués de presse et le calendrier judiciaire.

La Cour assure la diffusion intégrale, en direct et en différé, de ses séances publiques sur son site Internet. Ces vidéos sont également diffusées sur la télévision en ligne des Nations Unies.

b) *Compte Twitter/Chaîne YouTube/Page LinkedIn*

Au 31 juillet 2020, le compte était suivi par plus de 60 000 personnes, soit une augmentation de plus de 30 % par rapport au chiffre de l'année précédente.

Compte Twitter: @CIJ\_ICJ

A la fin du mois de juillet 2020, la chaîne YouTube de la Cour comptait 6 000 abonnés, soit une augmentation de plus de 35 % par rapport à l'année précédente.

Chaîne YouTube: CIJ ICJ

Les avis de vacance, communiqués de presse et autres informations continuent d'être publiés sur la page LinkedIn de la Cour, qui comptait plus de 75 000 abonnés au 31 juillet 2020, soit un chiffre plus de quatre fois supérieur à celui de l'année précédente.

Page LinkedIn: Cour internationale de Justice (CIJ)

c) *Présentation du fonctionnement et des travaux de la Cour au public*

Le département de l'information propose, pour autant que l'activité de la Cour le permette, des présentations sur l'histoire, le fonctionnement et les travaux de la Cour. Effectuées en français et en anglais, ces présentations sont gratuites et s'adressent aussi bien aux étudiants qu'aux diplomates, universitaires, magistrats, juristes ou journalistes.

Les demandes doivent être soumises par le biais du site Internet (onglet « Informations pratiques ») au moins six semaines à l'avance.

d) *Bibliothèque et archives du Tribunal de Nuremberg*

La Cour bénéficie des services d'une bibliothèque trouvant son origine dans celle, créée en janvier 1931, de la Cour permanente de Justice internationale, qui utilisait auparavant la bibliothèque du Palais de la Paix (dont les services sont accessibles en ligne, à l'adresse [www.ppl.nl](http://www.ppl.nl)).

Accordingly, the Registrar arranges as he considers necessary for the publication of information concerning the composition, jurisdiction and work of the Court, along with judgments, advisory opinions and orders relating to all cases and corresponding case documentation.

(a) *Website*

The Court's website is regularly updated to reflect changes in the composition of the Court and judicial developments in the cases before it, provide the schedule of public sittings and give access to publicly available resources, such as publications. During the period under review, the website received over three million unique visitors.

The Court's free app, called "CIJ-ICJ", allows users to keep abreast of developments at the Court in its two official languages, by providing essential information on the Court, including on pending and concluded cases, decisions, press releases and the Court's judicial calendar.

The Court provides full live and on-demand coverage of its public sittings on its website, as well as on United Nations Web TV.

(b) *Twitter account/YouTube Channel/LinkedIn page*

As of 31 July 2020, the account had over 60,000 followers, which represents an increase of more than 30 per cent over the previous year's figure.

ICJ Twitter account: @CIJ\_ICJ

At the end of July 2020, the Court's YouTube channel had 6,000 subscribers, which represents an increase of more than 35 per cent over the previous year.

YouTube Channel: CIJ ICJ

Vacancy announcements, press releases and other information continue to be posted on the Court's LinkedIn page, which had over 75,000 followers as at 31 July 2020, a more than four-fold increase over the previous year's figure.

LinkedIn page: International Court of Justice (ICJ)

(c) *Presentation of the work and functioning of the Court to the public*

The Information Department gives presentations on the history, workings and activities of the Court, so far as the work of the Court permits. These presentations, available in both English and French, are free of charge and are aimed at schools, diplomats, scholars and academics, judges, lawyers and legal professionals, as well as journalists.

Requests for presentations must be submitted via the Court's website (see "Practical Information") at least six weeks in advance.

(d) *Library and archives of the Nuremberg Tribunal*

The Court's library has its origins in the library of the Permanent Court of International Justice. Before its own library was created in January 1931, the PCIJ made use of the Peace Palace Library (whose services can be accessed online at [www.ppl.nl](http://www.ppl.nl)).

La bibliothèque de la Cour assure par ailleurs la garde des archives du Tribunal militaire international de Nuremberg, qui ont été confiées à la Cour internationale de Justice par décision de ce Tribunal datée du 1<sup>er</sup> octobre 1946. Ces archives furent acheminées au Palais de la Paix, où les représentants du Tribunal et les fonctionnaires de la Cour en prirent livraison le 14 mars 1950.

Bien que la bibliothèque ainsi que les archives de la Cour et de sa devancière, la CPJI, ne soient pas accessibles au public (Règlement, art. 26, par. 1 *n*)), les archives du Tribunal de Nuremberg peuvent, elles, être consultées. Toute question y relative doit être adressée, par écrit, au greffier de la Cour.

### 3. Publications de la Cour

Le Greffe est chargé des publications de la CIJ (Règlement, art. 26, par. 1 *i*), et 71, par. 6; instructions pour le Greffe, art. 21, 50, 52-54 et 76), qui ont repris sous d'autres titres les anciennes séries de la CPJI.

Le service des publications est responsable des publications régulières de la Cour (voir ci-après). Il peut également être appelé à produire des ouvrages revêtant un caractère événementiel. Un livre a ainsi été publié en 2016 pour le soixante-dixième anniversaire de la Cour internationale de Justice.

La septième édition du *Manuel* a été publiée en 2019 et est disponible sur le site Internet de la Cour sous la rubrique « Publications ». Son objectif est de fournir, sans trop de détails, les bases d'une meilleure compréhension pratique des faits concernant l'histoire, la composition, la compétence, la procédure et les décisions de la Cour.

A ce jour, les cinq séries suivantes sont publiées par la Cour :

#### a) Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances

Cette série contient les décisions de la Cour en français et en anglais. Dès qu'une décision est prononcée, elle est imprimée sous la forme d'un fascicule vendu séparément. Les fascicules des décisions rendues au cours d'une année calendaire sont ensuite assemblés et publiés, avec un index, en un recueil relié qui peut comporter de un à trois volumes.

A ce jour, soixante-douze recueils ont paru, le premier étant le *Recueil 1947-1948* — qui constitue par exception un seul volume — et le dernier, le *Recueil 2019*.

Série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, mode de citation :  
ex. *C.I.J. Recueil 2019*.

Fascicule, mode de citation : ex. *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2019*, p. 95.

Les décisions publiées dans le *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* sont disponibles sur le site Internet de la Cour (onglet « Affaires »).

#### b) Mémoires, plaidoiries et documents

Les volumes de cette série reproduisent, dans le texte original (c'est-à-dire, selon le cas, le français ou l'anglais), le dossier des affaires, une fois celles-ci terminées.

Chaque dossier comprend l'acte introductif d'instance, les pièces de procédure écrite et leurs annexes, les comptes rendus des audiences publiques et les documents présentés à la Cour après la fin de la procédure écrite.



The library of the Court also has custody of the archives of the International Military Tribunal at Nuremberg which were entrusted to the International Court of Justice by a decision of the Tribunal of 1 October 1946. These archives were transported to the Peace Palace, where representatives of the Tribunal and the staff of the Court took delivery of them on 14 March 1950.

While neither the library and archives of the Court, nor those of its forerunner, the PCIJ, are open to the public (Rules, Art. 26, para. 1 (*n*)), the archives of the Nuremberg Tribunal can be consulted. All questions regarding the consultation of these archives should be addressed in writing to the Registrar of the Court.

### 3. *Publications of the Court*

The Registry is responsible for the Court's publications (Rules of Court, Art. 26, para. 1 (*i*), and Art. 71, para. 6; Instructions for the Registry, Arts. 21, 50, 52-54 and 76), which continue the old PCIJ series under different names.

The Publications Division has responsibility for the Court's regular publications (see below). It also occasionally produces one-off commemorative publications, such as the book published in 2016 to celebrate the seventieth anniversary of the International Court of Justice.

The seventh edition of the *Handbook* was published in 2019 and is available on the Court's website under the heading "Publications". Its purpose is to provide, without excessive detail, the basis for a better practical understanding of the facts concerning the history, composition, jurisdiction, procedure and decisions of the Court.

At present, the following five series are published by the Court:

#### (a) Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders

This series contains the reports of the decisions of the Court in both English and French. Each decision is published as soon as it is given, in an unbound fascicle which is sold separately. The collected decisions for each calendar year are published, with an index, and bound together in one to three volumes depending on the total page count.

Seventy-two bound volumes have so far been published, the first being the *I.C.J. Reports* for the years 1947 and 1948, which — as an exception — are collected in a single volume. The latest is the volume for 2019.

Series entitled *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, official citation: e.g. *I.C.J. Reports 2019*.

Fascicle, official citation: e.g. *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2019*, p. 95.

The decisions published in *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* are available on the Court's website (under "Cases").

#### (b) Pleadings, Oral Arguments, Documents

Volumes in this series are published after the termination of each case and contain the documentation relating to the case in the original language (that is, in English or in French).

This comprises the document instituting proceedings, the written pleadings and their annexes, the verbatim record of the oral proceedings, and any documents submitted to the Court after the closure of the written proceedings.

Suivant la longueur des documents à reproduire, un dossier d'affaire représente un ou plusieurs volumes.

Série *Mémoires, plaidoiries et documents*, mode de citation : ex. *C.I.J. Mémoires, Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)*.

c) Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour

Cette série contient les différents textes de base de la Cour. Six éditions bilingues (français et anglais) ont été produites, la dernière datant de 2007. Y sont reproduits la Charte des Nations Unies, le Statut de la Cour, le Règlement de la Cour, les instructions de procédure<sup>5</sup> ainsi que divers autres textes.

Série *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour*, mode de citation : ex. *C.I.J. Actes et documents n° 6*.

d) Annuaire-Yearbook

Chaque année paraît un *Annuaire* où il est rendu compte de l'activité de la Cour du 1<sup>er</sup> août de l'année précédente au 31 juillet de l'année en cours. Cet ouvrage, qui comportait précédemment deux éditions, l'une en français (*Annuaire*), l'autre en anglais (*Yearbook*), est désormais publié dans une version bilingue.

Le présent *Annuaire* est le soixante-quatorzième de la série, qui a commencé par l'*Annuaire 1946-1947*.

Série *Annuaire-Yearbook*, mode de citation : ex. *C.I.J. Annuaire-I.C.J. Yearbook 2019-2020*.

e) Bibliographie

Le Greffe publie une *Bibliographie* dressant la liste des ouvrages et des documents ayant trait à la Cour qui sont parvenus à sa connaissance. Jusqu'en 1963-1964, les *Bibliographies* n° 1-18 ont formé le chapitre IX des *Annales* ou *Yearbooks* correspondants. Entre 1964 et 2003, les *Bibliographies* n° 19-57 ont été publiées annuellement sous la forme de fascicules séparés. Depuis 2004, les *Bibliographies* sont élaborées en interne en vue d'une impression sur demande dans des volumes regroupant plusieurs années. Le volume le plus récent (n° 59) a été publié en 2019 et couvre les années 2010 à 2013.

Série *Bibliographie*, mode de citation : ex. *C.I.J. Bibliographie n° 59*.

\*

### *Diffusion des publications de la Cour*

Les publications de la Cour sont distribuées gratuitement aux gouvernements et aux services publics de tous les Etats admis à ester devant la Cour qui en font la demande.

Dès parution de l'ouvrage papier, une version au format PDF des séries *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*; *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour* et *Annuaire-Yearbook* est également placée sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications »).

<sup>5</sup> La version figurant dans le volume *Actes et documents n° 6*, p. 162-170, n'est pas à jour. Toute modification apportée aux instructions est placée sur le site Internet de la Cour.

Depending upon the length of the documents to be printed, one or more volumes are issued for each case.

Series entitled *Pleadings, Oral Arguments, Documents*, official citation: e.g. *I.C.J. Pleadings, Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)*.

(c) Acts and Documents concerning the Organization of the Court

This series consists of the Court's various basic texts. Six bilingual editions (English and French) have been published, the latest in 2007. They contain the Charter of the United Nations, the Statute and Rules of Court, the Practice Directions<sup>5</sup> and a number of other texts.

Series entitled *Acts and Documents concerning the Organization of the Court*, official citation: e.g. *I.C.J. Acts and Documents No. 6*.

(d) Annuaire-Yearbook

Each year a *Yearbook* is published in which an account is given of the work of the Court during the period from 1 August of the preceding year to 31 July of the current year. This publication, previously produced in two editions (one in English (*Yearbook*) and one in French (*Annuaire*)), is now published in a single bilingual edition.

This *Yearbook* is the seventy-fourth in the series, which started with the *Yearbook 1946-1947*.

Series entitled *Annuaire-Yearbook*, official citation: e.g. *C.I.J. Annuaire-I.C.J. Yearbook 2019-2020*.

(e) Bibliography

The Registry issues a *Bibliography* listing such works and documents relating to the Court as have come to its attention. *Bibliographies* Nos. 1-18 formed Chapter IX of the relevant *Yearbook* or *Annuaire* up to the 1963-1964 editions. *Bibliographies* Nos. 19-57 were issued annually as separate fascicles from 1964 to 2003. Since 2004, bibliographies have been prepared in-house and printed on demand in multi-year volumes. The most recent volume, No. 59, was issued in 2019 and covers the years 2010 to 2013.

Series entitled *Bibliography*, official citation: e.g. *I.C.J. Bibliography No. 59*.

\*

### *Dissemination of the publications of the Court*

The publications of the Court are distributed free on request and as required to the governments or public services of all States entitled to appear before the Court.

As soon as the print edition appears, the following series are also published in electronic PDF format on the Court's website, under "Publications": *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders; Acts and Documents concerning the Organization of the Court; Annuaire-Yearbook*.

<sup>5</sup> The version of the Practice Directions in *Acts and Documents No. 6*, pp. 163-171, is not up to date. Any amendments to the Practice Directions are posted on the Court's website.

Les fascicules des décisions de la Cour sont disponibles sur le site Internet de celle-ci (onglet «Affaires»).

La vente des publications de la Cour est notamment assurée par la section des ventes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :

United Nations Publications  
405 East 42nd Street  
Room S-09FW001  
New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique  
Courriel : publications@un.org  
Site Internet : shop.un.org

Les commandes doivent être adressées à [info@eurospangroup.com](mailto:info@eurospangroup.com) (Europe, Afrique et Moyen-Orient) ou à [order@un.org](mailto:order@un.org) (Amérique, Asie et Pacifique).

De par le monde, plusieurs distributeurs proposent également les ouvrages de la Cour.

Ces publications peuvent être consultées dans les principales bibliothèques de droit, notamment dans de nombreuses bibliothèques universitaires, dans certaines bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies et dans certaines bibliothèques bénéficiant du programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

Un *catalogue*, édité en français et en anglais, donne le numéro de vente de chaque publication et son prix en dollars des Etats-Unis. Une version électronique du catalogue est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications », sous-onglet « Catalogue »).

## *E. Finances*

### *1. Règles suivies*

En matière financière, la Cour applique les articles 32, 33, 35 et 64 de son Statut, l'article 26, paragraphe 1, alinéa *j*), de son Règlement, les articles 6, 24-36 et 55-63 des instructions pour le Greffe, le statut du personnel du Greffe, les règles et règlements financiers de l'Organisation des Nations Unies et les résolutions applicables de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Aux termes de l'article 33 du Statut de la Cour, « les frais de la Cour sont supportés par les Nations Unies de la manière que l'Assemblée générale décide ». Le budget de la Cour ayant été intégré au budget de l'Organisation, les Etats Membres participent aux dépenses de l'une et de l'autre dans la même proportion, conformément au barème établi par l'Assemblée générale.

Suivant la règle établie, les contributions du personnel, les ventes de publications (qui sont assurées par la section des ventes du Secrétariat), les intérêts bancaires et autres revenus sont également inclus dans les recettes de l'Organisation.

Conformément aux articles 24-28 des instructions pour le Greffe, un avant-projet de budget est établi par le greffier. Ce document est soumis à l'examen de la commission administrative et budgétaire de la Cour, puis à l'approbation de la Cour elle-même.

Une fois approuvé, le projet de budget est transmis au Secrétariat des Nations Unies pour être intégré au projet de budget de l'Organisation. Il est alors examiné par le Comité

The fascicules of the Court's decisions are available on the Court's website under the heading "Cases".

Printed publications are, *inter alia*, sold by the Sales and Marketing Section of the United Nations Secretariat at:

United Nations Publications  
405 East 42nd Street  
Room S-09FW001  
New York, NY 10017, United States of America  
Email: publications@un.org  
Website: shop.un.org

Orders should be addressed to info@eurospangroup.com (Europe, Africa and the Middle East) or order@un.org (America, Asia and Pacific).

A number of distributors around the world also sell the Court's publications.

These publications may be consulted in major law libraries, including many university libraries, certain depository libraries for United Nations publications, and libraries aided by the United Nations programme of assistance in the teaching, study, dissemination and wider appreciation of international law.

A *Catalogue*, issued in English and French, lists the sales number of each publication and its price in US dollars. A PDF version is available on the Court's website (under "Publications", subheading "Catalogue").

## *E. Finances*

### *1. Applicable rules*

With regard to financial matters, the Court applies Articles 32, 33, 35 and 64 of the Statute of the Court, Article 26, paragraph 1 (*j*), of the Rules of Court, Articles 6, 24-36 and 55-63 of the Instructions for the Registry, the Staff Regulations for the Registry, the Financial Rules and Regulations of the United Nations and the relevant resolutions of the General Assembly of the United Nations.

In accordance with Article 33 of the Statute, "[t]he expenses of the Court shall be borne by the United Nations in such a manner as shall be decided by the General Assembly". As the budget of the Court has been incorporated in the budget of the United Nations, Member States participate in the expenses of both in the same proportion, in accordance with the scale of assessments determined by the General Assembly.

Under an established rule, sums derived from staff assessment, sales of publications (dealt with by the Sales Section of the Secretariat), bank interest, and other revenues, are recorded as United Nations income.

In accordance with Articles 24-28 of the Instructions for the Registry, a preliminary draft budget is prepared by the Registrar. This preliminary draft is submitted for the consideration of the Budgetary and Administrative Committee of the Court and then for approval to the Court itself.

Once approved, the draft budget is forwarded to the Secretariat of the United Nations for incorporation in the draft budget of the United Nations. It is then examined by the

consultatif pour les questions administratives et budgétaires (le « CCQAB »), puis soumis à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Il est enfin adopté par l'Assemblée générale siégeant en séance plénière, dans le cadre des décisions concernant le budget de l'Organisation.

L'exécution du budget incombe au greffier, qui est pour cela assisté du chef du service des finances. Le greffier veille à ce que les crédits votés soient bien employés et à ce qu'aucune dépense ne soit engagée sans avoir été prévue au budget (instructions pour le Greffe, art. 29). Il a seul qualité pour engager des dépenses au nom de la Cour, sous réserve d'éventuelles délégations de pouvoir (instructions pour le Greffe, art. 33). Conformément à une décision de la Cour, le greffier communique régulièrement un état financier à la commission administrative et budgétaire de celle-ci.

Les comptes de la Cour sont vérifiés régulièrement par le comité des commissaires aux comptes, nommé par l'Assemblée générale. Au début de chaque mois, les comptes clos du mois précédent sont transmis au Secrétariat des Nations Unies (instructions pour le Greffe, art. 25).

En 2016, la Cour a transmis à l'Assemblée générale, sous le couvert du Contrôleur, ses demandes de crédits budgétaires pour l'exercice biennal 2018-2019. La grande majorité des dépenses prévues étaient fixes et de nature statutaire, et les demandes de crédits étaient, pour l'essentiel, destinées à financer lesdites dépenses. La Cour a demandé le reclassement de deux postes de juristes P-3 du département des affaires juridiques au niveau P-4. L'Assemblée générale a approuvé le reclassement de l'un de ces postes. Le nombre de postes permanents a été maintenu à 116 au total, soit 60 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 56 postes d'agent des services généraux. La Cour a en outre reçu, pour l'exercice biennal 2018-2019, des financements au titre du budget réservé au personnel temporaire engagé pour les réunions pour deux postes GS-AC à plein temps au service du traitement de texte et de la reproduction, ainsi que des crédits au titre du budget réservé au personnel temporaire autre que pour les réunions, pour deux postes à temps partiel: un médecin de la classe P-5 et un fonctionnaire chargé du bien-être du personnel de la classe P-3.

L'Assemblée générale a également autorisé le Secrétaire général à contracter, au titre de l'exercice biennal 2018-2019, des engagements en vue du déploiement d'un progiciel de gestion intégrée (ERP pour « entreprise resource planning ») à la Cour, pour un montant ne pouvant excéder 1 million de dollars des Etats-Unis.

Pour consulter le budget approuvé (crédits ouverts) pour l'exercice biennal 2018-2019 et le budget approuvé (crédits ouverts) pour l'exercice 2020, voir l'annexe 20 (p. 180).

En 2019, la Cour a présenté ses demandes de crédits pour l'exercice 2020, soit la première demande préparée sur une base annuelle conformément à la résolution 72/266 adoptée par l'Assemblée générale le 24 décembre 2017. Lorsqu'elle a adopté le budget de la Cour pour 2020 par sa résolution 74/262 du 27 décembre 2019, l'Assemblée générale a décidé de « ne pas approuver les reclassements à la Cour internationale de Justice » et de « réduire de 143 300 dollars les ressources affectées aux services de consultants sollicités par des membres de la Cour ».

Dans cette résolution, l'Assemblée générale a également décidé que « seuls le Secrétaire général, le président de l'Assemblée générale, le président de la Cour internationale de Justice et les chefs de délégation des pays les moins avancés [auraie]nt le droit de voyager en première classe » (par. 28). Elle a en outre décidé de « modifier le Règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Cour internationale de

Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (the “ACABQ”) and is afterwards submitted to the Fifth Committee of the General Assembly. It is finally adopted by the General Assembly in plenary meeting, within the framework of decisions concerning the budget of the United Nations.

The Registrar is responsible for implementing the budget, with the assistance of the Head of the Finance Division. The Registrar ensures that proper use is made of the funds voted and sees that no expenses are incurred that are not provided for in the budget (Instructions for the Registry, Art. 29). He alone is entitled to incur liabilities in the name of the Court, subject to any possible delegations of authority (Instructions for the Registry, Art. 33). In accordance with a decision of the Court, the Registrar regularly communicates a statement of accounts to the Budgetary and Administrative Committee of the Court.

The accounts of the Court are regularly audited by the Board of Auditors appointed by the General Assembly. At the beginning of each month, the closed accounts of the preceding month are forwarded to the Secretariat of the United Nations (Instructions for the Registry, Art. 25).

In 2016, the Court submitted its budgetary requests for the biennium 2018-2019 to the General Assembly, through the Controller. The large majority of the Court’s expenditure was fixed and statutory in nature, and most of the budgetary requests for that biennium were to be used to fund that expenditure. The Court requested the reclassification of two P-3 posts of Legal Officer in the Department of Legal Matters to the P-4 level. The General Assembly approved the reclassification of one such post. The total number of established posts at the Registry was maintained at 116 in total, namely 60 posts in the Professional and higher categories, and 56 posts in the General Services category. The Court additionally received, for the biennium 2018-2019, funding under the Temporary Assistance for Meetings budget for two full-time GS-OL posts in the Text Processing and Reproduction Division, as well as funding under the General Temporary Assistance budget for two part-time posts — one Medical Officer at P-5 level and one Staff Welfare Officer at P-3 level.

In addition, the General Assembly authorized the Secretary-General to enter into commitments not exceeding US\$1 million for the biennium 2018-2019 for the deployment of an enterprise resource planning system (ERP) at the Court.

For the approved budget (appropriations) for the biennium 2018-2019 and the approved budget for 2020 (appropriations), see Annex 20 (p. 180).

In 2019, the Court submitted its budgetary requests for the year 2020, the first submission prepared on an annual basis pursuant to resolution 72/266 adopted by the General Assembly on 24 December 2017. When adopting the budget of the Court for 2020 in its resolution 74/262 of 27 December 2019, the General Assembly decided “not to approve upward reclassifications in the International Court of Justice” and “to reduce the resources for consultants for members of the Court by 143,300 dollars”.

In the same resolution, the General Assembly also decided that “only the Secretary-General, the President of the Assembly, the President of the International Court of Justice and heads of delegations of least developed countries shall be entitled to first-class accommodation for air travel” (para. 28). The General Assembly further decided “to modify the Travel and Subsistence Regulations of the International Court of Justice contained



Justice, dont le texte est annexé à sa résolution 37/240 du 21 décembre 1982, en remplaçant, à l'alinéa *a*) du paragraphe 2 de l'article premier [de ladite résolution], l'expression « frais de transport en première classe » par « frais de transport dans la classe immédiatement inférieure à la première classe » (par. 29).

L'année 2020 a été marquée par des difficultés inédites liées à la pandémie de COVID-19. En réponse à ces difficultés, la Cour a adapté ses méthodes de travail pour pouvoir continuer de s'acquitter de ses fonctions judiciaires. L'utilisation d'une technologie de visioconférence perfectionnée (rendue possible grâce aux modifications apportées au Règlement de la Cour), l'augmentation du nombre d'interprètes mis à contribution ainsi que la location de matériel et de logiciels spécialisés ont permis au Greffe de soutenir la Cour dans ses activités. Celle-ci a ainsi été en mesure de continuer de tenir ses séances privées sur les questions budgétaires, administratives et judiciaires, et de poursuivre l'examen des affaires pendantes dont elle était saisie. Les dépenses supplémentaires ont été absorbées grâce aux ressources globales rendues disponibles par la sous-utilisation de divers postes budgétaires, essentiellement due à la pandémie.

## 2. Traitements et autres émoluments des membres de la Cour

Aux termes du paragraphe 5 de l'article 32 du Statut de la Cour, les traitements, allocations et indemnités versés aux juges sont fixés par l'Assemblée générale. Celle-ci a adopté à ce sujet un ensemble de résolutions et de décisions, dont la dernière est la résolution 71/272 du 23 décembre 2016. Une liste de ces résolutions et décisions peut être consultée dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 382-387).

Par sa résolution 71/272, l'Assemblée générale a souscrit à la recommandation du CCQAB d'étendre aux membres de la Cour le régime de l'indemnité pour frais d'études applicable aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, tel qu'adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/244 et qu'appliqué à compter de l'année scolaire ou universitaire en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'Assemblée générale a également souscrit à la recommandation du CCQAB de mettre à jour le libellé des règles relatives aux frais de voyage et à l'indemnité de subsistance des membres de la Cour, et de remplacer la notion de « prime d'affectation » par un renvoi aux dispositions relatives à l'« indemnité de réinstallation » prévue pour les hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le traitement de base annuel des membres de la Cour a été fixé à 181 840 dollars des Etats-Unis.

Les émoluments des membres de la Cour se composent d'un traitement annuel qui ne peut être diminué pendant la durée des fonctions (Statut de la Cour, art. 32, par. 1 et 5). Par sa résolution 61/262 du 4 avril 2007, l'Assemblée générale a décidé que le traitement annuel des membres de la Cour se composerait d'un traitement de base annuel assorti d'une indemnité de poste calculée à partir de l'indice d'ajustement applicable aux Pays-Bas, chaque point d'ajustement étant égal à 1 % du traitement de base net. Selon les paragraphes 2 et 3 de l'article 32 du Statut, le président et, lorsqu'il remplit les fonctions de ce dernier, le vice-président de la Cour perçoivent des indemnités spéciales dont le taux, fixé par la résolution 40/257 du 18 décembre 1985, a été révisé par la résolution 65/258 du 16 mars 2011, et qui s'élèvent à 25 000 dollars des Etats-Unis par an pour le président de la Cour et, pour le vice-président, à 156 dollars des Etats-Unis par jour où il remplit les fonctions de président, jusqu'à concurrence d'un montant annuel maximal de 15 600 dollars des Etats-Unis.



in the annex to its resolution 37/240 of 21 December 1982 by replacing ‘first-class accommodation’ with ‘accommodation in the class immediately below first class’ in Article 1, paragraph 2 (a)” of the said resolution (para. 29).

The year 2020 has been one of unprecedented challenges due to the COVID-19 pandemic. In response to these challenges, the Court has adapted its working methods to enable it to continue to perform its judicial functions. The use of upgraded videoconferencing technology (made possible by amendments to the Rules of Court), the increase in the number of interpreters employed and the rental of specific equipment and software have allowed the Registry to support the Court in its activities. The Court has been able to continue to hold its private meetings on budgetary, administrative and judicial matters, and to pursue the consideration of cases pending before it. Additional costs have been absorbed within the overall existing resources owing to underspending under various budget lines, mostly due to COVID-19.

## *2. Salaries and other emoluments of Members of the Court*

By virtue of Article 32, paragraph 5, of the Statute, the salaries, allowances and compensation paid to the judges are fixed by the General Assembly. In this connection, the General Assembly adopted a series of resolutions and decisions, the latest one being resolution 71/272 of 23 December 2016. A list of these resolutions and decisions can be found in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 365-367).

By its resolution 71/272, the General Assembly endorsed the recommendations of the ACABQ to extend to Members of the Court the education grant scheme for staff members in the Professional and higher categories, adopted by the General Assembly in its resolution 70/244 and introduced as of the school year in progress on 1 January 2018. The General Assembly also endorsed the recommendations of the ACABQ that the language of the travel and subsistence regulations applicable to Members of the Court be updated and that the reference to “assignment grant” be revised to make reference to the “settling-in grant” provisions applicable to senior officials of the Secretariat of the United Nations.

With effect from 1 January 2020, the annual base salary of Members of the Court was fixed at US\$181,840.

The emoluments of Members of the Court are made up of an annual salary, which may not be decreased during the period of office (Statute, Art. 32, paras. 1 and 5). By its resolution 61/262 of 4 April 2007, the General Assembly decided that the annual salaries of the Members of the Court would comprise an annual base salary with a corresponding post adjustment per index point equal to one per cent of the net base salary to which would be applied a post adjustment multiplier for the Netherlands. Under Article 32, paragraphs 2 and 3, of the Statute, the President of the Court and the Vice-President (for every day in which he or she acts as President) receive special allowances in addition. The rates, fixed by resolution 40/257 of 18 December 1985, were revised by resolution 65/258 of 16 March 2011 and amount to US\$25,000 per annum for the President of the Court and US\$156 for the Vice-President for every day in which he or she acts as President up to a maximum amount of US\$15,600 per annum.

Selon le paragraphe 7 de l'article 32 du Statut, « [u]n règlement adopté par l'Assemblée générale fixe les conditions dans lesquelles des pensions sont allouées aux membres de la Cour ». L'Assemblée générale a pour la première fois adopté un règlement concernant le régime de pensions des membres de la CIJ dans sa résolution 86 (I) du 11 décembre 1946, à laquelle des modifications ont été apportées au fil du temps. Les conditions détaillées du régime actuel de pensions des membres de la Cour figurent dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 383-385).

Par sa résolution 65/258, l'Assemblée générale a décidé de réexaminer, lors de sa soixante-sixième session, le régime de pensions des membres de la Cour, y compris différentes formules possibles de régimes à prestations définies et à cotisations définies, et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que, lors de cet examen, il soit tiré pleinement parti des compétences existant au sein de l'Organisation. Dans son rapport (A/66/617), le Secrétaire général a proposé quatre formules : un régime à prestations définies, un régime à cotisations définies, une somme forfaitaire dans le cadre de régimes hybrides combinant prestations et cotisations définies, le maintien du régime de retraite existant. Considérant que les propositions posaient de sérieux problèmes du point de vue de l'intégrité statutaire de la Cour et de ses membres, la Cour a estimé nécessaire de faire part de ses profondes préoccupations à l'Assemblée, par voie d'une lettre de son président accompagnée d'un memorandum explicatif (voir doc. A/66/726 et *Rapport annuel 2011-2012* de la Cour, par. 26-30). L'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 66/556, de reporter le réexamen du régime de pensions des membres de la Cour à sa soixante-huitième session, puis, par sa résolution 68/691, à sa soixante-neuvième session, et, de nouveau, par sa décision A/C.5/69/L.29, à sa soixante et onzième session. Par sa résolution 71/272, elle a décidé d'un nouveau report, à sa soixante-quatorzième session. Par sa décision 74/540B, l'Assemblée générale a de nouveau décidé de reporter le réexamen, à la première partie de la reprise de sa soixante-quinzième session.

Aux termes du paragraphe 7 de l'article 32 du Statut, un règlement adopté par l'Assemblée générale fixe les conditions dans lesquelles les membres de la Cour reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage. L'Assemblée générale a adopté un premier règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la CIJ dans sa résolution 85 (I) du 11 décembre 1946, règlement qui a ensuite été modifié par la résolution 37/240 du 21 décembre 1982 et par la résolution 74/262 du 27 décembre 2019. Le texte de ce règlement a été reproduit dans l'*Annuaire 1982-1983* (p. 169-172) (voir ci-dessus, p. 62, Traitements et autres émoluments des membres de la Cour).

En vertu du paragraphe 4 de l'article 32 du Statut, les juges *ad hoc* désignés par application de l'article 31 reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions. Cette indemnité a changé au fil du temps. L'indemnité journalière a été fixée, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2008, à 1/365 du traitement annuel total des membres de la Cour (avec indemnité de poste).

### 3. Traitements, indemnités et frais du greffier

Aux termes du paragraphe 6 de l'article 32 du Statut de la Cour, le traitement du greffier est fixé par l'Assemblée générale sur proposition de la Cour. L'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 85 (I) du 11 décembre 1946, confirmée par sa résolution 474 (V) du 15 décembre 1950, « d'assimiler le traitement annuel du greffier de la Cour internationale de Justice à celui d'un directeur principal du Secrétariat des Nations Unies ». Dans la structure actuelle, le greffier a rang de sous-secrétaire général.

Article 32, paragraph 7, of the Statute provides: “Regulations made by the General Assembly shall fix the conditions under which retirement pensions may be given to Members of the Court.” The General Assembly first adopted the Pensions Scheme Regulations for Members of the ICJ in its resolution 86 (I) of 11 December 1946 and modifications were made over the years. The detailed conditions of the current pension scheme for Members of the Court are provided in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 368-370).

By its resolution 65/258, the General Assembly decided that the pension scheme of Members of the Court would next be reviewed at its sixty-sixth session, including options for defined-benefit and defined-contribution pension schemes, and requested the Secretary-General to ensure that, in that review, the expertise available within the United Nations was taken full advantage of. In his report (A/66/617), the Secretary-General proposed four pension scheme options: a defined-benefit and defined-contribution scheme, a cash lump-sum through hybrid defined-benefit and defined-contribution schemes, and maintaining the current pension benefit scheme. In view of the serious issues raised by these proposals in terms of the integrity of the Statute of the Court and the status of its Members, the Court considered it necessary to convey its deep concern to the Assembly by means of a letter from its President, accompanied by an explanatory memorandum (see doc. A/66/726 and the Court’s *Annual Report 2011-2012*, paras. 26-30). Taking account of the concerns thus raised, the General Assembly decided, by its resolution 66/556, to defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its sixty-eighth session. Then, by its resolution 68/691, it deferred the review to its sixty-ninth session. By its decision A/C.5/69/L.29, it further deferred the review to its seventy-first session. By its resolution 71/272, it decided on an addition deferral to its seventy-fourth session. By its decision 74/540B, the General Assembly further decided to defer the review until the first part of its resumed seventy-fifth session.

By virtue of Article 32, paragraph 7, of the Statute, regulations made by the General Assembly fix the conditions under which Members of the Court have their travelling expenses refunded. The General Assembly adopted the first Travel and Subsistence Regulations of the ICJ by its resolution 85 (I) of 11 December 1946, which were subsequently amended by resolution 37/240 of 21 December 1982 and by resolution 74/262 of 27 December 2019. The provisions of these regulations are set out in the *Yearbook 1982-1983* (pp. 164-167) (see above p. 62, Salaries and other emoluments of Members of the Court).

Under Article 32, paragraph 4, of the Statute, judges *ad hoc* chosen to sit in certain cases under Article 31 of the Statute shall receive compensation for each day in which they exercise their functions. Compensation to judges *ad hoc* has changed over time. With effect from 1 April 2008, the daily fee of judges *ad hoc* has been fixed at 1/365th of the total annual salary of a Member of the Court (plus post adjustment).

### 3. *Salaries, allowances and expenses of the Registrar*

By virtue of Article 32, paragraph 6, of the Statute, the salary of the Registrar is fixed by the General Assembly on the proposal of the Court. By resolution 85 (I) of 11 December 1946, confirmed by resolution 474 (V) of 15 December 1950, the General Assembly decided that “the annual salary of the Registrar of the International Court of Justice shall be assimilated to that of a top-ranking director of the Secretariat of the United Nations”. In the existing structure, the Registrar has the rank of an Assistant Secretary-General.

En vertu de l'article 5 du règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Cour internationale de Justice en date du 21 décembre 1982, le greffier est assujéti, en ce qui concerne les frais de voyage et l'indemnité de subsistance, aux dispositions qu'énonce le statut du personnel de l'ONU pour les fonctionnaires de rang comparable, sous réserve de toute dérogation autorisée par le président de la Cour.

#### 4. *Traitements, indemnités et frais du personnel du Greffe*

Les traitements, pensions et autres émoluments des fonctionnaires du Greffe sont précisés dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 387-388).

L'Assemblée générale a approuvé l'ensemble des prestations, y compris le dernier barème révisé des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, dans sa résolution 70/244, avec effet à plusieurs dates à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2016. Le dernier barème révisé des traitements pour cette catégorie de personnel a été approuvé par l'Assemblée générale et promulgué par la Commission de la fonction publique internationale (la «CFPI») avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020, alors que la dernière révision du barème de la rémunération considérée aux fins de la pension a été approuvée et promulguée avec effet au 1<sup>er</sup> février 2020. Le dernier barème révisé des traitements des fonctionnaires relevant de la catégorie des services généraux pour La Haye est quant à lui en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2020. Pour les fonctionnaires recrutés à titre temporaire et remplissant les conditions applicables, l'indemnité journalière pour La Haye est fixée, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2019, à 270 euros.

Les frais de voyage des fonctionnaires du Greffe sont défrayés dans des conditions analogues à celles qu'applique le Secrétariat des Nations Unies (statut du personnel du Greffe, art. 12).

#### 5. *Services communs*

Les services communs à la Cour et au Greffe et les dépenses de capital font l'objet de postes spéciaux du budget. En particulier, la Cour verse à la Fondation Carnegie une contribution annuelle pour les locaux qu'elle occupe au sein du Palais de la Paix et dans le nouveau bâtiment. Le montant de cette contribution a été fixé pour la première fois par l'Assemblée générale dans sa résolution 84 (I) du 11 décembre 1946. Modifié ensuite à plusieurs reprises, il a été porté à 1 418 823 euros par an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et à 1 455 225 euros par an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

\* \*

\*

Under Article 5 of the regulations concerning the travel and subsistence allowances of the Members of the International Court of Justice, dated 21 December 1982, the travel and subsistence provisions applicable to the Registrar are, as set out in the Staff Regulations of the United Nations for officials of comparable rank, subject to any exceptions authorized by the President of the Court.

#### *4. Salaries, allowances and expenses of officials of the Registry*

The salaries, pensions and other emoluments of officials of the Registry are set out in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 371-372).

The latest revision of the compensation package for staff in the Professional and higher categories was approved by the General Assembly by resolution 70/244, with several effective dates, commencing from 1 July 2016. The latest revision of the salary scale for this category of staff was approved by the General Assembly and promulgated by the International Civil Service Commission (the “ICSC”), with an effective date of 1 January 2020, while the latest revision of the pensionable remuneration scale was approved and promulgated with an effective date of 1 February 2020. The latest salary scale for The Hague for staff members in the General Services category has been in effect since 1 May 2020. For eligible temporary staff, the daily subsistence allowance for The Hague is fixed at 270 euros, with an effective date of 1 April 2019.

Travel allowances are paid to Registry officials under the same conditions as those applied by the United Nations Secretariat (Staff Regulations for the Registry, Art. 12).

#### *5. Common services*

The common services of the Court and of the Registry, as well as capital expenditures, come under special items in the budget. In particular, the Court pays to the Carnegie Foundation an annual contribution for the premises it occupies at the Peace Palace and in the new wing. The amount of the contribution has undergone successive alterations since it was first fixed by General Assembly resolution 84 (I) of 11 December 1946 and stands at 1,418,823 euros per annum as from 1 January 2019 and at 1,455,225 euros per annum as from 1 January 2020.

\* \* \*

\*

TROISIÈME PARTIE

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR  
ET DE LA PROCÉDURE SUIVIE PAR ELLE

I. DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

*A. Compétence en matière contentieuse*

En vertu du paragraphe 1 de l'article 38 de son Statut, la Cour internationale de Justice a pour mission de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis. Sa compétence à cet égard est définie à l'article 93 de la Charte des Nations Unies et aux articles 34 à 37 de son Statut.

*1. Compétence ratione personae*

L'article 34, paragraphe 1, du Statut énonce que «[s]euls les Etats ont qualité pour se présenter devant la Cour». Les organisations internationales, les collectivités et les personnes privées ne sont donc pas habilitées à introduire une instance devant la Cour.

Les Etats admis à ester devant la Cour relèvent, quant à eux, de l'une des trois catégories suivantes.

a) *Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies*

Le paragraphe 1 de l'article 35 du Statut de la Cour dispose que «[l]a Cour est ouverte aux Etats parties au[dit] Statut». Or, en application du paragraphe 1 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies, «[t]ous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice».

Au 31 juillet 2020, l'Organisation des Nations Unies comptait 193 Etats Membres dont la liste est reproduite ci-après :

Etat	Date d'admission
Afghanistan	19 novembre 1946
Afrique du Sud	7 novembre 1945
Albanie	14 décembre 1955
Algérie	8 octobre 1962
Allemagne	18 septembre 1973
Andorre	28 juillet 1993
Angola	1 <sup>er</sup> décembre 1976
Antigua-et-Barbuda	11 novembre 1981

PART THREE

JURISDICTION OF THE COURT  
AND THE PROCEDURE FOLLOWED BY IT

I. JURISDICTION OF THE COURT

*A. Jurisdiction in Contentious Cases*

Pursuant to Article 38, paragraph 1, of its Statute, it is the function of the International Court of Justice to decide in accordance with international law such disputes as are submitted to it. Its jurisdiction in this respect is defined in Article 93 of the Charter of the United Nations and in Articles 34 to 37 of the Statute of the Court.

*1. Jurisdiction ratione personae*

Article 34, paragraph 1, of the Statute provides that “[o]nly States may be parties in cases before the Court”. International organizations, other collectivities and private persons are therefore not entitled to institute proceedings before the International Court of Justice.

States entitled to appear before the Court may fall into one of the three categories listed below.

(a) *States Members of the United Nations*

Article 35, paragraph 1, of the Statute provides that the Court shall be open to the States parties to the Statute. Under Article 93, paragraph 1, of the Charter of the United Nations, “[a]ll Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice”.

As of 31 July 2020, the United Nations had 193 Member States, a list of which is given below:

State	Date of admission
Afghanistan	19 November 1946
Albania	14 December 1955
Algeria	8 October 1962
Andorra	28 July 1993
Angola	1 December 1976
Antigua and Barbuda	11 November 1981
Argentina	24 October 1945
Armenia	2 March 1992

Etat	Date d'admission
Arabie saoudite	24 octobre 1945
Argentine	24 octobre 1945
Arménie	2 mars 1992
Australie	1 <sup>er</sup> novembre 1945
Autriche	14 décembre 1955
Azerbaïdjan	2 mars 1992
Bahamas	18 septembre 1973
Bahreïn	21 septembre 1971
Bangladesh	17 septembre 1974
Barbade	9 décembre 1966
Bélarus	24 octobre 1945
Belgique	27 décembre 1945
Belize	25 septembre 1981
Bénin	20 septembre 1960
Bhoutan	21 septembre 1971
Bolivie (Etat plurinational de)	14 novembre 1945
Bosnie-Herzégovine	22 mai 1992
Botswana	17 octobre 1966
Brésil	24 octobre 1945
Brunéi Darussalam	21 septembre 1984
Bulgarie	14 décembre 1955
Burkina Faso	20 septembre 1960
Burundi	18 septembre 1962
Cabo Verde (République de)	16 septembre 1975
Cambodge	14 décembre 1955
Cameroun	20 septembre 1960
Canada	9 novembre 1945
Chili	24 octobre 1945
Chine	24 octobre 1945
Chypre	20 septembre 1960
Colombie	5 novembre 1945
Comores	12 novembre 1975
Congo	20 septembre 1960
Costa Rica	2 novembre 1945
Côte d'Ivoire	20 septembre 1960
Croatie	22 mai 1992
Cuba	24 octobre 1945
Danemark	24 octobre 1945



State	Date of admission
Australia	1 November 1945
Austria	14 December 1955
Azerbaijan	2 March 1992
Bahamas	18 September 1973
Bahrain	21 September 1971
Bangladesh	17 September 1974
Barbados	9 December 1966
Belarus	24 October 1945
Belgium	27 December 1945
Belize	25 September 1981
Benin	20 September 1960
Bhutan	21 September 1971
Bolivia (Plurinational State of)	14 November 1945
Bosnia and Herzegovina	22 May 1992
Botswana	17 October 1966
Brazil	24 October 1945
Brunei Darussalam	21 September 1984
Bulgaria	14 December 1955
Burkina Faso	20 September 1960
Burundi	18 September 1962
Cabo Verde (Republic of)	16 September 1975
Cambodia	14 December 1955
Cameroon	20 September 1960
Canada	9 November 1945
Central African Republic	20 September 1960
Chad	20 September 1960
Chile	24 October 1945
China	24 October 1945
Colombia	5 November 1945
Comoros	12 November 1975
Congo	20 September 1960
Costa Rica	2 November 1945
Côte d'Ivoire	20 September 1960
Croatia	22 May 1992
Cuba	24 October 1945
Cyprus	20 September 1960
Czech Republic	19 January 1993
Democratic People's Republic of Korea	17 September 1991

Etat	Date d'admission
Djibouti	20 septembre 1977
Dominique	18 décembre 1978
Egypte	24 octobre 1945
El Salvador	24 octobre 1945
Emirats arabes unis	9 décembre 1971
Equateur	21 décembre 1945
Erythrée	28 mai 1993
Espagne	14 décembre 1955
Estonie	17 septembre 1991
Eswatini (Royaume d')	24 septembre 1968
Etats-Unis d'Amérique	24 octobre 1945
Ethiopie	13 novembre 1945
Fédération de Russie	24 octobre 1945
Fidji	13 octobre 1970
Finlande	14 décembre 1955
France	24 octobre 1945
Gabon	20 septembre 1960
Gambie (République de)	21 septembre 1965
Géorgie	31 juillet 1992
Ghana	8 mars 1957
Grèce	25 octobre 1945
Grenade	17 septembre 1974
Guatemala	21 novembre 1945
Guinée	12 décembre 1958
Guinée-Bissau	17 septembre 1974
Guinée équatoriale	12 novembre 1968
Guyana	20 septembre 1966
Haïti	24 octobre 1945
Honduras	17 décembre 1945
Hongrie	14 décembre 1955
Iles Marshall	17 septembre 1991
Iles Salomon	19 septembre 1978
Inde	30 octobre 1945
Indonésie	28 septembre 1950
Iran (République islamique d')	24 octobre 1945
Iraq	21 décembre 1945
Irlande	14 décembre 1955
Islande	19 novembre 1946

State	Date of admission
Democratic Republic of the Congo	20 September 1960
Denmark	24 October 1945
Djibouti	20 September 1977
Dominica	18 December 1978
Dominican Republic	24 October 1945
Ecuador	21 December 1945
Egypt	24 October 1945
El Salvador	24 October 1945
Equatorial Guinea	12 November 1968
Eritrea	28 May 1993
Estonia	17 September 1991
Eswatini (Kingdom of)	24 September 1968
Ethiopia	13 November 1945
Fiji	13 October 1970
Finland	14 December 1955
France	24 October 1945
Gabon	20 September 1960
The Gambia (Republic of)	21 September 1965
Georgia	31 July 1992
Germany	18 September 1973
Ghana	8 March 1957
Greece	25 October 1945
Grenada	17 September 1974
Guatemala	21 November 1945
Guinea	12 December 1958
Guinea-Bissau	17 September 1974
Guyana	20 September 1966
Haiti	24 October 1945
Honduras	17 December 1945
Hungary	14 December 1955
Iceland	19 November 1946
India	30 October 1945
Indonesia	28 September 1950
Iran (Islamic Republic of)	24 October 1945
Iraq	21 December 1945
Ireland	14 December 1955
Israel	11 May 1949

Etat	Date d'admission
Israël	11 mai 1949
Italie	14 décembre 1955
Jamaïque	18 septembre 1962
Japon	18 décembre 1956
Jordanie	14 décembre 1955
Kazakhstan	2 mars 1992
Kenya	16 décembre 1963
Kirghizistan	2 mars 1992
Kiribati	14 septembre 1999
Koweït	14 mai 1963
Lesotho	17 octobre 1966
Lettonie	17 septembre 1991
Liban	24 octobre 1945
Libéria	2 novembre 1945
Libye	14 décembre 1955
Liechtenstein	18 septembre 1990
Lituanie	17 septembre 1991
Luxembourg	24 octobre 1945
Macédoine du Nord	8 avril 1993
Madagascar	20 septembre 1960
Malaisie	17 septembre 1957
Malawi	1 <sup>er</sup> décembre 1964
Maldives	21 septembre 1965
Mali	28 septembre 1960
Malte	1 <sup>er</sup> décembre 1964
Maroc	12 novembre 1956
Maurice	24 avril 1968
Mauritanie	27 octobre 1961
Mexique	7 novembre 1945
Micronésie (Etats fédérés de)	17 septembre 1991
Monaco	28 mai 1993
Mongolie	27 octobre 1961
Monténégro	28 juin 2006
Mozambique	16 septembre 1975
Myanmar	19 avril 1948
Namibie	23 avril 1990
Nauru	14 septembre 1999
Népal	14 décembre 1955

State	Date of admission
Italy	14 December 1955
Jamaica	18 September 1962
Japan	18 December 1956
Jordan	14 December 1955
Kazakhstan	2 March 1992
Kenya	16 December 1963
Kiribati	14 September 1999
Kuwait	14 May 1963
Kyrgyzstan	2 March 1992
Lao People's Democratic Republic	14 December 1955
Latvia	17 September 1991
Lebanon	24 October 1945
Lesotho	17 October 1966
Liberia	2 November 1945
Libya	14 December 1955
Liechtenstein	18 September 1990
Lithuania	17 September 1991
Luxembourg	24 October 1945
Madagascar	20 September 1960
Malawi	1 December 1964
Malaysia	17 September 1957
Maldives	21 September 1965
Mali	28 September 1960
Malta	1 December 1964
Marshall Islands	17 September 1991
Mauritania	27 October 1961
Mauritius	24 April 1968
Mexico	7 November 1945
Micronesia (Federated States of)	17 September 1991
Monaco	28 May 1993
Mongolia	27 October 1961
Montenegro	28 June 2006
Morocco	12 November 1956
Mozambique	16 September 1975
Myanmar	19 April 1948
Namibia	23 April 1990
Nauru	14 September 1999
Nepal	14 December 1955

Etat	Date d'admission
Nicaragua	24 octobre 1945
Niger	20 septembre 1960
Nigéria	7 octobre 1960
Norvège	27 novembre 1945
Nouvelle-Zélande	24 octobre 1945
Oman	7 octobre 1971
Ouganda	25 octobre 1962
Ouzbékistan	2 mars 1992
Pakistan	30 septembre 1947
Palaos	15 décembre 1994
Panama	13 novembre 1945
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10 octobre 1975
Paraguay	24 octobre 1945
Pays-Bas	10 décembre 1945
Pérou	31 octobre 1945
Philippines	24 octobre 1945
Pologne	24 octobre 1945
Portugal	14 décembre 1955
Qatar	21 septembre 1971
République arabe syrienne	24 octobre 1945
République centrafricaine	20 septembre 1960
République de Corée	17 septembre 1991
République démocratique du Congo	20 septembre 1960
République démocratique populaire lao	14 décembre 1955
République de Moldova	2 mars 1992
République dominicaine	24 octobre 1945
République populaire démocratique de Corée	17 septembre 1991
République tchèque	19 janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	14 décembre 1961
Roumanie	14 décembre 1955
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	24 octobre 1945
Rwanda	18 septembre 1962
Sainte-Lucie	18 septembre 1979
Saint-Kitts-et-Nevis	23 septembre 1983

State	Date of admission
Netherlands	10 December 1945
New Zealand	24 October 1945
Nicaragua	24 October 1945
Niger	20 September 1960
Nigeria	7 October 1960
North Macedonia	8 April 1993
Norway	27 November 1945
Oman	7 October 1971
Pakistan	30 September 1947
Palau	15 December 1994
Panama	13 November 1945
Papua New Guinea	10 October 1975
Paraguay	24 October 1945
Peru	31 October 1945
Philippines	24 October 1945
Poland	24 October 1945
Portugal	14 December 1955
Qatar	21 September 1971
Republic of Korea	17 September 1991
Republic of Moldova	2 March 1992
Romania	14 December 1955
Russian Federation	24 October 1945
Rwanda	18 September 1962
Saint Kitts and Nevis	23 September 1983
Saint Lucia	18 September 1979
Saint Vincent and the Grenadines	16 September 1980
Samoa	15 December 1976
San Marino	2 March 1992
Sao Tome and Principe	16 September 1975
Saudi Arabia	24 October 1945
Senegal	28 September 1960
Serbia	1 November 2000
Seychelles	21 September 1976
Sierra Leone	27 September 1961
Singapore	21 September 1965
Slovakia	19 January 1993
Slovenia	22 May 1992
Solomon Islands	19 September 1978

Etat	Date d'admission
Saint-Marin	2 mars 1992
Saint-Vincent-et-les Grenadines	16 septembre 1980
Samoa	15 décembre 1976
Sao Tomé-et-Principe	16 septembre 1975
Sénégal	28 septembre 1960
Serbie	1 <sup>er</sup> novembre 2000
Seychelles	21 septembre 1976
Sierra Leone	27 septembre 1961
Singapour	21 septembre 1965
Slovaquie	19 janvier 1993
Slovénie	22 mai 1992
Somalie	20 septembre 1960
Soudan	12 novembre 1956
Soudan du Sud	14 juillet 2011
Sri Lanka	14 décembre 1955
Suède	19 novembre 1946
Suisse	10 septembre 2002
Suriname	4 décembre 1975
Tadjikistan	2 mars 1992
Tchad	20 septembre 1960
Thaïlande	16 décembre 1946
Timor-Leste	27 septembre 2002
Togo	20 septembre 1960
Tonga	14 septembre 1999
Trinité-et-Tobago	18 septembre 1962
Tunisie	12 novembre 1956
Turkménistan	2 mars 1992
Turquie	24 octobre 1945
Tuvalu	5 septembre 2000
Ukraine	24 octobre 1945
Uruguay	18 décembre 1945
Vanuatu	15 septembre 1981
Venezuela (République bolivarienne du)	15 novembre 1945
Viet Nam	20 septembre 1977
Yémen	30 septembre 1947
Zambie	1 <sup>er</sup> décembre 1964
Zimbabwe	25 août 1980



State	Date of admission
Somalia	20 September 1960
South Africa	7 November 1945
South Sudan	14 July 2011
Spain	14 December 1955
Sri Lanka	14 December 1955
Sudan	12 November 1956
Suriname	4 December 1975
Sweden	19 November 1946
Switzerland	10 September 2002
Syrian Arab Republic	24 October 1945
Tajikistan	2 March 1992
Thailand	16 December 1946
Timor-Leste	27 September 2002
Togo	20 September 1960
Tonga	14 September 1999
Trinidad and Tobago	18 September 1962
Tunisia	12 November 1956
Turkey	24 October 1945
Turkmenistan	2 March 1992
Tuvalu	5 September 2000
Uganda	25 October 1962
Ukraine	24 October 1945
United Arab Emirates	9 December 1971
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	24 October 1945
United Republic of Tanzania	14 December 1961
United States of America	24 October 1945
Uruguay	18 December 1945
Uzbekistan	2 March 1992
Vanuatu	15 September 1981
Venezuela (Bolivarian Republic of)	15 November 1945
Viet Nam	20 September 1977
Yemen	30 September 1947
Zambia	1 December 1964
Zimbabwe	25 August 1980

b) *Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, mais parties au Statut*

Le paragraphe 2 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies prévoit que les Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies peuvent devenir parties au Statut de la Cour, aux conditions déterminées dans chaque cas par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité.

La Suisse (à partir du 28 juillet 1948), le Liechtenstein (à partir du 29 mars 1950), Saint-Marin (à partir du 18 février 1954), le Japon (à partir du 2 avril 1954) et Nauru (à partir du 29 janvier 1988) ont relevé de cette catégorie avant de devenir Membres des Nations Unies.

Les conditions posées à cette fin ont jusqu'à présent été les mêmes dans tous les cas. Elles ont été fixées pour la première fois par une résolution de l'Assemblée générale adoptée à la suite d'une demande du Conseil fédéral suisse<sup>6</sup>. La date à laquelle l'Etat intéressé devient partie au Statut est celle du dépôt de l'instrument d'acceptation desdites conditions auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Deux autres résolutions de l'Assemblée générale précisent, d'une part, les conditions dans lesquelles les Etats non membres de l'Organisation, mais parties au Statut, peuvent participer à l'élection des membres de la Cour (résolution 264 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 8 octobre 1948, dont le texte est reproduit dans *Actes et documents n° 6*, p. 184) et, d'autre part, la participation de ces Etats à la procédure d'amendement du Statut de la Cour (résolution 2520 (XXIV) adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1969, dont le texte est reproduit dans *Actes et documents n° 6*, p. 184-186).

c) *Etats non parties au Statut, mais pouvant être admis à ester devant la Cour*

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 35 du Statut (voir aussi Règlement, art. 26, par. 1, al. c), et art. 41), la Cour est également ouverte à d'autres Etats que ceux parties à son Statut. Ladite disposition prévoit que les conditions pertinentes sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil de sécurité, étant précisé que ces conditions ne sauraient, en aucun cas, résulter pour les parties en une inégalité devant la Cour.

A ce jour, les conditions posées en la matière sont énoncées dans la résolution 9 (1946) prise le 15 octobre 1946 par le Conseil de sécurité (voir *Actes et documents n° 6*, p. 186-188). Il y est précisé que les Etats non parties au Statut doivent, pour que la Cour leur soit ouverte, avoir déposé préalablement au Greffe de la Cour une déclaration par laquelle ils acceptent la juridiction de celle-ci conformément à la Charte des Nations Unies et aux conditions du Statut et du Règlement de la Cour, déclaration par laquelle ils s'engagent à exécuter de bonne foi l'arrêt ou les arrêts de la Cour et à accepter toutes les obligations mises à la charge d'un Membre des Nations Unies par l'article 94 de la Charte. Il y est en outre dit qu'une telle déclaration peut avoir soit un caractère particulier (et viser un ou plusieurs différends déjà nés), soit un caractère général (et viser tous différends ou une ou plusieurs catégories de différends nés ou à naître).

Des déclarations de caractère particulier ont été déposées par l'Albanie (1947) et l'Italie (1953), et des déclarations de caractère général par le Cambodge (1952), Ceylan (1952), la Finlande (1953 et 1954), l'Italie (1955), le Japon (1951), le Laos (1952), la République fédérale d'Allemagne (1955, 1956, 1961, 1965 et 1971) et la République du Viet Nam (1952).

<sup>6</sup> Résolution 91 (I) du 11 décembre 1946, dont le texte intégral figure sur le site Internet de l'Organisation des Nations Unies ([www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm](http://www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm)).

(b) *States, not members of the United Nations, parties to the Statute*

Article 93, paragraph 2, of the Charter of the United Nations provides that States which are not members of the United Nations may become parties to the Statute of the Court on conditions to be determined in each case by the General Assembly upon the recommendation of the Security Council.

Switzerland (as from 28 July 1948), Liechtenstein (as from 29 March 1950), San Marino (as from 18 February 1954), Japan (as from 2 April 1954) and Nauru (as from 29 January 1988) fell into this category before joining the United Nations.

The conditions imposed have hitherto been the same in each case. They were laid down for the first time in a resolution adopted by the General Assembly as a result of a request by the Swiss Federal Council<sup>6</sup>. The date on which the State concerned becomes a party to the Statute is that of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the instrument of acceptance of the said conditions.

Two other General Assembly resolutions govern, on the one hand, the conditions under which States that are not members of the United Nations but are parties to the Statute may participate in the election of Members of the Court (resolution 264 (III) adopted by the General Assembly on 8 October 1948, reproduced in *Acts and Documents No. 6*, p. 185) and, on the other hand, the participation of such States in the procedure for amending the Statute of the Court (resolution 2520 (XXIV) adopted by the General Assembly on 4 December 1969, reproduced in *Acts and Documents No. 6*, pp. 185-187).

(c) *States, not parties to the Statute, to which the Court may be open*

Under the terms of Article 35, paragraph 2, of the Statute (see also Rules, Art. 26, para. 1 (c), and Art. 41), the Court is also open to other States not parties to its Statute. This Article provides that the relevant conditions shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Security Council, but in no case shall such conditions place the parties in a position of inequality before the Court.

The conditions applicable in such instances are currently set out in resolution 9 (1946) adopted on 15 October 1946 by the Security Council (see *Acts and Documents No. 6*, pp. 187-189), which stipulates that, in order to have access to the Court, a State not party to the Statute must previously have deposited in the Registry of the Court a declaration by which it accepts the Court's jurisdiction, in accordance with the Charter of the United Nations and subject to the conditions of the Statute and Rules of Court, and undertakes to comply in good faith with the decision or decisions of the Court and to accept all the obligations of a Member of the United Nations under Article 94 of the Charter. Resolution 9 further states that such a declaration may be either particular (and relate to a dispute or disputes which have already arisen) or general (and relate to all disputes or to one or several classes of disputes which have already arisen or which may arise in the future).

Particular declarations have been filed by Albania (1947) and Italy (1953), and general declarations by Cambodia (1952), Ceylon (1952), the Federal Republic of Germany (1955, 1956, 1961, 1965 and 1971), Finland (1953 and 1954), Italy (1955), Japan (1951), Laos (1952) and the Republic of Viet Nam (1952).

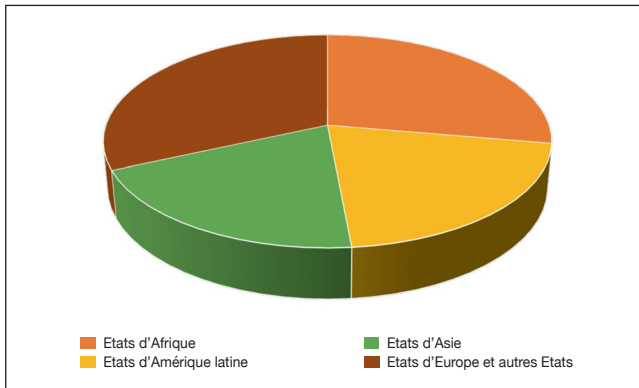
<sup>6</sup> Resolution 91 (I) of 11 December 1946, the full text of which can be found on the website of the United Nations ([www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm](http://www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm)).

A ce jour, la déclaration de caractère particulier la plus récente est celle déposée le 4 juillet 2018 par la Palestine, dans laquelle cette dernière indique qu'elle « accepte avec effet immédiat la juridiction de la Cour internationale de Justice pour tous différends nés ou à naître relevant de l'article premier du protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques concernant le règlement obligatoire des différends (1961), auquel l'Etat de Palestine a adhéré le 22 mars 2018 ».

\*

Au 31 juillet 2020, 101 Etats ont été parties à des affaires contentieuses portées devant la Cour. Leurs noms sont indiqués dans le tableau de la page 83.

La répartition géographique des Etats ayant été parties à des affaires est la suivante :



## 2. *Compétence ratione materiae*

La compétence de la Cour en matière contentieuse repose sur le consentement des Etats admis à ester devant elle. La forme suivant laquelle ce consentement est exprimé détermine la manière dont la Cour peut être saisie. La Cour ne peut connaître d'un différend que si les Etats concernés ont accepté sa compétence d'une ou plusieurs des quatre manières suivantes :

### a) *Compromis*

Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut prévoit, en tout premier lieu, que la compétence de la Cour s'étend « à toutes les affaires que les parties lui soumettront ». Les parties peuvent donc convenir ensemble de porter un différend déjà existant devant la Cour et ainsi reconnaître la compétence de celle-ci aux fins de l'espèce.

Dans une telle hypothèse, la Cour est normalement saisie par la notification au Greffe d'un accord, dit *compromis*, conclu spécialement à cet effet par les parties.

A ce jour, 18 affaires ont été soumises à la Cour de cette manière.

La liste des affaires introduites par compromis figure à l'annexe 6 (p. 118).

### b) *Traités et conventions*

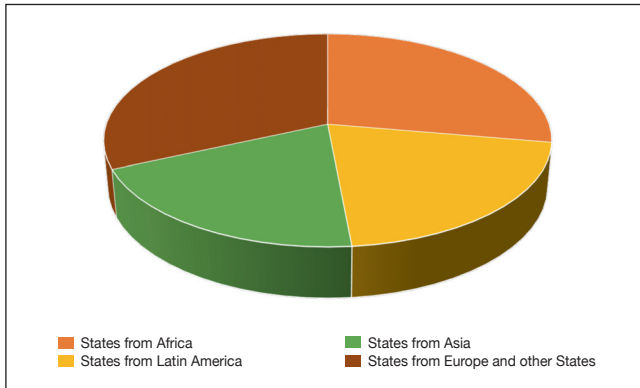
Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut dispose également que la compétence de la Cour s'étend aux cas « spécialement prévus ... dans les traités et conventions en vigueur ».

To date, the most recent particular declaration is the one filed by Palestine on 4 July 2018 which states that it “accepts with immediate effect the competence of the International Court of Justice for the settlement of all disputes that may arise or that have already arisen covered by Article I of the Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes (1961), to which the State of Palestine acceded on 22 March 2018”.

\*

As of 31 July 2020, 101 States have been parties to contentious cases before the Court. These States are listed in the table on page 83.

The geographical breakdown of these States is as follows:



## 2. *Jurisdiction ratione materiae*

The jurisdiction of the Court in contentious proceedings is based on the consent of the States to which it is open. The form in which this consent is expressed determines the manner in which a case may be brought before the Court. The Court is competent to entertain a dispute only if the States concerned have accepted its jurisdiction in one or more of the following four ways:

### (a) *Special agreement*

Article 36, paragraph 1, of the Statute provides, first, that the Court’s jurisdiction comprises “all cases which the parties refer to it”. Parties may therefore agree to submit an existing dispute to the Court and thus to recognize the Court’s jurisdiction for the purposes of the case.

Such cases normally come before the Court by notification to the Registry of an instrument known as a *special agreement* and concluded by the parties specially for this purpose.

To date, 18 such cases have been submitted to the Court.

For the list of cases submitted by special agreement, see Annex 6 (p. 118).

### (b) *Treaties and conventions*

Article 36, paragraph 1, of the Statute also provides that the Court’s jurisdiction comprises “all matters specially provided for . . . in treaties and conventions in force”.

Aujourd'hui, plusieurs centaines de traités et de conventions contiennent une clause compromissoire prévoyant la compétence de la Cour. A ces instruments s'en ajoutent d'autres, conclus auparavant, et qui conféraient compétence à la Cour permanente de Justice internationale. En effet, le Statut de la CIJ dispose en son article 37 que, lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la CPJI, la Cour internationale de Justice constitue cette juridiction entre les parties audit Statut<sup>7</sup>. Il n'est cependant pas aisé de déterminer de manière exacte le nombre de tels traités actuellement en vigueur. Aussi aucune liste exhaustive n'existe-t-elle. Le Greffe publie sur le site Internet de la Cour une liste chronologique des instruments qui lui ont été notifiés, après avoir été enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (onglet « Compétence »).

Lorsqu'un Etat invoque la clause compromissoire d'un traité pour fonder la compétence de la Cour, celle-ci est normalement saisie par une requête introductive d'instance, acte unilatéral qui doit indiquer l'objet du différend et les parties (Statut, art. 40, par. 1) et comporter, autant que possible, la mention de la disposition sur laquelle le requérant entend fonder la compétence de la Cour (Règlement, art. 38).

A ce jour, des clauses compromissoires ont été invoquées dans 84 requêtes introductives d'instance.

L'annexe 7 du présent *Annuaire* (p. 120) donne la liste de ces affaires et précise le nom de l'instrument invoqué.

#### c) *Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*

Le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut définit un troisième moyen de consentir à la compétence. Il prévoit qu'un Etat peut, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité;
- b) tout point de droit international;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Le paragraphe 3 dudit article précise que ces déclarations peuvent être faites purement ou simplement ou être assorties de réserves.

Lorsqu'une déclaration d'acceptation de sa juridiction obligatoire est invoquée, la Cour est saisie par requête.

L'annexe 7 du présent *Annuaire* (p. 120) donne la liste des affaires en lesquelles des déclarations ont été invoquées comme fondement de la compétence de la Cour.

Les déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut sont déposées auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et publiées dans le *Recueil des traités des Nations Unies*.

<sup>7</sup> Les dispositions pertinentes des traités ou conventions qui régissaient la compétence de la Cour permanente de Justice internationale ont été reproduites par la CPJI, en 1932, dans sa *Collection des textes régissant la compétence de la Cour* (C.P.J.I. série D n° 6, quatrième édition) et, par la suite, dans le chapitre X de ses *Rapports annuels* (C.P.J.I. série E n° 8-16).

Today, several hundred treaties and conventions contain a compromissory clause providing for the jurisdiction of the Court. There are also other such instruments, concluded earlier, that conferred jurisdiction on the Permanent Court of International Justice; Article 37 of the ICJ Statute stipulates that whenever a treaty or convention in force provides for reference of a matter to a tribunal to have been instituted by the League of Nations, or to the PCIJ, the matter shall, as between the parties to the Statute<sup>7</sup>, be referred to the International Court of Justice. It is not easy to determine, however, exactly how many such treaties are currently in force, and hence there is no comprehensive list. The Registry publishes on the Court's website a chronological list of the instruments notified to the Registry following registration at the Secretariat of the United Nations (under "Jurisdiction").

When a State invokes the compromissory clause of a treaty as basis for the Court's jurisdiction, the matter is normally brought before the Court by means of an application instituting proceedings; this is a unilateral document which must indicate the subject of the dispute and the parties (Statute, Art. 40, para. 1) and, as far as possible, specify the provision on which the jurisdiction of the Court is said to be based (Rules, Art. 38).

To date, compromissory clauses have been invoked in 84 Applications instituting proceedings.

A list of the names of both the cases and the instruments concerned can be found in Annex 7 of the present *Yearbook* (p. 120).

(c) *Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory*

Article 36, paragraph 2, of the Statute sets out a third means by which States may recognize the Court's jurisdiction. It provides that a State may at any time declare that it recognizes as compulsory, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes concerning:

- (a) the interpretation of a treaty;
- (b) any question of international law;
- (c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;
- (d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

Paragraph 3 of the same Article states that such declarations may be made unconditionally or with reservations.

When a declaration recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory is invoked, the Court is seized by means of an application.

A list of the cases in which declarations have been invoked as a basis for the Court's jurisdiction can be found in Annex 7 of the present *Yearbook* (p. 120).

Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory under Article 36, paragraph 2, of the Statute are filed with the Secretary-General of the United Nations and published in the *United Nations Treaty Series*. They are also reproduced in

<sup>7</sup> The relevant provisions of the instruments governing the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice were reproduced by the PCIJ, in 1932, in its *Collection of Texts Governing the Jurisdiction of the Court (P.C.I.J., Series D, No. 6*, fourth edition) and subsequently in Chapter X of its *Annual Reports (P.C.I.J., Series E, Nos. 8-16)*.

Elles sont également reproduites dans l'*Annuaire* correspondant à l'année au cours de laquelle elles ont été faites, ainsi que sur le site Internet de la Cour (onglet «Compétence»)<sup>8</sup>.

Au 31 juillet 2020, 74 déclarations avaient ainsi été déposées (55 étant assorties de réserves)<sup>9</sup>. Au cours de la période considérée, une déclaration a été déposée par la République de Lettonie (24 septembre 2019) et l'Inde en a déposé une nouvelle (24 novembre 2019) en remplacement de celle qu'elle avait faite en 1974.

Il convient de noter que, par application du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, les déclarations faites sous le régime du Statut de la Cour permanente de Justice internationale qui ne sont pas devenues caduques ou n'ont pas été retirées sont considérées comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes. Ces déclarations, qui sont actuellement au nombre de six, sont également publiées sur le site Internet de la Cour<sup>10</sup>.

#### d) Forum prorogatum

Outre les trois modes susmentionnés, la Cour peut également être saisie d'une affaire par la voie dite du *forum prorogatum*. Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement prévoit le cas où un Etat dépose une requête contre un autre Etat tout en reconnaissant que celui-ci n'a pas reconnu la compétence de la Cour au moment du dépôt et en l'invitant à le faire. L'Etat contre lequel la requête est ainsi formée a alors la possibilité d'accepter cette compétence. L'instance n'est réputée introduite qu'à la date de cette acceptation, et la requête n'est pas inscrite au rôle général de la Cour et aucun acte de procédure n'est effectué tant que l'Etat contre lequel la requête est formée n'a pas accepté la compétence de la Cour aux fins de l'affaire.

Avant l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement (le 1<sup>er</sup> juillet 1978), la Cour traitait les requêtes fondées sur le *forum prorogatum* comme toute autre requête qui lui était adressée: le Greffe procédait aux notifications habituelles et l'«affaire» était inscrite au rôle général de la Cour. Elle ne pouvait en être rayée que si l'Etat défendeur refusait de manière explicite la compétence de la Cour pour en connaître. Cette dernière était par conséquent amenée à rendre des ordonnances à seule fin de rayer ces «affaires» du rôle.

Depuis 1946, 23 requêtes fondées sur le *forum prorogatum* ont été déposées. Dans deux cas seulement, l'Etat contre lequel la requête avait été formée a accepté la compétence de la Cour depuis l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement. Cela s'est produit en avril 2003 en l'affaire relative à *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)* et en août 2006 en l'affaire relative à *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*.

L'annexe 8 du présent *Annuaire* (p. 136) offre de plus amples informations sur cette question.

\*

<sup>8</sup> Ces deux dernières publications n'ont qu'une valeur illustrative.

<sup>9</sup> Depuis 1951, 15 autres déclarations relatives à la compétence de la Cour internationale de Justice, soit faites expressément, soit relevant du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la Cour, ont expiré, ont été retirées ou sont parvenues à échéance et n'ont pas été renouvelées. Elles émanaient des Etats suivants: Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Chine, Colombie, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Iran, Israël, Nauru, Serbie-et-Monténégro, Thaïlande et Turquie.

<sup>10</sup> Cette dernière publication n'a qu'une valeur illustrative.



the *Yearbook* for the year in which they were made and on the Court's website (under "Jurisdiction")<sup>8</sup>.

As of 31 July 2020, 74 such declarations had been deposited (55 with reservations)<sup>9</sup>. During the period under review, a declaration was deposited by the Republic of Latvia on 24 September 2019 and India deposited a new declaration on 24 November 2019 to replace the one it had made in 1974.

It should be noted that, in view of the provisions of Article 36, paragraph 5, of the Statute of the International Court of Justice, the texts of declarations made under the Statute of the Permanent Court of International Justice which have not lapsed or been withdrawn shall be deemed to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period which they still have to run and in accordance with their terms. There are currently six such declarations, which can also be found on the Court's website<sup>10</sup>.

#### (d) Forum prorogatum

In addition to the three ways set out above, a case may also be brought before the Court under the so-called *forum prorogatum* rule. Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court makes provision for a State to file an Application against another State, in the knowledge that that State has not recognized the Court's jurisdiction at the time of the filing and inviting it to do so. The State against which the Application has been made then has the possibility of accepting that jurisdiction. Proceedings are only considered instituted as from the date of that acceptance, and the Application is not entered in the General List, nor is any action taken in the proceedings, unless and until the State against which such application is made consents to the Court's jurisdiction for the purposes of the case.

Prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules (on 1 July 1978), applications based on *forum prorogatum* were dealt with by the Court in the same way as any other application submitted to it: the Registry carried out the usual notifications and the "case" was entered in the Court's General List. It could only be removed from the List if the respondent State explicitly refused to consent to the Court's jurisdiction to entertain it; the Court was then required to make an order for the sole purpose of removing the "case" from the List.

Since 1946, 23 Applications based on *forum prorogatum* have been filed. In only two cases has the Court's jurisdiction been accepted by the respondent party since the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules: in April 2003 in the case concerning *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*, and in August 2006 in the case concerning *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)*.

Further details can be found in Annex 8 of the present *Yearbook* (p. 136).

\*

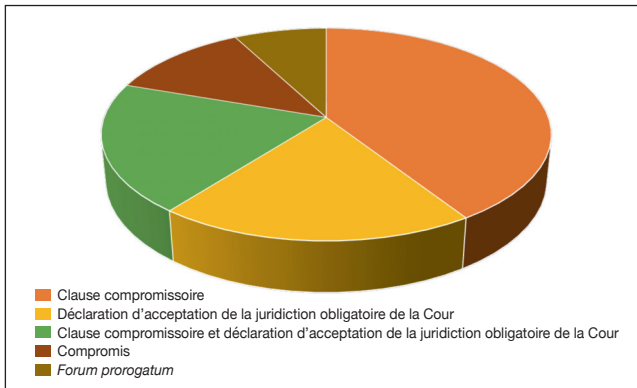
<sup>8</sup> In these two instances, the declarations are published for information purposes only.

<sup>9</sup> Since 1951, 15 other declarations relating to the jurisdiction of the International Court of Justice, either expressly or by virtue of Article 36, paragraph 5, of the Statute, have expired, been withdrawn or been terminated without being subsequently replaced. These were the declarations of the following States: Bolivia, Brazil, China, Colombia, El Salvador, France, Guatemala, Iran, Israel, Nauru, Serbia and Montenegro, South Africa, Thailand, Turkey and the United States of America.

<sup>10</sup> These declarations are published on the Court's website for information purposes only.

Au 31 juillet 2020, la Cour a été saisie de 151 affaires contentieuses, dont 18 lui ont été soumises par compromis et 11 sur le fondement d'une disposition particulière de son Statut ou d'un arrêt rendu par elle (la Cour a ainsi été saisie de 6 demandes en interprétation, de 4 demandes en révision et de 1 «demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*»). Les 122 autres affaires lui ont été soumises par requête: 59 étaient exclusivement fondées sur une clause compromissoire, 27 exclusivement sur une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, 25 sur les deux et 11 sur la règle dite du *forum prorogatum*.

Les modes de saisine de la Cour examinés ci-dessus se répartissent donc comme suit:



### 3. Observations relatives à la compétence

#### a) La Cour se prononce sur sa propre compétence

Il arrive que la compétence de la Cour soit contestée (voir ci-après, p. 91). Le paragraphe 6 de l'article 36 du Statut dispose que, en pareil cas, la Cour décide.

#### b) Compétence de la Cour après le prononcé d'un arrêt

Les arrêts de la Cour sont obligatoires, définitifs et sans recours (Statut, art. 59-60). Il se peut toutefois qu'une contestation naisse entre les Etats concernés s'agissant du sens ou de la portée d'un arrêt rendu, entraînant la nécessité de l'interpréter. De même, la découverte, après le prononcé d'un arrêt, d'un fait décisif qui existait avant ce prononcé peut requérir que l'arrêt en cause soit révisé. La procédure suivie en la matière et les conditions posées sont présentées ci-après (voir p. 94).

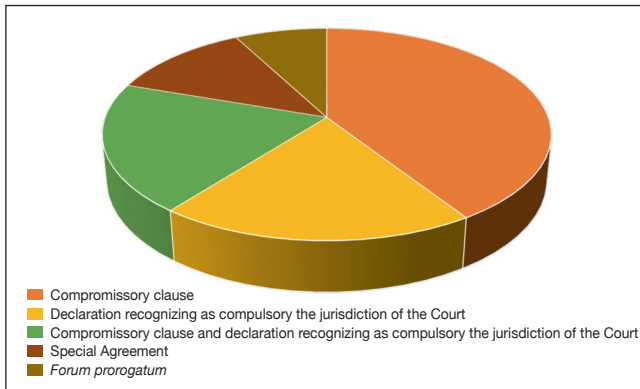
## B. Compétence en matière consultative

### 1. Présentation générale

Aux termes de l'article 65 du Statut, la Cour «peut donner un avis consultatif sur toute question juridique, à la demande de tout organe ou institution qui aura été autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander cet avis».

As of 31 July 2020, the Court has been seised of 151 contentious cases, of which 18 were submitted by special agreement and 11 on the basis of a particular provision of the Statute or of a Judgment of the Court; it has thus received 6 requests for interpretation, 4 applications for revision and 1 “request for an examination of the situation in accordance with paragraph 63 of the Court’s Judgment of 20 December 1974 in the *Nuclear Tests (New Zealand v. France)* case”. The other 122 were submitted by means of an application: 59 have relied solely on a compromissory clause, 27 solely on a declaration recognizing the Court’s jurisdiction as compulsory, 25 on both a compromissory clause and a declaration, and 11 on the so-called *forum prorogatum* rule.

The ways in which the Court may be seised, as discussed above, can thus be broken down as follows:



### 3. Remarks concerning jurisdiction

#### (a) *The Court itself decides any question as to its jurisdiction*

The Court’s jurisdiction may be disputed (see below, p. 91). Article 36, paragraph 6, of the Statute provides that, in the event of such a dispute, the matter shall be settled by the decision of the Court.

#### (b) *Jurisdiction of the Court after delivery of a judgment*

The Court’s judgments are binding, final and without appeal (Articles 59-60 of the Statute of the Court). However, a dispute may arise between the States concerned as to the meaning or scope of a judgment, requiring it to be interpreted. Similarly, the discovery, after the delivery of a judgment, of a decisive fact that existed before that delivery may call for the judgment in question to be revised. The procedure followed in such instances and the conditions to be fulfilled are described below (see p. 94).

## B. Advisory Jurisdiction

### 1. General overview

By virtue of Article 65 of the Statute, the Court “may give an advisory opinion on any legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request”.

La Charte dispose, en son article 96, paragraphe 1, que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité peuvent demander à la Cour un avis consultatif sur toute question juridique. Il est en outre précisé, dans le paragraphe 2 du même article, que :

« Tous autres organes de l'Organisation et institutions spécialisées qui peuvent, à un moment quelconque, recevoir de l'Assemblée générale une autorisation à cet effet ont également le droit de demander à la Cour des avis consultatifs sur des questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de leur activité. »

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 65 du Statut, une requête pour avis consultatif est présentée « par une requête écrite qui formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question ».

## 2. *Entités admises à saisir la Cour en matière consultative*

Cinq organes des Nations Unies et 16 institutions spécialisées ou organisation apparentée ont qualité pour demander des avis consultatifs<sup>11</sup>.

Les cas précis dans lesquels ces diverses institutions peuvent recourir à la compétence consultative de la CIJ sont prévus par leurs actes constitutifs, constitutions ou statuts, ou par des conventions ou accords particuliers. Le tableau ci-après précise le nom des organes et institutions ayant qualité pour demander des avis consultatifs ainsi que les instruments pertinents. Ce tableau tient compte, pour autant que le Greffe en soit informé, des éventuels amendements aux textes cités ayant affecté les dispositions relatives à la compétence de la Cour<sup>12</sup>. En tout, 27 demandes ont été soumises à la Cour, qui a donné 28 avis<sup>13</sup>. Les organes ou institutions qui ont effectivement demandé des avis consultatifs depuis 1946 sont précédés par un astérisque dans le tableau ci-après.

La liste détaillée des avis demandés figure à l'annexe 19 (p. 163).

<sup>11</sup> Il est rappelé à cet égard ce qui suit: i) l'Organisation internationale pour les réfugiés, qui avait été autorisée à demander à la Cour des avis consultatifs, a cessé ses fonctions en 1952; ii) la charte de La Havane instituant une organisation internationale du commerce, qui prévoit la compétence de la Cour en matière consultative, n'est pas entrée en vigueur; iii) par sa résolution 957 (X) du 8 novembre 1955, l'Assemblée générale, amendement le Statut du Tribunal administratif des Nations Unies (art. 11), avait autorisé le comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies à demander des avis consultatifs à la Cour; par sa résolution 50/54 du 11 décembre 1995, l'Assemblée générale a décidé de modifier de nouveau le statut du Tribunal, notamment en supprimant l'article 11 en ce qui concerne les jugements rendus après le 31 décembre 1995.

<sup>12</sup> Ce tableau a été établi à des fins exclusivement illustratives. L'inclusion ou l'omission de tel ou tel texte ne saurait être considérée comme l'indication des vues du Greffe sur sa nature, sa portée ou sa validité.

<sup>13</sup> La liste chronologique des procédures consultatives figure à l'annexe 1 ci-après (p. 100). Dans le cadre de l'une de ces procédures, à savoir celle relative à la demande en *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, la Cour a donné son avis en deux temps (le 30 mars 1950 (première phase) et le 18 juillet 1950 (deuxième phase)).

Article 96, paragraph 1, of the Charter provides that advisory opinions may be asked of the Court by the General Assembly or the Security Council on any legal question. Paragraph 2 of this Article adds:

“[o]ther organs of the United Nations and specialized agencies, which may at any time be so authorized by the General Assembly, may also request advisory opinions of the Court on legal questions arising within the scope of their activities”.

Pursuant to Article 65, paragraph 2, of the Court's Statute, a request for an advisory opinion is made “by means of a written request containing an exact statement of the question upon which an opinion is required, and accompanied by all documents likely to throw light upon the question”.

## 2. *Entities entitled to seek an advisory opinion of the Court*

Five United Nations organs and 16 specialized agencies and one related organization have been authorized to request advisory opinions<sup>11</sup>.

The precise circumstances in which these various institutions may avail themselves of the ICJ's advisory jurisdiction are specified either in their constitutive acts, constitutions or statutes, or in specific conventions or agreements. The following table lists the names of the organs and agencies entitled to ask for advisory opinions and the relevant instruments. This table takes into account, so far as the Registry is informed of them, any amendments to those instruments which have affected their provisions concerning the jurisdiction of the Court<sup>12</sup>. In total, 27 requests have been submitted to the Court, which has given 28 advisory opinions<sup>13</sup>. Those organs and agencies that have asked for advisory opinions since 1946 are indicated by an asterisk in the following table.

A detailed list of the advisory opinions requested can be found in Annex 19 (p. 163).

<sup>11</sup> It is recalled in this respect that: (i) the International Refugee Organization, which had been authorized to request advisory opinions of the Court, ceased to exist in 1952; (ii) the Havana Charter for an International Trade Organization, which provides for the jurisdiction of the Court in proceedings in regard to advisory opinions, has not entered into force; (iii) by resolution 957 (X) of 8 November 1955 the General Assembly, amending the Statute of the United Nations Administrative Tribunal (Art. 11), authorized the Committee on Applications for Review of Judgements of the United Nations Administrative Tribunal to request advisory opinions of the International Court of Justice; by resolution 50/54 of 11 December 1995, the General Assembly amended the Tribunal's Statute again, *inter alia* deleting Article 11 with respect to judgments rendered after 31 December 1995.

<sup>12</sup> This table has been produced for illustrative purposes only. The inclusion or omission of any instrument should not be regarded as an indication of any view entertained by the Registry regarding the nature, scope or validity of the instrument in question.

<sup>13</sup> A chronological list of advisory proceedings can be found in Annex 1 (p. 100). In the case concerning *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, the Court gave its opinion in two phases (30 March 1950 (First Phase) and 18 July 1950 (Second Phase)).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
Organes des Nations Unies	
* <i>Assemblée générale</i>	Charte, art. 96, par. 1
* <i>Conseil de sécurité</i>	Charte, art. 96, par. 1
* <i>Conseil économique et social</i>	Résolution 89 (I) de l'Assemblée générale, 11 décembre 1946
* <i>Conseil de tutelle</i>	Résolution 171 (II) de l'Assemblée générale, 14 novembre 1947, par. B
<i>Commission intérimaire de l'Assemblée générale</i>	Résolution 196 (III) de l'Assemblée générale, 3 décembre 1948, par. 3. Le mandat de la Commission intérimaire a été prorogé sans limite de durée par la résolution de l'Assemblée générale 295 (IV) du 21 novembre 1949 dont le paragraphe 3 confirme l'autorisation accordée à la Commission de demander des avis consultatifs à la Cour.

Autres textes pertinents en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies

Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, approuvée par l'Assemblée générale le 13 février 1946, art. VIII, sect. 30 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4, vol. 1)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au siège de l'Organisation, 26 juin 1947, art. VIII, sect. 21 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 147, vol. 11)

Accord entre le Gouvernement chilien et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine relatif au fonctionnement du siège de la Commission au Chili, 16 février 1953, art. XI, sect. 21 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4541, vol. 314)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Thaïlande relatif au siège de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient en Thaïlande, 26 mai 1954, art. XIII, sect. 26 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 3703, vol. 260)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Éthiopie relatif au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 18 juin 1958, art. IX (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4597, vol. 317)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Japon relatif au siège de l'Université des Nations Unies, 14 mai 1976, sect. 22 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 14839, vol. 1009)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Grèce relatif au siège du groupe de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, 11 février 1982, sect. 26 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 20736, vol. 1261)

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
United Nations organs	
Charter, Art. 96, para. 1	* <i>General Assembly</i>
Charter, Art. 96, para. 1	* <i>Security Council</i>
Resolution 89 (I) of the General Assembly, 11 December 1946	* <i>Economic and Social Council</i>
Resolution 171 (II) of the General Assembly, 14 November 1947, para. B	* <i>Trusteeship Council</i>
Resolution 196 (III) of the General Assembly, 3 December 1948, para. 3. The mandate of the Interim Committee was extended indefinitely by resolution 295 (IV) of the General Assembly of 21 November 1949, paragraph 3 of which preserved its authority to request advisory opinions of the Court.	<i>Interim Committee of the General Assembly</i>

Other relevant texts for the United Nations

Convention on the privileges and immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly on 13 February 1946, Art. VIII, Sec. 30 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4, Vol. 1)

Agreement between the United Nations and the United States of America regarding the Headquarters of the United Nations, 26 June 1947, Art. VIII, Sec. 21 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 147, Vol. 11)

Agreement between Chile and the United Nations Economic Commission for Latin America regulating conditions for the operation, in Chile, of the Headquarters of the Commission, 16 February 1953, Art. XI, Sec. 21 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4541, Vol. 314)

Agreement between the United Nations and Thailand relating to the Headquarters of the Economic Commission for Asia and the Far East in Thailand, 26 May 1954, Art. XIII, Sec. 26 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 3703, Vol. 260)

Agreement between the United Nations and Ethiopia regarding the Headquarters of the United Nations Economic Commission for Africa, 18 June 1958, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4597, Vol. 317)

Agreement between the United Nations and Japan regarding the Headquarters of the United Nations University, 14 May 1976, Sec. 22 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 14839, Vol. 1009)

Agreement between the United Nations and Greece regarding the Headquarters of the Co-ordinating Unit for the Mediterranean Action Plan, 11 February 1982, Sec. 26 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 20736, Vol. 1261)

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Institutions spécialisées
Texte général	Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947, art. VII, sect. 24, et art. IX, sect. 32 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 521, vol. 33)
<i>Organisation internationale du Travail (OIT)</i>	Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 9 octobre 1946, art. 29, 31-34 et 37 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 229, vol. 15)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale du Travail, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 9, vol. 1)
	Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, adopté par la conférence internationale du travail le 9 octobre 1946 et modifié par la conférence le 29 juin 1949, art. XII, 17 juin 1986, 19 juin 1992, 16 juin 1998, 11 juin 2008, 7 juin 2016, art. XII, et 17 juin 2019 <sup>14</sup>
<i>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</i>	Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 16 octobre 1945, amendé en 1957, art. XVII (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, <i>Textes fondamentaux</i> , vol. I, 1968)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 10, vol. 1)
	Conditions d'engagement du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: recommandation de la conférence de l'Organisation, 27 octobre 1945, par. 3 (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, <i>Rapport de la première session de la conférence</i> , 16 octobre-1 <sup>er</sup> novembre 1945)

<sup>14</sup> Ce tribunal, auquel ont accès les fonctionnaires du Bureau international du Travail ou leurs ayants droit, a vu également reconnaître sa juridiction par les organisations internationales ci-après, qui sont qualifiées pour demander des avis consultatifs: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la Santé, Union internationale des télécommunications, Fonds international de développement agricole, Organisation météorologique mondiale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Agence internationale de l'énergie atomique.

En juin 2016, l'Organisation internationale du Travail a adopté des amendements au statut du tribunal, supprimant l'article XII relatif à la saisine de la Cour.



Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Specialized Agencies	
<p>Convention on the privileges and immunities of specialized agencies approved by the General Assembly of the United Nations on 21 November 1947, Art. VII, Sec. 24, and Art. IX, Sec. 32 (United Nations, <i>Treaty Series</i>, I No. 521, Vol. 33)</p>	<p>General instrument</p>
<p>Instrument for the amendment of the Constitution of the International Labour Organization, 9 October 1946, Arts. 29, 31-34 and 37 (United Nations, <i>Treaty Series</i>, I No. 229, Vol. 15)</p>	<p><i>International Labour Organization (ILO)</i></p>
<p>Agreement between the United Nations and the International Labour Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i>, II No. 9, Vol. 1)</p>	
<p>Statute of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization, adopted by the International Labour Conference on 9 October 1946 and modified by the Conference on 29 June 1949, Art. XII, 17 June 1986, 19 June 1992, 16 June 1998, 11 June 2008, 7 June 2016, Art. XII, and 17 June 2019<sup>14</sup>.</p>	
<p>Constitution of the Food and Agriculture Organization of the United Nations, 16 October 1945, as amended in 1957, Art. XVII (Food and Agriculture Organization of the United Nations, <i>Basic Texts</i>, Vol. I, 1968)</p>	<p><i>Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)</i></p>
<p>Agreement between the United Nations and the Food and Agriculture Organization of the United Nations, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i>, II No. 10, Vol. 1)</p>	
<p>Terms of appointment of the Director General of the Food and Agriculture Organization of the United Nations: recommendation by the Conference of the Organization, 27 October 1945, para. 3 (Food and Agriculture Organization of the United Nations, <i>Report of the First Session of the Conference</i>, 16 October-1 November 1945)</p>	

<sup>14</sup> The jurisdiction of this Tribunal, which is open to officials of the International Labour Organization or other persons claiming under the terms of appointment of an official, has been recognized also by the following international organizations, which are authorized to request advisory opinions: Food and Agriculture Organization of the United Nations; United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization; World Health Organization; International Telecommunication Union; International Fund for Agricultural Development; World Meteorological Organization; World Intellectual Property Organization; United Nations Industrial Development Organization; International Atomic Energy Agency.

In June 2016, the International Labour Organization adopted amendments to its Statute, removing Article XII, relating to referral of cases to the ICJ.

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
* <i>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)</i>	Convention créant une Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 16 novembre 1945, art. V, par. 11 (adopté en 1952), et art. XIV, par. 2 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 52, vol. 4) <sup>15</sup>  Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, sous sa forme révisée approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 décembre 1962, art. X <sup>16</sup> (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 11, vol. 1; <i>ibid.</i> , Assemblée générale, résolution 1786 (XVII))  Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la France relatif au siège de l'UNESCO et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, 2 juillet 1954, art. 29 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 5103, vol. 357)
* <i>Organisation mondiale de la Santé (OMS)</i>	Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, 22 juillet 1946, art. 75-77 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 221, vol. 14)  Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 115, vol. 19)
<i>Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 109, vol. 16)
<i>Société financière internationale (SFI)</i>	Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Société financière internationale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 février 1957, par. I (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 546, vol. 265)
<i>Association internationale de développement (AID)</i>	Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association internationale de développement, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 27 mars 1961, art. I (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 582, vol. 394)
<i>Fonds monétaire international (FMI)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds monétaire international, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 108, vol. 16)

<sup>15</sup> Voir aussi le règlement intérieur de la conférence générale de l'UNESCO (art. 33) et le protocole du 10 décembre 1962 instituant une commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (art. 18) (doc. UNESCO 12C/Résolutions).

<sup>16</sup> Article XI avant la révision de 1962.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Constitution of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 16 November 1945, Arts. V, para. 11 (adopted in 1952), and XIV, para. 2 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 52, Vol. 4) <sup>15</sup>	* <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)</i>
Agreement between the United Nations and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, as revised and approved by the General Assembly of the United Nations on 8 December 1962, Art. X <sup>16</sup> (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 11, Vol. 1; <i>ibid.</i> , General Assembly, resolution 1786 (XVII))	
Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and France regarding the Headquarters of UNESCO and the privileges and immunities of the Organization on French territory, 2 July 1954, Art. 29 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 5103, Vol. 357)	
Constitution of the World Health Organization, 22 July 1946, Arts. 75-77 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 221, Vol. 14)	* <i>World Health Organization (WHO)</i>
Agreement between the United Nations and the World Health Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. X (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 115, Vol. 19)	
Agreement between the United Nations and the International Bank for Reconstruction and Development, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VIII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 109, Vol. 16)	<i>International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)</i>
Agreement on relationship between the United Nations and the International Finance Corporation, approved by the General Assembly of the United Nations on 20 February 1957, para. I (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 546, Vol. 265)	<i>International Finance Corporation (IFC)</i>
Agreement on relationship between the United Nations and the International Development Association, approved by the General Assembly of the United Nations on 27 March 1961, Art. I (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 582, Vol. 394)	<i>International Development Association (IDA)</i>
Agreement between the United Nations and the International Monetary Fund, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VIII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 108, Vol. 16)	<i>International Monetary Fund (IMF)</i>

<sup>15</sup> See also Rules of Procedure of the General Conference of UNESCO (Rule 33) and the Protocol of 10 December 1962 instituting a Conciliation and Good Offices Commission to be responsible for seeking the settlement of any disputes which may arise between States parties to the Convention against Discrimination in Education (Art. 18) (UNESCO document 12C/Resolutions).

<sup>16</sup> Article XI before the revision of 1962.

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
<i>Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)</i>	<p>Convention relative à l'aviation civile internationale, 7 décembre 1944, art. 84-86 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 10612, vol. 740; Organisation de l'aviation civile internationale, convention relative à l'aviation civile internationale, 1969)</p> <p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'aviation civile internationale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 45, vol. 8)</p> <p>Accord entre l'Organisation de l'aviation civile internationale et le Canada relatif au siège de l'Organisation, 14 avril 1951, art. VII, sect. 31 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 1335, vol. 96)</p>
<i>Union internationale des télécommunications (UIT)</i>	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 175, vol. 30)</p>
<i>Organisation météorologique mondiale (OMM)</i>	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation météorologique mondiale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 décembre 1951, art. VII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 415, vol. 123)</p>
* <i>Organisation maritime internationale (OMI)</i> <sup>17</sup>	<p>Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, 6 mars 1948, entrée en vigueur le 17 mars 1958, art. 55-56 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 4214, vol. 289). Depuis le 22 mai 1982, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a pris le nom d'Organisation maritime internationale (OMI); le titre de la convention de 1948 a été modifié en conséquence et ses articles 55 et 56 sont devenus les articles 69 et 70</p> <p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 novembre 1948, entré en vigueur le 13 janvier 1959, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 553, vol. 324)</p>
<i>Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)</i>	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1974, art. 12 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 729)</p>
* <i>Fonds international de développement agricole (FIDA)</i>	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1977, art. XIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 806, vol. 1080)</p>
<i>Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)</i>	<p>Acte consultatif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, 8 avril 1979, art. 22 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 23432, vol. 1401)</p>

<sup>17</sup> Dénommée précédemment Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Convention on International Civil Aviation, 7 December 1944, Arts. 84-86 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 10612, Vol. 740; International Civil Aviation Organization, Convention on International Civil Aviation, 1969)	<i>International Civil Aviation Organization (ICAO)</i>
Agreement between the United Nations and the International Civil Aviation Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. X (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 45, Vol. 8)	
Agreement between the International Civil Aviation Organization and Canada regarding the Headquarters of the Organization, 14 April 1951, Art. VII, Sec. 31 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 1335, Vol. 96)	
Agreement between the United Nations and the International Telecommunication Union, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 175, Vol. 30)	<i>International Telecommunication Union (ITU)</i>
Agreement between the United Nations and the World Meteorological Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 20 December 1951, Art. VII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 415, Vol. 123)	<i>World Meteorological Organization (WMO)</i>
Convention on the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, 6 March 1948, entered into force on 17 March 1958, Arts. 55 and 56 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 4214, Vol. 289). As from 22 May 1982, the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO) became the International Maritime Organization (IMO); the name of the organization was changed in the title of the 1948 Convention and the relevant Articles of the Convention were renumbered 69 and 70	* <i>International Maritime Organization (IMO)</i> <sup>17</sup>
Agreement between the United Nations and the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 18 November 1948, entered into force on 13 January 1959, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 553, Vol. 324)	
Agreement between the United Nations and the World Intellectual Property Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 17 December 1974, Art. 12 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 729)	<i>World Intellectual Property Organization (WIPO)</i>
Agreement between the United Nations and the International Fund for Agricultural Development, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 December 1977, Art. XIII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 806, Vol. 1080)	* <i>International Fund for Agricultural Development (IFAD)</i>
Constitution of the United Nations Industrial Development Organization, 8 April 1979, Art. 22 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 23432, Vol. 1401)	<i>United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)</i>

<sup>17</sup> Formerly known as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1985, art. 12
	Organisation apparentée
<i>Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)</i>	Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 26 octobre 1956, art. XVII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 3988, vol. 276)
	Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 novembre 1957, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 548, vol. 281)
	Autorisation habilitant l'Agence internationale de l'énergie atomique à demander des avis consultatifs à la Cour internationale de Justice, résolution 1146 (XII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 14 novembre 1957
	Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 1 <sup>er</sup> juillet 1959, art. X, sect. 34 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 5334, vol. 374)
	Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Iraq, le Liban, la Libye, la République arabe unie, la Tunisie, etc., portant création, au Caire, d'un centre régional d'isotopes radioactifs pour le Moyen-Orient, destiné aux pays arabes, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 14 septembre 1962, art. XVI (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 7236, vol. 494)
	Accord d'assistance mutuelle exceptionnelle entre les pays nordiques en cas d'accidents impliquant des dommages dus aux rayonnements, signé le 17 octobre 1963 par l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 7585, vol. 525)

\*

Afin d'être éclairée sur la question qui lui est soumise, la Cour a la faculté d'organiser une procédure écrite et/ou orale. Comme il est exposé de manière plus détaillée ci-après (voir p. 95), les demandes d'avis consultatif donnent généralement lieu à une procédure écrite puis orale à laquelle sont invités à participer les Etats et organisations internationales que la Cour estime à même de lui fournir des renseignements sur la question qui lui est posée<sup>18</sup>. La Cour les informe, par communication spéciale et directe, qu'elle est disposée à

<sup>18</sup> Dans les circonstances spéciales de la procédure consultative relative aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*, la Cour a décidé que la Palestine pouvait également déposer un exposé écrit et participer à la procédure orale. De même, dans le cadre de la procédure consultative consacrée à la question de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*, la Cour a décidé que les auteurs de la déclaration unilatérale d'indépendance pouvaient déposer une contribution écrite, suivie d'une autre contribution écrite contenant leurs observations sur les exposés écrits reçus des Etats, et participer à la procédure orale.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
<p>Agreement between the United Nations Organization and the United Nations Industrial Development Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 17 December 1985, Art. 12</p>	

Related Organization
----------------------

<p>Statute of the International Atomic Energy Agency, 26 October 1956, Art. XVII (United Nations, <i>Treaty Series</i>, I No. 3988, Vol. 276)</p>	<p><i>International Atomic Energy Agency (IAEA)</i></p>
---	---

Agreement concerning the relationship between the United Nations and the International Atomic Energy Agency, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 November 1957, Art. X (United Nations, *Treaty Series*, II No. 548, Vol. 281)

Authorization to the International Atomic Energy Agency to request advisory opinions of the International Court of Justice, resolution 1146 (XII) of the General Assembly of the United Nations, 14 November 1957

Agreement on the privileges and immunities of the International Atomic Energy Agency, approved by the Board of Governors of the Agency on 1 July 1959, Art. X, Sec. 34 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 5334, Vol. 374)

Agreement between the International Atomic Energy Agency and Iraq, Lebanon, Libya, Tunisia, United Arab Republic, etc., for the establishment in Cairo of a Middle Eastern Regional Radioisotope Centre for the Arab Countries, approved by the Board of Governors of the Agency on 14 September 1962, Art. XVI (United Nations, *Treaty Series*, I No. 7236, Vol. 494)

Nordic Mutual Emergency Assistance Agreement in connection with radiation accidents, signed on 17 October 1963 by the International Atomic Energy Agency, Denmark, Finland, Norway and Sweden, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, I No. 7585, Vol. 525)

\*

In order to be as fully informed as possible on the question submitted to it, the Court is empowered to conduct written and/or oral proceedings. As is explained in more detail below (see p. 95), advisory opinions generally give rise to both written and oral proceedings, in which States and international organizations that the Court considers likely to be able to furnish information on the question submitted to it are invited to participate<sup>18</sup>. The Court notifies them by means of a special direct communication that it is

<sup>18</sup> In the special circumstances of the case concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, the Court decided that Palestine might also file a written statement and participate in the oral proceedings. Similarly, in the case concerning *Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo*, the Court decided that the authors of the unilateral declaration of independence could file a written contribution, followed by a second written contribution containing their comments on the written statements received from States, and participate in the oral proceedings.

recevoir des exposés écrits (et, le cas échéant, des observations écrites sur ces exposés) dans un délai donné ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

Au 31 juillet 2020, les dix organisations suivantes ont ainsi participé à des procédures consultatives :

FIDA	ONU
Ligue des Etats arabes	Organisation de la coopération islamique
OEA	UNESCO
OIT	Union africaine <sup>19</sup>
OMS	Union européenne <sup>20</sup>

En outre, 125 Etats, dont les noms figurent à la page 84, ont présenté des exposés écrits et/ou oraux dans le cadre de procédures consultatives (voir également l'annexe 19, p. 163).

### C. Fonctions spéciales confiées au président de la Cour

#### 1. Désignation d'arbitres

Un certain nombre d'actes internationaux contiennent des dispositions permettant aux parties contractantes de demander au président de la Cour de désigner des arbitres, un surarbitre, des membres d'une commission de conciliation, etc.

De telles dispositions figurent notamment dans des accords bilatéraux concernant les transports aériens, la sécurité sociale, des réparations, des garanties, des prêts, la coopération technique et la protection des investissements, dans des traités multilatéraux, dans des conventions ou accords concernant la constitution, le statut ou les privilèges et immunités d'organisations internationales, et dans des accords ou contrats conclus par des organismes internationaux avec des Etats.

Le président de la Cour peut également se voir adresser des demandes de désignation d'arbitres aux termes de contrats passés entre un Etat et une personne morale de droit privé ou entre personnes morales de droit privé.

#### 2. Désignations diverses

Le président est parfois sollicité par un Etat ou au nom d'organismes internationaux pour désigner des personnes chargées d'accomplir certaines tâches.

De telles désignations ont été prévues, par exemple, dans des textes comme l'article 12 du protocole du 23 juin 1953 visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, l'article 4 du règlement d'exécution de la convention du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, la disposition 13.1 *b*) ii) du règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et l'article 9.1.1 du statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

<sup>19</sup> Dénommée précédemment Organisation de l'unité africaine (OUA).

<sup>20</sup> Un exposé écrit a été présenté par l'Irlande (exerçant la présidence) au nom de l'Union européenne dans la procédure relative aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*.



prepared to receive, within a specified time-limit, written statements relating to the question (and, if necessary, written observations on those statements), or to hear oral statements at a public sitting held for the purpose.

As of 31 July 2020, the following ten organizations have participated in advisory proceedings:

African Union <sup>19</sup>	OAS
European Union <sup>20</sup>	Organisation of Islamic Cooperation
IFAD	UNESCO
ILO	UNO
League of Arab States	WHO

In addition, 125 States, which are listed on page 84, have made written and/or oral statements as part of advisory proceedings before the Court (see also Annex 19, p. 163).

### *C. Special Functions Entrusted to the President of the Court*

#### *1. Appointment of arbitrators*

A number of international instruments contain provisions allowing parties to submit to the President of the Court a request for the appointment of arbitrators, umpires, members of conciliation commissions, etc.

Such provisions may be found, for instance, in bilateral agreements relating to air transport, social security, reparations or guarantees, loans, technical co-operation and the protection of investments; in multilateral treaties; in conventions or agreements concerning the constitution, status or privileges and immunities of international organizations; and in agreements or contracts concluded between States and international organs.

The President of the Court may also be requested to appoint arbitrators under the terms of contracts concluded between a State and a corporation or between corporations.

#### *2. Other appointments*

The President has also at times been requested by States or international organizations to appoint persons to fill some offices.

Such appointments are, for instance, provided for in texts such as Article 12 of the Protocol of 23 June 1953 for limiting and regulating the cultivation of the poppy plant, the production of, international and wholesale trade in, and use of opium, or Article 4 of the regulations for the execution of the Convention of 14 May 1954 for the protection of cultural property in the event of armed conflict or, again, Rule 13.1 (*b* (ii)) of the Staff Rules of the United Nations and Regulation 9.1.1 of the Staff Regulations of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

<sup>19</sup> Formerly known as the Organization of African Unity.

<sup>20</sup> A written statement was presented by the Irish Presidency on behalf of the European Union in the case concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*.

## ÉTATS PARTIES À DES AFFAIRES CONTENTIEUSES

**AFRIQUE**

Afrique du Sud	Gambie	Nigéria
Bénin	Guinée	Ouganda
Botswana	Guinée-Bissau	Rép. démocratique du Congo
Burkina Faso	Guinée équatoriale	Rwanda
Burundi	Kenya	Sénégal
Cameroun	Libéria	Somalie
Congo	Libye <sup>21</sup>	Tchad
Djibouti	Mali	Tunisie
Egypte	Namibie	
Ethiopie	Niger	

**AMÉRIQUES**

Argentine	Costa Rica	Honduras
Belize	Dominique	Mexique
Bolivie (Etat plurinational de)	El Salvador	Nicaragua
Brésil	Equateur	Paraguay
Canada	Etats-Unis d'Amérique	Pérou
Chili	Guatemala	Uruguay
Colombie	Guyana	Venezuela

**ASIE**

Arabie saoudite	Indonésie	Pakistan
Bahreïn	Iran (Rép. islamique d')	Qatar
Cambodge	Israël	Singapour
Emirats arabes unis	Japon	Thaïlande
Etat de Palestine	Liban	Timor-Leste
Géorgie	Malaisie	Turquie
Inde	Myanmar	

**EUROPE**

Albanie	France	Portugal
Allemagne	Grèce	Roumanie
Belgique	Hongrie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Bosnie-Herzégovine	Islande	
Bulgarie	Italie	Serbie <sup>21</sup>
Croatie	Liechtenstein	Slovaquie
Danemark	Macédoine du Nord	Suède
Espagne	Malte	Suisse
Fédération de Russie	Norvège	Ukraine
Finlande	Pays-Bas	

**OCÉANIE**

Australie	Nauru	Nouvelle-Zélande
Iles Marshall		

<sup>21</sup> Les Etats ci-après ont changé de nom et étaient anciennement dénommés comme indiqué entre parenthèses : Libye (Jamahiriya arabe libyenne) ; Serbie (République fédérale de Yougoslavie, puis Serbie-et-Monténégro).

**STATES PARTIES TO CONTENTIOUS CASES**

**AFRICA**

---

Benin	Equatorial Guinea	Nigeria
Botswana	Ethiopia	Rwanda
Burkina Faso	Guinea	Senegal
Burundi	Guinea-Bissau	Somalia
Cameroon	Kenya	South Africa
Chad	Liberia	The Gambia
Congo	Libya <sup>21</sup>	Tunisia
Democratic Rep. of the Congo	Mali	Uganda
Djibouti	Namibia	
Egypt	Niger	

**AMERICAS**

---

Argentina	Costa Rica	Mexico
Belize	Dominica	Nicaragua
Bolivia (Plurinational State of)	Ecuador	Paraguay
Brazil	El Salvador	Peru
Canada	Guatemala	United States of America
Chile	Guyana	Uruguay
Colombia	Honduras	Venezuela

**ASIA**

---

Bahrain	Japan	Qatar
Cambodia	Lebanon	Singapore
Georgia	Malaysia	Thailand
India	Myanmar	Timor-Leste
Indonesia	Pakistan	Turkey
Israel	Palestine (State of)	United Arab Emirates
Iran (Islamic Rep. of)	Saudi Arabia	

**EUROPE**

---

Albania	Hungary	Russian Federation
Belgium	Iceland	Serbia <sup>21</sup>
Bosnia and Herzegovina	Italy	Slovakia
Bulgaria	Liechtenstein	Spain
Croatia	Malta	Sweden
Denmark	Netherlands	Switzerland
Finland	North Macedonia	Ukraine
France	Norway	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Germany	Portugal	
Greece	Romania	

**OCEANIA**

---

Australia	Nauru	New Zealand
Marshall Islands		

---

<sup>21</sup> The following States have changed names and were formerly known as indicated in parenthesis: Libya (Libyan Arab Jamahiriya); Serbia (Federal Republic of Yugoslavia, and then Serbia and Montenegro).

ÉTATS AYANT PARTICIPÉ À DES PROCÉDURES CONSULTATIVES<sup>22</sup>**AFRIQUE**

Afrique du Sud	Lesotho	Ouganda
Algérie	Libéria	Rwanda
Botswana	Libye	Sénégal
Burkina Faso	Madagascar	Seychelles
Burundi	Maroc	Sierra Leone
Cameroun	Maurice	Soudan
Djibouti	Mauritanie	Tunisie
Egypte	Namibie	Zambie
Guinée	Niger	Zimbabwe
Kenya	Nigéria	

**AMÉRIQUES**

Argentine	Costa Rica	Mexique
Belize	Cuba	Nicaragua
Bolivie (Etat plurinational de)	El Salvador	Panama
Brésil	Equateur	Rép. dominicaine
Canada	Etats-Unis d'Amérique	Venezuela
Chili	Guatemala	(Rép. bolivarienne du)
Colombie	Honduras	

**ASIE**

Arabie saoudite	Israël	Qatar
Azerbaïdjan	Japon	Rép. arabe syrienne
Bangladesh	Jordanie	Rép. populaire démocratique de
Chine	Kazakhstan	Corée
Chypre	Koweït	Sri Lanka
Emirats arabes unis	Liban	Thaïlande
Inde	Malaisie	Turquie
Indonésie	Maldives	Viet Nam
Iran (Rép. islamique d')	Pakistan	Yémen
Iraq	Philippines	

**EUROPE**

Albanie	France	Rép. de Moldova
Allemagne	Grèce	Rép. tchèque
Autriche	Hongrie	Roumanie
Bélarus	Irlande	Royaume-Uni de Grande-
Belgique	Italie	Bretagne et d'Irlande du Nord
Bosnie-Herzégovine	Lettonie	Saint-Marin
Bulgarie	Liechtenstein	Serbie
Chypre	Lituanie	Slovaquie
Croatie	Luxembourg	Slovénie
Danemark	Malte	Suède
Espagne	Norvège	Suisse
Estonie	Pays-Bas	Ukraine
Fédération de Russie	Pologne	
Finlande	Portugal	

**OCÉANIE**

Australie	Nauru	Samoa
Iles Marshall	Nouvelle-Zélande	Vanuatu
Iles Salomon	Palaos	
Micronésie (Etats fédérés de)	Papouasie-Nouvelle-Guinée	

<sup>22</sup> Les noms indiqués ici sont ceux correspondant à la dénomination actuelle des Etats ayant participé à des procédures consultatives. L'annexe 19 (p. 163) reprend, quant à elle, la dénomination de chaque Etat à la date de sa participation à une procédure.

STATES HAVING PARTICIPATED IN ADVISORY PROCEEDINGS<sup>22</sup>**AFRICA**

Algeria	Liberia	Senegal
Botswana	Libya	Seychelles
Burkina Faso	Madagascar	Sierra Leone
Burundi	Mauritania	South Africa
Cameroon	Mauritius	Sudan
Djibouti	Morocco	Tunisia
Egypt	Namibia	Uganda
Guinea	Niger	Zambia
Kenya	Nigeria	Zimbabwe
Lesotho	Rwanda	

**AMERICAS**

Argentina	Costa Rica	Mexico
Belize	Cuba	Nicaragua
Bolivia (Plurinational State of)	Dominican Rep.	Panama
Brazil	Ecuador	United States of America
Canada	El Salvador	Venezuela (Bolivarian
Chile	Guatemala	Rep. of)
Colombia	Honduras	

**ASIA**

Azerbaijan	Israel	Qatar
Bangladesh	Japan	Saudi Arabia
China	Jordan	Sri Lanka
Cyprus	Kazakhstan	Syrian Arab Rep.
Democratic People's Rep. of Korea	Kuwait	Thailand
India	Lebanon	Turkey
Indonesia	Malaysia	United Arab Emirates
Iran (Islamic Rep. of)	Maldives	Viet Nam
Iraq	Pakistan	Yemen
	Philippines	

**EUROPE**

Albania	Greece	Romania
Austria	Hungary	Russian Federation
Belarus	Ireland	San Marino
Belgium	Italy	Serbia
Bosnia and Herzegovina	Latvia	Slovakia
Bulgaria	Liechtenstein	Slovenia
Croatia	Lithuania	Spain
Cyprus	Luxembourg	Sweden
Czech Rep.	Malta	Switzerland
Denmark	Netherlands	Ukraine
Estonia	Norway	United Kingdom of Great
Finland	Poland	Britain and Northern Ireland
France	Portugal	
Germany	Rep. of Moldova	

**OCEANIA**

Australia	New Zealand	Solomon Islands
Marshall Islands	Palau	Vanuatu
Micronesia (Federated States of)	Papua New Guinea	
Nauru	Samoa	

<sup>22</sup> The names indicated in the present table correspond to the current appellation of States having participated in advisory proceedings. In Annex 19 (p. 163), the appellation is that of the State on the date it participated to the corresponding proceedings.

## II. DE LA PROCÉDURE SUIVIE PAR LA COUR

### A. *Présentation générale*

#### 1. *Langues officielles*

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais (Statut, art. 39; Règlement, art. 51, 70 et 71).

#### 2. *Communications officielles*

Dans les affaires soumises à la Cour, les communications ou documents destinés à celle-ci sont remis au Greffier, et les communications ou notifications émanant de la Cour sont faites par l'intermédiaire du Greffier (Règlement, art. 26, par. 1, et art. 30; instructions pour le Greffe, art. 3, par. 2, et art. 9, 11 et 13).

Les communications destinées à une partie dans une affaire contentieuse sont adressées à son agent, au domicile élu au siège de la Cour (Règlement, art. 40, par. 1).

En ce qui concerne les autres Etats, la voie de communication habituelle est l'ambassade au siège de la Cour.

En ce qui concerne les organisations internationales publiques, le Greffier adresse les communications de la Cour à leur directeur général ou à leur secrétaire général, selon le cas.

#### 3. *Procès-verbaux*

Le Greffier assiste aux audiences publiques et séances privées de la Cour et en fait établir les comptes rendus ou procès-verbaux; après avoir été signés par le président et le Greffier, les procès-verbaux sont déposés aux archives (Statut, art. 47; Règlement, art. 21, art. 26, par. 1, al. *f-i*), et art. 71; instructions pour le Greffe, art. 17).

#### 4. *Rôle général*

Le Greffier dresse et tient à jour un rôle général des affaires soumises à la Cour (Règlement, art. 26, par. 1, al. *b*), et art. 38, par. 5; instructions pour le Greffe, art. 5, par. 1, et art. 45, al. *j*).

(Pour le rôle général de la Cour permanente de Justice internationale, voir *C.P.J.I. série E n° 16*, p. 67.)

### B. *Procédure suivie en matière contentieuse*

#### 1. *Généralités*

##### a) *Introduction de l'instance et désignation des agents*

Dès l'introduction de l'instance, le compromis, ou la requête, déposé dans l'une des deux langues officielles de la Cour, est transmis aux autres parties à l'affaire ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies. Il est ensuite traduit et imprimé en édition bilingue par les soins du Greffe et communiqué à tous les Etats admis à ester devant la Cour (Statut,

## II. PROCEDURE FOLLOWED BY THE COURT

### *A. General Overview*

#### *1. Official languages*

The official languages of the Court are French and English (Statute, Art. 39; Rules, Arts. 51, 70 and 71).

#### *2. Official communications*

In all cases submitted to the Court, communications and documents for the Court are delivered to the Registrar, who is the regular channel for communications or notifications from the Court (Rules, Art. 26, para. 1, and Art. 30; Instructions for the Registry, Art. 3, para. 2, and Arts. 9, 11 and 13).

Communications in a case which are intended for a State party thereto are sent to its agent at the address for service at the seat of the Court (Rules, Art. 40, para. 1).

For other States, the regular channel of communication is the embassy at the seat of the Court.

For public international organizations, the Registrar addresses the communications of the Court to the Director General or Secretary-General of the organization, as the case may be.

#### *3. Minutes*

The Registrar is present at all public sittings and private meetings of the Court and is responsible for drawing up the verbatim records and minutes. After being signed by the President and the Registrar, the minutes are filed in the archives (Statute, Art. 47; Rules, Art. 21, Art. 26, para. 1 (*f*)-(i), and Art. 71; Instructions for the Registry, Art. 17).

#### *4. General List*

The Registrar prepares and keeps up to date a General List of cases submitted to the Court (Rules, Art. 26, para. 1 (*b*), and Art. 38, para. 5; Instructions for the Registry, Art. 5, para. 1, and Art. 45 (*j*)).

(For the General List of the Permanent Court of International Justice, see *P.C.I.J., Series E, No. 16*, p. 67.)

### *B. Procedure Followed in Contentious Cases*

#### *1. General*

##### *(a) Institution of proceedings and appointment of agents*

As soon as proceedings are instituted, the special agreement, or the application, filed in one of the two official languages of the Court, is transmitted to the other parties to the case and to the United Nations Secretary-General. It is then translated and printed in a bilingual edition by the Registry, and communicated to all States entitled to appear before

art. 40; Règlement, art. 38, par. 4 et 5, art. 39, par. 1, et art. 42). Voir page 74 pour la procédure suivie par la Cour dans les affaires soumises par la voie du *forum prorogatum* (Règlement, art. 38, par. 5).

La partie qui dépose une pièce introductive d'instance fait connaître en même temps le nom de l'agent qui la représentera aux fins de la procédure et agira en son nom; l'autre partie doit de son côté désigner un agent le plus tôt possible (Statut, art. 42; Règlement, art. 40, par. 1 et 2). Lorsqu'une instance est introduite par la notification d'un compromis, la partie procédant à la notification indique le nom de son agent. Toute autre partie au compromis fait connaître à la Cour le nom de son agent dès qu'elle reçoit du Greffier copie de la notification ou le plus tôt possible après (Règlement, art. 40, par. 3).

Une partie peut également désigner un coagent, un agent adjoint ou un agent supplémentaire. Les parties peuvent aussi se faire assister devant la Cour par des conseils ou des avocats (Statut, art. 42, par. 2).

L'Instruction de procédure VIII précise que les parties devraient s'abstenir de nommer comme agent, conseil ou avocat dans une affaire soumise à la Cour une personne ayant été, au cours des trois années précédant cette nomination, membre de la Cour, juge *ad hoc*, greffier, greffier adjoint ou fonctionnaire supérieur de la Cour.

Les agents, conseils et avocats des parties devant la Cour jouissent des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions (Statut, art. 42, par. 3; *Actes et documents n° 6*, p. 210-214).

Le président, qui doit se renseigner auprès des parties sur les questions de procédure, convoque les agents des parties le plus tôt possible après leur désignation, puis chaque fois qu'il y a lieu (Règlement, art. 31).

#### b) *Procédure écrite*

La procédure écrite consiste en la communication de pièces à juge et à partie dans des délais fixés par des ordonnances rendues par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président. Ces pièces de procédure comprennent, dans l'ordre, un mémoire et un contre-mémoire, la Cour pouvant, si elle l'estime nécessaire, autoriser ou prescrire la présentation d'une réplique et d'une duplique (Statut, art. 43; Règlement, art. 44-46 et 48; instruction de procédure I).

Chaque pièce de procédure énonce les conclusions de la partie qui la dépose (Règlement, art. 49; instruction de procédure II).

L'agent de cette partie remet au Greffe (Statut, art. 43, par. 3 et 4; Règlement, art. 50-52; instructions de procédure III et IV):

- un exemplaire original de la pièce signé par lui, auquel il joint en annexe la copie certifiée conforme de tout document pertinent à l'appui des thèses formulées;
- la traduction en français ou en anglais, certifiée exacte par lui, de tout passage de la pièce ou des documents annexés produit dans une autre langue;
- une copie, certifiée conforme par lui, de la pièce et des documents annexés pour transmission par le Greffier à la partie adverse;
- 125 autres exemplaires de la pièce et des documents annexés (dont 75 au moins en format papier et éventuellement 50 sur CD-ROM ou clef USB);
- une copie électronique de toute pièce;
- pour tout document de référence qui ne serait pertinent qu'en partie et ne serait donc que partiellement annexé, mais qui serait difficilement accessible au public, une copie du document complet.



the Court (Statute, Art. 40; Rules, Art. 38, paras. 4 and 5; Art. 39, para. 1, and Art. 42). See page 74 for the procedure followed by the Court in cases brought under the *forum prorogatum* rule (Rules, Art. 38, para 5).

The party which files a document instituting proceedings informs the Court at the same time of the name of the agent who will be its representative in the proceedings and take steps on its behalf; the other party then appoints its agent as soon as possible (Statute, Art. 42; Rules, Art. 40, paras. 1 and 2). When proceedings are brought by notification of a special agreement, the party making the notification states the name of its agent. Any other party to the special agreement informs the Court of the name of its agent upon receiving from the Registrar a certified copy of such notification, or as soon as possible thereafter (Rules, Art. 40, para. 3).

In addition, a party may appoint a co-agent, a deputy agent or an additional agent. Parties may also have the assistance of counsel or advocates before the Court (Statute, Art. 42, para. 2).

In accordance with Practice Direction VIII, parties should refrain from designating as agent, counsel or advocate in a case before the Court a person who in the three years preceding the date of the designation was a Member of the Court, judge *ad hoc*, Registrar, Deputy-Registrar or higher official of the Court.

Agents, counsel and advocates of parties before the Court enjoy the privileges and immunities necessary to the independent exercise of their duties (Statute, Art. 42, para. 3; *Acts and Documents No. 6*, pp. 211-215).

The President, who is required to ascertain the views of the parties on questions of procedure, summons the agents of the parties to meet them as soon as possible after their appointment and whenever necessary thereafter (Rules, Art. 31).

(b) *Written proceedings*

The written proceedings consist of the communication to the Court and to the parties of pleadings within time-limits fixed in orders made by the Court or, if it is not sitting, the President. The pleadings comprise, in the following order, a Memorial and a Counter-Memorial; the Court may, if it deems necessary, authorize or direct that there be a Reply and a Rejoinder (Statute, Art. 43; Rules, Arts. 44-46 and 48; Practice Direction I).

The party's submissions are set out in each pleading (Rules, Art. 49; Practice Direction II).

The agent of the party filing the pleading supplies the Registry (Statute, Art. 43, paras. 3 and 4; Rules, Arts. 50-52; Practice Directions III and IV) with the following:

- an original copy of the pleading, signed by the agent, to which is annexed a certified copy of any relevant document adduced in support of the contentions put forward;
- a French or English translation, certified by the agent to be accurate, of any part of a pleading or annexed document submitted in another language;
- a copy, certified by the agent, of the pleading and annexed documents, for communication to the other party;
- 125 further copies of the pleading and annexed documents (75 of which should be on paper, while 50 may be on CD-ROM or USB stick);
- an electronic copy of any pleading;
- in the case of any document of which only parts are relevant and only necessary extracts have been annexed to the pleading, and which is not readily available to the public, a copy of the whole document.

Le format des pièces de procédure et de leurs annexes est de 19 × 26 cm. Si elles sont produites par un imprimeur, ce qui n'est pas obligatoire, il est recommandé de suivre la marche typographique de la Cour (communiquée par le Greffe sur demande). Une « Note à l'intention des parties concernant la préparation des pièces de procédure » a été élaborée. Elle peut être consultée sur le site Internet de la Cour, sous l'onglet « Documents de base », sous-onglet « Autres textes ».

Le Greffe traduit habituellement chaque pièce de procédure dans la langue officielle autre que celle dans laquelle cette pièce a été déposée (Règlement, art. 26, par. 1, al. g)).

La Cour peut, après s'être renseignée auprès des parties, communiquer à tout moment les pièces de procédure à tout Etat admis à ester devant elle qui en fait la demande.

La Cour peut aussi, à l'ouverture de la procédure orale ou ultérieurement et après s'être renseignée auprès des parties, mettre ces pièces à la disposition du public et des médias (Règlement, art. 53), ce qui se fait généralement par publication sur le site Internet de la Cour et par dépôt dans un certain nombre de bibliothèques, y compris celle du Palais de la Paix.

### c) *Procédure orale*

Après la clôture de la procédure écrite, l'affaire est en état d'être plaidée. Le dépôt de documents nouveaux ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment de l'autre partie ou l'autorisation de la Cour (instructions de procédure IX-IX*quater*) ; le cas échéant, le nombre d'exemplaires de ces documents qui doivent être déposés est le même que celui des pièces de procédure (voir ci-dessus) ; le Greffier les transmet à la partie adverse en lui demandant ses vues. La teneur d'un document non produit conformément à ces dispositions ne saurait être mentionnée à l'audience, à moins que ce document ne fasse partie d'une publication facilement accessible (Statut, art. 52 ; Règlement, art. 56).

La date d'ouverture des audiences publiques est fixée par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président (Règlement, art. 54). Le Greffier diffuse par voie de communiqués de presse toutes indications utiles sur la date des audiences (instructions pour le Greffe, art. 10, par. 2). Les membres du corps diplomatique, les représentants des médias et toute personne qui se présente au Palais de la Paix à l'occasion d'une audience sont autorisés à y assister, sous réserve de la procédure d'accréditation ou d'admission. Des photographies peuvent être prises à l'ouverture de chaque audience pendant quelques minutes et dans des conditions strictes (se reporter au site Internet de la Cour, sous l'onglet « Espace presse », sous-onglet « Services aux médias ») ; les prises de vues destinées à la télévision sont autorisées selon la même procédure.

En règle générale, les audiences sont retransmises en direct sur le site Internet de la Cour et sur le site des retransmissions vidéo de l'ONU (<http://webtv.un.org>).

Les audiences se tiennent au siège de la Cour du lundi au vendredi. Elles sont consacrées aux plaidoiries des conseils et, s'il y a lieu, aux dépositions des témoins et experts<sup>23</sup> présentés par les parties ; la Cour peut également citer des témoins d'office, confier une expertise à toute personne ou à tout organe de son choix ou décider une enquête sur les lieux<sup>24</sup>

<sup>23</sup> Des témoins, experts et/ou témoins-experts ont été entendus dans 16 affaires dont la liste figure à l'annexe 17 (p. 160).

<sup>24</sup> Ainsi, la Cour a procédé à une enquête sur le site du projet de barrage hydroélectrique en l'affaire relative au *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)* (voir p. 7), et sur la côte entre le point situé sur la rive droite du fleuve San Juan à son embouchure et le point terrestre le plus proche de Punta de Castilla dans les affaires relatives à la *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)* et à la *Frontière terrestre dans la partie septentrionale d'Isla Portillos (Costa Rica c. Nicaragua)*, mais n'a pas donné suite aux demandes formulées en ce sens en l'affaire du

The format for the pleadings and annexes is 19 × 26 cm. If they are submitted in printed form, which is not compulsory, it is recommended that the Court's Typographical Rules (supplied by the Registry on request) be complied with. A "Note for the parties concerning the preparation of pleadings" has been drawn up and can be found on the Court's website under "Basic Documents", subheading "Other Texts".

The Registry usually translates pleadings and annexed documents, filed in one of the official languages of the Court, into the other official language (Rules, Art. 26, para. 1 (g)).

The Court may, after ascertaining the views of the parties, communicate at any time the pleadings on request to any State entitled to appear before the Court.

The Court may also, after ascertaining the parties' views, make the pleadings available to the general public and the media on or after the opening of the oral proceedings (Rules, Art. 53); this is generally done by posting them on the Court's website and by depositing copies in a number of libraries, including the Peace Palace Library.

### (c) *Oral proceedings*

Upon the closure of the written proceedings, a case is ready for hearing. The filing of new documents after the closure of the written proceedings is permissible only with the other party's consent or the authorization of the Court (Practice Directions IX-IX*quater*); such documents must be filed in the same number of copies as the pleadings (see above); the Registrar transmits them to the other party with a request for observations. No reference may be made at the hearings to the contents of any document which has not been duly produced, unless the document is part of a publication readily available (Statute, Art. 52; Rules, Art. 56).

The opening date of the oral proceedings is fixed by the Court or, if it is not sitting, the President (Rules, Art. 54). The Registrar issues press releases giving all necessary information as to the dates of the hearings (Instructions for the Registry, Art. 10, para. 2). Members of the diplomatic corps, representatives of the media and any person who comes to the Peace Palace on the occasion of a hearing are welcome to attend, subject to accreditation or admission procedures. Photographs may be taken by the press for a few minutes at the opening of hearings, under strict conditions (see the ICJ website, under "Press Room", subheading "Media Services"). Filming by the press is permitted under the same rules.

Hearings are usually broadcast live on the Court's website and on the UN Web TV site (<http://webtv.un.org>).

Public sittings are held at the seat of the Court, on weekdays. They are devoted to hearing the arguments of counsel and such evidence of witnesses or experts<sup>23</sup> as the parties may call; the Court itself may also arrange for a witness to be heard, entrust any individual, body or organization with the task of giving an expert opinion, or decide on an inspection *in loco*<sup>24</sup>

<sup>23</sup> The Court has heard witnesses, experts and/or witness-experts in 16 cases, the list of which can be found in Annex 17 (p. 160).

<sup>24</sup> The Court conducted an inspection *in loco* at the site of the hydroelectric dam project in the case concerning the *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)* (see p. 7), and on the coast between the point located on the right bank of the San Juan River at its mouth and the land point closest to Punta de Castilla in the cases concerning *Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)* and *Land Boundary in the Northern Part of Isla Portillos (Costa Rica v. Nicaragua)*. However, it did not accede to requests concerning an inspection *in loco* in either the case

(Statut, art. 43-46 et 48-51; Règlement, art. 57-68; instructions pour le Greffe, art. 18; instruction de procédure VI).

La Cour fixe notamment l'ordre dans lequel les parties seront entendues ainsi que la méthode applicable à la présentation des moyens de preuve et à l'audition des témoins et experts (voir Règlement, art. 58, par. 2). Habituellement, les parties plaident suivant l'ordre du dépôt des pièces écrites ou, pour les affaires introduites par voie de compromis, dans l'ordre fixé par la Cour après consultation des agents des parties. Les plaidoiries et les déclarations sont normalement prononcées dans l'une des deux langues officielles de la Cour et toujours interprétées dans l'autre (interprétation simultanée); des dispositions peuvent être prises pour qu'une autre langue soit employée (Statut, art. 39; Règlement, art. 70; instructions pour le Greffe, art. 15, par. 3).

Lorsque la Cour ou l'un des juges pose des questions aux agents, conseils et avocats, ceux-ci peuvent répondre immédiatement ou dans un délai fixé par le président; si la réponse est faite par écrit, elle est communiquée à la partie adverse, qui peut présenter des observations (Règlement, art. 61, par. 2-4, et art. 72).

Chaque audience publique fait l'objet d'un compte rendu provisoire établi par le Greffe dans la langue officielle utilisée et traduit dans l'autre; le compte rendu est communiqué dans la langue originale aux parties et aux témoins et experts afin que ceux-ci puissent, sous le contrôle de la Cour, y corriger les erreurs matérielles que contiendraient leurs déclarations (Statut, art. 47; Règlement, art. 71). Il est habituellement accordé un délai de 24 heures pour la présentation des corrections par les parties; une version non corrigée du compte rendu est publiée sur le site Internet de la Cour quelques heures après la clôture des audiences.

Au terme de ses plaidoiries, chaque partie donne lecture de ses conclusions finales, dont le texte écrit, dûment signé, est remis au Greffier (Règlement, art. 60, par. 2).

#### d) *Délibéré*

Après la clôture de la procédure orale, la Cour se retire en chambre du conseil pour délibérer et préparer sa décision. Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes. Cela vaut pour tous les aspects de son délibéré, y compris le calendrier de ses travaux (Statut, art. 54-55; Règlement, art. 19-21; instructions pour le Greffe, art. 10, par. 1, et art. 14).

La méthode suivant laquelle la Cour procède à son délibéré est régie par une résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire, dont la version la plus récente a été adoptée le 12 avril 1976 (voir *Actes et documents n° 6*, p. 174-182).

#### e) *Arrêt*

L'arrêt est lu au cours d'une séance publique qui se déroule *mutatis mutandis* dans les mêmes conditions que les audiences consacrées aux débats oraux (Statut, art. 58; Règlement, art. 94, par. 2).

L'arrêt est rédigé dans les deux langues officielles de la Cour, l'une de celles-ci faisant foi (Statut, art. 39; Règlement, art. 96). Tout juge a le droit d'y joindre une opinion individuelle ou dissidente, ou bien une déclaration énonçant simplement sa position sans en donner les motifs. Les noms des juges ayant voté pour ou contre chaque point du dispositif y sont indiqués (Statut, art. 57; Règlement, art. 95).

---

*Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)* ni en celle du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*.

(Statute, Arts. 43-46 and 48-51; Rules, Arts. 57-68; Instructions for the Registry, Art. 18; Practice Direction VI).

The Court fixes, *inter alia*, the order in which the parties will be heard and the method of handling the evidence and of examining any witnesses and experts (Rules, Art. 58, para. 2). It is customary for the parties to present their arguments in the order in which their pleadings have been deposited or, in the case of proceedings instituted by special agreement, in the order laid down by the Court after consultations with the agents of the parties. Speeches and statements are normally made in one of the Court's two official languages and are (simultaneously) interpreted into the other; arrangements may be made for some other language to be used (Statute, Art. 39; Rules, Art. 70; Instructions for the Registry, Art. 15, para. 3).

When the Court or a judge puts a question to the agents, counsel and advocates, the answer may be given either immediately or within a time-limit fixed by the President; if given in writing, it is communicated to the other party, which is given the opportunity of commenting upon it (Rules, Art. 61, paras. 2-4, and Art. 72).

A provisional verbatim record of each public sitting is drawn up by the Registry in the official language used, and translated into the other; copies in the original official language are then communicated to the parties and to the witnesses and experts so that any errors may be corrected under the supervision of the Court (Statute, Art. 47; Rules, Art. 71). A period of 24 hours is usually allowed for the submission of corrections by the parties; a non-corrected version is published on the Court's website within a few hours of the conclusion of the hearings.

At the end of its oral argument, each party reads out its final submissions and provides the Registrar with copies of the duly signed text (Rules, Art. 60, para. 2).

#### (d) *Deliberations*

After the close of the oral proceedings, the Court withdraws to deliberate in private and to prepare its decision. The deliberations of the Court are conducted *in camera* and remain confidential. This applies to all aspects of the deliberations, including the schedule of meetings (Statute, Arts. 54-55; Rules, Arts. 19-21; Instructions for the Registry, Arts. 10, para. 1, and 14).

The manner in which the Court conducts its deliberations is governed by a resolution concerning the internal judicial practice of the Court, the most recent version of which was adopted on 12 April 1976 (see *Acts and Documents No. 6*, pp. 175-183).

#### (e) *Judgment*

The judgment is read out at a public sitting for which similar arrangements are made as for a hearing in open court (Statute, Art. 58; Rules, Art. 94, para. 2).

The judgment is prepared in both official languages, one of which is indicated as authoritative (Statute, Art. 39; Rules, Art. 96). Any judge is entitled to attach a separate or dissenting opinion, or a declaration which records his or her position without stating his or her reasons. The judgment indicates the names of the judges who voted for or against each point of the operative clause (Statute, Art. 57; Rules, Art. 95).

---

concerning *South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)* or the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*.

Trois exemplaires originaux de l'arrêt sont signés par le président et le greffier, puis scellés; l'un d'eux est déposé aux archives de la Cour et les deux autres sont remis aux parties (Règlement, art. 95, par. 3; instructions pour le Greffe, art. 19).

Immédiatement après le prononcé, des copies de l'arrêt sont mises à la disposition des représentants des parties.

Aussitôt que possible après le prononcé de l'arrêt, le texte imprimé de celui-ci paraît en un fascicule séparé de la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, qui est communiqué aux Etats admis à ester devant la Cour et est mis en vente. Le dossier de l'affaire est ensuite publié en un ou plusieurs volumes imprimés dans la série *Mémoires, plaidoiries et documents*.

#### f) *Exécution de l'arrêt*

Aux termes du paragraphe 1 de l'article 94 de la Charte des Nations Unies, chaque Membre des Nations Unies s'engage à se conformer à la décision de la Cour internationale de Justice dans tout litige auquel il est partie. Le paragraphe 2 énonce que, si une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la Cour, l'autre partie peut recourir au Conseil de sécurité et celui-ci, s'il le juge nécessaire, peut faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt.

#### g) *Frais*

Les frais de la Cour, y compris les sommes à payer aux témoins ou experts cités sur l'initiative de la Cour (Règlement, art. 68; instructions pour le Greffe, art. 16), sont supportés par le budget des Nations Unies; si une partie en cause ne contribue pas au budget des Nations Unies, sa contribution aux frais de la Cour pour l'affaire dont il s'agit est fixée par la Cour elle-même.

Chaque partie supporte ses propres frais de procédure, à moins que la Cour ne prononce au profit de l'une d'elles une condamnation aux dépens (Statut, art. 64; Règlement, art. 95, par. 1, et art. 97). Il existe par ailleurs un fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général destiné à aider les Etats à soumettre leurs différends à la Cour (voir Nations Unies, doc. A/44/PV.43, 1989).

Créé en 1989, ce fonds a été prévu pour encourager les Etats à rechercher une solution pacifique à leurs différends. Aux termes de son statut, tel que révisé en 2004, il a pour objet de fournir aux Etats une aide financière pour les aider à couvrir les dépenses engagées dans le cadre de l'exécution d'un arrêt de la Cour ou d'un différend soumis à la Cour en vertu du paragraphe 1 de l'article 40 du Statut de celle-ci, lorsque la compétence de la Cour (ou la recevabilité de la requête) ne fait pas ou plus l'objet du différend entre les parties. Peut demander une aide financière au fonds tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, tout autre Etat partie au Statut de la Cour ou tout Etat non partie au Statut de la Cour qui satisfait aux conditions prescrites par la résolution 9 (1946) du Conseil de sécurité en date du 15 octobre 1946.

## 2. *Règles applicables dans certaines procédures*

### a) *Jonction d'instances*

En vertu de l'article 47 de son Règlement, la Cour peut à tout moment ordonner que les instances dans deux ou plusieurs affaires soient jointes, si une telle jonction apparaît, à

Three original copies of the judgment are signed by the President and the Registrar and are then sealed; one is placed in the archives of the Court and the others are transmitted to the parties (Rules, Art. 95, para. 3; Instructions for the Registry, Art. 19).

Immediately after the public reading, copies of the judgment are placed at the disposal of the representatives of the parties.

As soon as possible after the judgment is issued, its printed text becomes available as a separate fascicle in the *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* series, which is sent to States entitled to appear before the Court and is placed on sale. Subsequently, the documentation of the case is published in one or more printed volumes of the series entitled *Pleadings, Oral Arguments, Documents*.

(f) *Implementation of the judgment*

Article 94, paragraph 1, of the Charter of the United Nations provides that each Member of the United Nations undertakes to comply with the decision of the International Court of Justice in any case to which it is a party. Paragraph 2 of the same provision states that if any party to a case fails to perform the obligations incumbent upon it under a judgment rendered by the Court, the other party may have recourse to the Security Council, which may, if it deems it necessary, make recommendations or decide upon measures to be taken to give effect to the judgment.

(g) *Expenses and costs*

The expenses of the Court, including amounts payable to witnesses or experts appearing at the instance of the Court (Rules, Art. 68; Instructions for the Registry, Art. 16), are borne out of the United Nations budget; if a party to a case does not contribute to the United Nations budget, the Court itself fixes the amount payable by that party as a contribution towards the expenses of the Court for the case.

Each party bears its own costs, unless the Court makes an order in favour of a party for the payment of the costs (Statute, Art. 64; Rules, Art. 95, para. 1, and Art. 97). In addition, there exists a Secretary-General's Trust Fund to Assist States in the Settlement of Disputes through the International Court of Justice (see United Nations doc. A/44/PV.43 (1989)).

The Fund, established in 1989, is designed to encourage States to settle their disputes peaceably by submitting them to the Court. Pursuant to its terms of reference, as revised in 2004, the purpose of the Fund is to provide financial assistance to States for expenses incurred in connection with either the execution of a judgment of the Court or a dispute submitted to the Court under Article 40, paragraph 1, of its Statute, where the jurisdiction of the Court (or the admissibility of the application) is not or is no longer the subject of dispute between the Parties. An application for financial assistance from the Fund may be submitted by any Member State of the United Nations, any other State party to the Statute of the Court or any State not party to the Statute of the Court having complied with the conditions stipulated in Security Council resolution 9 (1946) of 15 October 1946.

## 2. *Rules applicable in certain proceedings*

(a) *Joinder of proceedings*

In accordance with Article 47 of its Rules, the Court may at any time direct that the proceedings in two or more cases be joined, where such a joinder appears, in the light



la lumière des spécificités de chaque espèce, conforme aux exigences d'une bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire. Elle le fait normalement par voie d'ordonnance.

A ce jour, la Cour n'a agi ainsi qu'en quatre occasions, les deux dernières affaires jointes étant celles relatives à la *Frontière terrestre dans la partie septentrionale d'Isla Portillos (Costa Rica c. Nicaragua)* et à la *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)*, par des ordonnances du 2 février 2017.

La liste des instances jointes figure à l'annexe 10 (p. 142).

L'article 47 du Règlement prévoit également que la Cour peut ordonner aussi que les procédures écrites ou orales, y compris la présentation de témoins, aient un caractère commun ou, sans opérer de jonction formelle, ordonner une action commune dans deux ou plusieurs affaires au regard d'un ou plusieurs éléments de ces procédures. Ainsi, dans les affaires de la *Compétence en matière de pêcheries*, comme dans celles des *Essais nucléaires*, dans celles relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie*, dans celles relatives à la *Licéité de l'emploi de la force* ou dans celles de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale* et de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux*, les procédures se sont déroulées parallèlement et des décisions analogues ont été rendues le même jour sans qu'il y ait eu jonction.

#### b) Mesures conservatoires

La Cour a le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires (Statut, art. 41), à la demande du demandeur ou du défendeur. Une telle demande peut être présentée à tout moment de la procédure et a priorité sur toutes autres affaires. La Cour statue par voie d'ordonnance, laquelle a force obligatoire pour les parties (voir Règlement, art. 73-78, et l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*).

Au cours de la période considérée, la Cour a rendu une ordonnance en indication de mesures conservatoires. Par ordonnance en date du 23 janvier 2020, elle a indiqué de telles mesures en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)*.

A la demande d'une partie, la Cour peut, à tout moment avant l'arrêt définitif en l'affaire, rapporter ou modifier toute décision concernant des mesures conservatoires si un changement dans la situation lui paraît justifier que cette décision soit rapportée ou modifiée (Règlement, art. 76, par. 1). C'est ainsi que, en l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, la Cour a, à la demande de l'Australie, et après avoir recueilli les observations du Timor-Leste, rendu le 22 avril 2015 une ordonnance modifiant l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue le 3 mars 2014 en la même affaire.

A ce jour, des demandes en indication de mesures conservatoires ont été présentées dans 50 affaires. La Cour a prescrit des mesures dans 27 cas.

La liste de ces demandes figure à l'annexe 11 (p. 143).



of the specific circumstances of each case, to be consonant with the requirements of the sound administration of justice and the need for judicial economy. It usually does this by means of an order.

To date, the Court has joined only four sets of proceedings; the last two cases to be joined were those concerning *Land Boundary in the Northern Part of Isla Portillos (Costa Rica v. Nicaragua)* and *Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)* (Orders of 2 February 2017).

The list of joined cases can be found in Annex 10 (p. 142).

Article 47 of the Rules also provides that the Court may direct that written or oral proceedings, including the calling of witnesses, be in common, or, without effecting any formal joinder, direct common action in two or more cases in respect of one or several aspects of the written or oral proceedings. Thus, in the cases concerning *Fisheries Jurisdiction*, *Nuclear Tests*, *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie*, *Legality of Use of Force*, *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation* and *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement*. The cases proceeded in parallel and similar judgments were delivered on the same day, although the proceedings had not been formally joined.

(b) *Provisional measures*

The Court has the power to indicate provisional measures (Statute, Art. 41) at the request of the applicant or the respondent. A request for the indication of such measures may be made by a party at any time during the course of the proceedings and has priority over all other cases. The Court's decision on a request for the indication of provisional measures is taken in the form of an order, which has a binding effect upon the parties (see Rules, Arts. 73-78 and the case concerning *LaGrand (Germany v. United States of America)*).

During the period under review, the Court made one Order on a request for the indication of provisional measures. By an Order dated 23 January 2020, the Court indicated provisional measures in the case concerning the *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)*.

At the request of a party, the Court may, at any time before the final judgment in the case, revoke or modify any decision concerning provisional measures if, in its opinion, some change in the situation justifies such revocation or modification (Rules, Art. 76, para. 1). Thus, in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, at the request of Australia, and having received Timor-Leste's observations, the Court issued an Order on 22 April 2015 modifying the Order indicating provisional measures of 3 March 2014 in the same case.

To date, requests for the indication of provisional measures have been submitted in 50 cases. The Court has indicated measures on 27 occasions.

The list of these requests can be found in Annex 11 (p. 143).

c) *Questions de compétence et de recevabilité*

i) *Exceptions préliminaires*

Le paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement dispose que toute exception à la compétence de la Cour ou à la recevabilité de la requête ou toute autre exception sur laquelle le défendeur demande une décision avant que la procédure sur le fond se poursuive doit être présentée par écrit dès que possible, et au plus tard trois mois après le dépôt du mémoire. Il précise en outre que toute exception soulevée par une partie autre que le défendeur doit être déposée dans le délai fixé pour le dépôt de la première pièce de procédure émanant de cette partie.

Les exceptions préliminaires suspendent la procédure sur le fond et donnent lieu au dépôt d'observations et de conclusions écrites de la partie adverse dans un délai fixé par voie d'ordonnance. Conformément à l'instruction de procédure V, ce délai ne doit en général pas excéder quatre mois à compter de la date de présentation des exceptions préliminaires. Suit une phase orale, où la parole est donnée en premier à la partie qui a soulevé les exceptions.

La Cour se prononce sur ces exceptions dans un arrêt; si elle les rejette, ou si elle déclare que l'une ou plusieurs d'entre elles n'ont pas un caractère exclusivement préliminaire, la procédure sur le fond est reprise au point où elle a été suspendue.

Par ordonnance en date du 26 août 2019, le président de la Cour a fixé la date d'expiration du délai dans lequel la République islamique d'Iran pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par les Etats-Unis d'Amérique en l'affaire relative aux *Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*.

Le 8 novembre 2019, la Cour a rendu son arrêt sur les exceptions préliminaires soulevées par la Fédération de Russie en l'affaire relative à l'*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)*. Elle a conclu qu'elle avait compétence pour connaître des demandes formulées par l'Ukraine et que la requête, en ce qu'elle avait trait aux demandes présentées sur le fondement de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, était recevable.

ii) *Autres cas de figure*

— Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement, la Cour, après le dépôt de la requête et après consultation des parties au cours d'une réunion avec le président, peut décider qu'il sera statué *in limine* et séparément sur toute question de compétence et de recevabilité (Règlement, art. 79, par. 2).

Lorsque la Cour en décide ainsi, les parties déposent toutes pièces de procédure, relatives exclusivement à la compétence et à la recevabilité, dans les délais fixés par la Cour et dans l'ordre déterminé par celle-ci.

Comme dans le cas de la présentation d'exceptions préliminaires, les questions de compétence et/ou de recevabilité qui se posent font l'objet de débats oraux.

La Cour se prononce sur ces questions dans un arrêt. Si elle estime qu'elle a compétence et/ou que la requête est recevable, la Cour examine l'affaire au fond.

— Les questions de compétence et de recevabilité peuvent aussi, dans certains cas, être examinées en même temps que le fond de l'affaire. Il peut en effet arriver que le défen-

(c) *Questions of jurisdiction and admissibility*(i) *Preliminary objections*

Article 79, paragraph 1, of the Rules provides that any objection by the respondent to the jurisdiction of the Court or to the admissibility of the application, or other objection the decision upon which is requested before any further proceedings on the merits, shall be made in writing as soon as possible, and not later than three months after the delivery of the Memorial. It further states that any such objection made by a party other than the respondent shall be filed within the time-limit fixed for the delivery of that party's first pleading.

Preliminary objections suspend the proceedings on the merits and may be answered by the observations and submissions of the opposing party, to be filed within a time-limit fixed by an order. In accordance with Practice Direction V, this time-limit should generally not exceed four months from the date of the filing of the preliminary objections. Oral proceedings on the objections ensue, the party which raised them being called upon to speak first.

The Court gives its decision on the objections in a judgment; if it dismisses them, or if it declares that one or more objection does not possess an exclusively preliminary character, the proceedings on the merits are resumed from the point of interruption.

By an Order dated 26 August 2019, the President of the Court fixed the time-limit within which the Islamic Republic of Iran could present a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by the United States of America in the case concerning *Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*.

On 8 November 2019, the Court handed down its Judgment on the preliminary objections raised by the Russian Federation in the case concerning *Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)*. The Court found that it had jurisdiction to entertain the claims made by Ukraine and that the Application in relation to the claims under CERD was admissible.

(ii) *Other instances*

— Notwithstanding the provisions of Article 79, paragraph 1, of the Rules, the Court, following the submission of the application in a case and after the President has met and consulted with the parties, may decide that any questions of jurisdiction and admissibility shall be determined *in limine* and separately (Rules, Art. 79, para. 2).

Where the Court so decides, the parties shall submit any pleadings relating exclusively to jurisdiction and admissibility within the time-limits fixed by the Court and in the order determined by it.

As with preliminary objections, oral proceedings are held on any questions of jurisdiction and/or admissibility.

The Court's ruling on those questions takes the form of a judgment. If the Court finds that it has jurisdiction and/or that the application is admissible, it considers the merits of the case.

— Questions of jurisdiction and admissibility can also, in some instances, be examined at the same time as the merits of the case. A respondent may also contest the jurisdiction

deur soulève dans ses pièces de procédure ou plaidoiries une objection à la compétence ou à la recevabilité sans la présenter sous forme d'exception préliminaire (voir, par exemple, l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*). Il est également possible que la Cour examine d'elle-même un point préliminaire n'ayant pas fait l'objet d'une exception formelle (voir, par exemple, les affaires des *Essais nucléaires (Australie c. France)* (*Nouvelle-Zélande c. France*). En outre, les parties peuvent s'entendre pour que les exceptions préliminaires soient jointes au fond, ce que la Cour est tenue d'accepter. Une audience sur la question de la compétence de la Cour en l'affaire relative à la *Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)* s'est tenue le 30 juin 2020.

Une liste des affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des exceptions ou questions de compétence et/ou de recevabilité figure à l'annexe 12 (p. 149).

#### d) *Demandes reconventionnelles*

En vertu de l'article 80 du Règlement, le défendeur peut présenter une ou plusieurs demandes reconventionnelles dans les conclusions de son contre-mémoire. La Cour ne pourra connaître d'une telle demande que si celle-ci relève de sa compétence et est en connexité directe avec l'objet de la demande (principale) de la partie adverse. En cas d'objection relative à la recevabilité d'une demande reconventionnelle ou à tout moment lorsqu'elle le considère nécessaire, la Cour prend sa décision à cet égard après avoir entendu les parties (Règlement, art. 80, par. 3).

Des demandes reconventionnelles ont été présentées en dernier lieu par la Bolivie en l'affaire relative au *Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)*. A ce jour, de telles demandes ont été présentées par des défendeurs dans 11 affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 13 (p. 154).

#### e) *Interventions*

L'article 62 du Statut de la Cour ouvre à un Etat la possibilité d'intervenir dans un litige opposant d'autres Etats quand il estime qu'un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause dans le différend entre ces Etats (voir également Règlement, art. 81 et 83-85). Un Etat qui souhaite intervenir au titre de l'article 62 du Statut doit déposer une requête à fin d'intervention le plus tôt possible avant la clôture de la procédure écrite en l'affaire. Comme le précise le paragraphe 2 de l'article 62 du Statut, c'est à la Cour qu'il revient de décider si elle autorise l'Etat à intervenir. Des demandes d'intervention ont été présentées dans dix affaires. Seules trois ont été accueillies.

La liste des affaires pertinentes figure à l'annexe 9 (p. 139).

L'article 63 du Statut (voir également Règlement, art. 43, 82-84 et 86) prévoit que, lorsque l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige est en cause dans une affaire, ces Etats sont avertis par le greffier sans délai et chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès. En application du paragraphe 2 de l'article 63, si un Etat exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans l'arrêt est également obligatoire à son égard. Des déclarations d'intervention ont été présentées dans quatre affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 9 (p. 139).

of the Court or the admissibility of a claim in its written pleadings or in oral argument, without submitting a formal preliminary objection (see, for example, the case concerning *LaGrand (Germany v. United States of America)*). Further, the Court may on its own initiative consider a preliminary issue that has not been the subject of a formal objection (see, for example, the cases concerning *Nuclear Tests (Australia v. France) (New Zealand v. France)*). Finally, the parties may, by agreement, ask the Court to rule on the preliminary objections at the same time as the merits, which the Court is then bound to do. A hearing on the question of the Court's jurisdiction in the case concerning the *Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)* was held on 30 June 2020.

A list of cases in which the Court has given a preliminary ruling on objections or questions of jurisdiction and/or admissibility can be found in Annex 12 (p. 149).

#### (d) *Counter-claims*

Pursuant to Article 80 of the Rules, the respondent may present one or more counter-claims as part of the submissions contained in its Counter-Memorial. The Court may entertain a counter-claim only if it falls within its jurisdiction and is directly connected with the subject-matter of the (principal) claim of the other party. Where an objection is raised concerning the admissibility of a counter-claim, or whenever the Court deems it necessary, the Court decides thereon after hearing the parties (Rules, Art. 80, paragraph 3).

Counter-claims were most recently presented by Bolivia in the case concerning *Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)*. To date, counter-claims have been presented by respondents in 11 cases.

A list of these cases is given in Annex 13 (p. 154).

#### (e) *Interventions*

Article 62 of the Statute of the Court makes it possible for a State to intervene in a dispute between other States, when it considers that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the dispute between those States (see also Rules, Arts. 81 and 83-85). A State seeking to intervene under Article 62 of the Statute must file an application for permission to intervene as soon as possible, and not later than the closure of the written proceedings in the case. As stated in Article 62, paragraph 2, of the Statute, it is for the Court to decide upon this request. Requests to intervene have been made in ten cases. Only three such requests have been granted.

A list of these relevant cases is given in Annex 9 (p. 139).

Article 63 of the Statute (see also Rules, Arts. 43, 82-84 and 86) stipulates that, whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith and that every State so notified has the right to intervene in the proceedings. Pursuant to Article 63, paragraph 2, if a State uses this right, the construction given by the judgment will be equally binding upon it. Declarations of intervention have been filed in four cases.

For the list of cases, see Annex 9 (p. 139).

En vertu de l'article 43 du Règlement, lorsque l'interprétation d'une convention à laquelle a participé une organisation internationale publique peut être en cause dans une affaire soumise à la Cour, celle-ci détermine si le Greffier doit en aviser cette organisation. Toute organisation internationale publique ainsi avisée peut alors présenter ses observations sur les dispositions particulières de la convention dont l'interprétation est en cause dans ladite affaire.

Lorsque l'interprétation de l'acte constitutif d'une organisation internationale publique ou celle d'une convention internationale adoptée en vertu de cet acte est mise en question dans une affaire soumise à la Cour, le greffier en avise cette organisation et lui communique toute la procédure écrite (Statut, art. 34, par. 2-3; Règlement, art. 69).

Enfin, la Cour peut demander aux organisations internationales publiques des renseignements relatifs aux affaires portées devant elle, et reçoit également lesdits renseignements qui lui seraient présentés par ces organisations de leur propre initiative.

#### f) *Renvoi spécial devant la Cour*

En application de l'article 87 du Règlement, lorsque, conformément à un traité ou à une convention en vigueur, une affaire contentieuse est portée devant la Cour au sujet d'une question qui a fait l'objet d'une procédure devant un autre organe international, les dispositions du Statut et du Règlement en matière contentieuse s'appliquent.

La Cour a été saisie à trois reprises au titre de cette disposition : en 1971, en l'affaire de l'*Appel concernant la compétence de l'OACI (Inde c. Pakistan)*, et en 2018, en l'affaire de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)* et en l'affaire de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)*.

#### g) *Défaut*

Le Statut prévoit le cas où l'une des parties ne se présente pas devant la Cour (art. 53).

Le défaut d'une partie n'empêche pas la procédure dans une affaire de suivre son cours. Si l'une des parties ne se présente pas ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions (*ibid.*). Des arrêts ou ordonnances ont été rendus en l'absence de l'une des parties dans 11 affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 18 (p. 162).

#### h) *Arrangement amiable et désistement*

En application de l'article 88 du Règlement, si, à un moment quelconque avant l'arrêt définitif sur le fond, les parties, conjointement ou séparément, notifient à la Cour par écrit qu'elles sont convenues de se désister de l'instance, la Cour, ou, si elle ne siège pas, le président, rend une ordonnance prenant acte du désistement et prescrivant que l'affaire soit rayée du rôle.

Le demandeur peut aussi informer unilatéralement la Cour de sa décision de se désister de la procédure ; si, à la date de la réception de ce désistement, le défendeur n'a pas encore fait acte de procédure, la Cour rend alors de même une ordonnance prenant acte du désis-

In accordance with Article 43 of the Rules, whenever the construction of the convention to which a public international organization is a party may be in question in a case before the Court, the Court considers whether the Registrar should notify the public international organization concerned. Every public international organization so notified may then submit its observations on the particular provisions of the convention the construction of which is in question in the case.

Whenever the construction of the constituent instrument of a public international organization or of an international convention adopted thereunder is in question in a case before the Court, the Registrar notifies the public international organization concerned and communicates to it copies of all the written proceedings (Statute, Art. 34, paras. 2-3; Rules, Art. 69).

Finally, the Court may request information from public international organizations relevant to cases before it, and receives such information presented by such organizations on their own initiative.

(f) *Special reference to the Court*

Pursuant to Article 87 of the Rules, when, in accordance with a treaty or convention in force, a contentious case is brought before the Court concerning a matter which has been the subject of proceedings before some other international body, the provisions of the Statute and of the Rules governing contentious cases shall apply.

The Court has been seised in accordance with this provision on three occasions: in 1971, in the case concerning the *Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*, in 2018, in the case concerning *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)*, and in the case concerning *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention of International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)*.

(g) *Non-appearance*

The Statute makes provision for cases where one of the parties does not appear before the Court (Art. 53).

Hence, failure by one party to appear does not prevent proceedings in a case from taking their course. If one of the parties does not appear before the Court or fails to defend its case, the other party may call upon the Court to decide in favour of its claim (*ibid.*). In 11 cases, judgments and orders have been delivered in the absence of one of the parties.

For the list of cases, see Annex 18 (p. 162).

(h) *Settlement and discontinuance*

In accordance with Article 88 of the Rules, if at any time before the final judgment on the merits has been delivered the parties, either jointly or separately, notify the Court in writing that they have agreed to discontinue the proceedings, the Court, or the President if the Court is not sitting, issues an order recording the discontinuance of the proceedings and directing the case to be removed from the List.

The Applicant may also unilaterally notify the Court of its decision to discontinue the proceedings; the Court then also issues an order recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the List, provided that the respondent



tement et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. Si le défendeur a déjà fait acte de procédure, il peut s'opposer au désistement et l'instance se poursuit (Règlement, art. 89).

Vingt-six affaires se sont terminées par un désistement. Dans deux d'entre elles, le désistement a résulté de la résolution de certaines questions de réparations qui n'avaient pas été tranchées dans l'arrêt rendu préalablement. Les dernières affaires à s'être achevées par un désistement sont celles de la *Demande en révision de l'arrêt du 23 mai 2008 en l'affaire relative à la Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)* (*Malaisie c. Singapour*) et de la *Demande en interprétation de l'arrêt du 23 mai 2008 en l'affaire relative à la Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)* (*Malaisie c. Singapour*), qui ont été rayées du rôle de la Cour par ordonnances du 29 mai 2018.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 14 (p. 156).

#### i) *Interprétation et révision d'un arrêt*

Comme indiqué ci-dessus (p. 75), les arrêts de la Cour sont obligatoires, définitifs et sans recours (Charte, art. 94, par. 1 ; Statut, art. 59-60 ; Règlement, art. 94, par. 2). Toutefois les parties peuvent introduire une demande en interprétation ou, dans certaines conditions, une demande en révision. La Cour statue à leur sujet par un arrêt (Statut, art. 60-61 ; Règlement, art. 98-100).

##### — Interprétation d'un arrêt

L'article 60 du Statut dispose que, en cas de contestation sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter à la demande de toute partie. Une demande en interprétation peut être introduite soit par une requête, soit par la notification d'un compromis conclu à cet effet entre les parties (Règlement, art. 98).

A ce jour, la Cour a été saisie de demandes en interprétation de ses arrêts en six occasions. La dernière demande en interprétation déposée l'a été le 30 juin 2017 par la Malaisie relativement à l'arrêt rendu par la Cour le 23 mai 2008 en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*.

La liste des demandes en interprétation figure à l'annexe 15 (p. 158).

##### — Révision d'un arrêt

Le paragraphe 1 de l'article 61 du Statut énonce que la révision d'un arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la révision, sans qu'il y ait de la part de celle-ci faute à l'ignorer. La demande en révision est introduite par requête (Règlement, art. 99).

Depuis 1946, la Cour a statué sur quatre demandes en révision. Elle n'a jugé aucune de ces demandes recevable et, en conséquence, n'a révisé aucun des arrêts en cause. La dernière demande en interprétation déposée l'a été le 20 juin 2017 par la Malaisie relativement à l'arrêt rendu par la Cour le 23 mai 2008 en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*.

La liste des demandes en révision figure à l'annexe 16 (p. 159).



has not already taken some step in the proceedings when the notice is received. If any such step has been taken, the respondent may oppose the discontinuance and the proceedings will continue (Art. 89 of Statute).

Twenty-six cases have ended in discontinuance. Two of these ended in discontinuance following the resolution of certain questions of reparation which the judgment had left to be settled. The last cases to end in discontinuance were that concerning *Application for Revision of the Judgment of 23 May 2008 in the Case concerning Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)* (*Malaysia v. Singapore*) and *Request for Interpretation of the Judgment of 23 May 2008 in the Case concerning Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)* (*Malaysia v. Singapore*), which were removed from the Court's General List by Orders dated 29 May 2018.

For the list of cases, see Annex 14 (p. 156).

(i) *Interpretation and revision of judgments*

As indicated above (p. 75), the judgments of the Court are binding, final and without appeal (Charter, Art. 94, para. 1; Statute, Arts. 59-60; Rules, Art. 94, para. 2). The parties may, however, make a request for interpretation or, in certain circumstances, for revision of a judgment. The decision of the Court on such requests is given in the form of a judgment (Statute, Arts. 60-61; Rules, Arts. 98-100).

— Interpretation of a judgment

Article 60 of the Statute provides that, in the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party. A request for interpretation may be made either by an application or by the notification of a special agreement to that effect between the parties (Rules, Art. 98).

To date, the Court has received six requests for interpretation of its judgments. The most recent request for interpretation was filed on 30 June 2017 by Malaysia, relating to the Judgment rendered by the Court on 23 May 2008 in the case concerning *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)*.

For the list of requests for interpretation, see Annex 15 (p. 158).

— Revision of a judgment

Article 61, paragraph 1, of the Statute states that an application for revision of a judgment may be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was given, unknown to the Court and also to the party claiming revision, always provided that such ignorance was not due to negligence. An application for the revision of a judgment is made by an application (Rules, Art. 99).

Since 1946, the Court has ruled on four applications for revision. It found all of those applications to be inadmissible and thus did not revise any of the judgments in question. The most recent application for revision was filed on 20 June 2017 by Malaysia, relating to the Judgment rendered by the Court on 23 May 2008 in the case concerning *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)*.

The list of requests can be found in Annex 16 (p. 159).

### C. Procédure suivie en matière consultative

En dehors des règles de procédure explicitement applicables en matière consultative, la Cour s'inspire des dispositions qui régissent les affaires contentieuses (Statut, art. 68; Règlement, art. 102).

#### 1. Requête

La requête pour avis consultatif est adressée à la Cour par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou par le plus haut fonctionnaire de l'organe ou de l'institution qui a été autorisé à demander l'avis; tout document pouvant servir à élucider la question est transmis en même temps que la requête ou le plus tôt possible après celle-ci (Statut, art. 65, par. 2; Règlement, art. 104).

Cette requête est notifiée à tous les Etats admis à ester devant la Cour (Statut, art. 66, par. 1).

#### 2. Procédure écrite et orale

En général, la demande d'avis consultatif donne lieu à une procédure écrite puis orale (Statut, art. 66; Règlement, art. 105-106).

Le greffier notifie la requête pour avis consultatif à tous les Etats admis à ester devant la Cour et informe ceux de ces Etats et les organisations internationales jugés par la Cour susceptibles de fournir des renseignements sur la question qui lui est posée que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet. L'un des Etats admis à ester devant la Cour peut, s'il n'a pas été informé par le greffier, exprimer le désir de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu; la Cour décidera alors s'il peut participer à la procédure.

En application de l'instruction de procédure XII, lorsqu'une organisation non gouvernementale (ONG) présente, de sa propre initiative, un exposé écrit et/ou un document dans le cadre d'une procédure consultative, cet exposé et/ou ce document ne sont pas considérés comme faisant partie du dossier de l'affaire mais comme des publications facilement accessibles auxquelles les Etats et les organisations intergouvernementales participant à la procédure concernée peuvent se référer.

Les procédures consultatives peuvent donner lieu à l'intervention d'un grand nombre de participants.

A titre d'exemple, dans la demande d'avis consultatif sur les *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*, 30 Etats Membres des Nations Unies et l'Union africaine ont soumis des exposés écrits. Dix Etats et l'Union africaine ont ensuite présenté des observations écrites sur ces exposés. Vingt-deux Etats et l'Union africaine ont pris part à la procédure orale qui s'est déroulée du 3 au 6 septembre 2018.

L'annexe 19 donne, pour chaque procédure consultative, le nom des entités ayant pris part à la phase écrite et/ou orale (p. 163).

### *C. Procedure Followed in Advisory Proceedings*

In addition to those procedural rules which are expressly applicable to proceedings in regard to advisory opinions, the Court is guided by the provisions which apply in contentious proceedings (Statute, Art. 68; Rules, Art. 102).

#### *1. Request*

A request for an advisory opinion is addressed to the Court by the Secretary-General of the United Nations or the chief administrative officer of the organization authorized to make the request; all documents likely to throw light upon the question are to be transmitted at the same time as the request or as soon as possible thereafter (Statute, Art. 65, para. 2; Rules, Art. 104).

Notice of such a request is given to all States entitled to appear before the Court (Statute, Art. 66, para. 1).

#### *2. Written and oral proceedings*

A request for an advisory opinion usually gives rise to written proceedings followed by oral proceedings (Statute, Art. 66; Rules, Arts. 105-106).

The Registrar gives notice of the request for an advisory opinion to all States entitled to appear before the Court and also notifies any State entitled to appear before the Court or international organization considered by the Court as likely to be able to furnish information on the question, that the Court will be prepared to receive written statements, or to hear, at a public sitting to be held for the purpose, oral statements relating to the question. If any such State entitled to appear before the Court has failed to receive the notification from the Registrar, such State may express a desire to submit a written statement or to be heard; and the Court will decide if it may participate.

In accordance with Practice Direction XII, where a non-governmental international organization ("NGO") submits a written statement and/or document in advisory proceedings on its own initiative, such statement and/or document is not considered as forming part of the case file but is treated as a publication readily available, and may be referred to by the States and intergovernmental organizations participating in the proceedings.

Advisory proceedings may involve a large number of participants.

For instance, in the proceedings concerning the *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965*, 30 Member States of the United Nations and the African Union filed written statements. Ten States and the African Union subsequently presented written comments on these written statements. Twenty-two States and the African Union participated in the oral proceedings, which took place from 3 to 6 September 2018.

Annex 19 lists the names of those bodies that have participated in the written and/or oral phases of advisory proceedings (p. 163).

### 3. *Délibéré*

Le délibéré est conduit de la même manière que pour les affaires contentieuses (Règlement, art. 19-21 et 107; résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire, art. 10).

### 4. *Avis consultatif*

L'avis consultatif est lu en séance publique (Statut, art. 67; Règlement, art. 107). Tout juge a le droit d'y joindre une opinion individuelle ou dissidente, ou bien une déclaration énonçant simplement sa position sans en donner les motifs. Les noms des juges ayant voté pour ou contre chaque point du dispositif y sont indiqués (Statut, art. 57; Règlement, art. 107).

L'un des exemplaires originaux de l'avis est remis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, le cas échéant, au plus haut fonctionnaire de l'organe ou de l'institution qui a demandé l'avis à la Cour (Règlement, art. 109). Les autres sont déposés aux archives de la Cour. Le texte de l'avis, un résumé non officiel et un communiqué de presse sont distribués à l'assistance. Ces documents sont également publiés sur le site Internet de la Cour et communiqués par courrier électronique à tous les destinataires enregistrés sur la liste de diffusion des communiqués de presse.

L'avis a un caractère purement consultatif. Toutefois, dans certains cas, l'acte en vertu duquel la Cour est saisie prévoit que l'avis aura force obligatoire; par ailleurs, un Etat et une organisation internationale peuvent convenir, par la voie d'un traité collatéral, que l'avis aura entre eux un effet décisif.

\* \*  
\*

### 3. *Deliberations*

The deliberations are conducted in the same manner as in contentious cases (Rules, Arts. 19-21 and 107; Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court, Art. 10).

### 4. *Advisory opinion*

The advisory opinion is read in open court (Statute, Art. 67; Rules, Art. 107). Any judge is entitled to attach a separate or dissenting opinion, or a declaration which records his or her position without stating his or her reasons. The advisory opinion indicates the names of the judges who voted for and against each point of the operative clause (cf. Statute, Art. 57; Rules, Art. 107).

One of the original copies of the advisory opinion is transmitted to the Secretary-General of the United Nations and one, where appropriate, to the chief administrative officer of the body which requested the opinion of the Court (Rules, Art. 109). The others are filed in the Court's archives. The text of the advisory opinion, an unofficial summary and a press release are distributed to the public. These documents are also published on the Court's website and sent by email to all those registered on the press release mailing list.

The opinions given by the Court are purely advisory in character. However, in certain cases, the instrument by which the Court is seised provides that the advisory opinion has binding force. Moreover, a State and an international organization may agree, by means of a collateral treaty, that the opinion will be accepted as described by them.

\* \*  
\*



## ANNEXES





Les annexes ci-après présentent, pour chaque sujet abordé, l'ensemble des éléments pertinents, de la création de la Cour au 31 juillet 2020.



Each of the following annexes gives a complete record of the topic dealt with, from the establishment of the Court up to 31 July 2020.

## ANNEXES

	<i>Page</i>
Annexe 1. Liste chronologique des procédures portées devant la Cour depuis 1947 . . . . .	100
Annexe 2. Anciens membres de la Cour . . . . .	109
Annexe 3. Anciens présidents et vice-présidents de la Cour . . . . .	112
Annexe 4. Anciens greffiers et greffiers adjoints de la Cour . . . . .	114
Annexe 5. Chambres constituées en vertu de l'article 26, paragraphe 2, du Statut . . . . .	115
Annexe 6. Affaires introduites par compromis . . . . .	118
Annexe 7. Affaires introduites par voie de requête (sur le fondement d'une clause compromissaire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut) . . . . .	120
Annexe 8. Requêtes présentées sur le fondement d'un <i>forum prorogatum</i> . . . . .	136
Annexe 9. Interventions (Statut, art. 62 et 63) . . . . .	139
Annexe 10. Jonctions d'instances . . . . .	142
Annexe 11. Mesures conservatoires . . . . .	143
Annexe 12. Affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des exceptions ou questions de compétence et/ou de recevabilité. . . . .	149
Annexe 13. Demandes reconventionnelles . . . . .	154
Annexe 14. Désistements . . . . .	156
Annexe 15. Demandes en interprétation . . . . .	158
Annexe 16. Demandes en révision . . . . .	159
Annexe 17. Témoins, experts et témoins-experts . . . . .	160
Annexe 18. Défauts . . . . .	162
Annexe 19. Avis consultatifs . . . . .	163
Annexe 20. Budget de la Cour . . . . .	180
Annexe 21. Décision concernant les activités d'arbitrage des membres de la Cour . . . . .	182
Annexe 22. Directives à l'intention des parties concernant l'organisation d'audiences par liaison vidéo . . . . .	183
Annexe 23. Articles du Règlement de la Cour modifiés pendant la période considérée . . . . .	187
Annexe 24. Digeste des décisions de la Cour . . . . .	190

## ANNEXES

	<i>Page</i>
Annex 1. Chronological list of proceedings before the Court since 1947 . . . . .	100
Annex 2. Former Members of the Court . . . . .	109
Annex 3. Former Presidents and Vice-Presidents of the Court . . . . .	112
Annex 4. Former Registrars and Deputy-Registrars of the Court . . . . .	114
Annex 5. Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute . . . . .	115
Annex 6. Cases instituted by special agreement . . . . .	118
Annex 7. Cases instituted by application (on the basis of a compromissory clause and/or a declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute) . . . . .	120
Annex 8. Applications based on <i>forum prorogatum</i> . . . . .	136
Annex 9. Interventions (Arts. 62 and 63 of the Statute) . . . . .	139
Annex 10. Joinders of proceedings . . . . .	142
Annex 11. Provisional measures . . . . .	143
Annex 12. Cases in which the Court has given a preliminary ruling on objections or questions of jurisdiction and/or admissibility . . . . .	149
Annex 13. Counter-claims . . . . .	154
Annex 14. Discontinuances . . . . .	156
Annex 15. Requests for interpretation . . . . .	158
Annex 16. Applications for revision . . . . .	159
Annex 17. Witnesses, experts and witness-experts . . . . .	160
Annex 18. Non-appearances. . . . .	162
Annex 19. Advisory opinions . . . . .	163
Annex 20. Budget of the Court . . . . .	180
Annex 21. Decision on the arbitration activities of Members of the Court . . . . .	182
Annex 22. Guidelines for the parties on the organization of hearings by video link . . . . .	183
Annex 23. Articles of the Rules of Court amended during the period under review . . . . .	187
Annex 24. Digest of the Court's decisions . . . . .	190

## ANNEXE 1

LISTE CHRONOLOGIQUE DES PROCÉDURES PORTÉES  
DEVANT LA COUR DEPUIS 1947

La liste suivante présente les 178 procédures qui ont été soumises à la Cour depuis 1947 (151 étant des affaires contentieuses et 27 des procédures consultatives).

Pour les affaires introduites en vertu d'un compromis, les noms des parties sont séparés par une barre oblique.

Les chiffres placés devant les titres des affaires contentieuses dans la liste ci-après signifient :

- <sup>1</sup> Affaire terminée par un arrêt sur le fond ou sur la réparation.
- <sup>2</sup> Affaire terminée par un arrêt sur une exception ou un point préliminaire.
- <sup>3</sup> Affaire terminée par une ordonnance constatant l'absence de compétence de la Cour.
- <sup>4</sup> Affaire terminée par un désistement avant l'arrêt au fond.
- <sup>5</sup> Affaire en cours.

Titre	Dates
<b>1. Affaires contentieuses</b>	
<sup>1</sup> <i>Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	1947-1949
<sup>1</sup> <i>Pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège)</i>	1949-1951
<sup>4</sup> <i>Protection de ressortissants et protégés français en Égypte (France c. Égypte)</i>	1949-1950
<sup>1</sup> <i>Droit d'asile (Colombie/Pérou)</i>	1949-1950
<sup>1</sup> <i>Droit des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (France c. États-Unis d'Amérique)</i>	1950-1952
<sup>1</sup> <i>Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile (Colombie c. Pérou)</i>	1950
<sup>1</sup> <i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	1950-1951
<sup>1</sup> <i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	1951-1953
<sup>2</sup> <i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	1951-1952
<sup>1</sup> <i>Minquiers et Ecréhous (France/Royaume-Uni)</i>	1951-1953
<sup>2</sup> <i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	1951-1955
<sup>2</sup> <i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique)</i>	1953-1954
<sup>4</sup> <i>Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)</i>	1953-1954
<sup>3</sup> <i>Traitement en Hongrie d'un avion des États-Unis d'Amérique et de son équipage (États-Unis d'Amérique c. Hongrie)</i>	1954

ANNEX 1  
CHRONOLOGICAL LIST OF PROCEEDINGS  
BEFORE THE COURT SINCE 1947

All 178 proceedings brought before the Court since 1947 are listed below (151 contentious cases and 27 advisory proceedings).

In the case of proceedings instituted by means of a special agreement, the names of the parties are separated by an oblique stroke.

The figures preceding the titles of contentious cases in the following list are explained as follows:

- <sup>1</sup> Case concluded by a judgment on the merits or on reparation.
- <sup>2</sup> Case concluded by a judgment on an objection or a preliminary point.
- <sup>3</sup> Case concluded by an order finding that the Court does not have jurisdiction.
- <sup>4</sup> Case concluded by discontinuance before a judgment on the merits.
- <sup>5</sup> Current case.

Title	Dates
<b>1. Contentious Cases</b>	
<sup>1</sup> <i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	1947-1949
<sup>1</sup> <i>Fisheries (United Kingdom v. Norway)</i>	1949-1951
<sup>4</sup> <i>Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)</i>	1949-1950
<sup>1</sup> <i>Asylum (Colombia/Peru)</i>	1949-1950
<sup>1</sup> <i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	1950-1952
<sup>1</sup> <i>Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case (Colombia v. Peru)</i>	1950
<sup>1</sup> <i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	1950-1951
<sup>1</sup> <i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	1951-1953
<sup>2</sup> <i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	1951-1952
<sup>1</sup> <i>Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)</i>	1951-1953
<sup>2</sup> <i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	1951-1955
<sup>2</sup> <i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	1953-1954
<sup>4</sup> <i>Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)</i>	1953-1954
<sup>3</sup> <i>Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Hungary)</i>	1954

Titre	Dates
<sup>3</sup> <i>Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1954
<sup>3</sup> <i>Incident aérien du 10 mars 1953 (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)</i>	1955-1956
<sup>3</sup> <i>Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)</i>	1955-1956
<sup>3</sup> <i>Antarctique (Royaume-Uni c. Chili)</i>	1955-1956
<sup>3</sup> <i>Incident aérien du 7 octobre 1952 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1955-1956
<sup>2</sup> <i>Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège)</i>	1955-1957
<sup>1</sup> <i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	1955-1960
<sup>1</sup> <i>Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)</i>	1957-1958
<sup>2</sup> <i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1957-1959
<sup>2</sup> <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	1957-1959
<sup>4</sup> <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)</i>	1957-1960
<sup>4</sup> <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)</i>	1957-1959
<sup>1</sup> <i>Souveraineté sur certaines parcelles frontalières (Belgique/Pays-Bas)</i>	1957-1959
<sup>1</sup> <i>Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)</i>	1958-1960
<sup>3</sup> <i>Incident aérien du 4 septembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1958
<sup>4</sup> <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)</i>	1958-1961
<sup>4</sup> <i>Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)</i>	1959-1960
<sup>3</sup> <i>Incident aérien du 7 novembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1959
<sup>1</sup> <i>Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)</i>	1959-1962
<sup>2</sup> <i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)*</i>	1960-1966
<sup>2</sup> <i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)*</i>	1960-1966
<sup>2</sup> <i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	1961-1963
<sup>2</sup> <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	1962-1970
<sup>1</sup> <i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Danemark)**</i>	1967-1969
<sup>1</sup> <i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas)**</i>	1967-1969

\* La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 20 mai 1961.

\*\* La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 26 avril 1968, le Danemark et les Pays-Bas ayant décidé de faire cause commune.

Title	Dates
<sup>3</sup> <i>Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1954
<sup>3</sup> <i>Aerial Incident of 10 March 1953 (United States of America v. Czechoslovakia)</i>	1955-1956
<sup>3</sup> <i>Antarctica (United Kingdom v. Argentina)</i>	1955-1956
<sup>3</sup> <i>Antarctica (United Kingdom v. Chile)</i>	1955-1956
<sup>3</sup> <i>Aerial Incident of 7 October 1952 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1955-1956
<sup>2</sup> <i>Certain Norwegian Loans (France v. Norway)</i>	1955-1957
<sup>1</sup> <i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	1955-1960
<sup>1</sup> <i>Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)</i>	1957-1958
<sup>2</sup> <i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	1957-1959
<sup>2</sup> <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	1957-1959
<sup>4</sup> <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)</i>	1957-1960
<sup>4</sup> <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)</i>	1957-1959
<sup>1</sup> <i>Sovereignty over Certain Frontier Land (Belgium/Netherlands)</i>	1957-1959
<sup>1</sup> <i>Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)</i>	1958-1960
<sup>3</sup> <i>Aerial Incident of 4 September 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1958
<sup>4</sup> <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)</i>	1958-1961
<sup>4</sup> <i>Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)</i>	1959-1960
<sup>3</sup> <i>Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1959
<sup>1</sup> <i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	1959-1962
<sup>2</sup> <i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)*</i>	1960-1966
<sup>2</sup> <i>South West Africa (Liberia v. South Africa)*</i>	1960-1966
<sup>2</sup> <i>Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	1961-1963
<sup>2</sup> <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	1962-1970
<sup>1</sup> <i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark)**</i>	1967-1969
<sup>1</sup> <i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)**</i>	1967-1969

\* The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 20 May 1961.

\*\* The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 26 April 1968, Denmark and the Netherlands having decided that they were in the same interest.

Titre	Dates
<sup>1</sup> <i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)</i>	1971-1972
<sup>1</sup> <i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	1972-1974
<sup>1</sup> <i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	1972-1974
<sup>2</sup> <i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	1973-1974
<sup>2</sup> <i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	1973-1974
<sup>4</sup> <i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	1973
<sup>2</sup> <i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	1976-1978
<sup>1</sup> <i>Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)</i>	1978-1982
<sup>1</sup> <i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Tébéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	1979-1981
<sup>1</sup> <i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)</i>	1981-1984
<sup>1</sup> <i>Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)</i>	1982-1985
<sup>1</sup> <i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	1983-1986
<sup>1</sup> <i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1984-1991
<sup>1</sup> <i>Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) (Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne)</i>	1984-1985
<sup>4</sup> <i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	1986-1987
<sup>4</sup> <i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	1986-1992
<sup>1</sup> <i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenants))</i>	1986-1992
<sup>1</sup> <i>Elektronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)</i>	1987-1989
<sup>1</sup> <i>Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)</i>	1988-1993
<sup>4</sup> <i>Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1989-1996
<sup>4</sup> <i>Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)</i>	1989-1993
<sup>1</sup> <i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	1989-1991
<sup>1</sup> <i>Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)</i>	1990-1994
<sup>2</sup> <i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>	1991-1995
<sup>4</sup> <i>Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	1991-1995
<sup>4</sup> <i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	1991-1992
<sup>1</sup> <i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	1991-2001



Title	Dates
<sup>1</sup> <i>Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)</i>	1971-1972
<sup>1</sup> <i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	1972-1974
<sup>1</sup> <i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	1972-1974
<sup>2</sup> <i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	1973-1974
<sup>2</sup> <i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	1973-1974
<sup>4</sup> <i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	1973
<sup>2</sup> <i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	1976-1978
<sup>1</sup> <i>Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)</i>	1978-1982
<sup>1</sup> <i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	1979-1981
<sup>1</sup> <i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)</i>	1981-1984
<sup>1</sup> <i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)</i>	1982-1985
<sup>1</sup> <i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	1983-1986
<sup>1</sup> <i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	1984-1991
<sup>1</sup> <i>Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) (Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya)</i>	1984-1985
<sup>4</sup> <i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	1986-1987
<sup>4</sup> <i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	1986-1992
<sup>1</sup> <i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>	1986-1992
<sup>1</sup> <i>Elektronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	1987-1989
<sup>1</sup> <i>Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)</i>	1988-1993
<sup>4</sup> <i>Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	1989-1996
<sup>4</sup> <i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	1989-1993
<sup>1</sup> <i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	1989-1991
<sup>1</sup> <i>Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)</i>	1990-1994
<sup>2</sup> <i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	1991-1995
<sup>4</sup> <i>Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	1991-1995
<sup>4</sup> <i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	1991-1992
<sup>1</sup> <i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	1991-2001

Titre	Dates
<sup>4</sup> <i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	1992-2003
<sup>4</sup> <i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1992-2003
<sup>1</sup> <i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1992-2003
<sup>1</sup> <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	1993-2007
<sup>5</sup> <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*</i>	1993-
<sup>1</sup> <i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	1994-2002
<sup>2</sup> <i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	1995-1998
<sup>2</sup> <i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	1995
<sup>1</sup> <i>Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)</i>	1996-1999
<sup>4</sup> <i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1998
<sup>2</sup> <i>Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun)</i>	1998-1999
<sup>1</sup> <i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)</i>	1998-2002
<sup>1</sup> <i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	1998-2012
<sup>1</sup> <i>LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1999-2001
<sup>2</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	1999-2004
<sup>3</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	1999

\* La Cour a rendu son arrêt le 25 septembre 1997. L'affaire reste néanmoins pendante compte tenu de la présentation, par la Slovaquie, en septembre 1998, d'une demande tendant au prononcé d'un arrêt supplémentaire. Voir p. 7.

Title	Dates
<sup>4</sup> <i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	1992-2003
<sup>4</sup> <i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	1992-2003
<sup>1</sup> <i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	1992-2003
<sup>1</sup> <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	1993-2007
<sup>5</sup> <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*</i>	1993-
<sup>1</sup> <i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	1994-2002
<sup>2</sup> <i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	1995-1998
<sup>2</sup> <i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	1995
<sup>1</sup> <i>Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia)</i>	1996-1999
<sup>4</sup> <i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	1998
<sup>2</sup> <i>Request for Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections (Nigeria v. Cameroon)</i>	1998-1999
<sup>1</sup> <i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)</i>	1998-2002
<sup>1</sup> <i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	1998-2012
<sup>1</sup> <i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	1999-2001
<sup>2</sup> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	1999-2004
<sup>2</sup> <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	1999-2004
<sup>3</sup> <i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	1999

\* The Court rendered its Judgment on 25 September 1997. However, the case remains pending following Slovakia's request for an additional judgment in September 1998. See p. 7.

Titre	Dates
<sup>3</sup> <i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1999
<sup>4</sup> <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)</i>	1999-2001
<sup>5</sup> <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*</i>	1999-
<sup>4</sup> <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	1999-2001
<sup>1</sup> <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	1999-2015
<sup>2</sup> <i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	1999-2000
<sup>1</sup> <i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i>	1999-2007
<sup>1</sup> <i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	2000-2002
<sup>1</sup> <i>Demande en révision de l'arrêt du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), exceptions préliminaires (Yougoslavie c. Bosnie-Herzégovine)</i>	2001-2003
<sup>2</sup> <i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	2001-2005
<sup>1</sup> <i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	2001-2012
<sup>1</sup> <i>Différend frontalier (Bénin/Niger)</i>	2002-2005
<sup>2</sup> <i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	2002-2006
<sup>2</sup> <i>Demande en révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	2002-2003
<sup>1</sup> <i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	2003-2004
<sup>4</sup> <i>Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)</i>	2003-2010
<sup>1</sup> <i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)</i>	2003-2008
<sup>1</sup> <i>Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)</i>	2004-2009
<sup>1</sup> <i>Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	2005-2009
<sup>4</sup> <i>Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)</i>	2006

\* La Cour a rendu son arrêt le 19 décembre 2005. L'affaire reste néanmoins pendante, la Cour ayant appelé les Parties à s'entendre sur la question des réparations et précisé que, dans l'hypothèse où elles ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, elle réglerait elle-même la question. Voir la fiche signalétique à la page 8.

Title	Dates
<sup>3</sup> <i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	1999
<sup>4</sup> <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)</i>	1999-2001
<sup>5</sup> <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*</i>	1999-
<sup>4</sup> <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	1999-2001
<sup>1</sup> <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	1999-2015
<sup>2</sup> <i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	1999-2000
<sup>1</sup> <i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>	1999-2007
<sup>1</sup> <i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	2000-2002
<sup>1</sup> <i>Application for Revision of the Judgment of 11 July 1996 in the Case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia), Preliminary Objections (Yugoslavia v. Bosnia and Herzegovina)</i>	2001-2003
<sup>2</sup> <i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	2001-2005
<sup>1</sup> <i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	2001-2012
<sup>1</sup> <i>Frontier Dispute (Benin/Niger)</i>	2002-2005
<sup>2</sup> <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	2002-2006
<sup>2</sup> <i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	2002-2003
<sup>1</sup> <i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	2003-2004
<sup>4</sup> <i>Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)</i>	2003-2010
<sup>1</sup> <i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)</i>	2003-2008
<sup>1</sup> <i>Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)</i>	2004-2009
<sup>1</sup> <i>Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	2005-2009
<sup>4</sup> <i>Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)</i>	2006

\* The Court rendered its Judgment on 19 December 2005. However, the case remains pending, the Court having called on the Parties to reach an agreement between themselves on the question of reparation and having decided that, if the Parties were unable to do so, the Court would itself settle the question. See the case summary on page 8.

Titre	Dates
<sup>1</sup> <i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>	2006-2010
<sup>1</sup> <i>Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)</i>	2006-2008
<sup>1</sup> <i>Différend maritime (Pérou c. Chili)</i>	2008-2014
<sup>4</sup> <i>Epiandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)</i>	2008-2013
<sup>1</sup> <i>Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	2008-2009
<sup>2</sup> <i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	2008-2011
<sup>1</sup> <i>Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)</i>	2008-2011
<sup>1</sup> <i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))</i>	2008-2012
<sup>1</sup> <i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	2009-2012
<sup>4</sup> <i>Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)</i>	2009-2010
<sup>4</sup> <i>Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)</i>	2009-2011
<sup>1</sup> <i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))</i>	2010-2014
<sup>1</sup> <i>Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)</i>	2010-2013
<sup>1</sup> <i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*</i>	2010-2018
<sup>1</sup> <i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i>	2011-2013
<sup>1</sup> <i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*</i>	2011-2015
<sup>1</sup> <i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	2013-2018
<sup>5</sup> <i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	2013-
<sup>5</sup> <i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	2013-
<sup>4</sup> <i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	2013-2015

\* La Cour a joint les instances dans ces affaires par une ordonnance du 17 avril 2013.

Title	Dates
<sup>1</sup> <i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	2006-2010
<sup>1</sup> <i>Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)</i>	2006-2008
<sup>1</sup> <i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	2008-2014
<sup>4</sup> <i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	2008-2013
<sup>1</sup> <i>Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)</i>	2008-2009
<sup>2</sup> <i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	2008-2011
<sup>1</sup> <i>Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. Greece)</i>	2008-2011
<sup>1</sup> <i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy; Greece intervening)</i>	2008-2012
<sup>1</sup> <i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	2009-2012
<sup>4</sup> <i>Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil)</i>	2009-2010
<sup>4</sup> <i>Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)</i>	2009-2011
<sup>1</sup> <i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	2010-2014
<sup>1</sup> <i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)</i>	2010-2013
<sup>1</sup> <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*</i>	2010-2018
<sup>1</sup> <i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	2011-2013
<sup>1</sup> <i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*</i>	2011-2015
<sup>1</sup> <i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	2013-2018
<sup>5</sup> <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	2013-
<sup>5</sup> <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	2013-
<sup>4</sup> <i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	2013-2015

\* The Court joined the proceedings in these cases by an Order of 17 April 2013.

Titre	Dates
<sup>1</sup> <i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l’océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)*</i>	2014-2018
<sup>2</sup> <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	2014-2016
<sup>2</sup> <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	2014-2016
<sup>2</sup> <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	2014-2016
<sup>5</sup> <i>Délimitation maritime dans l’océan Indien (Somalie c. Kenya)</i>	2014-
<sup>5</sup> <i>Différend concernant le statut et l’utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	2016-
<sup>5</sup> <i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	2016-
<sup>5</sup> <i>Certains actifs iraniens (République islamique d’Iran c. Etats-Unis d’Amérique)</i>	2016-
<sup>1</sup> <i>Frontière terrestre dans la partie septentrionale d’Isla Portillos (Costa Rica c. Nicaragua)*</i>	2017-2018
<sup>5</sup> <i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l’élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)</i>	2017-
<sup>4</sup> <i>Demande en révision de l’arrêt du 23 mai 2008 en l’affaire relative à la Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour) (Malaisie c. Singapour)</i>	2017-2018
<sup>1</sup> <i>Jadhav (Inde c. Pakistan)</i>	2017-2019
<sup>4</sup> <i>Demande en interprétation de l’arrêt du 23 mai 2008 en l’affaire relative à la Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour) (Malaisie c. Singapour)</i>	2017-2018
<sup>5</sup> <i>Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)</i>	2018-
<sup>5</sup> <i>Application de la convention internationale sur l’élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)</i>	2018-
<sup>1</sup> <i>Appel concernant la compétence du Conseil de l’OACI en vertu de l’article 84 de la convention relative à l’aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i>	2018-2020
<sup>1</sup> <i>Appel concernant la compétence du Conseil de l’OACI en vertu de l’article II, section 2, de l’accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i>	2018-2020
<sup>5</sup> <i>Violations alléguées du traité d’amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d’Iran c. Etats-Unis d’Amérique)</i>	2018-
<sup>5</sup> <i>Transfert de l’ambassade des Etats-Unis à Jérusalem (Palestine c. Etats-Unis d’Amérique)</i>	2018-
<sup>5</sup> <i>Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/ Belize)</i>	2019-
<sup>5</sup> <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)</i>	2019-

\* La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par une ordonnance du 2 février 2017.



Title	Dates
<sup>1</sup> <i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)*</i>	2014-2018
<sup>2</sup> <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	2014-2016
<sup>2</sup> <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	2014-2016
<sup>2</sup> <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	2014-2016
<sup>5</sup> <i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i>	2014-
<sup>5</sup> <i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	2016-
<sup>5</sup> <i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	2016-
<sup>5</sup> <i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	2016-
<sup>1</sup> <i>Land Boundary in the Northern Part of Isla Portillos (Costa Rica v. Nicaragua)*</i>	2017-2018
<sup>5</sup> <i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)</i>	2017-
<sup>4</sup> <i>Application for Revision of the Judgment of 23 May 2008 in the Case concerning Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore) (Malaysia v. Singapore)</i>	2017-2018
<sup>1</sup> <i>Jadhav (India v. Pakistan)</i>	2017-2019
<sup>4</sup> <i>Request for Interpretation of the Judgment of 23 May 2008 in the Case concerning Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore) (Malaysia v. Singapore)</i>	2017-2018
<sup>5</sup> <i>Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)</i>	2018-
<sup>5</sup> <i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Qatar v. United Arab Emirates)</i>	2018-
<sup>1</sup> <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)</i>	2018-2020
<sup>1</sup> <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)</i>	2018-2020
<sup>5</sup> <i>Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	2018-
<sup>5</sup> <i>Relocation of the United States Embassy to Jerusalem (Palestine v. United States of America)</i>	2018-
<sup>5</sup> <i>Guatemala's Territorial, Insular and Maritime Claim (Guatemala/Belize)</i>	2019-
<sup>5</sup> <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)</i>	2019-

\* The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 2 February 2017.

Titre	Dates
<b>2. Procédures consultatives</b>	
<i>Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)</i>	1947-1948
<i>Réparation des dommages subis au service des Nations Unies</i>	1948-1949
<i>Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*</i>	1949-1950
<i>Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies</i>	1949-1950
<i>Statut international du Sud-Ouest africain</i>	1949-1950
<i>Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide</i>	1950-1951
<i>Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité</i>	1953-1954
<i>Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain</i>	1954-1955
<i>Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'Unesco</i>	1955-1956
<i>Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain</i>	1955-1956
<i>Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime</i>	1959-1960
<i>Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)</i>	1961-1962
<i>Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité</i>	1970-1971
<i>Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1972-1973
<i>Sahara occidental</i>	1974-1975
<i>Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte</i>	1980
<i>Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1981-1982
<i>Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1984-1987
<i>Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	1988
<i>Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies</i>	1989
<i>Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé**</i>	1993-1996

\* La Cour a, dans cette procédure, rendu deux avis consultatifs en date des 30 mars 1950 et 18 juillet 1950, respectivement.

\*\* La Cour a, dans le cadre de cette procédure, estimé qu'elle ne pouvait donner l'avis qui lui avait été demandé.

Title	Dates
<b>2. Advisory Proceedings</b>	
<i>Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)</i>	1947-1948
<i>Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations</i>	1948-1949
<i>Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*</i>	1949-1950
<i>Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations</i>	1949-1950
<i>International Status of South West Africa</i>	1949-1950
<i>Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide</i>	1950-1951
<i>Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal</i>	1953-1954
<i>Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa</i>	1954-1955
<i>Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against Unesco</i>	1955-1956
<i>Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa</i>	1955-1956
<i>Constitution of the Maritime Safety Committee of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization</i>	1959-1960
<i>Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)</i>	1961-1962
<i>Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)</i>	1970-1971
<i>Application for Review of Judgement No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1972-1973
<i>Western Sahara</i>	1974-1975
<i>Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt</i>	1980
<i>Application for Review of Judgement No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1981-1982
<i>Application for Review of Judgement No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1984-1987
<i>Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947</i>	1988
<i>Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations</i>	1989
<i>Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict**</i>	1993-1996

\* The Court rendered two Advisory Opinions in these proceedings, on 30 March 1950 and 18 July 1950 respectively.

\*\* In these proceedings, the Court took the view that it could not give the opinion which had been requested.

Titre	Dates
<i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i>	1995-1996
<i>Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme</i>	1998-1999
<i>Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé</i>	2003-2004
<i>Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo</i>	2008-2010
<i>Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole</i>	2010-2012
<i>Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965</i>	2017-2019

Title	Dates
<i>Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons</i>	1995-1996
<i>Difference Relating to Immunity from Legal Process of a Special Rapporteur of the Commission on Human Rights</i>	1998-1999
<i>Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory</i>	2003-2004
<i>Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo</i>	2008-2010
<i>Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development</i>	2010-2012
<i>Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965</i>	2017-2019

## ANNEXE 2

## ANCIENS MEMBRES DE LA COUR

Les personnes suivantes ont exercé les fonctions de membre de la Cour.

Nom	Pays	Durée des fonctions
R. Ago	Italie	1979-1995
A. Aguilar-Mawdsley	Venezuela	1991-1995
B. A. Ajibola	Nigéria	1991-1994
R. J. Alfaro	Panama	1959-1964
A. S. Al-Khasawneh	Jordanie	2000-2011
A. Alvarez	Chili	1946-1955
F. Ammoun	Liban	1965-1976
E. C. Armand-Ugon	Uruguay	1952-1961
P. Azevedo	Brésil	1946-1951
A. H. Badawi	Egypte	1946-1965
J. Basdevant	France	1946-1964
R. R. Baxter	Etats-Unis d'Amérique	1979-1980
M. Bedjaoui	Algérie	1982-2001
C. Bengzon	Philippines	1967-1976
T. Buergenthal	Etats-Unis d'Amérique	2000-2010
J. L. Bustamante y Rivero	Pérou	1961-1970
L. F. Carneiro	Brésil	1951-1955
F. de Castro	Espagne	1970-1979
R. Córdova	Mexique	1955-1964
C. De Visscher	Belgique	1946-1952
H. C. Dillard	Etats-Unis d'Amérique	1970-1979
N. Elaraby	Egypte	2001-2006
A. El-Erian	Egypte	1979-1981
T. O. Elias	Nigéria	1976-1991
A. El-Khani	Syrie	1981-1985
J. Evensen	Norvège	1985-1994
I. Fabela	Mexique	1946-1952
L. Ferrari Bravo	Italie	1995-1997
Sir Gerald Fitzmaurice	Royaume-Uni	1960-1973

## ANNEX 2

## FORMER MEMBERS OF THE COURT

The following persons have served as Members of the Court.

Name	Country	Period of Office
R. Ago	Italy	1979-1995
A. Aguilar-Mawdsley	Venezuela	1991-1995
B. A. Ajibola	Nigeria	1991-1994
R. J. Alfaro	Panama	1959-1964
A. S. Al-Khasawneh	Jordan	2000-2011
A. Alvarez	Chile	1946-1955
F. Ammoun	Lebanon	1965-1976
E. C. Armand-Ugon	Uruguay	1952-1961
P. Azevedo	Brazil	1946-1951
A. H. Badawi	Egypt	1946-1965
J. Basdevant	France	1946-1964
R. R. Baxter	United States of America	1979-1980
M. Bedjaoui	Algeria	1982-2001
C. Bengzon	Philippines	1967-1976
T. Buergenthal	United States of America	2000-2010
J. L. Bustamante y Rivero	Peru	1961-1970
L. F. Carneiro	Brazil	1951-1955
F. de Castro	Spain	1970-1979
R. Córdova	Mexico	1955-1964
C. De Visscher	Belgium	1946-1952
H. C. Dillard	United States of America	1970-1979
N. Elaraby	Egypt	2001-2006
A. El-Erian	Egypt	1979-1981
T. O. Elias	Nigeria	1976-1991
A. El-Khani	Syria	1981-1985
J. Evensen	Norway	1985-1994
I. Fabela	Mexico	1946-1952
L. Ferrari Bravo	Italy	1995-1997
Sir Gerald Fitzmaurice	United Kingdom	1960-1973

Nom	Pays	Durée des fonctions
C.-A. Fleischhauer	Allemagne	1994-2003
I. Forster	Sénégal	1964-1982
S. A. Golunsky	URSS	1952-1953
Sir Christopher Greenwood	Royaume-Uni	2009-2018
A. Gros	France	1964-1984
J. G. Guerrero	El Salvador	1946-1958
G. Guillaume	France	1987-2005
G. H. Hackworth	Etats-Unis d'Amérique	1946-1961
G. Herczegh	Hongrie	1993-2003
Dame Rosalyn Higgins	Royaume-Uni	1995-2009
Hsu Mo	Chine	1946-1956
L. Ignacio-Pinto	Bénin	1970-1979
Sir Robert Jennings	Royaume-Uni	1982-1995
P. C. Jessup	Etats-Unis d'Amérique	1961-1970
E. Jiménez de Aréchaga	Uruguay	1970-1979
K. Keith	Nouvelle-Zélande	2006-2015
H. Klaestad	Norvège	1946-1961
F. I. Kojevnikov	URSS	1953-1961
P. H. Kooijmans	Pays-Bas	1997-2006
V. M. Koretsky	URSS	1961-1970
A. G. Koroma	Sierra Leone	1994-2012
S. B. Krylov	URSS	1946-1952
M. Lachs	Pologne	1967-1993
G. Ladreit de Lacharrière	France	1982-1987
Sir Hersch Lauterpacht	Royaume-Uni	1955-1960
Sir Arnold Duncan McNair	Royaume-Uni	1946-1955
K. Mbaye	Sénégal	1982-1991
G. Morelli	Italie	1961-1970
L. M. Moreno Quintana	Argentine	1955-1964
P. D. Morozov	URSS	1970-1985
H. Mosler	Rép. féd. d'Allemagne	1976-1985
Nagendra Singh	Inde	1973-1988
Ni Zhengyu	Chine	1985-1994
S. Oda	Japon	1976-2003
C. D. Onyema	Nigéria	1967-1976
Owada Hisashi	Japon	2003-2018



Name	Country	Period of Office
C.-A. Fleischhauer	Germany	1994-2003
I. Forster	Senegal	1964-1982
S. A. Golunsky	USSR	1952-1953
Sir Christopher Greenwood	United Kingdom	2009-2018
A. Gros	France	1964-1984
J. G. Guerrero	El Salvador	1946-1958
G. Guillaume	France	1987-2005
G. H. Hackworth	United States of America	1946-1961
G. Herczegh	Hungary	1993-2003
Dame Rosalyn Higgins	United Kingdom	1995-2009
Hsu Mo	China	1946-1956
L. Ignacio-Pinto	Benin	1970-1979
Sir Robert Jennings	United Kingdom	1982-1995
P. C. Jessup	United States of America	1961-1970
E. Jiménez de Aréchaga	Uruguay	1970-1979
K. Keith	New Zealand	2006-2015
H. Klaestad	Norway	1946-1961
F. I. Kojevnikov	USSR	1953-1961
P. H. Kooijmans	Netherlands	1997-2006
V. M. Koretsky	USSR	1961-1970
A. G. Koroma	Sierra Leone	1994-2012
S. B. Krylov	USSR	1946-1952
M. Lachs	Poland	1967-1993
G. Ladreit de Lacharrière	France	1982-1987
Sir Hersch Lauterpacht	United Kingdom	1955-1960
Sir Arnold Duncan McNair	United Kingdom	1946-1955
K. Mbaye	Senegal	1982-1991
G. Morelli	Italy	1961-1970
L. M. Moreno Quintana	Argentina	1955-1964
P. D. Morozov	USSR	1970-1985
H. Mosler	Fed. Rep. of Germany	1976-1985
Nagendra Singh	India	1973-1988
Ni Zhengyu	China	1985-1994
S. Oda	Japan	1976-2003
C. D. Onyeama	Nigeria	1967-1976
Owada Hisashi	Japan	2003-2018

Nom	Pays	Durée des fonctions
L. Padilla Nervo	Mexique	1964-1973
G. Parra-Aranguren	Venezuela	1996-2009
R. S. Pathak	Inde	1989-1991
S. Petrán	Suède	1967-1976
R. Ranjeva	Madagascar	1991-2009
Sir Benegal Rau	Inde	1952-1953
J. E. Read	Canada	1946-1958
F. Rezek	Brésil	1997-2006
J. M. Ruda	Argentine	1973-1991
S. M. Schwebel	Etats-Unis d'Amérique	1981-2000
B. Sepúlveda-Amor	Mexique	2006-2015
J. Sette-Camara	Brésil	1979-1988
M. Shahabuddeen	Guyana	1988-1997
Shi Jiuyong	Chine	1994-2010
B. Simma	Allemagne	2003-2012
L. Skotnikov	Fédération de Russie	2006-2015
Sir Percy Claude Spender	Australie	1958-1967
J. Spiropoulos	Grèce	1958-1967
K. Tanaka	Japon	1961-1970
N. K. Tarassov	Fédération de Russie	1985-1995
S. E. D. Tarazi	Syrie	1976-1980
V. S. Vereshchetin	Fédération de Russie	1995-2006
Sir Humphrey Waldock	Royaume-Uni	1973-1981
C. G. Weeramantry	Sri Lanka	1991-2000
V. K. Wellington Koo	Chine	1957-1967
B. Winiarski	Pologne	1946-1967
Sir Muhammad Zafrulla Khan	Pakistan	1954-1961 ; 1964-1973
M. Zoričić	Yougoslavie	1946-1958

Name	Country	Period of Office
L. Padilla Nervo	Mexico	1964-1973
G. Parra-Aranguren	Venezuela	1996-2009
R. S. Pathak	India	1989-1991
S. Petrán	Sweden	1967-1976
R. Ranjeva	Madagascar	1991-2009
Sir Benegal Rau	India	1952-1953
J. E. Read	Canada	1946-1958
F. Rezek	Brazil	1997-2006
J. M. Ruda	Argentina	1973-1991
S. M. Schwebel	United States of America	1981-2000
B. Sepúlveda-Amor	Mexico	2006-2015
J. Sette-Camara	Brazil	1979-1988
M. Shahabuddeen	Guyana	1988-1997
Shi Jiuyong	China	1994-2010
B. Simma	Germany	2003-2012
L. Skotnikov	Russian Federation	2006-2015
Sir Percy Claude Spender	Australia	1958-1967
J. Spiropoulos	Greece	1958-1967
K. Tanaka	Japan	1961-1970
N. K. Tarassov	Russian Federation	1985-1995
S. E. D. Tarazi	Syria	1976-1980
V. S. Vereshchetin	Russian Federation	1995-2006
Sir Humphrey Waldock	United Kingdom	1973-1981
C. G. Weeramantry	Sri Lanka	1991-2000
V. K. Wellington Koo	China	1957-1967
B. Winiarski	Poland	1946-1967
Sir Muhammad Zafrulla Khan	Pakistan	1954-1961; 1964-1973
M. Zoričić	Yugoslavia	1946-1958

## ANNEXE 3

## ANCIENS PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS DE LA COUR

La liste suivante présente les noms des juges qui ont respectivement exercé les fonctions de président et de vice-président avant les titulaires actuels.

J. G. Guerrero et J. Basdevant	1946-1949
J. Basdevant et J. G. Guerrero <sup>1</sup>	1949-1952
Sir Arnold McNair et J. G. Guerrero <sup>1</sup>	1952-1955
G. H. Hackworth et A. H. Badawi <sup>2</sup>	1955-1958
H. Klaestad et Sir Muhammad Zafrulla Khan	1958-1961
B. Winiarski et R. J. Alfaro	1961-1964
Sir Percy Spender et V. K. Wellington Koo	1964-1967
J. L. Bustamante y Rivero et V. M. Koretsky	1967-1970
Sir Muhammad Zafrulla Khan et F. Ammoun <sup>3</sup>	1970-1973
M. Lachs et F. Ammoun <sup>3</sup>	1973-1976
E. Jiménez de Aréchaga et Nagendra Singh	1976-1979
Sir Humphrey Waldock <sup>4</sup> et T. O. Elias <sup>5</sup>	1979-1982
T. O. Elias <sup>6</sup> et J. Sette-Camara	1982-1985

<sup>1</sup> Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Guerrero a fait fonction de président, en application de l'article 13, paragraphes 1 et 2, du Règlement de 1946, dans les affaires suivantes: *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*; *Protection de ressortissants et protégés français en Égypte (France c. Égypte)*; *Droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (France c. États-Unis d'Amérique)*; *Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)*; *Anglo Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)*; *Minquiers et Ecrébous (France/Royaume-Uni)*; *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique)*.

<sup>2</sup> Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Badawi a fait fonction de président, en application de l'article 13, paragraphe 1, du Règlement de 1946, dans les affaires de l'*Interhandel (Suisse c. États-Unis d'Amérique)*, *mesures conservatoires*, et de l'*Incident aérien du 27 juillet 1955 (États-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*.

<sup>3</sup> Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Ammoun a fait fonction de président, en application des articles 11 et 13, paragraphe 1, des Règlements de 1946 et de 1972, dans les affaires de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)*, des *Essais nucléaires (Australie c. France)*, *mesures conservatoires*, et des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*, *mesures conservatoires*.

<sup>4</sup> Sir Humphrey Waldock est décédé le 15 août 1981. La présidence a été assumée par le vice-président, M. Elias, en application de l'article 13, paragraphe 1, et de l'article 14 du Règlement de 1978.

<sup>5</sup> M. Elias a été président en exercice dans l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)* et pour les ordonnances des 20 janvier et 1<sup>er</sup> février 1982 dans l'affaire de la *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)*.

<sup>6</sup> M. Elias a continué à assumer la présidence dans l'affaire du *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malite)* au-delà du 5 février 1985, en application de l'article 32, paragraphe 2, du Règlement de 1978.

## ANNEX 3

## FORMER PRESIDENTS AND VICE-PRESIDENTS OF THE COURT

The following list contains the names of all judges who have served as President or Vice-President prior to the present holders of those offices.

J. G. Guerrero and J. Basdevant	1946-1949
J. Basdevant and J. G. Guerrero <sup>1</sup>	1949-1952
Sir Arnold McNair and J. G. Guerrero <sup>1</sup>	1952-1955
G. H. Hackworth and A. H. Badawi <sup>2</sup>	1955-1958
H. Klaestad and Sir Muhammad Zafrulla Khan	1958-1961
B. Winiarski and R. J. Alfaro	1961-1964
Sir Percy Spender and V. K. Wellington Koo	1964-1967
J. L. Bustamante y Rivero and V. M. Koretsky	1967-1970
Sir Muhammad Zafrulla Khan and F. Ammoun <sup>3</sup>	1970-1973
M. Lachs and F. Ammoun <sup>3</sup>	1973-1976
E. Jiménez de Aréchaga and Nagendra Singh	1976-1979
Sir Humphrey Waldock <sup>4</sup> and T. O. Elias <sup>5</sup>	1979-1982
T. O. Elias <sup>6</sup> and J. Sette-Camara	1982-1985

<sup>1</sup> While he was Vice-President of the Court, Judge Guerrero acted as President, by virtue of Article 13, paragraphs 1 and 2, of the 1946 Rules, in the following cases: *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*; *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)*; *Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)*; *Ambatielos (Greece v. United Kingdom)*; *Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)*; *Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)*; *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)*.

<sup>2</sup> While he was Vice-President of the Court, Judge Badawi acted as President, by virtue of Article 13, paragraph 1, of the 1946 Rules, in the cases concerning *Interhandel (Switzerland v. United States of America)*, *Interim Protection*, and *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)*.

<sup>3</sup> While he was Vice-President of the Court, Judge Ammoun acted as President, by virtue of Article 11 and Article 13, paragraph 1, of the 1946 and 1972 Rules of Court, in *Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*, *Nuclear Tests (Australia v. France)*, *Interim Protection*, and *Nuclear Tests (New Zealand v. France)*, *Interim Protection*.

<sup>4</sup> Sir Humphrey Waldock died on 15 August 1981. The functions of the Presidency were thereafter exercised by the Vice-President, T. O. Elias, by virtue of Article 13, paragraph 1, and Article 14 of the 1978 Rules of Court.

<sup>5</sup> Vice-President Elias was Acting President in *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* and in the proceedings relating to the Orders made on 20 January and 1 February 1982 in *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*.

<sup>6</sup> Judge Elias continued to act as President in *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)* after 5 February 1985, by virtue of Article 32, paragraph 2, of the 1978 Rules of Court.

Nagendra Singh et G. Ladreit de Lacharrière <sup>7</sup>	1985-1988
J. M. Ruda et K. Mbaye	1988-1991
Sir Robert Jennings <sup>8</sup> et S. Oda <sup>8</sup>	1991-1994
M. Bedjaoui et S. M. Schwebel	1994-1997
S. M. Schwebel <sup>9</sup> et C. G. Weeramantry <sup>9</sup>	1997-2000
G. Guillaume et Shi Jiuyong	2000-2003
Shi Jiuyong et R. Ranjeva	2003-2006
Dame Rosalyn Higgins <sup>10</sup> et A. S. Al-Khasawneh <sup>10</sup>	2006-2009
Owada Hisashi et P. Tomka <sup>11</sup>	2009-2012
P. Tomka et B. Sepúlveda-Amor	2012-2015
R. Abraham et A. A. Yusuf <sup>12</sup>	2015-2018

<sup>7</sup> M. Ladreit de Lacharrière est décédé le 10 mars 1987. Le 6 mai 1987, la Cour a élu M. Mbaye vice-président pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur.

<sup>8</sup> Alors qu'il était président de la Cour, sir Robert Jennings, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*. C'est M. Oda, vice-président, qui a fait fonction de président en cette affaire, ainsi que dans l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*.

<sup>9</sup> Alors qu'il était président de la Cour, M. Schwebel, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, dans les affaires suivantes : *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*; *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)* et *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)*. Bien que l'article 32 ne trouvait pas à s'appliquer dans les affaires relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)* et à la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne) (Serbie-et-Monténégro c. Belgique) (Serbie-et-Monténégro c. Canada) (Serbie-et-Monténégro c. France) (Serbie-et-Monténégro c. Italie) (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas) (Serbie-et-Monténégro c. Portugal) (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni) (Yougoslavie c. Espagne) (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)*, M. Schwebel a estimé approprié de ne pas non plus exercer la présidence dans ces affaires. La présidence a donc été assumée par le vice-président, M. Weeramantry, en application de l'article 13, paragraphe 1, du Règlement de la Cour.

<sup>10</sup> Avant son élection à la présidence de la Cour, M<sup>me</sup> la juge Higgins, invoquant le paragraphe 2 de l'article 17 du Statut de la Cour, s'est récusée en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*. Le vice-président de la Cour, M. Al-Khasawneh, a fait fonction de président aux fins de cette affaire à compter du 6 février 2006, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 13 du Règlement de la Cour.

<sup>11</sup> Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Tomka a été appelé à faire fonction de président, en application de l'article 13 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)* ainsi qu'en l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*.

<sup>12</sup> Alors qu'il était président de la Cour, M. le juge Abraham, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative aux *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)*. C'est M. le juge Yusuf, vice-président, qui a fait fonction de président en cette affaire.

Nagendra Singh and G. Ladreit de Lacharrière <sup>7</sup>	1985-1988
J. M. Ruda and K. Mbaye	1988-1991
Sir Robert Jennings <sup>8</sup> and S. Oda <sup>8</sup>	1991-1994
M. Bedjaoui and S. M. Schwebel	1994-1997
S. M. Schwebel <sup>9</sup> and C. G. Weeramantry <sup>9</sup>	1997-2000
G. Guillaume and Shi Jiuyong	2000-2003
Shi Jiuyong and R. Ranjeva	2003-2006
Dame Rosalyn Higgins <sup>10</sup> and A. S. Al-Khasawneh <sup>10</sup>	2006-2009
Owada Hisashi and P. Tomka <sup>11</sup>	2009-2012
P. Tomka and B. Sepúlveda-Amor	2012-2015
R. Abraham and A. A. Yusuf <sup>12</sup>	2015-2018

<sup>7</sup> Judge Ladreit de Lacharrière died on 10 March 1987. On 6 May 1987 the Court elected Judge Mbaye to be its Vice-President for the remainder of his predecessor's term.

<sup>8</sup> While he was President of the Court, Sir Robert Jennings, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*. Vice-President Oda exercised the functions of the Presidency in that case, as well as in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*.

<sup>9</sup> While he was President of the Court, Judge Schwebel, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*; *Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*; *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)*; *LaGrand (Germany v. United States of America)* and *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)*. Although Article 32 was not applicable in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)* and *Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)* (*Serbia and Montenegro v. Canada*) (*Serbia and Montenegro v. France*) (*Serbia and Montenegro v. Germany*) (*Serbia and Montenegro v. Italy*) (*Serbia and Montenegro v. Netherlands*) (*Serbia and Montenegro v. Portugal*) (*Serbia and Montenegro v. United Kingdom*) (*Yugoslavia v. Spain*) (*Yugoslavia v. United States of America*), Judge Schwebel did not think it appropriate to exercise the functions of the Presidency in those cases either. It was therefore the Vice-President, Judge Weeramantry, who, in accordance with Article 13, paragraph 1, of the Rules, exercised those functions.

<sup>10</sup> Prior to her election as President of the Court, Dame Higgins, referring to Article 17, paragraph 2, of the Statute, recused herself from participating in the case concerning *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)*. It therefore fell upon the Vice-President, Judge Al-Khasawneh, to exercise from 6 February 2006 onwards the functions of the Presidency for the purposes of the case, in accordance with Article 13, paragraphs 1 and 2, of the Rules of Court.

<sup>11</sup> During his term as Vice-President of the Court, Judge Tomka was called upon to act as President, by virtue of Article 13 of the Rules of Court, in the case concerning *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, as well as in the case concerning *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan)*.

<sup>12</sup> While he was President of the Court, Judge Abraham, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the case concerning *Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)*. Vice-President Yusuf exercised the functions of the Presidency in that case.

## ANNEXE 4

## ANCIENS GREFFIERS ET GREFFIERS ADJOINTS DE LA COUR

La liste suivante présente les noms des anciens greffiers de la Cour.

E. Hambro	Norvège	1946-1953
J. López-Oliván	Espagne	1953-1960
J. Garnier-Coignet	France	1960-1966
S. Aquarone	Australie	1966-1980
S. Torres Bernárdez	Espagne	1980-1986
E. Valencia-Ospina	Colombie	1987-2000
Ph. Couvreur	Belgique	2000-2019

\*

La liste suivante présente les noms des anciens greffiers adjoints de la Cour.

J. Garnier-Coignet	France	1946-1960
S. Aquarone	Australie	1960-1966
W. Tait	Royaume-Uni	1966-1976
A. Pillepich	France	1977-1984
E. Valencia-Ospina	Colombie	1984-1987
B. Noble	Royaume-Uni	1987-1994
J.-J. Arnaldez	France	1994-2008
Th. de Saint Phalle	Etats-Unis d'Amérique/ France	2008-2013

---



## ANNEX 4

## FORMER REGISTRARS AND DEPUTY-REGISTRARS OF THE COURT

The following list presents the former Registrars of the Court.

E. Hambro	Norway	1946-1953
J. López-Oliván	Spain	1953-1960
J. Garnier-Coignet	France	1960-1966
S. Aquarone	Australia	1966-1980
S. Torres Bernárdez	Spain	1980-1986
E. Valencia-Ospina	Colombia	1987-2000
Ph. Couvreur	Belgium	2000-2019

\*

The following list presents the former Deputy-Registrars of the Court.

J. Garnier-Coignet	France	1946-1960
S. Aquarone	Australia	1960-1966
W. Tait	United Kingdom	1966-1976
A. Pillepich	France	1977-1984
E. Valencia-Ospina	Colombia	1984-1987
B. Noble	United Kingdom	1987-1994
J.-J. Arnaldez	France	1994-2008
Th. de Saint Phalle	United States of America/ France	2008-2013

---

## ANNEXE 5

## CHAMBRES CONSTITUÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 26, PARAGRAPHE 2, DU STATUT

Le Statut prévoit en son article 26, paragraphe 2, que la Cour peut constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée, le nombre des juges de cette chambre étant fixé par la Cour avec l'assentiment des parties. Dans la liste suivante figurent les six affaires pour lesquelles de telles chambres ont été constituées à la demande conjointe des parties.

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
<i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)</i>	20 I 1982	M. Ago, <i>président de la chambre</i> ; MM. Gros, Mosler et Schwebel, <i>juges</i> ; M. Cohen, <i>juge ad hoc</i>	12 X 1984 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	3 IV 1985	M. Bedjaoui, <i>président de la chambre</i> ; MM. Lachs et Ruda, <i>juges</i> ; MM. Luchaire et Abi Saab, <i>juges ad hoc</i>	22 XII 1986 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)</i>	2 III 1987	M. Nagendra Singh, <i>président de la chambre</i> ; MM. Oda, Ago, Schwebel et sir Robert Jennings, <i>juges</i> A la suite du décès de M. Nagendra Singh, la Cour a élu le 20 décembre 1988 M. Ruda, son président, pour lui succéder en qualité de membre et de président (d'office) de la chambre	20 VII 1989 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))</i>	8 V 1987	M. Setre-Camara, <i>président de la chambre</i> ; M. Oda et sir Robert Jennings, <i>juges</i> ; MM. Valticos et Virally, <i>juges ad hoc</i>	11 IX 1992 (date de l'arrêt sur le fond)

## ANNEX 5

## CHAMBERS FORMED UNDER ARTICLE 26, PARAGRAPH 2, OF THE STATUTE

Article 26, paragraph 2, of the Statute provides that the Court may form a chamber to deal with a particular case, the number of judges constituting such a chamber being determined by the Court with the approval of the parties. The six cases in which chambers of this kind have been formed at the joint request of the parties are listed below.

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)</i>	20 I 1982	Judge Ago ( <i>President of the Chamber</i> ); Judges Gros, Mostler and Schwebel; Judge ad hoc Cohen	12 X 1984 (date of the Judgment on the merits)
<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	3 IV 1985	Judge Bedjaoui ( <i>President of the Chamber</i> ); Judges Lachs and Ruda; Judges ad hoc Luchaire and Abi Saab	22 XII 1986 (date of the Judgment on the merits)
<i>Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	2 III 1987	Judge Nagendra Singh ( <i>President of the Chamber</i> ); Judges Oda, Ago, Schwebel and Sir Robert Jennings Following the death of Judge Nagendra Singh, the Court, on 20 December 1988, elected President Ruda to succeed him as member and ( <i>ex officio</i> ) President of the Chamber	20 VII 1989 (date of the Judgment on the merits)
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>	8 V 1987	Judge Sette-Camara ( <i>President of the Chamber</i> ); Judges Oda and Sir Robert Jennings; Judges ad hoc Valticos and Virally	11 IX 1992 (date of the Judgment on the merits)

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
<i>Différend frontalier (Béni/Niger)</i>	27 XI 2002	<p>A la suite du décès de M. Virally, M. Torres Bernárdez a été désigné pour siéger à sa place en qualité de juge <i>ad hoc</i> et, le 13 décembre 1989, la Cour a déclaré que la chambre était composée comme suit: M. Sette-Camara, <i>président de la chambre</i>; M. Oda et sir Robert Jennings, <i>juges</i>; MM. Valticos et Torres Bernárdez, <i>juges ad hoc</i></p> <p>Le 7 février 1991, sir Robert Jennings et M. Oda ont changé de place dans l'ordre des préséances au sein de la chambre, en raison de leur élection respectivement comme président et vice-président de la Cour</p>	12 VII 2005 (date de l'arrêt sur le fond)
		<p>M. Guillaume, <i>président de la chambre</i>; MM. Ranjeva et Kooijmans, <i>juges</i>; MM. Bedjaoui et Bennouna, <i>juges ad hoc</i></p> <p>A la suite d'une élection tenue le 16 février 2005 pour pourvoir le poste devenu vacant après la démission de M. Guillaume, la composition de la chambre a été modifiée comme suit: M. Ranjeva, <i>président de la chambre</i>; MM. Kooijmans et Abraham, <i>juges</i>; MM. Bedjaoui et Bennouna, <i>juges ad hoc</i></p>	

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Frontier Dispute (Benin/Niger)</i>	27 XI 2002	<p>After the death of Judge Virally, Mr. Torres Bernárdez was chosen to sit as judge <i>ad hoc</i> in his place and, on 13 December 1989, the Court declared the Chamber to be composed as follows: <i>Judge Sette-Camara (President of the Chamber); Judges Oda and Sir Robert Jennings; Judges ad hoc Valticos and Torres Bernárdez</i></p> <p>On 7 February 1991, Judges Sir Robert Jennings and Oda exchanged places in the order of precedence within the Chamber owing to their election to be, respectively, the Court's President and Vice-President</p> <p><i>Judge Guillaume (President of the Chamber); Judges Ranjeva and Kooijmans; Judges ad hoc Bedjaoui and Bennouna</i></p> <p>Following an election held on 16 February 2005 to fill the vacancy left by the resignation of Judge Guillaume, the composition of the Chamber was as follows: <i>Judge Ranjeva (President of the Chamber); Judges Kooijmans and Abraham; Judges ad hoc Bedjaoui and Bennouna</i></p>	12 VII 2005 (date of the Judgment on the merits)

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
<i>Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	27 XI 2002	M. Guillaume, <i>président de la chambre</i> ; MM. Rezek et Buergethal, <i>juges</i> ; MM. Torres Bernárdez et Paolillo, <i>juges ad hoc</i>	18 XII 2003 (date de l'arrêt sur la recevabilité de la demande d'El Salvador)

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	27 XI 2002	Judge Guillaume ( <i>President of the Chamber</i> ); Judges Rezek and Buergenthal; <i>Judges ad hoc</i> Torres Bernárdez and Paolillo	18 XII 2003 (date of the Judgment on the admissibility of El Salvador's Application)

## ANNEXE 6

## AFFAIRES INTRODUITES PAR COMPROMIS

En application du paragraphe 1 de l'article 40 du Statut, les affaires peuvent être portées devant la Cour par compromis. Dans la liste suivante figurent les 18 affaires ainsi introduites.

Affaire	Parties	Date du compromis	Date d'enregistrement
<i>Droit d'asile</i>	Colombie/Pérou	31 VIII 1949	15 X 1949
<i>Minquiers et Ecrebous</i>	France/Royaume-Uni	29 XII 1950	6 XII 1951
<i>Souveraineté sur certaines parcelles frontalières</i>	Belgique/Pays-Bas	7 III 1957	27 XI 1957
<i>Plateau continental de la mer du Nord</i>	République fédérale d'Allemagne/ Danemark	2 II 1967	20 II 1967
<i>Plateau continental de la mer du Nord</i>	République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas	2 II 1967	20 II 1967
<i>Plateau continental</i>	Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne	10 VI 1977	1 <sup>er</sup> XII 1978 et 19 II 1979 <sup>1</sup>
<i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine</i>	Canada/Etats-Unis d'Amérique	29 III 1979	25 XI 1981
<i>Plateau continental</i>	Jamahiriya arabe libyenne/Malte	23 V 1976	26 VII 1982
<i>Différend frontalier</i>	Burkina Faso/République du Mali	16 IX 1983	20 X 1983
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime</i>	El Salvador/Honduras	24 V 1986	11 XII 1986

<sup>1</sup> La première date concerne la notification faite par la Tunisie et la seconde la notification faite par la Jamahiriya arabe libyenne.



## ANNEX 6

## CASES INSTITUTED BY SPECIAL AGREEMENT

Pursuant to Article 40, paragraph 1, of the Statute, cases may be brought before the Court by Special Agreement. All 18 cases instituted by such means are listed below.

Case	Parties	Date of Special Agreement	Date of filing
<i>Asylum</i>	Colombia/Peru	31 VIII 1949	15 X 1949
<i>Minquiers and Ecrehos</i>	France/United Kingdom	29 XII 1950	6 XII 1951
<i>Sovereignty over Certain Frontier Land</i>	Belgium/Netherlands	7 III 1957	27 XI 1957
<i>North Sea Continental Shelf</i>	Federal Republic of Germany/ Denmark	2 II 1967	20 II 1967
<i>North Sea Continental Shelf</i>	Federal Republic of Germany/ Netherlands	2 II 1967	20 II 1967
<i>Continental Shelf</i>	Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya	10 VI 1977	1 XII 1978 and 19 II 1979 <sup>1</sup>
<i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area</i>	Canada/United States of America	29 III 1979	25 XI 1981
<i>Continental Shelf</i>	Libyan Arab Jamahiriya/Malta	23 V 1976	26 VII 1982
<i>Frontier Dispute</i>	Burkina Faso/Republic of Mali	16 IX 1983	20 X 1983
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute</i>	El Salvador/Honduras	24 V 1986	11 XII 1986

<sup>1</sup> The first date relates to the notification by Tunisia and the second to the notification by the Libyan Arab Jamahiriya.

Affaire	Parties	Date du compromis	Date d'enregistrement
<i>Différend territorial</i>	Jamahiriya arabe libyenne/Tchad	31 VIII 1989	31 VIII 1990 et 3 IX 1990 <sup>2</sup>
<i>Projet Gabčikovo-Nagymaros</i>	Hongrie/Slovaquie	7 IV 1993	2 VII 1993
<i>Ile de Kasikili/Sedudu</i>	Botswana/Namibie	15 II 1996	29 V 1996
<i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan</i>	Indonésie/Malaisie	31 V 1997	2 XI 1998
<i>Différend frontalier</i>	Bénin/Niger	15 VI 2001	3 V 2002
<i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge</i>	Malaisie/Singapour	6 II 2003	24 VII 2003
<i>Différend frontalier</i>	Burkina Faso/Niger	24 II 2009	20 VII 2010
<i>Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala</i>	Guatemala/Belize	8 XII 2008	7 VI 2019

<sup>2</sup> La première date concerne la notification faite par la Jamahiriya arabe libyenne et la seconde le dépôt d'une requête introductive d'instance par le Tchad contre la Jamahiriya arabe libyenne. Les Parties sont ensuite convenues qu'en l'espèce l'instance avait en réalité été introduite par deux notifications d'un même compromis.

Case	Parties	Date of Special Agreement	Date of filing
<i>Territorial Dispute</i>	Libyan Arab Jamahiriya/Chad	31 VIII 1989	31 VIII 1990 and 3 IX 1990 <sup>2</sup>
<i>Gabčikovo-Nagymaros Project</i>	Hungary/Slovakia	7 IV 1993	2 VII 1993
<i>Kasikili/Sedudu Island</i>	Botswana/Namibia	15 II 1996	29 V 1996
<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan</i>	Indonesia/Malaysia	31 V 1997	2 XI 1998
<i>Frontier Dispute</i>	Benin/Niger	15 VI 2001	3 V 2002
<i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge</i>	Malaysia/Singapore	6 II 2003	24 VII 2003
<i>Frontier Dispute</i>	Burkina Faso/Niger	24 II 2009	20 VII 2010
<i>Guatemala's Territorial, Insular and Maritime Claim</i>	Guatemala/Belize	8 XII 2008	7 VI 2019

<sup>2</sup> The first date relates to the notification by the Libyan Arab Jamahiriya and the second to the filing by Chad of an Application instituting proceedings against the Libyan Arab Jamahiriya. The Parties subsequently agreed that the proceedings in the case had in effect been instituted by two separate notifications of the same Special Agreement.

## ANNEXE 7

## AFFAIRES INTRODUITES PAR VOIE DE REQUÊTE

(sur le fondement d'une clause compromissoire et/ou  
d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36,  
paragraphe 2, du Statut)<sup>1</sup>

Le paragraphe 1 de l'article 40 du Statut dispose que les affaires peuvent être portées devant la Cour par notification d'une requête.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 36 du Statut, la compétence de la Cour «s'étend à toutes les affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans la Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur».

L'article 37 dispose :

«Lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la Cour permanente de Justice internationale, la Cour internationale de Justice constituera cette juridiction entre les parties au présent Statut.»

Par ailleurs, le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut prévoit ce qui suit :

«Les Etats parties au présent Statut pourront, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.»

Enfin, au titre du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut :

«Les déclarations faites en application de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale pour une durée qui n'est pas encore expirée seront considérées, dans les rapports entre parties au présent Statut, comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes.»

La compétence de la Cour peut donc être fondée sur une clause compromissoire ou sur une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour.

Le tableau ci-après précise le ou les textes ainsi invoqués, dans la requête, par l'Etat demandeur pour fonder la compétence de la Cour. Le signe «—» signifie, selon la colonne dans laquelle il apparaît, qu'aucune clause compromissoire n'a été invoquée ou qu'aucune déclaration n'a été invoquée (ou que le demandeur a invoqué sa propre déclaration en l'absence de déclaration du défendeur) ; le signe «✓» signifie que le demandeur et le défendeur ont effectué des déclarations et que celles-ci ont été invoquées dans la requête introductive d'instance.

<sup>1</sup> Pour les requêtes introduisant une instance dans laquelle il est demandé à la Cour d'interpréter un arrêt, par référence à l'article 60 du Statut, ou de réviser un arrêt, par référence à l'article 61 du Statut, il convient de se reporter aux annexes 15 et 16, respectivement. Pour les affaires présentées par compromis, il convient de se reporter à l'annexe 6 et, pour celles introduites au titre d'un *forum prorogatum*, à l'annexe 8.

## ANNEX 7

## CASES INSTITUTED BY APPLICATION

(On the basis of a compromissory clause and/or a declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute)<sup>1</sup>

Article 40, paragraph 1, of the Statute provides that cases may be brought before the Court by notification of an application.

Under Article 36, paragraph 1, of the Statute, the jurisdiction of the Court “comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in the Charter of the United Nations or in treaties and conventions in force”.

Article 37 provides that:

“Whenever a treaty or convention in force provides for reference of a matter to a tribunal to have been instituted by the League of Nations, or to the Permanent Court of International Justice, the matter shall, as between the parties to the present Statute, be referred to the International Court of Justice.”

Furthermore, Article 36, paragraph 2, of the Statute provides as follows:

“The States parties to the present Statute may at any time declare that they recognize as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes concerning:

- (a) the interpretation of a treaty;
- (b) any question of international law;
- (c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;
- (d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.”

Finally, pursuant to Article 36, paragraph 5, of the Statute:

“Declarations made under Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice and which are still in force shall be deemed, as between the parties to the present Statute, to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period which they still have to run and in accordance with their terms.”

The Court’s jurisdiction can thus be founded on a compromissory clause or on a declaration recognizing its compulsory jurisdiction.

The table below lists the text(s) invoked in the Application by the applicant State to found the jurisdiction of the Court. The sign “—”, depending on the column in which it appears, indicates that no compromissory clause or declaration was invoked (or that the Applicant invoked its own declaration in the absence of a declaration by the Respondent); the sign “✓” indicates that the Applicant and the Respondent made declarations and that these were invoked in the Application instituting proceedings.

<sup>1</sup> For Applications instituting proceedings in which the Court is requested to construe a judgment, by reference to Article 60 of the Statute, or to revise a judgment, by reference to Article 61 of the Statute, see Annexes 15 and 16 respectively. For cases submitted by special agreement, see Annex 6, and for cases brought on the basis of *forum prorogatum*, see Annex 8.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)</i>	Convention de Montreux concernant l'abolition des capitulations en Egypte (art. 13)	—
<i>Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Accord de coopération économique entre les Etats-Unis d'Amérique et la France du 28 juin 1948 (art. 10)	✓
<i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	Protocole d'amitié et de coopération entre la République de Colombie et la République du Pérou du 24 mai 1934 (art. 7)	—
<i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et la Grande-Bretagne du 16 juillet 1926 (art. 29)	—
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	—	✓
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	—	✓
<i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)</i>	Déclaration signée par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique le 25 avril 1951	—
<i>Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)</i>	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise du 24 janvier 1948 (art. 23)	—
<i>Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Fisheries (United Kingdom v. Norway)</i>	—	✓
<i>Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)</i>	Montreux Convention regarding the Abolition of the Capitulations in Egypt (Art. 13)	—
<i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	Economic Co-operation Agreement between the United States of America and France, of 28 June 1948 (Art. 10)	✓
<i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	Protocol of Friendship and Co-operation between the Republic of Colombia and the Republic of Peru, of 24 May 1934 (Art. 7)	—
<i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Great Britain, of 16 July 1926 (Art. 29)	—
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	—	✓
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	—	✓
<i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	Statement between the Governments of the French Republic, the United Kingdom and the United States of America, of 25 April 1951	—
<i>Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)</i>	Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, of 24 January 1948 (Art. 23)	—
<i>Certain Norwegian Loans (France v. Norway)</i>	—	✓
<i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)</i>	—	✓
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)</i>	—	Les Etats-Unis d'Amérique ont déclaré accepter la juridiction de la Cour aux fins de l'espèce et ont invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour de la Bulgarie
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)</i>	—	✓
<i>Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)</i>	Accord intervenu entre le Honduras et le Nicaragua à Washington le 21 juillet 1957	✓
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)</i>	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'Espagne du 19 juillet 1927 (art. 2 et 17)	—
<i>Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)</i>	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise du 24 janvier 1948 (art. 23)	—
<i>Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928	✓



Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)</i>	—	✓
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)</i>	—	The United States of America declared that it accepted the Court's jurisdiction for the purposes of this case and invoked Bulgaria's declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)</i>	—	✓
<i>Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)</i>	Washington Agreement between Honduras and Nicaragua, of 21 July 1957	✓
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)</i>	Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and Spain, of 19 July 1927 (Arts. 2 and 17)	—
<i>Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)</i>	Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, of 24 January 1948 (Art. 23)	—
<i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)</i> <sup>2</sup>	Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand du 17 décembre 1920 (art. 7)	—
<i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i> <sup>2</sup>	Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand du 17 décembre 1920 (art. 7)	—
<i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	Accord de tutelle pour le territoire du Cameroun sous administration britannique (art. 19)	—
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'Espagne du 19 juillet 1927 (art. 17)	—
<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)</i>	Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale (art. 84)	—
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	Accord relatif au transit des services aériens internationaux (art. II)	—
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	Echange de notes entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement islandais en date du 11 mars 1961	—
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	Echange de notes entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement islandais en date du 19 juillet 1961	—
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	✓

<sup>2</sup> La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 20 mai 1961.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)</i> <sup>2</sup>	Mandate for German South West Africa, of 17 December 1920 (Art. 7)	—
<i>South West Africa (Liberia v. South Africa)</i> <sup>2</sup>	Mandate for German South West Africa, of 17 December 1920 (Art. 7)	—
<i>Northern Camerons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	Trusteeship Agreement for the Territory of the Camerons under British Administration (Art. 19)	—
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and Spain, of 19 July 1927 (Art. 17)	—
<i>Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)</i>	Chicago Convention on International Civil Aviation (Art. 84)	—
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	International Air Services Transit Agreement (Art. II)	—
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom and the Government of Iceland, dated 11 March 1961	—
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	Exchange of Notes between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of Iceland, dated 19 July 1961	—
	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	✓

<sup>2</sup> The Court joined the proceedings in the two cases by an Order of 20 May 1961.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	✓
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17) Communiqué conjoint de Bruxelles (31 mai 1975) à l'issue d'un échange de vues entre les premiers ministres de Grèce et de Turquie	—
<i>Personnel diplomatique et consulaire des États-Unis à Téhéran (États-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1) Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1) Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	—
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)</i>	Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (art. 13, par. 1)	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	✓
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17) Joint Communiqué of Brussels (31 May 1975) Agreed between the Prime Ministers of Greece and Turkey	—
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I) Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I) Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between the United States of America and Iran, of 15 August 1955 (Art. XXI, para. 2)	—
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents (Art. 13, para. 1)	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa-Rica)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Elektronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)</i>	Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 2 février 1948 entre les Etats-Unis d'Amérique et la République italienne (art. XXVI)	—
<i>Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale, telle qu'amendée (art. 84) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14)	—
<i>Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)</i>	—	✓
<i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	—	✓
<i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>	—	✓
<i>Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Electronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of 2 February 1948 between the United States of America and the Italian Republic (Art. XXVI)	—
<i>Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Chicago Convention on International Civil Aviation as amended (Art. 84) Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14)	—
<i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	—	✓
<i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	—	✓
<i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	—	✓
<i>Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, adopté à Genève par la première conférence des Nations Unies sur le droit de la mer le 29 avril 1958 (art. 1)	✓
<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	Echanges de lettres entre le roi d'Arabie saoudite et l'émir de Qatar, datées des 19 et 21 décembre 1987, et entre le roi d'Arabie saoudite et l'émir de Bahreïn, datées des 19 et 26 décembre 1987, ainsi que le «procès-verbal», signé à Doha le 25 décembre 1990 par les ministres des affaires étrangères de Qatar, de Bahreïn et d'Arabie saoudite	—
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	—



Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	Optional Protocol of Signature concerning the Compulsory Settlement of Disputes adopted in Geneva by the First United Nations Conference on the Law of the Sea on 29 April 1958 (Art. 1)	✓
<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	Exchange of Letters between the King of Saudi Arabia and the Amir of Qatar, dated 19 and 21 December 1987, and between the King of Saudi Arabia and the Amir of Bahrain, dated 19 and 26 December 1987, and the “Minutes” signed in Doha on 25 December 1990 by the Foreign Ministers of Qatar, Bahrain and Saudi Arabia	—
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between the United States of America and Iran, of 15 August 1955 (Art. XXI, para. 2)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	—	✓
<i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	—	✓
<i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. États-Unis d'Amérique)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
<i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	—	✓
<i>LaGrand (Allemagne c. États-Unis d'Amérique)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	—	✓
<i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	—	✓
<i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	—	✓
<i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	—
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)	—
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	—
<i>Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	Accord entre l'Inde et le Pakistan relatif aux relations bilatérales du 2 juillet 1972 (art. 1) <sup>3</sup>	✓
<i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i>	Pacte de Bogotà (art. XXXI)	✓
<i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	—	Dans sa requête, le Congo a déclaré accepter la juridiction obligatoire de la Cour et a invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour de la Belgique
<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (art. 1)	—
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotà (art. XXXI)	✓

<sup>3</sup> La requête renvoie simplement à l'article 36, paragraphe 1, du Statut. Ce n'est que dans son mémoire que le Pakistan a précisé le nom de l'instrument contenant une clause compromissoire susceptible de fonder la compétence de la Cour.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)	—
<i>Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)</i>		
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	Agreement on Bilateral Relations between India and Pakistan, of 2 July 1972 (Art. 1) <sup>3</sup>	✓
<i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	—	In its Application, Congo declared that it accepted the compulsory jurisdiction of the Court and invoked Belgium's declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes (Art. 1)	—
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓

<sup>3</sup> The Application simply refers to Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court. Only in its Memorial does Pakistan specify the name of the instrument that contains a special agreement which may found the jurisdiction of the Court.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<p><i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i></p>	<p>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (art. 29, par. 1)</p> <p>Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)</p> <p>Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)</p> <p>Constitution de l'OMS (art. 75)</p> <p>Acte constitutif de l'UNESCO (art. XIV)</p> <p>Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)</p> <p>Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)<sup>4</sup></p>	<p>—</p>
<p><i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i></p>	<p>Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)</p>	<p>—</p>

<sup>4</sup> Sur la base de l'article 66 de la convention de Vienne sur le droit des traités, la République démocratique du Congo a également invoqué des normes de *jus cogens* comme base légale de la compétence de la Cour contenues dans : la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 3, 4, 5, 13, 17, 18), ainsi que ses deux pactes internationaux de 1966 sur les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels; la convention relative au statut des réfugiés (1951) et son protocole (1967); la charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1981) et la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant; la convention relative aux droits de l'enfant (1989); le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés; le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants; les conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977.



Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	<p>Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Art. 29, para. 1)</p> <p>International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)</p> <p>Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)</p> <p>Constitution of the WHO (Art. 75)</p> <p>Constitution of UNESCO (Art. XIV)</p> <p>Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)</p> <p>Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)<sup>4</sup></p>	—
<i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—

<sup>4</sup> On the basis of Article 66 of the Vienna Convention on the Law of Treaties, the Democratic Republic of the Congo also invoked, as a legal basis for the Court's jurisdiction, the norms of *jus cogens* contained in: the Universal Declaration of Human Rights (Arts. 3, 4, 5, 13, 17, 18), as well as the two International Covenants of 1966 on Civil and Political, Economic, Social and Cultural Rights; the Convention relating to the Status of Refugees (1951) and its Protocol (1967); the African Charter on Human and Peoples' Rights (1981) and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child; the Convention on the Rights of the Child (1989); the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict; the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography; the Geneva Conventions of 1949 and Additional Protocols of 1977.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)</i>	Accord additionnel au traité de bon voisinage et de coopération entre la Roumanie et l'Ukraine (1997) (art. 4, al. <i>h</i> )	—
<i>Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI) Accord Tovar-Caldera signé par les Parties le 26 septembre 2002	✓
<i>Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	✓
<i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>	Statut du fleuve Uruguay entre l'Argentine et l'Uruguay (art. 60, par. 1)	—
<i>Différend maritime (Pérou c. Chili)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Epanrages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI) Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (art. 32)	—
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)	—
<i>Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)</i>	Accord intérimaire signé par les Parties le 13 septembre 1995 (art. 21, par. 2)	—
<i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))</i>	Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (art. 1, par. 1)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)</i>	Additional Agreement to the Treaty on Relations of Co-operation and Good Neighbourliness between Romania and Ukraine (1997) (Art. 4 (b))	—
<i>Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)</i>	Tovar-Caldera Agreement signed between the Parties on 26 September 2002	✓
<i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	Statute of the River Uruguay, signed by Argentina and Uruguay (Art. 60, para. 1)	—
<i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. Greece)</i>	United Nations Convention of 1988 against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances (Art. 32)	—
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening)</i>	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)	—
	Interim Accord of 13 September 1995 between the Applicant and the Respondent (Art. 21, para. 2)	—
	European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes (Art. 1, para. 1)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	✓
<i>Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)</i>	—	✓
<i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))</i>	—	✓
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)	✓
<i>Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)</i>	—	✓
<i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	—	✓
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	—	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	—	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	—	✓
<i>Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)</i>	—	✓ <sup>5</sup>
<i>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
	Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (art. 35)	

<sup>5</sup> La Somalie indique à cet égard que la compétence de la Cour est confirmée par l'article 282 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	—	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	—	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	—	✓
<i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i>	—	✓ <sup>5</sup>
<i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I) United Nations Convention against Transnational Organized Crime (Art. 35)	—

<sup>5</sup> Somalia states in this regard that the Court's jurisdiction is underscored by Article 282 of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Certains actifs inaniens (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	—
<i>Frontière terrestre dans la partie septentrionale d'Isla Portillos (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)</i>	Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (art. XXIV) Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)	—
<i>Jadhav (Inde c. Pakistan)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
<i>Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)</i>	Accord tendant à régler le différend relatif à la frontière entre le Venezuela et la Guyane britannique conclu entre le Venezuela et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord du 17 février 1966, à Genève <sup>6</sup>	—

<sup>6</sup> Le Guyana soutient dans sa requête que l'accord tendant à régler le différend relatif à la frontière entre le Venezuela et la Guyane britannique conclu entre le Venezuela et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le 17 février 1966, à Genève (l'« accord de Genève ») prévoyait le « recours à une série de mécanismes en vue de résoudre définitivement le différend » et habilitait le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à choisir celui des mécanismes prévus à l'article 33 de la Charte des Nations Unies pour régler pacifiquement le différend en cause.

En outre, le demandeur affirme ce qui suit :

« Le 30 janvier 2018, le Secrétaire général [S. Exc.] António Guterres a déterminé que la procédure des bons offices n'avait pas permis d'aboutir à un règlement pacifique du différend. Il a alors pris, en vertu du paragraphe 2 de l'article IV de l'accord, la décision officielle, et contraignante, de choisir un autre des moyens de règlement prévus par l'article 33 de la Charte. Il en a communiqué la teneur par lettres identiques aux deux Parties, indiquant que, en vertu des pouvoirs que lui conférerait l'accord de Genève, le règlement du différend serait confié à la Cour internationale de Justice. »



Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between the United States of America and Iran (Art. XXI, para. 2)	—
<i>Land Boundary in the Northern Part of Isla Portillos (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)</i>	International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism (Art. XXIV) International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)	—
<i>Jadhav (India v. Pakistan)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)</i>	Agreement to resolve the controversy over the frontier between Venezuela and British Guiana signed between Venezuela and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland at Geneva on 17 February 1966 <sup>6</sup>	—

<sup>6</sup> In its Application, Guyana argues that the Agreement to resolve the controversy over the frontier between Venezuela and British Guiana signed between Venezuela and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland at Geneva on 17 February 1966 (“Geneva Agreement”) provided for “recourse to a series of dispute settlement mechanisms to finally resolve the controversy”, and that authorized the United Nations Secretary-General to decide which appropriate dispute resolution mechanism to adopt for the peaceful settlement of the dispute, in accordance with Article 33 of the United Nations Charter. The Applicant further argues that:

“On 30 January 2018, . . . Secretary-General [H.E.] António Guterres determined that the Good Offices Process had failed to achieve a peaceful settlement of the controversy. He then took a formal and binding decision, under Article IV, paragraph 2, of the Agreement, to choose a different means of settlement under Article 33 of the Charter. In identical letters to both Parties, he communicated the terms of his decision that, pursuant to the authority vested in him by the Geneva Agreement, the controversy shall be settled by recourse to the International Court of Justice.”

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)</i>	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)	—
<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OIACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i>	Convention relative à l'aviation civile internationale (art. 84)	—
<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OIACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i>	Accord relatif au transit des services aériens internationaux (art. II, section 2)	—
<i>Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (art. XXI, par. 2)	—
<i>Transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem (Palestine c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Qatar v. United Arab Emirates)</i>	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)	—
<i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)</i>	Convention on International Civil Aviation (Art. 84)	—
<i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)</i>	International Air Services Transit Agreement (Art. II, Section 2)	—
<i>Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Art. XXI, para. 2)	—
<i>Relocation of the United States Embassy to Jerusalem (Palestine v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—

## ANNEXE 8

REQUÊTES PRÉSENTÉES SUR LE FONDEMENT D'UN *FORUM PROROGATUM*1. *Application du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour*

Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement dispose ce qui suit:

« Lorsque le demandeur entend fonder la compétence de la Cour sur un consentement non encore donné ou manifesté par l'Etat contre lequel la requête est formée, la requête est transmise à cet Etat. Toutefois, elle n'est pas inscrite au rôle général de la Cour et aucun acte de procédure n'est effectué tant que l'Etat contre lequel la requête est formée n'a pas accepté la compétence de la Cour aux fins de l'affaire. »

A ce jour, la compétence de la Cour a été reconnue, en application de cette disposition, dans les deux cas suivants:

- une requête présentée par la République du Congo le 9 décembre 2002 contre la France. Le défendeur a accepté la compétence de la Cour le 11 avril 2003, ce qui a entraîné l'inscription de l'affaire au rôle général, à compter de la date de réception de ladite acceptation, sous le titre *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*;
- une requête présentée par la République de Djibouti le 10 janvier 2006 contre la France. Le défendeur a accepté la compétence de la Cour le 9 août 2006, ce qui a entraîné l'inscription de l'affaire au rôle général, à compter de la date de réception de ladite acceptation, sous le titre *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*.

\* \*

Aucune suite n'a en revanche été donnée et la requête n'a pas été inscrite au rôle général de la Cour dans les cas ci-après:

- une requête a été déposée par la République de Hongrie le 23 octobre 1992 contre la République fédérative tchèque et slovaque, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été présentée par la République fédérative de Yougoslavie le 16 mars 1994 contre les Etats membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mais aucun acte de procédure n'a été effectué, les Etats contre lesquels ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été présentée par l'Erythrée le 16 février 1999 contre l'Ethiopie, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été présentée par le Libéria le 4 août 2003 contre la Sierra Leone, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été déposée par la République du Rwanda contre la France le 18 avril 2007, à laquelle était annexée une « demande en indication de mesures conservatoires ». Aucun acte de procédure n'a cependant été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;

## ANNEX 8

APPLICATIONS BASED ON *FORUM PROROGATUM*1. *Application of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court*

Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court provides as follows:

“When the applicant State proposes to found the jurisdiction of the Court upon a consent thereto yet to be given or manifested by the State against which such application is made, the application shall be transmitted to that State. It shall not however be entered in the General List, nor any action be taken in the proceedings, unless and until the State against which such application is made consents to the Court’s jurisdiction for the purposes of the case.”

To date, consent has been given to the Court’s jurisdiction by virtue of the above provision on two occasions:

- an Application was submitted by the Republic of the Congo on 9 December 2002, seeking to institute proceedings against France. The Respondent consented to the Court’s jurisdiction on 11 April 2003; that consent led to the case being entered into the General List with effect from the date of receipt of the consent as *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*; and
- an Application was submitted by the Republic of Djibouti on 10 January 2006, seeking to institute proceedings against France. The Respondent consented to the Court’s jurisdiction on 9 August 2006; that consent led to the case being entered into the General List with effect from the date of receipt of the consent as *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)*.

\* \*

On the other hand, no action was taken in the proceedings and the Applications were not entered in the General List in the following instances:

- an Application was submitted by the Republic of Hungary on 23 October 1992, seeking to institute proceedings against the Czech and Slovak Federal Republic, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by the Federal Republic of Yugoslavia on 16 March 1994, seeking to institute proceedings against the member States of the North Atlantic Treaty Organization (NATO), but no action was taken, the States against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by Eritrea on 16 February 1999, seeking to institute proceedings against Ethiopia, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by Liberia on 4 August 2003, seeking to institute proceedings against Sierra Leone, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by the Republic of Rwanda on 18 April 2007, seeking to institute proceedings against France, to which was appended a “request for the indication of provisional measures”. However, no action was taken in the proceedings, France having not consented to the Court’s jurisdiction;

- une requête à laquelle était annexée une « demande en indication de mesures conservatoires » a été présentée par la République de Guinée équatoriale contre la France le 25 septembre 2012. Mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- six requêtes ont été déposées par les Iles Marshall le 24 avril 2014 contre, par ordre alphabétique, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, Israël et la République populaire démocratique de Corée. Aucun acte de procédure n'a cependant été effectué, les pays concernés n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été déposée par la République argentine le 7 août 2014 contre les Etats-Unis d'Amérique, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce.

Le dépôt des requêtes ci-dessus a simplement fait l'objet d'un communiqué de presse du Greffe. Ces communiqués, classés par date de diffusion, figurent sur le site Internet de la Cour, sous la rubrique « Espace Presse ».

## 2. *Pratique de la Cour avant l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour*

Avant l'introduction dans le Règlement de la Cour du paragraphe 5 de l'article 38, le 1<sup>er</sup> juillet 1978, la Cour traitait les requêtes par lesquelles un Etat qui entendait fonder la compétence de la Cour pour connaître d'une affaire sur un consentement non encore donné, ou manifesté par un autre Etat, exposait ses demandes et invitait ce dernier à consentir à ce que la Cour les examine, comme toute autre requête qui lui était adressée: le Greffe procédait aux notifications habituelles et l'« affaire » était inscrite au rôle général de la Cour. Elle ne pouvait être rayée du rôle que si l'Etat défendeur refusait de manière explicite la compétence de la Cour pour en connaître; la Cour était par conséquent amenée à rendre des ordonnances à seule fin de rayer l'« affaire » du rôle.

Tel a été le cas dans les « affaires » suivantes :

- *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Hongrie)*, ordonnance du 12 juillet 1954;
- *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 12 juillet 1954;
- *Incident aérien du 10 mars 1953 (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)*, ordonnance du 14 mars 1956;
- *Incident aérien du 7 octobre 1952 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 14 mars 1956;
- *Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)*, ordonnance du 16 mars 1956;
- *Antarctique (Royaume-Uni c. Chili)*, ordonnance du 16 mars 1956;
- *Incident aérien du 4 septembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 9 décembre 1958;
- *Incident aérien du 7 novembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 7 octobre 1959.

- an Application including “a request for provisional measures” was submitted by the Republic of Equatorial Guinea on 25 September 2012, seeking to institute proceedings against France, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- on 24 April 2014, the Marshall Islands submitted six Applications, seeking to institute proceedings against, in alphabetical order, China, the Democratic People’s Republic of Korea, France, Israel, the Russian Federation and the United States of America. However, no action was taken, the States against which the Applications were submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by the Argentine Republic on 7 August 2014, seeking to institute proceedings against the United States of America, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction.

The filing of each of the above Applications was simply the subject of a Registry press release. Those press releases can be found on the Court’s website, in order of publication, under “Press Room”.

## 2. *Practice of the Court prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court*

Prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court on 1 July 1978, Applications in which a State that proposed to found the Court’s jurisdiction to entertain a case upon a consent thereto yet to be given or manifested by another State set out its claims, and invited the State against which it wished to institute proceedings to consent to Court’s consideration of those claims, were dealt with by the Court in the same way as any other Application submitted to it: the Registry carried out the usual notifications and the “case” was entered in the Court’s General List. It could only be removed from the List if the respondent State explicitly refused to consent to the Court’s jurisdiction to entertain the “case”; the Court was then required to make an order for the sole purpose of removing the “case” from the List.

Such orders were made in the following “cases”:

- *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Hungary)*, Order of 12 July 1954;
- *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 12 July 1954;
- *Aerial Incident of 10 March 1953 (United States of America v. Czechoslovakia)*, Order of 14 March 1956;
- *Aerial Incident of 7 October 1952 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 14 March 1956;
- *Antarctica (United Kingdom v. Argentina)*, Order of 16 March 1956;
- *Antarctica (United Kingdom v. Chile)*, Order of 16 March 1956;
- *Aerial Incident of 4 September 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 9 December 1958;
- *Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 7 October 1959.

En l'affaire du *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, la Cour a estimé, suite au dépôt de la requête du Royaume-Uni, qu'elle avait compétence sur la base de l'acceptation, par l'Albanie, de la recommandation du Conseil de sécurité tendant à ce que les deux pays soumettent leur différend à la Cour (arrêt sur l'exception préliminaire du 25 mars 1948). Immédiatement après le prononcé de l'arrêt sur l'exception préliminaire, les Parties ont notifié à la Cour un compromis.

---



In the *Corfu Channel* case (*United Kingdom v. Albania*), following the filing of an Application by the United Kingdom, the Court found that it had jurisdiction on the basis of Albania's acceptance of the Security Council's recommendation that the two States should refer their dispute to the Court (Judgment on the preliminary objection, 25 March 1948). Immediately after the delivery of the Judgment on the preliminary objection, the Parties notified to the Court a Special Agreement.

---

## ANNEXE 9

## INTERVENTIONS (STATUT, ART. 62 ET 63)

1. *Demandes d'intervention (Statut, art. 62)*

L'article 62 du Statut de la Cour dispose, en son paragraphe 1, que, « [l]orsqu'un Etat estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention » avant de préciser, en son paragraphe 2, que « [l]a Cour décide ».

Dans le tableau ci-après figurent les dix affaires en lesquelles de telles demandes ont été présentées.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande d'intervention	Etat entendant intervenir	Date de la décision de la Cour	Demande d'intervention acceptée?
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	16 V 1973	Fidji	12 VII 1973 (ord.) (sursis à statuer) 20 XII 1974 (ord.)	Non
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	12 VII 1973	Fidji	12 VII 1973 (ord.) (sursis à statuer) 20 XII 1974 (ord.)	Non
<i>Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)</i>	30 I 1981	Malte	14 IV 1981 (arrêt)	Non
<i>Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)</i>	24 X 1983	Italie	21 III 1984 (arrêt)	Non
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/ Honduras)</i>	17 XI 1989	Nicaragua	13 IX 1990 (arrêt)	Oui

## ANNEX 9

## INTERVENTIONS (ARTS. 62 AND 63 OF THE STATUTE)

1. *Applications for Permission to Intervene (Art. 62 of the Statute)*

Article 62, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that “[s]hould a State consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit a request to the Court to be permitted to intervene”. Paragraph 2 of the same provision states that “[i]t shall be for the Court to decide upon this request”.

The table below shows the ten cases in which such requests have been made.

Case	Date of filing of the Application to intervene	State seeking to intervene	Date of the Court's decision	Application to intervene granted?
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	16 V 1973	Fiji	12 VII 1973 (Ord.) (stay of proceedings) 20 XII 1974 (Ord.)	No
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	12 VII 1973	Fiji	12 VII 1973 (Ord.) (stay of proceedings) 20 XII 1974 (Ord.)	No
<i>Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)</i>	30 I 1981	Malta	14 IV 1981 (Judgment)	No
<i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)</i>	24 X 1983	Italy	21 III 1984 (Judgment)	No
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/ Honduras)</i>	17 XI 1989	Nicaragua	13 IX 1990 (Judgment)	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande d'intervention	Erat entendant intervenir	Date de la décision de la Cour	Demande d'intervention acceptée?
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	23 VIII 1995 24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Australie Iles Samoa Iles Salomon Iles Marshall Etats fédérés de Micronésie	22 IX 1995 (ord.)	Non
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	30 VI 1999	Guinée équatoriale	21 X 1999 (ord.)	Oui
<i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/ Malaisie)</i>	13 III 2001	Philippines	23 X 2001 (arrêt)	Non
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	25 II 2010 10 VI 2010	Costa Rica Honduras	4 V 2011 (arrêt) 4 V 2011 (arrêt)	Non Non
<i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie)</i>	13 I 2011	Grèce	4 VII 2001 (ord.)	Oui

\*

Case	Date of filing of the Application to intervene	State seeking to intervene	Date of the Court's decision	Application to intervene granted?
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	23 VIII 1995 24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Australia Samoa Islands Solomon Islands Marshall Islands Federated States of Micronesia	22 IX 1995 (Ord.)	No
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	30 VI 1999	Equatorial Guinea	21 X 1999 (Ord.)	Yes
<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)</i>	13 III 2001	Philippines	23 X 2001 (Judgment)	No
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	25 II 2010 10 VI 2010	Costa Rica Honduras	4 V 2011 (Judgment) 4 V 2011 (Judgment)	No No
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy)</i>	13 I 2011	Greece	4 VII 2011 (Ord.)	Yes

\*

## 2. Déclarations d'intervention (Statut, art. 63)

Aux termes de l'article 63 du Statut de la Cour, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, « [c]hacon d'eux a le droit d'intervenir au procès ».

Dans le tableau ci-après figurent les quatre affaires en lesquelles de telles déclarations ont été présentées.

Affaire	Date d'enregistrement de la déclaration	Etat auteur de la déclaration	Date de la décision de la Cour	Déclaration jugée recevable?
<i>Hayya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	13 III 1951	Cuba	16 V 1951 (décision rendue par la Cour en audience publique)	Oui
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	15 VIII 1984	El Salvador	4 X 1984 (ord.)	Non
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Iles Samoa Iles Salomon Iles Marshall Etats fédérés de Micronésie	22 IX 1995 (ord.)	Non
<i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)</i>	20 XI 2012	Nouvelle-Zélande	6 II 2013 (ord.)	Oui

## 2. *Declarations of Intervention (Art. 63 of the Statute)*

Under the terms of Article 63 of the Statute of the Court, whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, each of those States “has the right to intervene in the proceedings”.

Declarations of intervention have been made in the following four cases.

Case	Date of filing of the declaration	State author of the declaration	Date of the Court's decision	Declaration found admissible?
<i>Hayya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	13 III 1951	Cuba	16 V 1951 (decision rendered by the Court at public sitting)	Yes
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	15 VIII 1984	El Salvador	4 X 1984 (Ord.)	No
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Samoa Islands Solomon Islands Marshall Islands Federated States of Micronesia	22 IX 1995 (Ord.)	No
<i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan)</i>	20 XI 2012	New Zealand	6 II 2013 (Ord.)	Yes

## ANNEXE 10

## JONCTIONS D'INSTANCES

L'article 47 du Règlement dispose que la Cour «peut à tout moment ordonner que les instances dans deux ou plusieurs affaires soient jointes». Il en est allé ainsi dans les affaires suivantes.

Affaires en lesquelles les instances ont été jointes	Date de la décision de la Cour
<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud) et Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i>	20 V 1961 (ord.)
<i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Danemark) et Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas)</i>	26 IV 1968 (ord.)
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	17 IV 2013 (ord.)
<i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua) et Frontière terrestre dans la partie septentrionale d'Isla Portillos (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	2 II 2017 (ord.)



## ANNEX 10

## JOINDERS OF PROCEEDINGS

Article 47 of the Rules provides that “[t]he Court may at any time direct that the proceedings in two or more cases be joined”. The Court joined the proceedings in the following cases.

Cases in which the proceedings were joined	Date of the Court's decision
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa) and South West Africa (Liberia v. South Africa)</i>	20 V 1961 (Ord.)
<i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark) and North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)</i>	26 IV 1968 (Ord.)
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) and Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	17 IV 2013 (Ord.)
<i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua) and Land Boundary in the Northern Part of Isla Portillos (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	2 II 2017 (Ord.)

## ANNEXE 11

## MESURES CONSERVATOIRES

Des mesures conservatoires ont été demandées dans les 50 affaires ci-après.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	22 VI 1951	Royaume-Uni	5 VII 1951	Oui
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 X 1957	Suisse	24 X 1957	Non
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	19 VII 1972	Royaume-Uni	17 VIII 1972	Oui <sup>1</sup>
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	21 VII 1972	Rép. fédérale d'Allemagne	17 VIII 1972	Oui <sup>2</sup>
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	9 V 1973	Australie	22 VI 1973	Oui
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	14 V 1973	Nouvelle-Zélande	22 VI 1973	Oui
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	11 V 1973	Pakistan	13 VII 1973	Non <sup>3</sup>
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	10 VIII 1976	Grèce	11 IX 1976	Non

<sup>1</sup> Le 22 juin 1973, le Royaume-Uni, se référant au paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance du 17 août 1972, a demandé à la Cour de confirmer que les mesures indiquées dans cette ordonnance resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif en l'affaire ou une nouvelle ordonnance. La Cour a confirmé que tel était bien le cas dans une ordonnance du 12 juillet 1973.

<sup>2</sup> Le 22 juin 1973, la République fédérale d'Allemagne, se référant au paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance du 17 août 1972, a prié la Cour de confirmer que ladite ordonnance resterait en vigueur après le 15 août 1973. Par ordonnance du 12 juillet 1973, la Cour a confirmé que les mesures resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif en l'affaire.

<sup>3</sup> Le Pakistan a fait savoir à la Cour qu'il escomptait que des négociations se déroulent avec l'Inde dans un avenir proche; il l'a donc priée, par une lettre en date du 11 juillet 1973, de différer la suite de l'examen de la demande en indication de mesures conservatoires.

## ANNEX 11

## PROVISIONAL MEASURES

Provisional measures were requested in the following 50 cases.

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	22 VI 1951	United Kingdom	5 VII 1951	Yes
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	3 X 1957	Switzerland	24 X 1957	No
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	19 VII 1972	United Kingdom	17 VIII 1972	Yes <sup>1</sup>
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	21 VII 1972	Federal Rep. of Germany	17 VIII 1972	Yes <sup>2</sup>
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	9 V 1973	Australia	22 VI 1973	Yes
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	14 V 1973	New Zealand	22 VI 1973	Yes
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	11 V 1973	Pakistan	13 VII 1973	No <sup>3</sup>
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	10 VIII 1976	Greece	11 IX 1976	No

<sup>1</sup> On 22 June 1973, the United Kingdom, referring to operative paragraph (2) of the Order dated 17 August 1972, requested the Court to confirm that the interim measures of protection indicated in that Order would continue until it had given its final judgment in the case or until further order. The Court confirmed that such was the case by an Order of 12 July 1973.

<sup>2</sup> On 22 June 1973, the Federal Republic of Germany, referring to operative paragraph (2) of the Order of 17 August 1972, asked the Court to confirm that the said Order would continue to be operative after 15 August 1973. By an Order dated 12 July 1973, the Court confirmed that the measures would remain operative until it had given its final judgment in the case.

<sup>3</sup> Pakistan informed the Court that it expected negotiations to take place with India in the near future; it therefore asked the Court, by letter of 11 July 1973, to postpone further consideration of its request for provisional measures.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Erat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	29 XI 1979	Etats-Unis d'Amérique	15 XII 1979	Oui
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	9 IV 1984	Nicaragua	10 V 1984	Oui
<i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	30 XII 1985 7 I 1986	Burkina Faso Mali	10 I 1986	Oui
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	21 III 1988	Nicaragua	31 III 1988	Non <sup>4</sup>
<i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	18 I 1990	Guinée-Bissau	2 III 1990	Non
<i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	23 V 1991	Finlande	29 VII 1991	Non
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	3 III 1992	Libye	14 IV 1992	Non
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 III 1992	Libye	14 IV 1992	Non
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	20 III 1993	Bosnie-Herzégovine	8 IV 1993	Oui

<sup>4</sup> Le Nicaragua a fait savoir à la Cour, par une lettre en date du 31 mars 1988, qu'il retirait sa demande en indication de mesures conservatoires. En l'espèce, c'est le pré-sident qui, par ladite ordonnance, a pris acte de ce retrait.

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	29 XI 1979	United States of America	15 XII 1979	Yes
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	9 IV 1984	Nicaragua	10 V 1984	Yes
<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	30 XII 1985 7 I 1986	Burkina Faso Mali	10 I 1986	Yes
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	21 III 1988	Nicaragua	31 III 1988	No <sup>4</sup>
<i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	18 I 1990	Guinea-Bissau	2 III 1990	No
<i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	23 V 1991	Finland	29 VII 1991	No
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	3 III 1992	Libya	14 IV 1992	No
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	3 III 1992	Libya	14 IV 1992	No
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	20 III 1993	Bosnia and Herzegovina	8 IV 1993	Yes

<sup>4</sup> Nicaragua informed the Court, by letter dated 31 March 1988, that it was withdrawing its request for the indication of provisional measures. In this instance, it was the President who placed that withdrawal on record, by means of the above Order.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Erat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
	27 VII 1993	Bosnie-Herzégovine	13 IX 1993	Non (mais réaffirmation des mesures indiquées le 8 IV 1993)
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	12 II 1996	Cameroun	15 III 1996	Oui
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	21 VIII 1995	Nouvelle-Zélande	22 IX 1995	Non
<i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 IV 1998	Paraguay	9 IV 1998	Oui
<i>LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	2 III 1999	Allemagne	3 III 1999	Oui
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
	27 VII 1993	Bosnia and Herzegovina	13 IX 1993	No (but the Court did reaffirm the provisional measures indicated on 8 IV 1993)
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	12 II 1996	Cameroon	15 III 1996	Yes
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	21 VIII 1995	New Zealand	22 IX 1995	No
<i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	3 IV 1998	Paraguay	9 IV 1998	Yes
<i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	2 III 1999	Germany	3 III 1999	Yes
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Erat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	19 VI 2000	Rép. démocratique du Congo	1 <sup>er</sup> VII 2000	Oui
<i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	17 X 2000	Rép. démocratique du Congo	8 XII 2000	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	28 V 2002	Rép. démocratique du Congo	10 VII 2002	Non
<i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	9 I 2003	Mexique	5 II 2003	Oui
<i>Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)</i>	9 XII 2002	Rép. du Congo	17 VI 2003	Non
<i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>	4 V 2006 29 XI 2006	Argentine Uruguay	13 VII 2006 23 I 2007	Non Non
<i>Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	5 VI 2008	Mexique	16 VII 2008	Oui
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	14 VIII 2008	Géorgie	15 X 2008	Oui



Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	19 VI 2000	Democratic Rep. of the Congo	1 VII 2000	Yes
<i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	17 X 2000	Democratic Rep. of the Congo	8 XII 2000	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	28 V 2002	Democratic Rep. of the Congo	10 VII 2002	No
<i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	9 I 2003	Mexico	5 II 2003	Yes
<i>Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)</i>	9 XII 2002	Rep. of the Congo	17 VI 2003	No
<i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	4 V 2006 29 XI 2006	Argentina Uruguay	13 VII 2006 23 I 2007	No No
<i>Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)</i>	5 VI 2008	Mexico	16 VII 2008	Yes
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	14 VIII 2008	Georgia	15 X 2008	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	État auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	19 II 2009	Belgique	28 V 2009	Non
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	18 XI 2010	Costa Rica	8 III 2011	Oui
	23 V 2013 (demande tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 8 III 2011)	Costa Rica	16 VII 2013	Non (pas de modification des mesures indiquées le 8 III 2011)
	24 IX 2013 (demande en indication de nouvelles mesures conservatoires)	Costa Rica	22 XI 2013	Oui
<i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i>	28 IV 2011	Cambodge	18 VII 2011	Oui
<i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	11 X 2013	Nicaragua	13 XII 2013	Non
<i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	17 XII 2013	Timor-Leste	3 III 2014	Oui

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	19 II 2009	Belgium	28 V 2009	No
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	18 XI 2010	Costa Rica	8 III 2011	Yes
	23 V 2013 (request for the modification of the Order indicating provisional measures of 8 III 2011)	Costa Rica	16 VII 2013	No (no modification to the provisional measures indicated on 8 III 2011)
	24 IX 2013 (request for the indication of new provisional measures)	Costa Rica	22 XI 2013	Yes
<i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	28 IV 2011	Cambodia	18 VII 2011	Yes
<i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	11 X 2013	Nicaragua	13 XII 2013	No
<i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	17 XII 2013	Timor-Leste	3 III 2014	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Erat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
	25 III 2015 (demande tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 III 2014)	Australie	22 IV 2015	Oui (modifications des mesures indiquées le 3 III 2014)
<i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>		Guinée équatoriale	7 XII 2016	Oui
<i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)</i>	16 I 2017	Ukraine	19 IV 2017	Oui
<i>Jadhav (Inde c. Pakistan)</i>	8 V 2017	Inde	18 V 2017	Oui
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)</i>	11 VI 2018	Qatar	23 VII 2018	Oui
	22 III 2019 (demande en indication de nouvelles mesures conservatoires)	Emirats arabes unis	14 VI 2019	Non
<i>Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	16 VII 2018	République islamique d'Iran	3 X 2018	Oui
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)</i>	11 XI 2019	Gambie	23 I 2020	Oui

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
	25 III 2015 (request for the modification of the Order indicating provisional measures of 3 III 2014)	Australia	22 IV 2015	Yes (modification of the measures indicated on 3 III 2014)
<i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>		Equatorial Guinea	7 XII 2016	Yes
<i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)</i>	16 I 2017	Ukraine	19 IV 2017	Yes
<i>Jadhav (India v. Pakistan)</i>	8 V 2017	India	18 V 2017	Yes
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Qatar v. United Arab Emirates)</i>	11 VI 2018	Qatar	23 VII 2018	Yes
	22 III 2019 (request for the indication of new provisional measures)	United Arab Emirates	14 VI 2019	No
<i>Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	16 VII 2018	Islamic Republic of Iran	3 X 2018	Yes
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)</i>	11 XI 2019	The Gambia	23 I 2020	Yes

## ANNEXE 12

AFFAIRES DANS LESQUELLES LA COUR S'EST PRONONCÉE À TITRE PRÉLIMINAIRE  
SUR DES EXCEPTIONS OU QUESTIONS DE COMPÉTENCE ET/OU DE RECEVABILITÉ

La Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité dans les 51 affaires ci-après<sup>1</sup>.

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure ?
<i>Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	25 III 1948 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	1 <sup>er</sup> VII 1952 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	22 VII 1952 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Non
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	18 XI 1953 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)</i>	15 VI 1954 (arrêt sur la question préliminaire)	Non
<i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	26 XI 1957 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	21 III 1959 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	26 V 1959 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)</i>	26 V 1961 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)</i>	21 XII 1962 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	2 XII 1963 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non

<sup>1</sup> Dans l'affaire du *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)*, la Cour a rejeté la demande de la Belgique tendant à autoriser la présentation par celle-ci, en dérogation des ordonnances du président de la Cour en date des 13 décembre 2000 et 12 avril 2001, d'exceptions préliminaires entraînant la suspension de la procédure sur le fond (ordonnance du 27 juin 2001).

## ANNEX 12

CASES IN WHICH THE COURT HAS GIVEN A PRELIMINARY RULING  
ON OBJECTIONS OR QUESTIONS OF JURISDICTION AND/OR ADMISSIBILITY

The Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility in the following 51 cases<sup>1</sup>.

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	25 III 1948 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	1 VII 1952 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	22 VII 1952 (Judgment on preliminary objection)	No
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	18 XI 1953 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	15 VI 1954 (Judgment on preliminary question)	No
<i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	26 XI 1957 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	21 III 1959 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	26 V 1959 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	26 V 1961 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)</i>	21 XII 1962 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	2 XII 1963 (Judgment on preliminary objections)	No

<sup>1</sup> In the case concerning the *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)*, the Court rejected Belgium's request for authorization, in derogation from the Orders of the President of the Court dated 13 December 2000 and 12 April 2001, to submit preliminary objections involving suspension of the proceedings on the merits (Order of 27 June 2001).

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure?
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête : 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	24 VII 1964 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	2 II 1973 (arrêt sur la compétence)	Oui
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	2 II 1973 (arrêt sur la compétence)	Oui
<i>Plateau continental de la mer Égée (Grèce c. Turquie)</i>	19 XII 1978 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	26 XI 1984 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	20 XII 1988 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
<i>Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)</i>	26 VI 1992 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	1 <sup>er</sup> VII 1994 (arrêt sur la compétence et la recevabilité) 15 II 1995 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui Oui
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	27 II 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	27 II 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	12 XII 1996 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	11 VII 1996 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	11 VI 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui



Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	24 VII 1964 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	2 II 1973 (Judgment on jurisdiction)	Yes
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	2 II 1973 (Judgment on jurisdiction)	Yes
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	19 XII 1978 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	26 XI 1984 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	20 XII 1988 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes
<i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	26 VI 1992 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	1 VII 1994 (Judgment on jurisdiction and admissibility) 15 II 1995 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes Yes
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	27 II 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	27 II 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	12 XII 1996 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	11 VII 1996 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	11 VI 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure?
<i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	4 XII 1998 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Abmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	24 V 2007 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	3 II 2006 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Non
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	18 XI 2008 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	21 VI 2000 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	10 II 2005 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	13 XII 2007 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Demande en révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	18 XII 2003 (arrêt sur la recevabilité)	Non

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	4 XII 1998 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Almadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	24 V 2007 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	3 II 2006 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	No
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	18 XI 2008 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	21 VI 2000 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	10 II 2005 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	13 XII 2007 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Application for Revision of the Judgement of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	18 XII 2003 (Judgment on admissibility)	No

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure?
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	1 <sup>er</sup> IV 2011 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	24 IX 2015 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	17 III 2016 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	17 III 2016 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	5 X 2016 (arrêt sur la compétence et sur la recevabilité)	Non
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	5 X 2016 (arrêt sur la compétence et sur la recevabilité)	Non
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	5 X 2016 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)</i>	2 II 2017 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	6 VI 2018 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	13 II 2019 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)</i>	8 XI 2019 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	1 IV 2011 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	24 IX 2015 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	17 III 2016 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	17 III 2016 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	5 X 2016 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	No
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	5 X 2016 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	No
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	5 X 2016 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i>	2 II 2017 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	6 VI 2018 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	13 II 2019 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)</i>	8 XI 2019 (Judgment on preliminary objections)	Yes

Bien que saisie de questions de compétence et/ou de recevabilité, la Cour n'a pas eu à se prononcer à leur égard, soit en raison du retrait des demandes en ce sens dans une affaire (*Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)*), soit en raison d'un désistement d'instance, dans les cinq affaires ci-après :

- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*
  - *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*
  - *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*
  - *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*
  
  - *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda).*
-

Although seised of questions of jurisdiction and/or admissibility, the Court was not required to rule on them in one case because the requests were withdrawn (*Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)*), nor in the following five cases, because the proceedings were discontinued:

- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)*
  - *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)*
  - *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*
  - *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)*
  - *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda).*
-

## ANNEXE 13

## DEMANDES RECONVENTIONNELLES

Dans les onze affaires suivantes, des demandes reconventionnelles ont été présentées dans le cadre du contre-mémoire.

Affaire	Date des demandes reconventionnelles	Demandes reconventionnelles jugées recevables?	Demandes jugées recevables accueillies?
<i>Droit d'asile (Colombie/Pérou)</i>	21 III 1950	Oui (arrêt du 20 XI 1950) <sup>1</sup>	Partiellement (arrêt du 20 XI 1950)
<i>Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	20 XII 1951	Ni la France ni la Cour elle-même n'ont soulevé de question de compétence au regard de la demande reconventionnelle des Etats-Unis. La Cour a donc d'emblée procédé à l'examen au fond des conclusions constituant ladite demande <sup>1</sup>	Partiellement (arrêt du 27 VIII 1952)
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	23 VI 1997	Oui (ord. du 10 III 1998)	Non (arrêt du 6 XI 2003)
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	22 VII 1997	Oui (ord. du 17 XII 1997)	La Cour a pris acte du retrait des demandes reconventionnelles par la RFY (ord. du 10 IX 2001)
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	31 V 1999	Oui (ord. du 30 VI 1999)	Non (arrêt du 10 X 2002)

<sup>1</sup> L'affaire s'est déroulée sous l'empire du Règlement de la Cour de 1946, dont l'article consacré aux demandes reconventionnelles (art. 63) était ainsi libellé :

«Lorsque l'instance a été introduite par requête, une demande reconventionnelle peut être présentée dans les conclusions du contre-mémoire, pourvu que cette demande soit en connexité directe avec l'objet de la requête et qu'elle rentre dans la compétence de la Cour. Si le rapport de connexité entre la demande présentée comme demande reconventionnelle et l'objet de la requête n'est pas apparent, la Cour, après examen, décide s'il y a lieu ou non de joindre cette demande à l'instance plénière.»



ANNEX 13  
COUNTER-CLAIMS

In the following 11 cases, counter-claims were made in relation to the Counter-Memorial.

Case	Date of counter-claims	Counter-claims found admissible?	Admissible counter-claims granted?
<i>Asylum (Colombia/Peru)</i>	21 III 1950	Yes (Judgment of 20 XI 1950) <sup>1</sup>	Partially (Judgment of 20 XI 1950)
<i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	20 XII 1951	Neither France nor the Court raised the question of jurisdiction in relation to the United States' counter-claim. Thus, the Court proceeded straight to an examination of the merits of the submissions constituting the claim <sup>1</sup>	Partially (Judgment of 27 VIII 1952)
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	23 VI 1997	Yes (Order of 10 III 1998)	No (Judgment of 6 XI 2003)
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	22 VII 1997	Yes (Order of 17 XII 1997)	The Court recorded the withdrawal of the counter-claims by the FRY (Order of 10 IX 2001)
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	31 V 1999	Yes (Order of 30 VI 1999)	No (Judgment of 10 X 2002)

<sup>1</sup> This case was entertained while the 1946 Rules of Court were in force. Article 63 of those Rules concerned counter-claims and read as follows:

“When proceedings have been instituted by means of an application, a counter-claim may be presented in the submissions of the Counter-Memorial, provided that such counter-claim is directly connected with the subject-matter of the application and that it comes within the jurisdiction of the Court. In the event of doubt as to the connection between the question presented by way of counter-claim and the subject-matter of the application the Court shall, after due examination, direct whether or not the question thus presented shall be joined to the original proceedings.”

Affaire	Date des demandes reconventionnelles	Demandes reconventionnelles jugées recevables?	Demandes jugées recevables accueillies?
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	20 IV 2001	Partiellement (ord. du 29 XI 2001)	Partiellement (arrêt du 19 XII 2005)
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	4 I 2010	Compte tenu de l'absence d'objections de la Croatie à la recevabilité des demandes reconventionnelles, la Cour n'a pas estimé devoir se prononcer définitivement sur la question de savoir si lesdites demandes satisfaisaient aux conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement	Non (arrêt du 3 II 2015)
<i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))</i>	23 XII 2009	Non (ord. du 6 VII 2010)	—
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	6 VIII 2012	Non <sup>2</sup> (ord. du 18 IV 2013)	—
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	17 XI 2016	Partiellement <sup>3</sup> (ord. du 15 XI 2017)	—
<i>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	3 IX 2018	Compte tenu de l'absence d'objections du Chili à la recevabilité des demandes reconventionnelles, la Cour n'a pas estimé devoir se prononcer définitivement sur la question de savoir si ces demandes satisfaisaient aux conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 80 de son Règlement	—

<sup>2</sup> La Cour a toutefois dit qu'il n'y avait pas lieu pour elle de statuer sur la recevabilité de la première demande reconventionnelle du Nicaragua comme telle; elle a ajouté qu'il n'y avait pas lieu pour elle de connaître de la quatrième demande reconventionnelle du Nicaragua comme telle et que les Parties pourraient aborder, dans la suite de la procédure, toute question relative à la mise en œuvre des mesures conservatoires indiquées par elle dans son ordonnance du 8 mars 2011.

<sup>3</sup> Dans son ordonnance du 15 novembre 2017, la Cour a dit que les première et deuxième demandes reconventionnelles présentées par la Colombie étaient irrecevables comme telles et ne faisaient pas partie de l'instance. Elle a toutefois jugé que les troisième et quatrième demandes reconventionnelles présentées par la Colombie étaient recevables comme telles et faisaient partie de l'instance.

Case	Date of counter-claims	Counter-claims found admissible?	Admissible counter-claims granted?
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	20 IV 2001	Partially (Order of 29 XI 2001)	Partially (Judgment of 19 XII 2005)
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	4 I 2010	In view of the fact that Croatia did not object to the admissibility of the counter-claims, the Court considered that it need not rule definitively on the issue of whether those claims satisfied the conditions set forth in Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court	No (Judgment of 3 II 2015)
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening)</i>	23 XII 2009	No (Order of 6 VII 2010)	—
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	6 VIII 2012	No <sup>2</sup> (Order of 18 IV 2013)	—
<i>Alleged Violations of Sovereign Rules and Maritime Space in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	17 XI 2016	Partially <sup>3</sup> (15 XI 2017)	—
<i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	3 IX 2018	In view of the fact that Chile did not object to the admissibility of the counter-claims, the Court considered that it need not rule definitively on the issue of whether those claims satisfied the conditions set forth in Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court.	—

<sup>2</sup> The Court found, however, that there was no need for it to adjudicate on the admissibility of Nicaragua's first counter-claim as such; it added that there was no need for it to entertain Nicaragua's fourth counter-claim as such, and that the Parties might take up any question relating to the implementation of the provisional measures indicated by the Court in its Order of 8 March 2011 in the further course of the proceedings.

<sup>3</sup> In its Order of 15 November 2017, the Court found that the first and second counter-claims submitted by Colombia were inadmissible as such and did not form part of the proceedings. The Court found, however, that the third and fourth counter-claims submitted by Colombia were admissible as such and did form part of the proceedings.

## ANNEXE 14

## DÉSISTEMENTS

Les 26 affaires suivantes se sont terminées par un désistement :

- *Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)*
- *Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)*
- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*
- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)*
- *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)* (première requête)
- *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*
- *Procès de prisonniers de guerre pakistanaï (Pakistan c. Inde)*
- *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)*
- *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)*
- *Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)*
- *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)*
- *Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)*
- *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)*
- *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*
- *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)*
- *Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)*
- *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*
- *Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)*
- *Epanchages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)*
- *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*
- *Demande en révision de l'arrêt du 23 mai 2008 en l'affaire relative à la Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour) (Malaisie c. Singapour)*
- *Demande en interprétation de l'arrêt du 23 mai 2008 en l'affaire relative à la Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour) (Malaisie c. Singapour).*

## ANNEX 14

## DISCONTINUANCES

The following 26 cases were discontinued:

- *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)*
- *Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)*
- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)*
- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)*
- *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)* (first application)
- *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)*
- *Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)*
- *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)*
- *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)*
- *Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)*
- *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)*
- *Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)*
- *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*
- *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)*
- *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*
- *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*
- *Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)*
- *Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil)*
- *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*
- *Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)*
- *Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)*
- *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*
- *Application for Revision of the Judgment of 23 May 2008 in the Case concerning Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore) (Malaysia v. Singapore)*
- *Request for Interpretation of the Judgment of 23 May 2008 in the Case concerning Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore) (Malaysia v. Singapore).*

Les deux affaires suivantes se sont terminées par un désistement à l'égard des questions de réparations qui n'avaient pas été tranchées dans l'arrêt rendu préalablement :

- *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)*
  - *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique).*
-

The following two cases ended in discontinuance as regarded the question of reparation, which the Judgment had left to be settled:

- *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)*
  - *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America).*
-

## ANNEXE 15

## DEMANDES EN INTERPRÉTATION

Des demandes en interprétation d'arrêt ont été présentées dans six affaires (les deux demandes ayant été accueillies par la Cour, en tout ou en partie, sont signalées par un astérisque) :

- par la Colombie au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 20 novembre 1950 en l'affaire du *Droit d'asile (Colombie/Pérou)*;
- par la Tunisie (conjointement à une demande en révision) au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 24 février 1982 en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamabiriya arabe libyenne)\**;
- par le Nigéria au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 juin 1998 sur des exceptions préliminaires en l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*;
- par le Mexique au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 31 mars 2004 en l'affaire *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*;
- par le Cambodge au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vibéar (Cambodge c. Thaïlande)\**; et
- par la Malaisie au sujet de l'arrêt du 23 mai 2008 en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cependant, par lettre datée du 28 mai 2018, la Malaisie a notifié à la Cour que les Parties étaient convenues d'un désistement de l'instance en l'affaire. Copie de cette lettre a été communiquée à l'agent de Singapour, qui, par lettre en date du 29 mai 2018, a confirmé l'accord de son gouvernement concernant ce désistement. En conséquence, le 29 mai 2018, la Cour a rendu une ordonnance prenant acte du désistement de l'instance et prescrivant que l'affaire soit rayée du rôle.



## ANNEX 15

## REQUESTS FOR INTERPRETATION

Requests for interpretation of judgments of the Court have been made in six cases (the two requests granted by the Court, in whole or in part, are shown with an asterisk):

- by Colombia in respect of the Judgment delivered by the Court on 20 November 1950 in the *Asylum (Colombia/Peru)* case;
- by Tunisia (along with an Application for revision) in respect of the Judgment delivered by the Court on 24 February 1982 in the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)\**;
- by Nigeria in respect of the Court's Judgment on preliminary objections of 11 June 1998 in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*;
- by Mexico in respect of the Judgment delivered by the Court on 31 March 2004 in the case concerning *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)*;
- by Cambodia in respect of the Judgment delivered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning *Temple of Preah Vibear (Cambodia v. Thailand)\**;
- by Malaysia in respect to the Judgment of 23 May 2008 in the case concerning *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)*<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Nevertheless, by a letter dated 28 May 2018, Malaysia notified the Court that the Parties had agreed to discontinue the proceedings in the case. A copy of that letter was communicated to the Agent of Singapore, who, by a letter dated 29 May 2018, confirmed his Government's agreement to the discontinuance of the proceedings. Accordingly, on 29 May 2018, the Court made an Order recording the discontinuance and directing the removal of the case from the List.

## ANNEXE 16

## DEMANDES EN RÉVISION

Des demandes en révision d'arrêt ont été présentées dans quatre affaires :

- par la Tunisie (conjointement à une demande en interprétation) au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 24 février 1982 en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriyah arabe libyenne)*;
- par la Yougoslavie au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 juillet 1996 sur les exceptions préliminaires en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)*;
- par El Salvador au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 septembre 1992 en l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*; et
- par la Malaisie au sujet de l'arrêt du 23 mai 2008 en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cependant, par lettre datée du 28 mai 2018, la Malaisie a notifié à la Cour que les Parties étaient convenues d'un désistement de l'instance en l'affaire. Copie de cette lettre a été communiquée à l'agent de Singapour, qui, par lettre en date du 29 mai 2018, a confirmé l'accord de son gouvernement concernant ce désistement. En conséquence, le 29 mai 2018, la Cour a rendu une ordonnance prenant acte du désistement de l'instance et prescrivant que l'affaire soit rayée du rôle.

## ANNEX 16

## APPLICATIONS FOR REVISION

Applications for the revision of judgments of the Court have been made on four occasions:

- an Application for revision (along with a request for interpretation) of the Court's Judgment of 24 February 1982 in the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* was filed by Tunisia;
- an Application for revision of the Court's Judgment on preliminary objections of 11 July 1996 in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia)* was filed by Yugoslavia;
- an Application for revision of the Court's Judgment of 11 September 1992 in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)* was filed by El Salvador; and
- an Application for revision the Court's Judgment of 23 May 2008 in the case concerning *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)* was filed by Malaysia<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Nevertheless, by a letter dated 28 May 2018, Malaysia notified the Court that the Parties had agreed to discontinue the proceedings in the case. A copy of that letter was communicated to the Agent of Singapore, who, by a letter dated 29 May 2018, confirmed his Government's agreement to the discontinuance of the proceedings. Accordingly, on 29 May 2018, the Court made an Order recording the discontinuance and directing the removal of the case from the List.

## ANNEXE 17

## TÉMOINS, EXPERTS ET TÉMOINS-EXPERTS

Des témoins, experts et/ou témoins-experts ont été entendus dans les 16 affaires suivantes :

- *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par chacune des Parties.
- *Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par chacune des Parties.
- *Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)*. Dans ces affaires, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par l'Afrique du Sud.
- *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un expert présenté par la Jamahiriya arabe libyenne.
- *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)*. La chambre constituée en cette affaire a entendu un expert présenté par les États-Unis.
- *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par chacune des Parties.
- *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins présentés par le Nicaragua.
- *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*. Les experts dans cette affaire ont été désignés après l'arrêt de la Cour sur le fond, afin d'assister les Parties dans la démarcation de leur frontière, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le compromis.
- *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (États-Unis d'Amérique c. Italie)*. La chambre constituée en cette affaire a entendu des témoins présentés par les États-Unis et des experts présentés par chacune des Parties.
- *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un témoin présenté par El Salvador.
- *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par la Bosnie-Herzégovine et des témoins, et un témoin-expert présentés par la Serbie-et-Monténégro.
- *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par l'Australie et un expert présenté par le Japon.
- *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et témoins-experts présentés par la Croatie.
- *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un expert présenté par le Costa Rica et deux experts présentés par le Nicaragua.
- *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu quatre experts présentés par le Nicaragua et deux experts présentés par le Costa Rica.

## ANNEX 17

## WITNESSES, EXPERTS AND WITNESS-EXPERTS

Witnesses, experts and/or witness-experts have been called in the following 16 cases:

- *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*, where the Court heard witnesses and experts presented by each of the Parties.
- *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)*, where the Court heard witnesses and experts presented by each of the Parties.
- *South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)*, where the Court heard witnesses and experts presented by South Africa.
- *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, where the Court heard an expert presented by the Libyan Arab Jamahiriya.
- *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, where the Chamber constituted heard an expert presented by the United States.
- *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, where the Court heard experts presented by each of the Parties.
- *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, where the Court heard witnesses presented by Nicaragua.
- *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)*. The experts in this case were appointed after the Judgment on the merits was rendered, to assist the Parties in demarcating their boundary, pursuant to the power conferred upon the Court by the Special Agreement.
- *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)*, where the Chamber constituted heard witnesses presented by the United States and experts presented by each of the Parties.
- *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*, where the Court heard a witness presented by El Salvador.
- *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, where the Court heard experts presented by Bosnia and Herzegovina and witnesses and a witness-expert presented by Serbia and Montenegro.
- *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)*, where the Court heard experts presented by Australia and an expert presented by Japan.
- *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)*, where the Court heard witnesses and witness-experts presented by Croatia.
- *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*, where the Court heard an expert presented by Costa Rica and two experts presented by Nicaragua.
- *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, where the Court heard four experts presented by Nicaragua and two experts presented by Costa Rica.

Des experts ont été désignés par la Cour dans les quatre affaires suivantes :

- *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*. Dans cette affaire, la Cour a désigné des experts par ordonnance et prescrit une enquête sur les lieux.
  - *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)*. La chambre constituée en cette affaire a nommé par ordonnance, à la demande des Parties et conformément au compromis conclu entre elles, un expert technique pour l'aider dans sa tâche.
  - *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)*. Dans cette affaire, la Cour a désigné, après le prononcé de son arrêt au fond et en application du compromis conclu entre les Parties, des experts pour assister les Parties aux fins de l'opération de démarcation de leur frontière dans la zone contestée.
  - *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)*. Dans cette affaire, la Cour a décidé de faire procéder à une expertise par ordonnance avant de désigner deux experts pour déterminer l'état de la côte entre les points invoqués respectivement par les Parties.
-

Experts were appointed by the Court in the following four cases:

- *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*, where the Court made an Order appointing experts to carry out an on-site investigation.
  - *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, where the Chamber constituted appointed, by Order, at the request of the Parties and in accordance with the Special Agreement concluded between them, a technical expert to assist it in its work.
  - *Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)*, where the Court, having delivered its Judgment on the merits and in accordance with the Special Agreement concluded between the Parties, appointed experts to assist the Parties in the demarcation of their frontier in the disputed area.
  - *Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)* where the Court decided, by Order, to arrange for an expert opinion before appointing two experts to determine the state of the coast between the points suggested by the Parties.
-

## ANNEXE 18

## DÉFAUTS

Des arrêts ou ordonnances ont été rendus en l'absence de l'une des parties dans les 11 affaires ci-après. Si, dans certains cas, il y a eu défaut pendant toutes les phases de l'instance, dans d'autres, il y a eu défaut pendant certaines phases seulement. Les phases pertinentes sont donc indiquées dans le tableau qui suit.

Affaire	Partie ayant fait défaut	Phases de l'instance au cours desquelles il y a eu défaut
<i>Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	Albanie	Fixation du montant des réparations
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	Iran	Mesures conservatoires
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	Guatemala	Exception préliminaire
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	Islande	Mesures conservatoires, compétence de la Cour et fond
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	Islande	Mesures conservatoires, compétence de la Cour et fond
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	France	Mesures conservatoires et phase ayant abouti à la décision de non-lieu à statuer
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	France	Mesures conservatoires et phase ayant abouti à la décision de non-lieu à statuer
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	Inde	Mesures conservatoires
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	Turquie	Mesures conservatoires et compétence
<i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	Iran	Mesures conservatoires et fond
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Etats-Unis d'Amérique	Fond, formes et montant de la réparation



## ANNEX 18

## NON-APPEARANCES

Judgments or orders were delivered in the absence of one of the parties in the following 11 cases. In some cases, a party failed to appear at every stage of the proceedings; in others, during certain phases only. The relevant phases are indicated in the table below.

Case	Party failing to appear	Phases during which the party failed to appear
<i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	Albania	Assessment of amount of compensation
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	Iran	Provisional measures
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	Guatemala	Preliminary objection
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	Iceland	Provisional measures, jurisdiction of the Court and merits
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	Iceland	Provisional measures, jurisdiction of the Court and merits
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	France	Provisional measures and phase resulting in the decision not to proceed to judgment on the merits
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	France	Provisional measures and phase resulting in the decision not to proceed to judgment on the merits
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	India	Provisional measures
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	Turkey	Provisional measures and jurisdiction
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	Iran	Provisional measures and merits
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	United States of America	Merits, forms and amount of reparation

## ANNEXE 19

## AVIS CONSULTATIFS

En vertu de l'article 65 de son Statut, la Cour peut donner un avis consultatif sur toute question juridique, à la demande de tout organe ou institution qui aura été autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander cet avis.

A ce jour, 27 demandes ont été soumises à la Cour, qui a donné 28 avis<sup>1</sup>.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)</i>	24 XI 1947	Australie Canada Chine El Salvador Etats-Unis d'Amérique Grèce Guatemala Honduras Inde Iraq Siam Ukraine	France Pologne Secrétaire général des Nations Unies Tchécoslovaquie	Belgique Yougoslavie	28 V 1948

<sup>1</sup> La liste chronologique des procédures consultatives figure à l'annexe 1 (p. 100). Dans le cadre de l'une de ces procédures, à savoir celle relative à la demande en *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, la Cour a donné son avis en deux temps (le 30 mars 1950 (première phase) et le 18 juillet 1950 (seconde phase)).

## ANNEX 19

## ADVISORY OPINIONS

By virtue of Article 65 of its Statute, the Court may give an advisory opinion on any legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request.

To date, 27 advisory proceedings have been submitted to the Court, which has rendered 28 Advisory Opinions<sup>1</sup>.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)</i>	24 XI 1947	Australia Canada China El Salvador Greece Guatemala Honduras India Iraq Siam Ukraine Union of Soviet Socialist Republics	Czechoslovakia France Poland Secretary-General of the United Nations	Belgium Yugoslavia	28 V 1948

<sup>1</sup> The chronological list of advisory proceedings can be found in Annex 1 (p. 100). In one of these proceedings, namely those relating to the *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, the Court rendered two Advisory Opinions (on 30 March 1950 (first phase) and on 18 July 1950 (second phase)).

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Union des Républiques socialistes soviétiques			
Assemblée générale	<i>Réparation des dommages subis au service des Nations Unies</i>	7 XII 1948	Chine Etats-Unis d'Amérique Inde	Belgique Secrétaire général des Nations Unies	France Royaume-Uni	11 IV 1949
Assemblée générale	<i>Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie</i>	3 XI 1949	<i>Première phase</i> Australie Bulgarie Hongrie République socialiste soviétique de Biélorussie République socialiste soviétique d'Ukraine Roumanie Tchécoslovaquie Union des Républiques socialistes soviétiques	<i>Première phase</i> Secrétaire général des Nations Unies	<i>Première phase</i> Etats-Unis d'Amérique Royaume-Uni	<i>Première phase</i> 30 III 1950

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			United States of America			
General Assembly	<i>Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations</i>	7 XII 1948	China India United States of America	Belgium Secretary-General of the United Nations	France United Kingdom	11 IV 1949
General Assembly	<i>Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania</i>	3 XI 1949	<i>First Phase</i> Australia Bulgaria Czechoslovakia Hungary Romania Soviet Socialist Republic of Byelorussia Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics	<i>First Phase</i> Secretary-General of the United Nations	<i>First Phase</i> United Kingdom United States of America	<i>First Phase</i> 30 III 1950

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			<i>Seconde phase</i>	<i>Seconde phase</i>	<i>Seconde phase</i>	<i>Seconde phase</i>
Assemblée générale	<i>Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies</i>	28 XI 1949	Argentine Egypte Etats-Unis d'Amérique République socialiste soviétique de Biélorussie République socialiste soviétique d'Ukraine Secrétaire général des Nations Unies Tchécoslovaquie Union des Républiques socialistes soviétiques Venezuela	France Secrétaire général des Nations Unies	Etats-Unis d'Amérique Royaume-Uni <sup>2</sup>	18 VII 1950
						3 III 1950

<sup>2</sup> Le Gouvernement du Royaume-Uni avait fait connaître ses vues sur les questions traitées lors de la seconde phase dans son exposé écrit déposé au cours de la première phase.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations</i>	28 XI 1949	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>
			Argentina Czechoslovakia Egypt Secretary-General of the United Nations Soviet Socialist Republic of Byelorussia Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics United States of America Venezuela	Secretary-General of the United Nations	United Kingdom <sup>2</sup> United States of America	18 VII 1950
				France	—	3 III 1950

<sup>2</sup> The Government of the United Kingdom had previously stated its views on the questions dealt with in the second phase of these proceedings in its written statement submitted during the first phase.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Statut international du Sud-Ouest africain</i>	27 XII 1949	Egypte Etats-Unis d'Amérique Inde Pologne	Philippines Secrétaire général des Nations Unies	Union sud-africaine	11 VII 1950
Assemblée générale	<i>Réserve à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide</i>	20 XI 1950	Etats-Unis d'Amérique Jordanie Organisation des Etats américains Organisation internationale du Travail Pays-Bas Philippines Pologne République populaire de Bulgarie République populaire de Roumanie République socialiste soviétique de Biélorussie	France	Israël Royaume-Uni Secrétaire général des Nations Unies	28 V 1951



Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>International Status of South West Africa</i>	27 XII 1949	Egypt India Poland United States of America	Philippines Secretary-General of the United Nations	South African Union	11 VII 1950
General Assembly	<i>Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide</i>	20 XI 1950	Czechoslovakia International Labour Organization Jordan Netherlands Organization of American States People's Republic of Bulgaria People's Republic of Romania Philippines Poland Soviet Socialist Republic of Byelorussia	France	Israel Secretary-General of the United Nations United Kingdom	28 V 1951

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure		Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement Phases écrite et orale	
			République socialiste soviétique d'Ukraine Tchécoslovaquie Union des Républiques socialistes soviétiques		
Assemblée générale	<i>Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité</i>	21 XII 1953	Chili Chine Equateur Guatemala Iraq Mexique Organisation internationale du Travail Philippines Suède Turquie <sup>3</sup>	Etats-Unis d'Amérique France Grèce Pays-Bas Royaume-Uni Secrétaire général des Nations Unies	13 VII 1954

<sup>3</sup> N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées à l'Assemblée générale par leurs représentants: Canada, Egypte, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings		Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	
General Assembly	<i>Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal</i>	21 XII 1953	Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics United States of America		13 VII 1954
			Chile	France	
			China	Greece	
			Ecuador	Netherlands	
			Guatemala	Secretary-General of the United Nations	
			International Labour Organization	United Kingdom	
			Iraq	United States of America	
			Mexico		
			Philippines		
			Sweden		
Turkey <sup>3</sup>					

<sup>3</sup> Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed by their representatives in the General Assembly: Canada, Czechoslovakia, Egypt, Union of Soviet Socialist Republics and Yugoslavia.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain</i>	6 XII 1954	Etats-Unis d'Amérique Inde Pologne <sup>4</sup>			7 VI 1955
Assemblée générale	<i>Admissibilité de l'admission de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain</i>	22 XII 1955	Chine Etats-Unis d'Amérique <sup>5</sup>	Royaume-Uni		1 <sup>er</sup> VI 1956
Assemblée générale	<i>Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)</i>	27 XII 1961	Afrique du Sud Bulgarie Danemark Espagne France Haute-Volta Japon Portugal République socialiste soviétique de Biélorussie	Norvège	Australie Canada Etats-Unis d'Amérique Irlande Italie Pays-Bas	20 VII 1962

<sup>4</sup> N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées à l'Assemblée générale par leurs représentants : Chine et Israël. La Yougoslavie a également exprimé son point de vue.

<sup>5</sup> N'a pas présenté d'exposé écrit, mais a renvoyé aux vues exprimées à l'Assemblée générale : Inde.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa</i>	6 XII 1954	India Poland United States of America <sup>4</sup>			7 VI 1955
	<i>Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa</i>	22 XII 1955	China United States of America <sup>5</sup>	United Kingdom		1 VI 1956
General Assembly	<i>Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)</i>	27 XII 1961	Bulgaria Czechoslovakia Denmark France Japan Portugal Romania South Africa Soviet Socialist Republic of Byelorussia	Norway	Australia Canada Ireland Italy Netherlands Union of Soviet Socialist Republics	20 VII 1962

<sup>4</sup> Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed by their representatives in the General Assembly: China and Israel. Yugoslavia also expressed its views.

<sup>5</sup> Did not submit a written statement, but referred to the views expressed in the General Assembly: India.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Sahara occidental</i>	21 XII 1974	République socialiste soviétique	Royaume-Uni		16 X 1975
			Roumanie	Union des Républiques socialistes soviétiques	Espagne	
Assemblée générale	<i>Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	Chili	Algérie	Maroc	26 IV 1988
			Colombie	Zaïre	Mauritanie	
			Costa Rica			
			Equateur			
			France			
			Guatemala			
			Nicaragua			
			Panama			
			République dominicaine			
			Etats-Unis		Secrétaire général des Nations Unies	
			République arabe syrienne			
			République démocratique allemande			

<sup>6</sup> N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées en leurs noms respectifs à l'Assemblée générale : Mexique, Philippines et Pologne.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Western Sahara</i>	21 XII 1974	Soviet Socialist Republic of Ukraine Spain Upper Volta <sup>6</sup>		United Kingdom United States of America	16 X 1975
			Chile Colombia Costa Rica Dominican Republic Ecuador France Guatemala Nicaragua Panama	Algeria Zaire	Mauritania Morocco Spain	
General Assembly	<i>Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947</i>	7 III 1988	German Democratic Republic Syrian Arab Republic United States of America		Secretary-General of the United Nations	26 IV 1988

<sup>6</sup> Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed on their behalf in the General Assembly: Mexico, the Philippines and Poland.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i>	6 I 1995	Bosnie-Herzégovine Burundi Equateur Finlande Inde Irlande Lesotho Nauru Pays-Bas République populaire de Corée Suède	Australie Costa Rica Indonésie Philippines Zimbabwe	Allemagne Egypte Etats-Unis Fédération de Russie France Iles Marshall Iles Salomon Iran (Rép. islamique d') Italie Japon Malaisie Mexique Nouvelle-Zélande Qatar Royaume-Uni Saint-Marin Samoa	8 VIII 1996
Assemblée générale	<i>Conséquences juridiques de l'érection d'un mur dans le territoire palestinien occupé</i>	10 XII 2003	Allemagne Australie Belgique Brésil Cameroun	Algérie Bangladesh Belize Cuba Madagascar	Afrique du Sud Arabie saoudite Indonésie Jordanie	9 VII 2004



Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons</i>	6 I 1995	Bosnia and Herzegovina Burundi Ecuador Finland India Ireland Lesotho Nauru Netherlands People's Republic of Korea Sweden	Australia Costa Rica Indonesia Philippines Zimbabwe	Egypt France Germany Iran (Islamic Rep. of) Italy Japan Malaysia Marshall Islands Mexico New Zealand Qatar Russian Federation Samoa San Marino Solomon Islands United Kingdom United States of America	8 VIII 1996
General Assembly	<i>Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory</i>	10 XII 2003	Australia Belgium Brazil Cameroon Canada	Algeria Bangladesh Belize Cuba Madagascar	Indonesia Jordan League of Arab States Malaysia	9 VII 2004

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure		Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement Phases écrite et orale	
Canada				Ligue des Etats arabes	
Chypre				Malaisie	
Cuba				Organisation de la Conférence islamique	
Egypte				Palestine	
Espagne				Sénégal	
Etats fédérés de Micronésie				Soudan	
Etats-Unis					
d'Amérique					
Fédération de Russie					
France					
Grèce					
Guinée					
Iles Marshall					
Irlande (au nom de l'Union européenne)					
Irlande (en son nom propre)					
Israël					
Italie					
Japon					
Koweït					
Liban					
Malte					
Maroc					

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Cuba		Organisation of the Islamic Conference	
			Cyprus			
			Czech Republic			
			Democratic People's Rep. of Korea		Palestine Saudi Arabia Senegal South Africa Sudan	
			Egypt			
			Federated States of Micronesia			
			France			
			Germany			
			Greece			
			Guinea			
			Ireland (on behalf of the European Union)			
			Ireland (on its own behalf)			
			Israel			
			Italy			
			Japan			
			Kuwait			
			Lebanon			
			Malta			
			Marshall Islands			
			Morocco			

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Namibie Norvège Organisation des Nations Unies Pakistan Palaos Pays-Bas Rép. populaire démocratique de Corée République tchèque Royaume-Uni Suède Suisse Syrie Yémen			
Assemblée générale	<i>Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo</i>	10 X 2008	Egypte Estonie Iran (Rép. islamique d') Irlande Jamahiriya arabe libyenne Japon Lettonie Maldives	Arabie saoudite Biélarus Bulgarie Burundi Croatie Jordanie Viet Nam	Albanie Allemagne Argentine Auteurs de la déclaration unilatérale d'indépendance Aurriche Azerbaïdjan Bolivie	22 VII 2010

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Namibia Netherlands Norway Palau Pakistan Russian Federation Spain Sweden Switzerland Syria United Kingdom United Nations Organization United States of America Yemen			
General Assembly	<i>Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo</i>	10 X 2008	Czech Rep. Egypt Estonia Iran (Islamic Rep. of) Ireland Japan Latvia Libyan Arab Jamahiriya	Belarus Bulgaria Burundi Croatia Jordan Saudi Arabia Viet Nam	Albania Argentina Authors of the unilateral declaration of independence Austria Azerbaijan Bolivia Brazil	22 VII 2010

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Pologne Rép. tchèque Sierra Leone Slovaquie Slovénie Suisse		Brésil Chine Chypre Danemark Espagne Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie Finlande France Norvège Pays-Bas Roumanie Royaume-Uni Serbie Venezuela	
Assemblée générale	<i>Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965 (requête pour avis consultatif)</i>	23 VI 2017	Chili Chine Cuba Djibouti Fédération de Russie France Lesotho Liechtenstein Madagascar	Botswana Kenya Nigéria Thaïlande Vanuatu Zambie	Afrique du Sud Allemagne Argentine Australie Belize Brésil Chypre Etats-Unis d'Amérique	25 II 2019

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Luxembourg Maldives Poland Sierra Leone Slovenia Slovakia Switzerland		China Cyprus Denmark Finland France Germany Netherlands Norway Romania Russian Federation Serbia Spain United Kingdom United States of America Venezuela	
General Assembly	<i>Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965 (Request for Advisory Opinion)</i>	23 VI 2017	Chile China Cuba Djibouti France Lesotho	Botswana Kenya Nigeria Thailand Vanuatu Zambia	African Union <sup>7</sup> Argentina Australia Belize Brazil Cyprus	25 II 2019

<sup>7</sup> By an Order dated 17 January 2018, the Court decided that “the African Union, which [was] likely to be able to furnish information on the question submitted for an advisory opinion, may do so within the time-limits fixed by the Court”. This Order followed a letter dated 10 January 2018, by which the Legal Counsel of the African Union requested that this organization be permitted to furnish information, in writing and orally, on the question submitted to the Court for its advisory opinion and be granted an extension of one month for the filing of its written statement.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Namibie Niger <sup>7</sup> Pays-Bas République de Corée Seychelles Viet Nam		Guatemala Iles Marshall Inde Israël Maurice Nicaragua Royaume-Uni Serbie Union africaine <sup>8</sup>	
Conseil de sécurité	<i>Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) notwithstanding la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité</i>	10 VIII 1970	France Hongrie Pologne Tchécoslovaquie Yougoslavie	Organisation de l'unité africaine Viet Nam	Afrique du Sud Etats-Unis d'Amérique Finlande Inde Nigéria Pakistan Pays-Bas Secrétaire général des Nations Unies	21 VI 1971

<sup>7</sup> Le 14 mars 2018, la Cour a décidé d'autoriser le dépôt, par le Niger, de l'exposé écrit qu'il avait présenté le 6 mars 2018, soit après l'expiration du délai prescrit.

<sup>8</sup> Par une ordonnance en date du 17 janvier 2018, la Cour a décidé que « l'Union africaine, qui [était] susceptible de fournir des renseignements sur la question soumise à la Cour pour avis consultatif, pourra[it] le faire dans les délais fixés par la Cour ». Cette ordonnance faisait suite à une lettre datée du 10 janvier 2018, par laquelle le conseiller juridique de l'Union africaine demandait que cette organisation soit autorisée à fournir des renseignements, par écrit et oralement, sur la question soumise à la Cour pour avis consultatif et se voie accorder une prorogation d'un mois du délai dans lequel elle pourrait présenter son exposé écrit.



Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Liechtenstein Madagascar Namibia Netherlands Niger <sup>8</sup> Republic of Korea Russian Federation Seychelles Viet Nam		Germany Guatemala India Israel Marshall Islands Mauritius Nicaragua Serbia South Africa United Kingdom United States of America	
Security Council	<i>Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)</i>	10 VIII 1970	Czechoslovakia France Hungary Poland Yugoslavia	Organization of African Unity Viet Nam	Finland India Netherlands Nigeria Pakistan Secretary-General of the United Nations South Africa United States of America	21 VI 1971

<sup>8</sup> On 14 March 2018, the Court decided to accept the written statement filed by Niger, submitted on 6 March 2018, after expiry of the relevant time-limit.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Conseil économique et social	<i>Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies</i>	13 VI 1989	Canada Rép. fédérale d'Allemagne Rép. socialiste de Roumanie	—	Etats-Unis d'Amérique Secrétaire général des Nations Unies	15 XII 1989
Conseil économique et social	<i>Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme</i>	10 VIII 1998	Allemagne Etats-Unis Grèce Luxembourg Royaume-Uni Suède	—	Costa Rica Italie Malaisie Secrétaire général des Nations Unies	29 IV 1999
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	<i>Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'UNESCO</i>	2 XII 1955	Chine Etats-Unis d'Amérique France Royaume-Uni UNESCO	—	—	23 X 1956

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Economic and Social Council	<i>Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations</i>	13 VI 1989	Canada Federal Rep. of Germany Socialist Rep. of Romania	—	Secretary-General of the United Nations United States of America	15 XII 1989
Economic and Social Council	<i>Difference Relating to Immunity from Legal Process of a Special Rapporteur of the Commission on Human Rights</i>	10 VIII 1988	Germany Greece Luxembourg Sweden United Kingdom United States of America	—	Costa Rica Italy Malaysia Secretary-General of the United Nations	29 IV 1999
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)	<i>Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against UNESCO</i>	2 XII 1955	China France UNESCO United Kingdom United States of America	—	—	23 X 1956

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Organisation mondiale de la santé (OMS)	<i>Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Égypte</i>	28 V 1980	Bolivie Iraq Jordanie Koweït	OMS <sup>9</sup> Tunisie	Égypte Emirats arabes unis Etats-Unis d'Amérique Syrie	20 XII 1980
OMS	<i>Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé</i>	3 IX 1993	Arabie saoudite Azerbaïdjan Colombie Finlande Inde Irlande Kazakhstan Lituanie Nauru Norvège Ouganda Papouasie-Nouvelle-Guinée Pays-Bas République de Moldova	Égypte Iles Marshall Indonésie OMS Zimbabwe	Allemagne Australie Costa Rica Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie France Iles Salomon Iran (Rép. islamique d') Italie Japon Malaisie Mexique Nouvelle-Zélande	8 VII 1996

<sup>9</sup> L'OMS a déclaré à l'audience ne pas avoir l'intention d'exposer des arguments à la Cour sur les questions énoncées dans la demande d'avis. L'Organisation a toutefois répondu aux questions qui lui ont été posées par des membres de la Cour.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
World Health Organization (WHO)	<i>Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt</i>	28 V 1980	Bolivia Iraq Jordan Kuwait	Tunisia WHO <sup>9</sup>	Egypt Syria United Arab Emirates United States of America	20 XII 1980
WHO	<i>Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict</i>	3 IX 1993	Azerbaijan Colombia Democratic People's Rep. of Korea Finland India Ireland Kazakhstan Lithuania Nauru Netherlands Norway Uganda Papua New Guinea	Egypt Indonesia Marshall Islands WHO Zimbabwe	Australia Costa Rica France Germany Iran (Islamic Rep. of) Italy Japan Malaysia Mexico New Zealand Philippines Russian Federation Solomon Islands Samoa	8 VII 1996

<sup>9</sup> The WHO stated at the public sitting that it did not intend to submit any arguments to the Court on the questions set out in the request for an advisory opinion. However, it answered questions put to it by Members of the Court.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Fonds international de développement agricole (FIDA)	<i>Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole</i>	26 IV 2010	Rép. populaire démocratique de Corée Rwanda Sri Lanka Suède Ukraine Bolivie FIDA M <sup>me</sup> Saenz Garcia (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)	—	Philippines Royaume-Uni Samoa	1 <sup>er</sup> II 2012
Organisation maritime internationale (OMI) <sup>10</sup>	<i>Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime</i>	25 III 1959	Belgique Chine Danemark France Inde Suisse	—	Etats-Unis d'Amérique Italie Libéria Norvège Panama Pays-Bas Royaume-Uni	8 VI 1960

<sup>10</sup> Dénommée précédemment Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	<i>Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development</i>	26 IV 2010	Rwanda Republic of Moldova Saudi Arabia Sri Lanka Sweden Ukraine Bolivia IFAD Ms Saez Garcia (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	—	United Kingdom United States of America	1 II 2012
International Maritime Organization (IMO) <sup>10</sup>	<i>Constitution of the Maritime Safety Committee of the International Maritime Organization</i>	25 III 1959	Belgium China Denmark France India Switzerland	—	Italy Liberia Netherlands Norway Panama United Kingdom United States of America	8 VI 1960

<sup>10</sup> Formerly known as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO).

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Comité des demandes de réformation du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	3 VII 1972	M. Falsa (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif) Secrétaire général des Nations Unies	—	—	12 VII 1973
Comité des demandes de réformation du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	28 VII 1981	Etats-Unis France M. Mortished (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)	—	—	20 VII 1982



Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	3 VII 1972	Mr. Falsa (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning) Secretary-General of the United Nations	—	—	12 VII 1973
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	28 VII 1981	France Mr. Morrished (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning) United States of America	—	—	20 VII 1982

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Comité des demandes de réformation du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	10 IX 1984	Canada Etats-Unis d'Amérique Italie Secrétaire général des Nations Unies	—	—	27 V 1987
			Union des Républiques socialistes soviétiques M. Yakimetz (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)			

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	10 IX 1984	Canada Italy Secretary-General of the United Nations Union of Soviet Socialist Republics United States of America Mr. Yakimetz (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	—	—	27 V 1987

ANNEXE 20  
BUDGET DE LA COUR

*Budget approuvé de la Cour (crédits ouverts) pour l'exercice biennal 2018-2019,  
tel qu'adopté par l'Assemblée générale  
(en dollars des États-Unis)*

<i>Catégorie budgétaire</i>		
<b>Membres de la Cour</b>		
FT10_Class_020	Emoluments de non-fonctionnaires	14 298 300
FT10_Class_105	Experts	17 650
FT10_Class_115	Frais de voyage	48 000
<b>Total partiel</b>		<b>14 363 950</b>
<b>Greffé</b>		
FT10_Class_010	Postes	26 461 200
FT10_Class_015	Autres dépenses de personnel	2 346 600
FT10_Class_030	Frais de représentation	22 600
FT10_Class_105	Consultants	427 550
FT10_Class_115	Frais de voyage du personnel	47 000
FT10_Class_120	Services contractuels	308 000
<b>Total partiel</b>		<b>29 612 950</b>
<b>Appui aux programmes</b>		
FT10_Class_120	Services contractuels	2 594 900
FT10_Class_125	Dépenses générales de fonctionnement	4 017 100
FT10_Class_130	Fournitures et accessoires	519 900
FT10_Class_135	Mobilier et matériel	562 100
FT10_Class_150	Autres coûts	66 200
<b>Total partiel</b>		<b>7 760 200</b>
<b>Total</b>		<b>51 737 100</b>

## ANNEX 20

## BUDGET OF THE COURT

*Approved budget for the Court (appropriations) for the biennium 2018-2019,  
as adopted by the General Assembly  
(United States dollars)*

<i>Budget Class</i>		
<b>Members of the Court</b>		
FT10_Class_020	Non-staff compensation	14 298 300
FT10_Class_105	Experts	17 650
FT10_Class_115	Travel	48 000
<b>Subtotal</b>		<b>14 363 950</b>
<b>Registry</b>		
FT10_Class_010	Posts	26 461 200
FT10_Class_015	Other staff costs	2 346 600
FT10_Class_030	Hospitality	22 600
FT10_Class_105	Consultants	427 550
FT10_Class_115	Travel of staff	47 000
FT10_Class_120	Contractual services	308 000
<b>Subtotal</b>		<b>29 612 950</b>
<b>Programme Support</b>		
FT10_Class_120	Contractual services	2 594 900
FT10_Class_125	General operating expenditures	4 017 100
FT10_Class_130	Supplies and materials	519 900
FT10_Class_135	Furniture and equipment	562 100
FT10_Class_150	Other costs	66 200
<b>Subtotal</b>		<b>7 760 200</b>
<b>Total</b>		<b>51 737 100</b>

\*

*Budget approuvé de la Cour (crédits ouverts) pour l'exercice 2020,  
tel qu'adopté par l'Assemblée générale (en dollars des États-Unis)*

<i>Catégorie budgétaire</i>		
<b>Membres de la Cour</b>		
FT10_Class_020	Emoluments de non-fonctionnaires	7 357 700
FT10_Class_115	Frais de voyage	23 700
<b>Total partiel</b>		<b>7 381 400</b>
<b>Greffé</b>		
FT10_Class_010	Postes	15 138 300
FT10_Class_015	Autres dépenses de personnel	1 284 800
FT10_Class_030	Frais de représentation	11 300
FT10_Class_105	Consultants	68 300
FT10_Class_115	Frais de voyage du personnel	35 600
FT10_Class_120	Services contractuels	103 900
FT10_Class_145	Subventions et contributions	124 500
<b>Total partiel</b>		<b>16 766 700</b>
<b>Appui aux programmes</b>		
FT10_Class_120	Services contractuels	1 276 100
FT10_Class_125	Dépenses générales de fonctionnement	1 994 100
FT10_Class_130	Fournitures et accessoires	326 200
FT10_Class_135	Mobilier et matériel	401 000
<b>Total partiel</b>		<b>3 997 400</b>
<b>Total</b>		<b>28 145 500</b>

*Approved budget for the Court (appropriations) for 2020,  
as adopted by the General Assembly (United States dollars)*

<i>Budget Class</i>		
<b>Members of the Court</b>		
FT10_Class_020	Non-staff compensation	7 357 700
FT10_Class_115	Travel	23 700
<b>Subtotal</b>		<b>7 381 400</b>
<b>Registry</b>		
FT10_Class_010	Posts	15 138 300
FT10_Class_015	Other staff costs	1 284 800
FT10_Class_030	Hospitality	11 300
FT10_Class_105	Consultants	68 300
FT10_Class_115	Travel of staff	35 600
FT10_Class_120	Contractual services	103 900
FT10_Class_145	Grants and contributions	124 500
<b>Subtotal</b>		<b>16 766 700</b>
<b>Programme Support</b>		
FT10_Class_120	Contractual services	1 276 100
FT10_Class_125	General operating expenditures	1 994 100
FT10_Class_130	Supplies and materials	326 200
FT10_Class_135	Furniture and equipment	401 000
<b>Subtotal</b>		<b>3 997 400</b>
<b>Total</b>		<b>28 145 500</b>

## ANNEXE 21

DÉCISION CONCERNANT LES ACTIVITÉS D'ARBITRAGE  
DES MEMBRES DE LA COUR

1. Les membres de la Cour ne peuvent prendre part qu'à des affaires d'arbitrage inter-étatique.
  2. Les membres de la Cour peuvent être nommés par un Etat partie à un arbitrage interétatique, y compris par leur Etat de nationalité.
  3. Les membres de la Cour doivent cependant décliner toute proposition d'être nommés dans des fonctions d'arbitre émanant d'un Etat qui est partie à une affaire pendante devant la Cour, même s'il n'existe sur le fond aucune interférence entre ladite affaire et celle qui est soumise à l'arbitrage.
  4. Un membre de la Cour peut prendre part à un arbitrage interétatique sans nécessairement être nommé président du tribunal arbitral en question.
  5. Les membres de la Cour ne peuvent participer qu'à une seule procédure d'arbitrage interétatique à la fois.
  6. Tout membre de la Cour souhaitant prendre part à un arbitrage doit obtenir l'autorisation préalable d'un collège de juges composé du président, du vice-président et du président du comité du Règlement. Si le juge demandant l'autorisation est l'un des membres du collège, la décision est prise par les deux autres juges. Le collège communiquera à la Cour, une fois par an, les autorisations accordées au cours de l'année écoulée, et à tout moment selon que de besoin.
  7. Toute participation à des arbitrages interétatiques est soumise à la stricte réserve de la priorité absolue devant être accordée aux activités judiciaires des membres de la Cour.
-



## ANNEX 21

DECISION ON THE ARBITRATION ACTIVITIES  
OF MEMBERS OF THE COURT

1. Members of the Court may only participate in inter-State arbitration cases.
  2. Members of the Court may accept an appointment by a State party in inter-State arbitration, including the State of which the judge is a national.
  3. Members of the Court must however decline to be appointed as arbitrators by a State that is a party in a case pending before the Court, even if there is no substantial interference between that case and the case submitted to arbitration.
  4. Members of the Court may participate in inter-State arbitration without necessarily having to be appointed President of the arbitral tribunal in question.
  5. Members of the Court may only participate in one inter-State arbitration procedure at a time.
  6. Prior authorization must have been granted to a Member of the Court wishing to participate in an arbitration by a panel made up of the President, the Vice-President and the Chairman of the Rules Committee. If the Member of the Court requesting the authorization is a member of the group, the decision shall be taken by the other two judges. The panel will inform the Court once a year on the authorizations given during the course of that year, and at any time as necessary.
  7. Any participation of Members of the Court in inter-State arbitrations is subject to the strict condition that their judicial activities must take absolute precedence.
-

## ANNEXE 22

DIRECTIVES À L'INTENTION DES PARTIES CONCERNANT  
L'ORGANISATION D'AUDIENCES PAR LIAISON VIDÉO*(telles qu'adoptées par la Cour le 13 juillet 2020)*

## I. INTRODUCTION

1. Pour être à même de continuer à s'acquitter de sa fonction judiciaire en toutes circonstances, la Cour a pris les dispositions voulues, grâce aux technologies modernes, pour tenir des audiences par liaison vidéo et adapter ses méthodes de travail à la nécessité de mener ses activités à distance<sup>1</sup>.

2. Concernant la tenue d'audiences publiques, la Cour a apporté les modifications suivantes aux articles 59 et 94 de son Règlement :

Nouveau paragraphe 2 de l'article 59 :

« La Cour peut décider, lorsque des raisons sanitaires, des motifs de sécurité ou d'autres motifs impérieux l'exigent, de tenir tout ou partie des audiences par liaison vidéo. Les parties sont consultées au sujet de l'organisation de telles audiences. »

Texte amendé du paragraphe 2 de l'article 94 :

« L'arrêt est lu en audience publique de la Cour. La Cour peut décider, pour des raisons sanitaires, des motifs de sécurité ou d'autres motifs impérieux, que l'arrêt sera lu lors d'une audience accessible aux parties et au public par liaison vidéo. L'arrêt est considéré comme ayant force obligatoire pour les parties du jour de son prononcé. »

3. Les audiences par liaison vidéo sont menées de la même manière que les autres et suivent donc la même procédure, qu'il faudra probablement adapter pour tenir compte de certaines contraintes d'ordre technique.

4. Les présentes directives ont été établies par la Cour pour aider les parties qui prennent part à des audiences par liaison vidéo ; elles sont sans préjudice des dispositions du Statut et du Règlement de la Cour et des instructions de procédure pertinentes.

## II. LOGISTIQUE ET PRÉPARATIFS TECHNIQUES DES AUDIENCES PAR LIAISON VIDÉO

5. La Cour, assistée du Greffe, est responsable de l'organisation logistique et des préparatifs techniques des audiences par liaison vidéo. Il est toutefois attendu des parties qu'elles coopèrent avec le Greffe et contribuent à garantir le bon déroulement de la procédure orale. A cet effet, le greffier informe les parties des modalités d'organisation des audiences et tient avec elles des consultations techniques préalables.

<sup>1</sup> Les expressions « par liaison vidéo » et « à distance » sont utilisées indifféremment pour qualifier des audiences ou des pratiques de travail organisées sans la présence physique des participants.

## ANNEX 22

GUIDELINES FOR THE PARTIES ON THE ORGANIZATION  
OF HEARINGS BY VIDEO LINK*(As adopted by the Court on 13 July 2020)*

## I. INTRODUCTION

1. In order to ensure the continued fulfilment of its judicial function at all times, the Court has made arrangements, through the use of modern technologies, to hold hearings by video link and to adapt its working methods to the need to work remotely.<sup>1</sup>

2. With regard to the holding of public sittings, the Court has amended Articles 59 and 94 of its Rules, which now read as follows:

New paragraph 2 of Article 59:

“The Court may decide, for health, security or other compelling reasons, to hold a hearing entirely or in part by video link. The parties shall be consulted on the organization of such a hearing.”

Amended paragraph 2 of Article 94:

“The judgment shall be read at a public sitting of the Court. The Court may decide, for health, security or other compelling reasons, that the judgment shall be read at a sitting of the Court accessible to the parties and the public by video link. The judgment shall become binding on the parties on the day of the reading.”

3. Hearings by video link will be conducted in the same manner as in-person hearings. Thus, the same procedure for the conduct of in-person hearings will apply to remote hearings. However, this procedure might need to be adjusted in light of the technical complexities involved.

4. The Court has also drawn up the present guidelines to assist parties taking part in hearings by video link. These guidelines are without prejudice to the Court’s Statute, the Rules of Court and the relevant Practice Directions.

## II. LOGISTICS AND TECHNICAL PREPARATION OF THE HEARING BY VIDEO LINK

5. The Court, with the assistance of the Registry, is responsible for the logistical organization and technical preparation of hearings by video link. The parties, however, are expected to co-operate with the Registry and provide their support for the successful conduct of the hearing. To that end, the Registrar will inform the parties of the manner in which the hearing will be organized and engage in technical consultations with the parties in advance of the remote hearing.

---

<sup>1</sup> The terms “by video link” and “remotely” are used interchangeably to denote hearings and working practices that are not “in person”.

a) *Consultations préalables aux audiences*

6. Avant l'ouverture de la procédure orale, le greffier se renseigne auprès des parties sur leurs vues concernant les modalités d'organisation et la durée des audiences à distance — compte tenu des différences de fuseaux horaires entre les participants —, la plate-forme proposée et d'autres arrangements techniques. Les parties précisent quel est le nombre de participants, si elles entendent faire usage de présentations ou de diapositives PowerPoint et soumettre des dossiers de plaidoiries électroniques, ou encore faire procéder à l'audition d'experts ou de témoins, et tout autre besoin particulier.

7. En application du paragraphe 2 de l'article 58 du Règlement de la Cour, l'ordre dans lequel les parties sont entendues, la méthode applicable à la présentation des moyens de preuve et à l'audition des témoins et experts ainsi que le nombre des conseils et avocats qui prennent la parole au nom de chaque partie sont fixés par la Cour, après que les parties ont fait connaître leurs vues conformément à l'article 31 dudit Règlement.

b) *Préparatifs techniques*

8. Trois jours au moins avant l'audience par liaison vidéo, le Greffe communique aux parties le lien leur permettant d'y participer, ainsi que des informations pratiques pouvant leur être utiles.

9. Le département de l'information et le prestataire de services externe organisent, un jour au moins avant l'audience, des sessions d'essais ou des tutoriaux avec les équipes juridiques des parties afin de s'assurer du bon fonctionnement du matériel technique, de répondre à toute question, de résoudre tout problème éventuel, et de veiller à la bonne qualité du son et de l'image.

10. La Cour n'est pas responsable des méthodes de communication parallèles susceptibles d'être utilisées par les équipes juridiques des parties.

c) *Qualité des audiences*

11. Les parties sont invitées à collaborer avec le département de l'information de la Cour et le prestataire de services externe et à prendre les mesures qui s'imposent pour veiller à la bonne qualité des audiences par liaison vidéo. Elles sont plus particulièrement encouragées à vérifier, avant chaque séance :

- **Connectivité** : que les appareils des participants à l'audience sont bien connectés à Internet. Pour une qualité optimale, il est vivement recommandé d'utiliser une connexion filaire (par câble Ethernet) plutôt que le Wi-Fi. Si ce dernier est néanmoins choisi, il est conseillé aux participants de se placer à proximité du routeur ou du point d'accès. L'utilisation d'appareils susceptibles de perturber la connectivité audio ou vidéo doit être impérativement évitée.
- **Vidéo** : que la caméra de chaque participant fonctionne, qu'elle n'est pas tournée vers une fenêtre ou une source de lumière, que les conditions d'éclairage dans la pièce sont satisfaisantes et que le cadrage est correct. Pour une qualité d'image optimale, il est vivement recommandé de choisir un arrière-plan d'un coloris neutre.
- **Audio** : que le microphone et le haut-parleur de chaque participant fonctionnent, que l'on n'entend aucun bruit de fond et que tous les autres appareils et programmes (téléphone, télévision, radio, Skype, boîte de courrier électronique, etc.) sont éteints. Pour une qualité de son optimale, il est vivement recommandé d'utiliser un micro-casque ou des oreillettes Bluetooth. Il est également conseillé de ne pas déplacer le microphone pendant la séance et de parler directement et distinctement dans celui-ci, de préférence à une distance de 30 à 50 centimètres, à un rythme modéré n'excédant pas 100 mots par minute.

(a) *Pre-hearing consultations*

6. In advance of the hearing by video link, the Registrar will seek to ascertain the views of the parties on the modalities of the hearing, the length of the remote hearing — taking into account the different time zones of the participants — and the proposed platform and other technical arrangements. The parties will indicate the number of participants, whether they intend to make use of PowerPoint presentations or slides and submit electronic judges' folders, whether the oral hearings require the examination of experts or witnesses, and any other special requirement.

7. Pursuant to Article 58, paragraph 2, of the Rules of Court, the order in which the parties will be heard, the method of handling the evidence and of examining any witnesses and experts, and the number of counsel and advocates to be heard on behalf of each party will be settled by the Court after the views of the parties have been ascertained in accordance with Article 31 of the Rules of Court.

(b) *Technical preparation*

8. At least three days before the hearing by video link, the Registry will communicate the link through which the parties will be able to participate in the hearing, as well as relevant practical information thereon.

9. The Information Department and the external service provider will hold, at least one day before the hearing, practice sessions or tutorials with the legal teams of both parties, in order to ensure the correct functioning of the technical equipment, resolve any questions or problems that might arise, and ensure adequate sound and video quality.

10. The Court will not be responsible for any parallel channels of communication among the parties' legal teams.

(c) *Ensuring the high quality of hearings*

11. The parties are invited to co-operate with the Information Department of the Court and the external service provider and take appropriate steps to ensure the high quality of hearings by video link. In particular, they are invited to check the following prior to each session:

- **Connectivity:** That the devices of their participants in the hearing are properly connected to the Internet. For optimal quality, it is highly recommended to use a wired connection (Ethernet) rather than Wi-Fi. When using Wi-Fi, participants are invited to be in close proximity to the router or access point. At all times, participants should avoid using equipment that interferes with connectivity, audio or video.
- **Videos:** That the camera of their participants in the hearing is working, that their location is properly lit, that the camera is not pointed towards a window or a light source, and that the video is well framed. For optimal video quality, it is highly recommended to have a colour neutral background.
- **Audio:** That the microphone and speakers of all their participants in the hearing are working, that there is no background noise, and that all other devices and programmes (such as telephones, televisions, radios, Skype, emails etc.) are switched off. To ensure optimal sound quality, it is highly recommended to use a headset or Bluetooth earphones. It is also recommended to avoid moving the microphone during the session and to speak directly and very clearly into the microphone, preferably from a distance of 30 cm to 50 cm, and at a moderate pace, not exceeding 100 words per minute.

### III. CONDUITE DES AUDIENCES PAR LIAISON VIDÉO ET RÈGLES À OBSERVER PAR LES PARTICIPANTS

12. Avant de prendre part à distance à une audience de la Cour par liaison vidéo, tous les participants sont priés de s'isoler et de s'assurer que l'audience ne peut être perturbée par des tiers ou des facteurs étrangers. Si cela leur est impossible, ils sont invités à en informer le greffier à l'avance, de sorte que des solutions puissent être trouvées.

13. Il est proposé d'adopter, pour garantir le bon déroulement de l'audience, les règles de conduite suivantes :

*a)* Les agents, conseils et avocats sont invités à cliquer sur le lien qui leur a été communiqué par le département de l'information 20 minutes au moins avant l'ouverture de l'audience par liaison vidéo, en laissant leur microphone coupé.

*b)* A l'ouverture de l'audience, le président prend acte de la participation par liaison vidéo d'un certain nombre de juges, qui apparaissent sur l'écran en même temps que les juges présents dans la grande salle de justice. Il invite également les agents à présenter au maximum quatre membres de leur délégation qui prendront la parole et apparaîtront eux aussi sur l'écran à l'ouverture de l'audience. Aucun autre participant n'est autorisé à rejoindre la plateforme électronique après l'ouverture de l'audience à distance.

*c)* Une fois l'audience commencée, afin de garantir la bonne qualité des images affichées sur l'écran, seuls sont visibles les intervenants et les éventuelles présentations PowerPoint. Comme pour toutes les audiences publiques de la Cour, les images diffusées sur Internet montrent alternativement, au fil des débats, le président, les juges, les délégations des parties et l'orateur s'exprimant à la barre, ainsi que les diapositives PowerPoint.

*d)* Le président donne la parole à chaque participant et invite les juges à poser des questions s'ils le souhaitent.

*e)* Tous les participants sont invités à parler distinctement et à un rythme modéré, n'excédant pas 100 mots par minute, de manière à assurer une qualité de son optimale et faciliter l'interprétation de leurs exposés dans l'autre langue officielle de la Cour.

*f)* Au cours de l'audience, les microphones de l'ensemble des participants sont gérés par les techniciens de l'entreprise prestataire afin de garantir une qualité de son optimale et de prévenir toute perturbation ou discussion désordonnée.

*g)* Pendant les pauses, tous les participants sont priés de rester connectés à la plate-forme virtuelle, en coupant leur microphone et en éteignant leur caméra afin de prévenir toute perturbation ou discussion désordonnée. La diffusion en direct sur le site Internet de la Cour et la chaîne de télévision en ligne des Nations Unies s'arrête au début de la pause et reprend à la fin de celle-ci.

*h)* En cas de problème technique, les participants ou groupes de participants concernés sont invités à se déconnecter et à contacter, d'une autre pièce, l'équipe d'assistance technique dont le numéro de téléphone leur a été communiqué. Cette équipe les aidera à rétablir la connexion ou mettra en œuvre les plans d'urgence établis par le Greffe à cet effet.

14. Pendant les audiences par liaison vidéo, tous les participants sont invités à suivre le code vestimentaire usuel des audiences en présentiel.

### IV. PRODUCTION D'ÉLÉMENTS DE PREUVES, DE PRÉSENTATIONS ET DIAPOSITIVES POWERPOINT ET DE DOSSIERS ÉLECTRONIQUES

15. Au cours de l'audience par liaison vidéo, pour autant qu'elles respectent scrupuleusement les dispositions du Statut de la Cour, de son Règlement et des instructions de procédure pertinentes, les parties peuvent produire par voie électronique tout élément de preuve documentaire, audiovisuel ou photographique, y compris des présentations ou diapositives PowerPoint. Les parties sont entièrement responsables de l'aspect visuel de ces productions.

### III. CONDUCT OF THE HEARING BY VIDEO LINK AND ONLINE ETIQUETTE FOR PARTICIPANTS

12. Before entering a hearing of the Court remotely by video link, all participants in the hearing are expected to isolate themselves and ensure that the hearing is not disrupted by third party individuals or extraneous factors. If that is not possible, participants are requested to indicate this to the Registrar in advance to explore possible solutions.

13. With a view to ensuring an orderly process throughout the hearing, the following etiquette is suggested:

(a) Agents, counsel and advocates are invited to click on the link which will be made available to them by the Information Department at least 20 minutes before the start time of the remote hearing, and keep their microphones muted.

(b) At the beginning of the hearing, the President will note that a number of judges are participating by video link; they will appear on the screen, together with the judges present in the Great Hall of Justice. The President will also call on the agents to present up to four members of their delegations who will be taking the floor; they will appear on the screen at the beginning of the hearings. No other participant will be allowed to join the electronic platform after the commencement of the remote hearing.

(c) Once the hearing has begun, in order to ensure that the images on the screen are of good quality, only the speaker and any PowerPoint presentations will be displayed. As usual during the Court's public hearings, web streamed images will alternate depending on the course of the hearings, showing the President, judges, delegations of the parties to the case, representatives of the parties who are speaking or images from PowerPoint presentations.

(d) The President will give the floor to each participant and invite any questions from the judges.

(e) All participants are invited to speak clearly and at a moderate pace, not exceeding 100 words per minute, for optimal sound quality and to ensure that their presentations can be interpreted effectively into the other official language of the Court.

(f) During the hearing, the microphones of all participants will be operated by the technicians contracted by the Court, to ensure optimal audio visual quality and prevent disruptions and disorderly discussions.

(g) During the breaks, all participants are expected to remain connected to the virtual platform, with their microphones muted and their cameras switched off, so as to prevent disruptions and disorderly discussions. The live streaming on the Court's website and on UN Web TV will stop and will resume at the end of the break.

(h) If a participant or group of participants have a technical problem, they are invited to log off and contact the technical support telephone number provided to them from a separate room. The technical support team will help them reconnect or follow the contingency plans prepared by the Registry for this purpose.

14. During hearings by video link, all participants are expected to observe the attire they would usually wear during an in-person hearing.

### IV. PRESENTATION OF EVIDENCE, POWERPOINT PRESENTATIONS, SLIDES AND ELECTRONIC FOLDERS

15. The parties may present electronically any documentary, audio visual or photographic evidence they wish during the hearing by video link, in strict conformity with the provisions of the Court's Statute, the Rules of Court and the relevant Practice Directions. This includes the use of PowerPoint presentations and slides. The parties will be entirely responsible for the visual presentation of PowerPoint presentations, slides and other audio visual materials during the remote hearing.

16. Les parties peuvent élaborer et soumettre des dossiers électroniques de documents pour la commodité des juges durant la procédure orale conformément aux instructions de procédure pertinentes. En pareil cas, suffisamment tôt avant la tenue de l'audience, elles communiquent ces dossiers par voie électronique au Greffe, qui les distribue aux juges.

#### V. TÉMOINS ET EXPERTS

17. En application du paragraphe 2 de l'article 62 de son Règlement, la Cour peut, s'il y a lieu, faire déposer à distance un témoin ou un expert pendant l'audience par liaison vidéo.

18. Outre les éléments mentionnés à l'article 57 du Règlement de la Cour, chaque partie fait connaître au greffier, suffisamment tôt avant l'ouverture de l'audience par liaison vidéo, le lieu et le point de connexion du témoin ou de l'expert concerné, ainsi que ses coordonnées, de manière à permettre à la Cour de prendre les dispositions qui s'imposent aux fins de son audition à distance.

19. En application de l'article 51 du Statut de la Cour et de l'article 65 de son Règlement, toutes questions utiles sont posées aux témoins et experts dans les conditions fixées par le Règlement et sous l'autorité du président.

20. Avant l'ouverture de la procédure orale, les témoins et experts sont priés de s'isoler et de veiller à ce qu'aucune autre personne ne soit présente. Ils ne participent pas à l'audience par liaison vidéo avant de faire leur déposition. La Cour peut, à tout moment pendant leur audition, s'enquérir du lieu où ils se trouvent.

21. En règle générale, les témoins et experts déposent au cours de l'audience conformément aux instructions de la Cour et aux directives qui leur ont été communiquées par le Greffe.

#### VI. CLÔTURE DES AUDIENCES PAR LIAISON VIDÉO

22. Après que le président a déclaré l'audience close, les juges qui y prennent part par liaison vidéo se déconnectent en premier, avant tous les autres participants. La plate-forme électronique se ferme ensuite automatiquement, de sorte qu'aucun autre participant ne peut formuler de nouvelles observations ou déclarations.

---



16. The parties may prepare and submit electronic folders of documents for the convenience of the judges during the oral proceedings, in conformity with the relevant Practice Directions. Any such electronic folders will be communicated digitally to the Registry sufficiently in advance of the hearing and the Registry will distribute them to the judges.

#### V. WITNESSES AND EXPERTS

17. Pursuant to Article 62, paragraph 2, of the Rules of Court, the Court may, if necessary, arrange for the remote participation of a witness or expert to give evidence in the hearing by video link.

18. In addition to the elements mentioned in Article 57 of the Rules of Court, each party will communicate to the Registrar, in sufficient time before the opening of the hearing by video link, the log in location and point of connection of the witness or expert concerned, as well as his or her contact details, so as to enable the Court to make the necessary arrangements for the remote taking of evidence.

19. Pursuant to Article 51 of the Court's Statute and Article 65 of the Rules of Court, any relevant questions are to be put to the witnesses and experts under the conditions laid down by the Rules of Court and under the control of the President.

20. Before the beginning of the oral hearing, witnesses and experts are expected to isolate themselves and ensure that no other person is with them. Witnesses and experts will not participate in the remote hearing before testifying. The Court may, at any time during the examination of experts and witnesses, enquire as to their physical location.

21. As a general principle, witnesses and experts will give their evidence during the course of the hearing under the direction of the Court and in accordance with the directives communicated to them by the Registry.

#### VI. CLOSING OF THE HEARINGS BY VIDEO LINK

22. After the President has declared the hearing closed, the judges participating by video link will disconnect first, before all other participants. The electronic platform will then close automatically, without enabling any further comments or statements to be made by any other participant.

---

## ANNEXE 23

ARTICLES DU RÈGLEMENT DE LA COUR MODIFIÉS  
PENDANT LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE

## ARTICLE 22

1. La Cour élit son Greffier au scrutin secret. Le Greffier est élu pour une période de sept ans. Le Greffier est rééligible.

2. En cas de vacance effective ou imminente, la Cour en fait publiquement l'annonce soit dès l'ouverture de cette vacance soit, si la vacance doit résulter de l'expiration du mandat du Greffier, six mois au moins avant l'expiration de ce mandat. La Cour fixe une date pour la clôture de la liste des candidats de telle façon que les renseignements les concernant puissent être reçus en temps utile. Les personnes intéressées sont invitées à présenter leur candidature au plus tard à la date ainsi fixée par la Cour.

3. Les candidatures doivent s'accompagner de tous renseignements utiles sur les intéressés et indiquer notamment leur âge, leur nationalité, les fonctions qu'ils occupent, leurs titres universitaires, leurs connaissances linguistiques et leur expérience dans les domaines du droit international public, de la diplomatie, des organisations internationales et de la gestion institutionnelle.

4. Le candidat qui obtient les voix de la majorité des membres composant la Cour au moment de l'élection est déclaré élu.

## ARTICLE 23

La Cour élit un Greffier adjoint; les dispositions de l'article 22 du présent Règlement s'appliquent à son élection et à la durée de son mandat.

## ARTICLE 29

1. Le Greffier ne peut être relevé de ses fonctions que si, de l'avis des deux tiers des membres composant la Cour au moment où celle-ci est appelée à se prononcer, le titulaire n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions ou a manqué gravement aux obligations qui lui incombent. Le vote a lieu au scrutin secret.

2. Avant qu'une décision soit prise en application du présent article, le Greffier est informé par le Président de la mesure envisagée dans une communication écrite qui en expose les raisons et indique tous les éléments de preuve s'y rapportant. La possibilité lui est ensuite offerte, à une séance privée de la Cour, de faire une déclaration, de fournir d'éventuels renseignements ou explications et de répondre oralement ou par écrit aux questions qui pourraient lui être posées.

3. Le Greffier adjoint ne peut être relevé de ses fonctions que pour les mêmes raisons et selon la même procédure.

## ARTICLE 59

1. L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour ou que les deux parties ne demandent que le public ne soit pas admis. Une décision ou une demande en ce sens peut concerner tout ou partie des débats et intervenir à tout moment.

## ANNEX 23

ARTICLES OF THE RULES OF COURT AMENDED  
DURING THE PERIOD UNDER REVIEW

## ARTICLE 22

1. The Court shall elect its Registrar by secret ballot. The Registrar shall be elected for a term of seven years. The Registrar may be re-elected.

2. The Court shall give public notice of a vacancy or impending vacancy, either forthwith upon the vacancy arising, or, where the vacancy will arise on the expiration of the term of office of the Registrar, not less than six months prior thereto. The Court shall fix a date for the closure of the list of candidates so as to enable information concerning the candidates to be received in sufficient time. Interested persons shall be invited to submit their applications by the date so fixed by the Court.

3. Applications shall indicate the relevant information concerning the candidate, and in particular information as to the candidate's age, nationality, present occupation, university qualifications, knowledge of languages, and any previous experience in public international law, diplomacy, or the work of international organizations and institutional management.

4. The candidate obtaining the votes of the majority of the Members of the Court composing it at the time of the election shall be declared elected.

## ARTICLE 23

The Court shall elect a Deputy-Registrar: the provisions of Article 22 of these Rules shall apply to the Deputy-Registrar's election and term of office.

## ARTICLE 29

1. The Registrar may be removed from office only if, in the opinion of two-thirds of the Members of the Court composing it at the time of the decision to be taken, the incumbent has either become permanently incapacitated from exercising his or her functions, or has committed a serious breach of duty. Such decision shall be taken by secret ballot.

2. Before a decision is taken under this Article, the Registrar shall be informed by the President of the action contemplated, in a written statement which shall include the grounds therefor and any relevant evidence. The Registrar shall subsequently, at a private meeting of the Court, be afforded an opportunity of making a statement, of furnishing any information or explanations, and of supplying answers, orally or in writing, to any questions.

3. The Deputy-Registrar may be removed from office only on the same grounds and by the same procedure.

## ARTICLE 59

1. The hearing in Court shall be public, unless the Court shall decide otherwise, or unless the parties demand that the public be not admitted. Such a decision or demand may concern either the whole or part of the hearing, and may be made at any time.

2. La Cour peut décider, lorsque des raisons sanitaires, des motifs de sécurité ou d'autres motifs impérieux l'exigent, de tenir tout ou partie des audiences par liaison vidéo. Les parties sont consultées au sujet de l'organisation de telles audiences.

#### ARTICLE 76

1. A la demande d'une partie ou d'office, la Cour peut, à tout moment avant l'arrêt définitif en l'affaire, rapporter ou modifier toute décision concernant des mesures conservatoires si un changement dans la situation lui paraît justifier que cette décision soit rapportée ou modifiée.

2. Toute demande présentée par une partie et tendant à ce qu'une décision concernant des mesures conservatoires soit rapportée ou modifiée indique le changement dans la situation considéré comme pertinent.

3. Avant de prendre une décision en vertu du paragraphe 1 du présent article, la Cour donne aux parties la possibilité de présenter des observations à ce sujet.

#### ARTICLE 79

1. Après le dépôt de la requête et après consultation des parties lors d'une réunion avec le Président, la Cour peut décider, si les circonstances l'exigent, qu'il sera statué séparément sur toute question concernant sa compétence ou la recevabilité de la requête.

2. Lorsque la Cour en décide ainsi, les parties déposent les pièces de procédure relatives à la compétence ou à la recevabilité dans les délais fixés par la Cour et dans l'ordre déterminé par celle-ci. Chaque pièce de procédure contient l'exposé des observations et conclusions de la partie qui la présente et notamment tous moyens de preuve que celle-ci entend faire valoir; copie des documents à l'appui y est annexée.

#### ARTICLE 79BIS

1. Lorsque la Cour n'a pas pris de décision en application de l'article 79, toute exception d'incompétence de la Cour ou d'irrecevabilité de la requête ou toute autre exception sur laquelle le défendeur demande une décision avant que la procédure sur le fond se poursuive doit être présentée par écrit dès que possible, et au plus tard trois mois après le dépôt du mémoire. Toute exception soulevée par une partie autre que le défendeur doit être déposée dans le délai fixé pour le dépôt de la première pièce de procédure émanant de cette partie.

2. L'acte introductif de l'exception contient l'exposé de fait et de droit sur lequel l'exception est fondée, les conclusions et le bordereau des documents à l'appui; il expose les moyens de preuve que la partie entend faire valoir. Copie des documents à l'appui y est annexée.

3. Dès réception par le Greffe de l'acte introductif de l'exception, la procédure sur le fond est suspendue et la Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, fixe le délai dans lequel la partie contre laquelle l'exception est introduite peut présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions; ce document expose les moyens de preuve que la partie entend faire valoir. Copie des documents à l'appui y est annexée.

4. La Cour donne effet à tout accord intervenu entre les parties et tendant à ce qu'une exception soulevée en vertu du paragraphe 1 soit tranchée lors de l'examen au fond.

#### ARTICLE 79TER

1. Les pièces de procédure relatives aux questions et exceptions préliminaires déposées conformément aux articles 79, paragraphe 2, et 79bis, paragraphes 1 et 3, sont limitées aux points ayant trait aux questions ou exceptions préliminaires.

2. The Court may decide, for health, security or other compelling reasons, to hold a hearing entirely or in part by video link. The parties shall be consulted on the organization of such a hearing.

#### ARTICLE 76

1. At the request of a party or *proprio motu*, the Court may, at any time before the final judgment in the case, revoke or modify any decision concerning provisional measures if, in its opinion, some change in the situation justifies such revocation or modification.

2. Any application by a party proposing such a revocation or modification shall specify the change in the situation considered to be relevant.

3. Before taking any decision under paragraph 1 of this Article the Court shall afford the parties an opportunity of presenting their observations on the subject.

#### ARTICLE 79

1. Following the submission of the application and after the President has met and consulted with the parties, the Court may decide, if the circumstances so warrant, that questions concerning its jurisdiction or the admissibility of the application shall be determined separately.

2. Where the Court so decides, the parties shall submit pleadings concerning jurisdiction or admissibility within the time-limits fixed, and in the order determined, by the Court. Each pleading shall contain the party's observations and submissions, including any evidence on which it relies, and shall attach copies of supporting documents.

#### ARTICLE 79BIS

1. When the Court has not taken any decision under Article 79, an objection by the respondent to the jurisdiction of the Court or to the admissibility of the application, or other objection the decision upon which is requested before any further proceedings on the merits, shall be made in writing as soon as possible, and not later than three months after the delivery of the Memorial. Any such objection made by a party other than the respondent shall be filed within the time-limit fixed for the delivery of that party's first pleading.

2. The preliminary objection shall set out the facts and the law on which the objection is based, the submissions and a list of the documents in support; it shall include any evidence on which the party relies. Copies of the supporting documents shall be attached.

3. Upon receipt by the Registry of a preliminary objection, the proceedings on the merits shall be suspended and the Court, or the President if the Court is not sitting, shall fix the time-limit for the presentation by the other party of a written statement of its observations and submissions, which shall include any evidence on which the party relies. Copies of the supporting documents shall be attached.

4. The Court shall give effect to any agreement between the parties that an objection submitted under paragraph 1 be heard and determined within the framework of the merits.

#### ARTICLE 79TER

1. Pleadings with respect to preliminary questions, or objections filed pursuant to Article 79, paragraph 2, or Article 79bis, paragraphs 1 and 3, shall be confined to those matters that are relevant to the preliminary questions or objections.

2. Sauf décision contraire de la Cour, la suite de la procédure est orale.
3. La Cour peut, le cas échéant, inviter les parties à débattre tous points de fait et de droit, et à produire tous moyens de preuve, qui ont trait aux questions ou exceptions préliminaires.
4. La Cour, après avoir entendu les parties, tranche la question préliminaire ou retient ou rejette l'exception préliminaire. Elle peut toutefois déclarer que, dans les circonstances de l'espèce, une question ou une exception n'a pas un caractère exclusivement préliminaire.
5. La Cour rend sa décision sous la forme d'un arrêt. S'il n'est pas mis un terme à l'affaire par celui-ci, elle fixe les délais pour la suite de la procédure.

#### ARTICLE 94

1. Lorsque la Cour a achevé son délibéré et adopté son arrêt, notification est faite aux parties de la date à laquelle il en sera donné lecture.
  2. L'arrêt est lu en audience publique de la Cour. La Cour peut décider, pour des raisons sanitaires, des motifs de sécurité ou d'autres motifs impérieux, que l'arrêt sera lu lors d'une audience accessible aux parties et au public par liaison vidéo. L'arrêt est considéré comme ayant force obligatoire pour les parties du jour de son prononcé.
-

2. Unless otherwise decided by the Court, the further proceedings shall be oral.
3. The Court, whenever necessary, may request the parties to argue all questions of law and fact, and to adduce all evidence, which bear on the preliminary questions or objections.
4. After hearing the parties, the Court shall decide upon a preliminary question or uphold or reject a preliminary objection. The Court may however declare that, in the circumstances of the case, a question or objection does not possess an exclusively preliminary character.
5. The Court shall give its decision in the form of a judgment. If the judgment does not dispose of the case, the Court shall fix time-limits for the further proceedings.

#### ARTICLE 94

1. When the Court has completed its deliberations and adopted its judgment, the parties shall be notified of the date on which it will be read.
  2. The judgment shall be read at a public sitting of the Court. The Court may decide, for health, security or other compelling reasons, that the judgment shall be read at a sitting of the Court accessible to the parties and the public by video link. The judgment shall become binding on the parties on the day of the reading.
-

## ANNEXE 24

## DIGESTE DES DÉCISIONS DE LA COUR

Le digeste ci-dessous présente une sélection des décisions de la Cour portant application du Statut et du Règlement. Il est divisé en deux sections. La première groupe autour des articles du Statut les décisions qui s’y rapportent ; la seconde fait de même pour les articles du Règlement. Quand une décision peut indifféremment être rattachée au Statut ou au Règlement, elle l’est à ce dernier instrument. Chaque décision est précédée de la mention de l’affaire à propos de laquelle elle est intervenue.

Statut	Objet
Disposition et décision y afférente	Objet
Article 36	Compétence de la Cour

*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l’élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie) — Exceptions préliminaires*

L’Ukraine entendait fonder la compétence de la Cour, en vertu du paragraphe 1 de l’article 36 du Statut de la Cour, sur le paragraphe 1 de l’article 24 de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (la « CIRFT ») et sur l’article 22 de la convention internationale sur l’élimination de toutes les formes de discrimination raciale (la « CIEDR ») (*exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2019 (II)*, p. 565, par. 2).

La Cour a d’abord examiné l’exception préliminaire soulevée par la Fédération de Russie en rapport avec la CIRFT. Elle a rappelé ce qui suit : « [P]our déterminer si elle a compétence *ratione materiae* au titre d’une clause compromissaire visant les différends concernant l’interprétation ou l’application d’un traité, [la Cour doit] rechercher si les actes dont le demandeur tire grief « entrent dans les prévisions » du traité contenant la clause. Il peut ainsi se révéler nécessaire d’interpréter les dispositions qui définissent le champ d’application du traité » (*ibid.*, p. 584, par. 57).

La Cour a dit que, à ce stade de la procédure, point n’était généralement besoin de procéder à un examen des actes illicites allégués ou de la plausibilité des griefs, sa tâche étant d’examiner les points de droit et de fait ayant trait à l’exception d’incompétence soulevée (*ibid.*, par. 58).

La Cour a ensuite examiné l’exception préliminaire soulevée par la Fédération de Russie en rapport avec la CIEDR. Elle a exposé que, pour établir si elle avait compétence *ratione materiae* au titre de la CIEDR, elle « d[evait] seulement déterminer si les mesures dont l’Ukraine tir[ait] grief entr[ai]ent dans les prévisions de la convention » (*ibid.*, p. 595, par. 95).



## ANNEX 24

## DIGEST OF THE COURT'S DECISIONS

The following digest presents a selection of decisions taken by the Court in application of its Statute and Rules. It is divided into two sections: the first concerns decisions related to articles of the Statute, the second decisions related to articles of the Rules. When a decision may be attributed to both sets of provisions, it has been included in the Rules section. Each decision appears under the title of the case in which it was rendered.

Statute	
Provision and related decision	Subject
Article 36	Jurisdiction of the Court

*Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation) — Preliminary Objections*

Ukraine sought to found the Court's jurisdiction on Article 24, paragraph 1, of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism (the "ICSFT") and on Article 22 of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination ("CERD"), on the basis of Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court. (*Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2019 (II)*, p. 565, para. 2).

The Court first examined the preliminary objection raised by the Russian Federation with respect to the ICSFT. The Court recalled that, "in order to determine the Court's jurisdiction *ratione materiae* under a compromissory clause concerning disputes relating to the interpretation or application of a treaty, it is necessary to ascertain whether the acts of which the applicant complains 'fall within the provisions' of the treaty containing the clause. This may require the interpretation of the provisions that define the scope of the treaty" (*ibid.*, p. 584, para. 57).

The Court stated that an examination of the alleged wrongful acts or of the plausibility of the claims is not generally warranted at the present stage of the proceedings. The Court's task is to consider the questions of law and fact that are relevant to the objection to its jurisdiction (*ibid.*, para. 58).

The Court then examined the preliminary objection raised by the Russian Federation with respect to CERD. The Court explained that, in order to determine whether it has jurisdiction *ratione materiae* under CERD, it "only needs to ascertain whether the measures of which Ukraine complains fall within the provisions of th[at] Convention" (*ibid.*, p. 595, para. 95).

Disposition et décision y afférente	Statut Objet
<p><i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar) — Demande en indication de mesures conservatoires</i></p>	
<p>La Gambie entendait fonder la compétence de la Cour sur le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de celle-ci et sur l'article IX de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (la « convention sur le génocide ») (<i>mesures conservatoires, ordonnance du 23 janvier 2020, C.I.J. Recueil 2020, p. 5, par. 3</i>).</p>	
<p>La Cour a rappelé qu'elle « ne p[ouvait] indiquer des mesures conservatoires que si les dispositions invoquées par le demandeur sembl[ai]ent <i>prima facie</i> constituer une base sur laquelle sa compétence pourrait être fondée, mais [qu'elle] n'a[vait] pas besoin de s'assurer de manière définitive qu'elle a[vait] compétence quant au fond de l'affaire » (<i>ibid.</i>, p. 9, par. 16).</p>	
<p>Elle a ensuite rappelé qu'il existait un différend entre des Etats « lorsque leurs points de vue quant à l'exécution ou à la non-exécution de certaines obligations internationales [étaie]nt nettement opposés » (<i>ibid.</i>, p. 10, par. 20).</p>	
<p>La Cour a déclaré que, pour déterminer s'il existait un différend, elle ne pouvait se borner à constater que l'une des Parties soutenait que la convention sur le génocide s'appliquait et que l'autre le niait. A cet égard, elle a considéré que, la Gambie entendant fonder sa compétence sur la clause compromissoire d'une convention internationale, la Cour devait rechercher si les actes dont le demandeur tirait grief étaient susceptibles d'entrer dans les prévisions de cet instrument et si, par suite, le différend était de ceux dont elle pourrait avoir compétence pour connaître <i>ratione materiae</i> (<i>ibid.</i>).</p>	
<p>La Cour a en outre relevé que le Myanmar avait émis une réserve à l'article VIII de la convention sur le génocide, selon laquelle toute partie à celle-ci pouvait « saisir les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies afin que ceux-ci prennent, conformément à la Charte des Nations Unies, les mesures qu'ils jugent appropriées pour la prévention et la répression » des actes énumérés à l'article III de ladite convention. Elle a estimé que l'article VIII ne traitait pas de la soumission à la Cour de différends, cette question étant régie spécifiquement par l'article IX, auquel le Myanmar n'avait formulé aucune réserve (<i>ibid.</i>, p. 15, par. 35).</p>	

Statute	Subject
Provision and related decision	

*Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar) — Request for the indication of provisional measures*

The Gambia sought to found the Court's jurisdiction on Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court and on Article IX of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (the "Genocide Convention") (*Provisional Measures, Order of 23 January 2020, I.C.J. Reports 2020*, p. 5, para. 3).

The Court recalled that it "may indicate provisional measures only if the provisions relied on by the Applicant appear, *prima facie*, to afford a basis on which its jurisdiction could be founded, but that it need not satisfy itself in a definitive manner that it had jurisdiction as regards the merits of the case" (*ibid.*, p. 9, para. 16).

The Court then recalled that a dispute between States exists "where they hold clearly opposite views concerning the question of the performance or non-performance of certain international obligations" (*ibid.*, p. 10, para. 20).

The Court stated that, in order to determine whether a dispute exists, it cannot limit itself to noting that one of the Parties maintains that the Genocide Convention applies, while the other denies it. In this regard, it considered that since The Gambia had invoked as a basis of the Court's jurisdiction the compromissory clause in an international convention, it had to ascertain whether the acts complained of by The Gambia were capable of falling within the provisions of the Genocide Convention and whether, as a consequence, the dispute was one which the Court had jurisdiction *ratione materiae* to entertain (*ibid.*).

The Court further noted that Myanmar had made a reservation to Article VIII of the Genocide Convention, which permits parties to the Genocide Convention to "call upon the competent organs of the United Nations to take such action under the Charter of the United Nations as they consider appropriate for the prevention and suppression" of acts enumerated in Article III of the Genocide Convention. The Court considered that Article VIII did not refer to the submission of disputes to the Court, because this matter was specifically addressed in Article IX of the Genocide Convention, to which Myanmar had not entered any reservation (*ibid.*, p. 15, para. 35).

Statut	Objet
Disposition et décision y afférente	
Articles 36 et 37	Compétence de la Cour

*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)*

Les Etats demandeurs entendaient fonder la compétence de la Cour sur l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale adoptée à Chicago (la « convention de Chicago »), eu égard au paragraphe 1 de l'article 36 et à l'article 37 du Statut de la Cour (*arrêt, C.I.J. Recueil 2020*, p. 88, par. 3).

La Cour a fait état de la possibilité existant, en vertu de l'article 84 de la convention de Chicago, d'interjeter appel d'une décision du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (le « Conseil de l'OACI ») sur un désaccord à propos de l'interprétation ou de l'application de ladite convention soit devant un tribunal d'arbitrage *ad hoc* établi par accord entre les parties au différend, soit devant la Cour permanente de Justice internationale. Elle a rappelé que, selon l'article 37 de son Statut, elle était substituée à la Cour permanente dans tout traité ou convention en vigueur prévoyant le renvoi à celle-ci (*ibid.*, p. 95-96, par. 28).

La Cour a en outre rappelé qu'elle avait déjà, dans l'arrêt rendu en l'affaire relative à l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)*, eu l'occasion de préciser son rôle dans l'exercice de la fonction d'appel que lui attribue la convention de Chicago, où elle a conclu à la recevabilité d'un appel interjeté contre une décision du Conseil de l'OACI sur sa propre juridiction (*ibid.*, p. 96-97, par. 30).

*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)*

Les Etats demandeurs entendaient fonder la compétence de la Cour sur la section 2 de l'article II de l'accord relatif au transit des services aériens internationaux (l'« accord de transit »), et, par référence, sur l'article 84 de la convention de Chicago, eu égard au paragraphe 1 de l'article 36 et à l'article 37 du Statut de la Cour (*arrêt, C.I.J. Recueil 2020*, p. 179, par. 3).

La Cour a fait état de la possibilité existant, en vertu de la section 2 de l'article II de l'accord de transit et de la convention de Chicago, à laquelle renvoie l'accord de transit, d'interjeter appel d'une décision du Conseil de l'OACI sur un désaccord à propos de l'interprétation ou de l'application dudit accord soit devant un tribunal d'arbitrage *ad hoc* établi par accord entre les

Statute	
Provision and related decision	Subject
Articles 36 and 37	Jurisdiction of the Court

*Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)*

The Applicant States sought to found the jurisdiction of the Court on Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (the “Chicago Convention”), in conjunction with Articles 36, paragraph 1, and 37 of the Statute of the Court (*Judgment, I.C.J. Reports 2020*, p. 88, para. 3).

The Court noted that, under Article 84 of the Chicago Convention, a decision of the Council of the International Civil Aviation Organization (the “ICAO Council”) with respect to a disagreement relating to the interpretation or application of the Chicago Convention may be appealed either to an *ad hoc* arbitral tribunal agreed upon between the parties to the dispute or to the Permanent Court of International Justice. The Court further recalled that, under Article 37 of the Statute of the Court, it is substituted for the Permanent Court in any treaty or convention in force, the terms of which provide for reference of a matter to the Permanent Court (*ibid.*, pp. 95-96, para. 28).

The Court recalled that it had already had the opportunity to clarify its role in the exercise of its appellate function under the Chicago Convention in its Judgment in the case concerning *Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*, and that it had established that an appeal against a decision of the ICAO Council as to its own jurisdiction is receivable (*ibid.*, pp. 96-97, para. 30).

*Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)*

The Applicant States sought to found the jurisdiction of the Court on Article II, Section 2, of the International Air Services Transit Agreement (the “IASTA”), and by reference to Article 84 of the Chicago Convention, in conjunction with Articles 36, paragraph 1, and 37 of the Statute of the Court (*Judgment, I.C.J. Reports 2020*, p. 179, para. 3).

The Court noted that, under Article II, Section 2, of the IASTA and under the Chicago Convention, to which the IASTA refers, a decision of the ICAO Council with respect to a disagreement relating to the interpretation or application of the IASTA may be appealed either to an *ad hoc* arbitral tribunal agreed upon between the parties to the dispute or to the Permanent Court of

Statut	
Disposition et décision y afférente	Objet
<p>parties à un différend, soit devant la Cour permanente de Justice internationale. Elle a rappelé que, selon l'article 37 de son Statut, elle était substituée à la Cour permanente dans tout traité ou convention en vigueur prévoyant le renvoi à celle-ci (<i>C.I.J. Recueil 2020</i>, p. 186-187, par. 28).</p> <p>La Cour a en outre rappelé qu'elle avait déjà, dans l'arrêt rendu en l'affaire relative à l'<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)</i>, eu l'occasion de préciser son rôle dans l'exercice de la fonction d'appel que lui attribue la convention de Chicago, où elle a conclu à la recevabilité d'un appel interjeté contre une décision du Conseil de l'OACI sur sa propre juridiction (<i>ibid.</i>, p. 187-188, par. 30).</p>	
Article 40 (et article 38 du Règlement)	Objet du différend
<p><i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie) — Exceptions préliminaires</i></p> <p>Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 8 novembre 2019 en cette affaire, la Cour a rappelé que le paragraphe 1 de l'article 40 de son Statut et le paragraphe 1 de l'article 38 de son Règlement imposaient à l'Etat demandeur de préciser l'«objet du différend» dans sa requête. Relevant que le Règlement prescrit encore que la requête doit indiquer «la nature précise de la demande et con[tenir] un exposé succinct des faits et moyens sur lesquels cette demande repose», et le mémoire, comporter un exposé des «faits sur lesquels la demande est fondée», la Cour a fait observer qu'il lui appartenait toutefois «d'établir objectivement ce sur quoi port[ait] le différend entre les parties en circonscrivant le véritable problème en cause et en précisant l'objet de la demande» (<i>exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2019 (II)</i>, p. 575, par. 24). Elle «examine à cet effet la requête, ainsi que les exposés écrits et oraux des parties, tout en consacrant une attention particulière à la formulation du différend utilisée par le demandeur», et tient compte des faits que ce dernier invoque à l'appui de sa demande (<i>ibid.</i>). Selon la Cour, il s'agit là d'une question de fond, et non de forme (<i>ibid.</i>).</p> <p>Notant que «les requêtes qui lui sont soumises portent souvent sur un différend particulier qui s'est fait jour dans le cadre d'un désaccord plus large entre les parties» (<i>ibid.</i>, p. 576, par. 28), elle a ajouté ce qui suit: «Le fait qu'un différend dont est saisie la Cour ne représente qu'un élément d'une situation complexe dans laquelle les Etats concernés ont des vues opposées sur diverses questions, si importantes soient-elles, ne saurait conduire la Cour à refuser de résoudre ledit différend, dans la mesure où les parties ont</p>	

Statute	
Provision and related decision	Subject
<p>International Justice. The Court further recalled that, under Article 37 of the Statute of the Court, it is substituted for the Permanent Court in any treaty or convention in force, the terms of which provide for reference of a matter to the Permanent Court (<i>I.C.J. Reports 2020</i>, pp. 186-187, para. 28).</p> <p>The Court recalled that it had already had the opportunity to clarify its role in the exercise of its appellate function under the Chicago Convention in its Judgment in the case concerning <i>Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)</i>, and that it had established that an appeal against a decision of the ICAO Council as to its own jurisdiction is receivable (<i>ibid.</i>, pp. 187-188, para. 30).</p>	
<p>Article 40 (and Article 38 of the Rules)</p> <p><i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation) — Preliminary Objections</i></p> <p>In its Judgment of 8 November 2019 in this case, the Court recalled that, under Article 40, paragraph 1, of its Statute and Article 38, paragraph 1, of its Rules, an applicant is required to indicate the “subject of the dispute” in its application. Moreover, noting that the Rules require that the application “specify the precise nature of the claim, together with a succinct statement of the facts and grounds on which the claim is based”, and that the memorial include a statement of the “relevant facts”, it observed, however, that it was “for the Court itself to determine on an objective basis the subject-matter of the dispute between the parties, by isolating the real issue in the case and identifying the object of the claim” (<i>Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2019 (II)</i>, p. 575, para. 24). In doing so, the Court “examines the application as well as the written and oral pleadings of the parties, while giving particular attention to the formulation of the dispute chosen by the applicant”, taking into account the facts that the applicant presents as the basis for its claim (<i>ibid.</i>). According to the Court, the matter is one of substance, not of form (<i>ibid.</i>).</p> <p>The Court then observed that “applications that are submitted to it often present a particular dispute that arises in the context of a broader disagreement between the parties” (<i>ibid.</i>, p. 576, para. 28). The Court added that “[t]he fact that a dispute before the Court forms part of a complex situation that includes various matters, however important, over which the States concerned hold opposite views, cannot lead the Court to decline to resolve that dispute, provided that the parties have recognized its</p>	<p>Subject-matter of the dispute</p>

Statut	
Disposition et décision y afférente	Objet
<p>reconnu sa compétence pour ce faire et que les conditions de son exercice sont par ailleurs réunies» (<i>C.I.J. Recueil 2019 (II)</i>, p. 576, par. 28).</p> <p>Dans cette affaire, la Cour a observé que l'Ukraine ne lui demandait pas de se prononcer sur le statut de la Crimée ni de juger de quelconques violations de règles du droit international autres que celles contenues dans la CIRFT et la CIEDR; de telles questions ne constituent pas l'objet du différend à elle soumis (<i>ibid.</i>, p. 577, par. 29).</p> <p>Ayant pris en considération les vues opposées des Parties, la Cour a conclu que le différend comportait deux volets, l'objet du différend se rapportant, en ce qui concerne le premier aspect, à «la question de savoir si la Fédération de Russie avait l'obligation, en application de la CIRFT, de prendre des mesures et de coopérer pour prévenir et réprimer le financement allégué du terrorisme dans le contexte des événements en Ukraine orientale, et si, le cas échéant, la Fédération de Russie a[vait] manqué à une telle obligation» (<i>ibid.</i>, par. 32) et, en ce qui concerne le second, à «la question de savoir si la Fédération de Russie a[vait] manqué à ses obligations découlant de la CIEDR à raison de mesures discriminatoires qu'elle aurait prises à l'encontre des communautés ukrainienne et tatare de Crimée, comme le prétend l'Ukraine» (<i>ibid.</i>).</p>	
Articles 34 et 36	Existence d'un différend opposant les parties
<p><i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar) — Demande en indication de mesures conservatoires</i></p> <p>Le Myanmar a contesté la compétence <i>prima facie</i> de la Cour dans cette affaire, avançant que la Gambie avait agi pour le compte de l'Organisation de la coopération islamique, contournant ainsi les dispositions de l'article 34 du Statut. En réponse, la Cour a noté que la Gambie avait introduit l'instance en son propre nom concernant un différend qui l'opposait au Myanmar au sujet de ses propres droits en vertu de la convention sur le génocide, ajoutant : «le fait que la Gambie puisse avoir cherché et obtenu le soutien d'autres Etats ou d'organisations internationales en se préparant à la saisir n'exclut pas l'existence d'un différend entre les Parties relatif à la convention sur le génocide» (<i>mesures conservatoires, ordonnance du 23 janvier 2020, C.I.J. Recueil 2020</i>, p. 12, par. 25).</p> <p>S'agissant de la question de savoir s'il existait un différend entre les Parties au moment du dépôt de la requête, la Cour a fait remarquer que l'existence d'un différend était une question de fond, et non de forme ou de procédure, et devait être établie objectivement par elle (<i>ibid.</i>, par. 26).</p>	



Statute	
Provision and related decision	Subject
<p>jurisdiction to do so and the conditions for the exercise of its jurisdiction are otherwise met” (<i>I.C.J. Reports 2019 (II)</i>, p. 576, para. 28).</p> <p>In this case, the Court noted that Ukraine was not requesting the Court to pronounce on the status of Crimea or on any violations of rules of international law other than those contained in the ICSFT and CERD, and that those matters did not constitute the subject-matter of the dispute before the Court (<i>ibid.</i>, p. 577, para. 29).</p> <p>Taking account of the opposing views expressed by the Parties in this case, the Court concluded that the dispute consisted of two aspects. One aspect of the subject-matter of the dispute was “whether the Russian Federation had the obligation, under the ICSFT, to take measures and to co-operate in the prevention and suppression of the alleged financing of terrorism in the context of events in eastern Ukraine and, if so, whether the Russian Federation breached such an obligation” (<i>ibid.</i>, para. 32). The other aspect of the subject-matter of the dispute was “whether the Russian Federation breached its obligations under CERD through discriminatory measures allegedly taken against the Crimean Tatar and Ukrainian communities in Crimea” (<i>ibid.</i>).</p>	

Articles 34 and 36	Existence of a dispute between the parties
<p><i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar) — Request for the indication of provisional measures</i></p> <p>Myanmar contested the Court’s prima facie jurisdiction in this case, alleging that The Gambia had acted on behalf of the Organisation of Islamic Cooperation, in circumvention of Article 34 of the Statute. In response, the Court noted that The Gambia had instituted proceedings in its own name regarding a dispute with Myanmar regarding its own rights under the Genocide Convention. The Court added that “the fact that The Gambia may have sought and obtained the support of other States or international organizations in its endeavour to seise the Court does not preclude the existence between the Parties of a dispute relating to the Genocide Convention” (<i>Provisional Measures, Order of 23 January 2020, I.C.J. Reports 2020</i>, p. 12, para. 25).</p> <p>With respect to the question whether a dispute between the Parties existed at the time of the filing of the Application, the Court observed that the existence of a dispute was a question of substance, not one of form or procedure, and a matter for objective determination by the Court (<i>ibid.</i>, para. 26).</p>	

Statut	
Disposition et décision y afférente	Objet
Article 41	Mesures conservatoires : droits plausibles
<p><i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar) — Demande en indication de mesures conservatoires</i></p> <p>La Cour a rappelé que, puisque « l'article 41 de son Statut a[vait] pour objet de sauvegarder, dans l'attente de sa décision sur le fond de l'affaire, les droits revendiqués par chacune des parties », elle ne pouvait exercer son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires « que si elle estim[ait] que les droits allégués par le demandeur [étaient] au moins plausibles » (<i>mesures conservatoires, ordonnance du 23 janvier 2020, C.I.J. Recueil 2020, p. 18, par. 43</i>).</p> <p>Dans cette affaire, la Cour a relevé que les dispositions de la convention sur le génocide « vis[ai]ent à protéger les membres d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux contre les actes de génocide ou tous autres actes punissables tels qu'énumérés à l'article III » (<i>ibid.</i>, p. 20, par. 52). Elle a considéré « qu'il exist[ait] une corrélation entre les droits des membres des groupes protégés par la convention, les obligations incombant aux Etats parties à cet instrument et le droit de chacun d'entre eux de demander l'exécution de ces obligations par un autre Etat partie » (<i>ibid.</i>).</p> <p>Si la Cour n'a pas considéré l'exceptionnelle gravité des allégations formulées comme un élément décisif justifiant d'établir, à ce stade de la procédure, l'existence d'une intention génocidaire, elle n'en a pas moins conclu que les droits que la Gambie revendiquait et dont elle sollicitait la protection étaient plausibles (<i>ibid.</i>, p. 23, par. 56).</p> <p>La Cour a rappelé qu'elle tenait de l'article 41 de son Statut « le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires lorsqu'il exist[ait] un risque qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits en litige dans une procédure judiciaire ou lorsque la méconnaissance alléguée de ces droits risqu[ait] d'entraîner des conséquences irréparables » (<i>ibid.</i>, p. 24, par. 64). Elle n'exercera toutefois ce pouvoir « que s'il y a urgence, c'est-à-dire s'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé avant que la Cour ne rende sa décision définitive » (<i>ibid.</i>, par. 65). La Cour a considéré que, « [à] la lumière des valeurs fondamentales que la convention sur le génocide entend[ait] protéger, [...] les droits en cause en l'espèce et, en particulier, celui du groupe rohingya au Myanmar et de ses membres d'être protégés contre les meurtres et autres actes menaçant leur existence en tant que groupe, [étaient] de nature telle que le préjudice qui leur serait porté pourrait être irréparable » (<i>ibid.</i>, p. 26, par. 70) et que « les Rohingyas au Myanmar demeur[ai]ent extrêmement vulnérables »</p>	Mesures conservatoires : risque de préjudice irréparable et urgence



Statut	
Disposition et décision y afférente	Objet
<p>(<i>C.I.J. Recueil 2020</i>, p. 26, par. 72). Elle a pris note des actions visant à faciliter le retour des réfugiés et des autres mesures annoncées par le Myanmar à l'audience, mais ces démarches ne lui ont pas «par[u] suffisantes en elles-mêmes pour écarter la possibilité que soient commis des actes de nature à causer un préjudice irréparable aux droits invoqués par la Gambie en vue de protéger les Rohingyas au Myanmar» (<i>ibid.</i>, p. 27, par. 73). La Cour a conclu qu'il existait un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits invoqués par le demandeur (<i>ibid.</i>, p. 28, par. 75).</p>	
<p style="text-align: center;">Article 41 (et paragraphe 2 de l'article 75 du Règlement)</p> <p><i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar) — Demande en indication de mesures conservatoires</i></p> <p>La Cour a rappelé la mention faite au paragraphe 2 de l'article 75 du Règlement du pouvoir qu'elle a, en vertu de son Statut, «d'indiquer des mesures totalement ou partiellement différentes de celles qui sont sollicitées [lorsqu'une demande en indication de mesures conservatoires lui est présentée]» (<i>mesures conservatoires, ordonnance du 23 janvier 2020, C.I.J. Recueil 2020</i>, p. 28, par. 77). Elle a conclu que les mesures à indiquer n'avaient pas à être identiques à celles qui étaient sollicitées par la Gambie dans cette affaire (<i>ibid.</i>, par. 78).</p>	<p>Mesures conservatoires : indication de mesures différentes de celles sollicitées</p>
<p style="text-align: center;">Article 41 (et article 78 du Règlement)</p> <p><i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar) — Demande en indication de mesures conservatoires</i></p> <p>La Cour a rappelé qu'elle avait, ainsi que reflété à l'article 78 de son Règlement, le pouvoir de «demander aux parties des renseignements sur toutes questions relatives à la mise en œuvre de mesures conservatoires indiquées» (<i>mesures conservatoires, ordonnance du 23 janvier 2020, C.I.J. Recueil 2020</i>, p. 29, par. 82). Elle a considéré que le Myanmar devait lui fournir un rapport sur l'ensemble des mesures prises pour exécuter l'ordonnance dans un délai de quatre mois à compter de la date de celle-ci, puis tous les six mois jusqu'à ce qu'elle ait rendu sa décision définitive en l'affaire (<i>ibid.</i>).</p>	<p>Mesures conservatoires : demande de renseignements de la Cour</p>

Statute	
Provision and related decision	Subject
<p>(<i>I.C.J. Reports 2020</i>, p. 26, para. 72). The Court took note of the repatriation initiatives and other steps announced by Myanmar during the oral proceedings, but it considered that they did “not appear sufficient in themselves to remove the possibility that acts causing irreparable prejudice to the rights invoked by The Gambia for the protection of the Rohingya in Myanmar could occur” (<i>ibid.</i>, p. 27, para. 73). The Court concluded that there existed a real and imminent risk of irreparable prejudice to the rights invoked by The Gambia (<i>ibid.</i>, p. 28, para. 75).</p>	
<p style="text-align: center;">Article 41 (and Article 75, paragraph 2, of the Rules)</p> <p><i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar) — Request for the indication of provisional measures</i></p> <p>The Court recalled that Article 75, paragraph 2, of the Rules refers to the power that it has under the Statute, “when a request for provisional measures has been made, to indicate measures that are, in whole or in part, other than those requested” (<i>Provisional Measures, Order of 23 January 2020, I.C.J. Reports 2020</i>, p. 28, para. 77). The Court found that the measures to be indicated did not need to be identical to those requested by The Gambia in this case (<i>ibid.</i>, para. 78).</p>	<p>Provisional measures: indication of measures other than those requested</p>
<p style="text-align: center;">Article 41 (and Article 78 of the Rules)</p> <p><i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar) — Request for the indication of provisional measures</i></p> <p>The Court recalled that it has the power, which is reflected in Article 78 of its Rules, “to request the parties to provide information on any matter connected with the implementation of any provisional measures it has indicated” (<i>Provisional Measures, Order of 23 January 2020, I.C.J. Reports 2020</i>, p. 29, para. 82). The Court considered that Myanmar must submit a report to it on all measures taken to give effect to its Order within four months, as from the date of the Order, and thereafter every six months, until a final decision on the case is rendered by the Court (<i>ibid.</i>).</p>	<p>Provisional measures: request by the Court for information</p>

Règlement de la Cour	
Disposition et décision y afférente	Objet
<p style="text-align: center;">Article 44</p> <p><i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)</i></p> <p>Dans cette affaire, la Cour a fixé les dates d'expiration des délais en « [tenant compte] des circonstances exceptionnelles de l'affaire et de sa gravité » (<i>mesures conservatoires, ordonnance du 23 janvier 2020, C.I.J. Recueil 2020, p. 70</i>).</p>	<p>Fixation de délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite</p>
<p style="text-align: center;">Article 47</p> <p><i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar) et Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i></p> <p>Le Qatar a prié la Cour de joindre, en vertu de l'article 47 de son Règlement, les instances en les affaires de l'<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i> et de l'<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i>. A titre subsidiaire, le Qatar a demandé à la Cour d'ordonner une action commune relativement aux procédures écrite et orale. Les Etats demandeurs se sont opposés à la jonction des instances, mais étaient favorables à ce que la Cour ordonne une action commune relativement aux deux affaires. La Cour a décidé de ne pas ordonner la jonction des instances, mais a ordonné une action commune relativement auxdites affaires (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2020, p. 89-90, par. 8-11, et ibid., p. 180, par. 8-11</i>).</p>	<p>Jonction d'instances et décision visant l'action commune</p>
<p style="text-align: center;">Article 53, paragraphe 1</p> <p><i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie) — Exceptions préliminaires</i></p> <p>Le Qatar a demandé que lui soient communiqués des exemplaires du mémoire de l'Ukraine et des exceptions préliminaires de la Fédération de Russie. Après avoir consulté les Parties, la Cour, tenant compte de l'objection formulée par l'une d'elles, a décidé qu'il ne serait pas opportun de faire droit à cette demande (<i>exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2019 (II), p. 567, par. 15</i>).</p>	<p>Communication d'exemplaires de pièces de procédure à des Etats admis à ester devant la Cour</p>

Rules of Court	
Provision and related decision	Subject
<p style="text-align: center;">Article 44</p> <p><i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)</i></p> <p>The Court fixed the time-limits in the case “[t]aking into account the exceptional circumstances of the case and its gravity” (<i>Provisional Measures, Order of 23 January 2020, I.C.J. Reports 2020</i>, p. 70).</p>	<p>Fixing of time-limits of the written pleadings</p>
<p style="text-align: center;">Article 47</p> <p><i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)</i> and <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)</i></p> <p>Qatar requested that, pursuant to Article 47 of the Rules of Court, the Court join the proceedings in the cases concerning the <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)</i> and the <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)</i>. Alternatively, Qatar requested that the Court direct common action in respect of the written and oral proceedings. The Applicant States opposed the joinder of proceedings but favoured the direction by the Court of common action with regard to both cases. The Court decided not to direct the joinder of proceedings but directed common action in respect of the two cases (<i>Judgment, I.C.J. Reports 2020</i>, pp. 89-90, paras. 8-11 and <i>ibid.</i>, p. 180, paras. 8-11).</p>	<p>Joinder of proceedings and direction of common action</p>
<p style="text-align: center;">Article 53, paragraph 1</p> <p><i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation) — Preliminary Objections</i></p> <p>Qatar asked to be furnished with copies of the Memorial of Ukraine and the preliminary objections of the Russian Federation. Having ascertained the views of the Parties, the Court decided, taking into account the objection raised by one Party, that it would not be appropriate to grant that request (<i>Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2019 (II)</i>, p. 567, para. 15).</p>	<p>Copies of pleadings made available to States entitled to appear before the Court</p>

Règlement de la Cour	
Disposition et décision y afférente	Objet

Article 79

Exceptions préliminaires

*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie) — Exceptions préliminaires*

Dans cette affaire, la Fédération de Russie avait soulevé plusieurs exceptions préliminaires quant à la compétence *ratione materiae* de la Cour au titre de la CIRFT et de la CIEDR. La Cour a fait remarquer que, à ce stade de la procédure, point n'était généralement besoin pour elle de procéder à un examen des actes illicites allégués ou de la plausibilité des griefs. Elle a ajouté que sa tâche, « telle que reflétée à l'article 79 du Règlement du 14 avril 1978, tel qu'amendé le 1<sup>er</sup> février 2001, [était] d'examiner les points de droit et de fait ayant trait à l'exception d'incompétence soulevée » (*exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2019 (II)*, p. 584, par. 58).



---

Rules of Court	
Provision and related decision	Subject
Article 79	Preliminary objections
<p><i>Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation) — Preliminary Objections</i></p>	

In this case, the Russian Federation had raised several objections to the Court's jurisdiction *ratione materiae* under the ICSFT and CERD. The Court observed that an examination by the Court of the alleged wrongful acts or of the plausibility of claims was not generally warranted at that stage of the proceedings. The Court added that its task "as reflected in Article 79 of the Rules of Court of 14 April 1978 as amended on 1 February 2001, [wa]s to consider the questions of law and fact that are relevant to the objection to its jurisdiction" (*Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 2019 (II)*, p. 584, para. 58).

---







## TABLE DES MATIÈRES



## TABLE OF CONTENTS

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction . . . . .	1
<b>Première partie. De l'activité de la Cour entre le 1<sup>er</sup> août 2019 et le 31 juillet 2020</b> . . . . .	<b>2</b>
I. Des activités judiciaires . . . . .	2
A. Présentation générale . . . . .	2
1. Nouvelle affaire . . . . .	2
2. Audiences . . . . .	3
3. Décisions . . . . .	3
4. Mesures adoptées par la Cour pour assurer la continuité des activités relevant de son mandat pendant la pandémie de COVID-19 . . . . .	4
B. Fiches signalétiques des affaires pendantes . . . . .	4
1. <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)</i> . . . . .	7
2. <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i> . . . . .	8
3. <i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i> . . . . .	10
4. <i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i> . . . . .	11
5. <i>Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)</i> . . . . .	13
6. <i>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i> . . . . .	15
7. <i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i> . . . . .	16
8. <i>Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i> . . . . .	18
9. <i>Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)</i> . . . . .	20
10. <i>Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)</i> . . . . .	22

## TABLE OF CONTENTS

	<i>Page</i>
Introduction . . . . .	1
<b>Part One. Activity of the Court between 1 August 2019 and 31 July 2020. . . .</b>	<b>2</b>
I. Judicial activity . . . . .	2
A. General overview . . . . .	2
1. New case . . . . .	2
2. Hearings . . . . .	3
3. Decisions . . . . .	3
4. Measures adopted by the Court to ensure the continued fulfilment of its mandate during the COVID-19 pandemic . . . . .	4
B. Case summaries of pending cases . . . . .	4
1. <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)</i> . . . . .	7
2. <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the             Congo v. Uganda)</i> . . . . .	8
3. <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua             and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast             (Nicaragua v. Colombia)</i> . . . . .	10
4. <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean             Sea (Nicaragua v. Colombia)</i> . . . . .	11
5. <i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i> . . . . .	13
6. <i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v.             Bolivia)</i> . . . . .	15
7. <i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i> . . . .	16
8. <i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of             America)</i> . . . . .	18
9. <i>Application of the International Convention for the Suppression of the             Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination             of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)</i>	20
10. <i>Arbitral Award of 3 October 1899 (Guyana v. Venezuela)</i> . . . . .	22

11. <i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)</i> . . . . .	24
12. <i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i> . . . . .	26
13. <i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)</i> . . . . .	28
14. <i>Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i> . . . . .	30
15. <i>Transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem (Palestine c. Etats-Unis d'Amérique)</i> . . . . .	32
16. <i>Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)</i> . . . . .	34
17. <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)</i> . . . . .	35
II. Des autres activités . . . . .	36
A. Visites . . . . .	36
B. Discours . . . . .	37
<b>Deuxième partie. De l'organisation de la Cour et de son Greffe</b> . . . . .	42
I. De la Cour . . . . .	42
A. Textes de base . . . . .	42
1. Présentation . . . . .	42
a) Charte des Nations Unies . . . . .	42
b) Statut de la Cour . . . . .	42
c) Règlement de la Cour et instructions de procédure . . . . .	43
d) Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire	45
e) Décision concernant les activités d'arbitrage des membres de la Cour	45
f) Directives à l'intention des parties concernant l'organisation d'audiences par liaison vidéo . . . . .	45
2. Application du Statut et du Règlement de la Cour . . . . .	45
B. Composition . . . . .	46
1. Les membres de la Cour . . . . .	46
2. Les juges <i>ad hoc</i> . . . . .	47
3. Les chambres . . . . .	49
a) Chambre de procédure sommaire . . . . .	49



11. <i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Qatar v. United Arab Emirates)</i> . . . . .	24
12. <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Convention on International Civil Aviation (Bahrain, Egypt, Saudi Arabia and United Arab Emirates v. Qatar)</i> . . . . .	26
13. <i>Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article II, Section 2, of the 1944 International Air Services Transit Agreement (Bahrain, Egypt and United Arab Emirates v. Qatar)</i> . . . . .	28
14. <i>Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i> . . . . .	30
15. <i>Relocation of the United States Embassy to Jerusalem (Palestine v. United States of America)</i> . . . . .	32
16. <i>Guatemala's Territorial, Insular and Maritime Claim (Guatemala/Belize)</i> . . . . .	34
17. <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar)</i> . . . . .	35
II. Other activities . . . . .	36
A. Visits . . . . .	36
B. Speeches . . . . .	37
<b>Part Two. Organization of the Court and its Registry</b> . . . . .	42
I. The Court . . . . .	42
A. Basic texts . . . . .	42
1. Introduction . . . . .	42
(a) Charter of the United Nations . . . . .	42
(b) Statute of the Court . . . . .	42
(c) Rules of Court and Practice Directions . . . . .	43
(d) Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court . . . . .	45
(e) Decision on the arbitration activities of Members of the Court . . . . .	45
(f) Guidelines for the parties on the organization of hearings by video link . . . . .	45
2. Application of the Statute and Rules of Court . . . . .	45
B. Composition . . . . .	46
1. Members of the Court . . . . .	46
2. Judges <i>ad hoc</i> . . . . .	47
3. Chambers . . . . .	49
(a) Chamber of Summary Procedure . . . . .	49

b) Chambres prévues au paragraphe 1 de l'article 26 du Statut . . . . .	50
c) Chambres constituées en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut . . . . .	50
4. Les assesseurs . . . . .	50
C. Privilèges et immunités . . . . .	50
II. Du Greffe . . . . .	51
A. Textes de base . . . . .	51
1. Statut . . . . .	51
2. Règlement . . . . .	51
3. Instructions pour le Greffe . . . . .	52
4. Statut du personnel du Greffe . . . . .	52
B. Composition . . . . .	52
1. Le greffier . . . . .	52
2. Le greffier adjoint et les autres fonctionnaires . . . . .	53
C. Privilèges et immunités . . . . .	56
D. Diffusion des informations sur la Cour et son activité . . . . .	56
1. Contacts . . . . .	56
2. Informations sur la Cour et ses travaux . . . . .	56
a) Site Internet . . . . .	57
b) Compte Twitter/Chaîne YouTube/Page LinkedIn . . . . .	57
c) Présentation du fonctionnement et des travaux de la Cour au public . . . . .	57
d) Bibliothèque et archives du Tribunal de Nuremberg . . . . .	57
3. Publications de la Cour . . . . .	58
a) <i>Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances</i> . . . . .	58
b) <i>Mémoires, plaidoiries et documents</i> . . . . .	58
c) <i>Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour</i> . . . . .	59
d) <i>Annuaire-Yearbook</i> . . . . .	59
e) <i>Bibliographie</i> . . . . .	59
Diffusion des publications de la Cour . . . . .	59
E. Finances . . . . .	60
1. Règles suivies . . . . .	60
2. Traitements et autres émoluments des membres de la Cour . . . . .	62
3. Traitements, indemnités et frais du greffier . . . . .	63

(b) Chambers provided for in Article 26, paragraph 1, of the Statute . . .	50
(c) Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute . . .	50
4. Assessors . . . . .	50
C. Privileges and immunities . . . . .	50
II. The Registry . . . . .	51
A. Basic texts . . . . .	51
1. Statute . . . . .	51
2. Rules of Court . . . . .	51
3. Instructions for the Registry . . . . .	52
4. Staff Regulations for the Registry . . . . .	52
B. Composition . . . . .	52
1. The Registrar . . . . .	52
2. The Deputy-Registrar and other staff . . . . .	53
C. Privileges and immunities . . . . .	56
D. Dissemination of information about the Court and its activities . . . . .	56
1. Contacts . . . . .	56
2. Information about the Court and its work . . . . .	56
(a) Website . . . . .	57
(b) Twitter account/YouTube Channel/LinkedIn page . . . . .	57
(c) Presentation of the work and functioning of the Court to the public	57
(d) Library and archives of the Nuremberg Tribunal . . . . .	57
3. Publications of the Court . . . . .	58
(a) <i>Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders</i> . . . . .	58
(b) <i>Pleadings, Oral Arguments, Documents</i> . . . . .	58
(c) <i>Acts and Documents concerning the Organization of the Court</i> . . . . .	59
(d) <i>Annuaire-Yearbook</i> . . . . .	59
(e) <i>Bibliography</i> . . . . .	59
Dissemination of the publications of the Court . . . . .	59
E. Finances . . . . .	60
1. Applicable rules . . . . .	60
2. Salaries and other emoluments of Members of the Court . . . . .	62
3. Salaries, allowances and expenses of the Registrar . . . . .	63

4. Traitements, indemnités et frais du personnel du Greffe . . . . .	64
5. Services communs . . . . .	64
<b>Troisième partie. De la compétence de la Cour et de la procédure suivie par elle</b>	<b>65</b>
I. De la compétence de la Cour . . . . .	65
A. Compétence en matière contentieuse . . . . .	65
1. Compétence <i>ratione personae</i> . . . . .	65
a) Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	65
b) Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, mais parties au Statut . . . . .	71
c) Etats non parties au Statut, mais pouvant être admis à ester devant la Cour . . . . .	71
2. Compétence <i>ratione materiae</i> . . . . .	72
a) Compromis . . . . .	72
b) Traités et conventions . . . . .	72
c) Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour . .	73
d) <i>Forum prorogatum</i> . . . . .	74
3. Observations relatives à la compétence . . . . .	75
a) La Cour se prononce sur sa propre compétence. . . . .	75
b) Compétence de la Cour après le prononcé d'un arrêt . . . . .	75
B. Compétence en matière consultative . . . . .	75
1. Présentation générale . . . . .	75
2. Entités admises à saisir la Cour en matière consultative . . . . .	76
C. Fonctions spéciales confiées au président de la Cour . . . . .	82
1. Désignation d'arbitres . . . . .	82
2. Désignations diverses. . . . .	82
II. De la procédure suivie par la Cour . . . . .	85
A. Présentation générale . . . . .	85
1. Langues officielles . . . . .	85
2. Communications officielles . . . . .	85
3. Procès-verbaux. . . . .	85
4. Rôle général. . . . .	85
B. Procédure suivie en matière contentieuse . . . . .	85

4. Salaries, allowances and expenses of officials of the Registry. . . . .	64
5. Common services . . . . .	64
<b>Part Three. Jurisdiction of the Court and the procedure followed by it . . . . .</b>	<b>65</b>
I. Jurisdiction of the Court. . . . .	65
A. Jurisdiction in contentious cases . . . . .	65
1. Jurisdiction <i>ratione personae</i> . . . . .	65
(a) States Members of the United Nations. . . . .	65
(b) States, not members of the United Nations, parties to the Statute . .	71
(c) States, not parties to the Statute, to which the Court may be open	71
2. Jurisdiction <i>ratione materiae</i> . . . . .	72
(a) Special agreement . . . . .	72
(b) Treaties and conventions . . . . .	72
(c) Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory	73
(d) <i>Forum prorogatum</i> . . . . .	74
3. Remarks concerning jurisdiction . . . . .	75
(a) The Court itself decides any question as to its jurisdiction . . . . .	75
(b) Jurisdiction of the Court after delivery of a judgment . . . . .	75
B. Advisory jurisdiction. . . . .	75
1. General overview. . . . .	75
2. Entities entitled to seek an advisory opinion of the Court . . . . .	76
C. Special functions entrusted to the President of the Court . . . . .	82
1. Appointment of arbitrators . . . . .	82
2. Other appointments . . . . .	82
II. Procedure followed by the Court . . . . .	85
A. General overview . . . . .	85
1. Official languages . . . . .	85
2. Official communications . . . . .	85
3. Minutes. . . . .	85
4. General List. . . . .	85
B. Procedure followed in contentious cases . . . . .	85

1. Généralités . . . . .	85
a) Introduction de l'instance et désignation des agents . . . . .	85
b) Procédure écrite . . . . .	86
c) Procédure orale . . . . .	87
d) Délibéré . . . . .	88
e) Arrêt . . . . .	88
f) Exécution de l'arrêt . . . . .	89
g) Frais . . . . .	89
2. Règles applicables dans certaines procédures . . . . .	89
a) Jonction d'instances . . . . .	89
b) Mesures conservatoires . . . . .	90
c) Questions de compétence et de recevabilité. . . . .	91
d) Demandes reconventionnelles. . . . .	92
e) Interventions. . . . .	92
f) Renvoi spécial devant la Cour . . . . .	93
g) Défaut . . . . .	93
h) Arrangement amiable et désistement. . . . .	93
i) Interprétation et révision d'un arrêt. . . . .	94
C. Procédure suivie en matière consultative . . . . .	95
1. Requête . . . . .	95
2. Procédure écrite et orale. . . . .	95
3. Délibéré. . . . .	96
4. Avis consultatif . . . . .	96

\*

### *Annexes*

Annexe 1. Liste chronologique des procédures portées devant la Cour depuis 1947 . . . . .	100
Annexe 2. Anciens membres de la Cour . . . . .	109
Annexe 3. Anciens présidents et vice-présidents de la Cour . . . . .	112
Annexe 4. Anciens greffiers et greffiers adjoints de la Cour . . . . .	114
Annexe 5. Chambres constituées en vertu de l'article 26, paragraphe 2, du Statut . . . . .	115
Annexe 6. Affaires introduites par compromis . . . . .	118

1. General . . . . .	85
(a) Institution of proceedings and appointment of agents . . . . .	85
(b) Written proceedings . . . . .	86
(c) Oral proceedings . . . . .	87
(d) Deliberations . . . . .	88
(e) Judgment . . . . .	88
(f) Implementation of the judgment . . . . .	89
(g) Expenses and costs . . . . .	89
2. Rules applicable in certain proceedings . . . . .	89
(a) Joinder of proceedings . . . . .	89
(b) Provisional measures . . . . .	90
(c) Questions of jurisdiction and admissibility . . . . .	91
(d) Counter-claims . . . . .	92
(e) Interventions . . . . .	92
(f) Special reference to the Court . . . . .	93
(g) Non-appearance . . . . .	93
(h) Settlement and discontinuance . . . . .	93
(i) Interpretation and revision of judgments . . . . .	94
C. Procedure followed in advisory proceedings . . . . .	95
1. Request . . . . .	95
2. Written and oral proceedings . . . . .	95
3. Deliberations . . . . .	96
4. Advisory opinion . . . . .	96

\*

### *Annexes*

Annex 1. Chronological list of proceedings before the Court since 1947 . . . . .	100
Annex 2. Former Members of the Court . . . . .	109
Annex 3. Former Presidents and Vice-Presidents of the Court . . . . .	112
Annex 4. Former Registrars and Deputy-Registrars of the Court . . . . .	114
Annex 5. Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute . . . . .	115
Annex 6. Cases instituted by special agreement . . . . .	118

Annexe 7. Affaires introduites par voie de requête (sur le fondement d'une clause compromissoire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut) . . . . .	120
Annexe 8. Requêtes présentées sur le fondement d'un <i>forum prorogatum</i> . . . . .	136
Annexe 9. Interventions (Statut, art. 62 et 63) . . . . .	139
Annexe 10. Jonctions d'instances . . . . .	142
Annexe 11. Mesures conservatoires . . . . .	143
Annexe 12. Affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des exceptions ou questions de compétence et/ou de recevabilité . . . . .	149
Annexe 13. Demandes reconventionnelles . . . . .	154
Annexe 14. Désistements . . . . .	156
Annexe 15. Demandes en interprétation . . . . .	158
Annexe 16. Demandes en révision . . . . .	159
Annexe 17. Témoins, experts et témoins-experts . . . . .	160
Annexe 18. Défauts . . . . .	162
Annexe 19. Avis consultatifs . . . . .	163
Annexe 20. Budget de la Cour . . . . .	180
Annexe 21. Décision concernant les activités d'arbitrage des membres de la Cour . . . . .	182
Annexe 22. Directives à l'intention des parties concernant l'organisation d'audiences par liaison vidéo . . . . .	183
Annexe 23. Articles du Règlement de la Cour modifiés pendant la période considérée . . . . .	187
Annexe 24. Digeste des décisions de la Cour . . . . .	190

---



Annex 7.	Cases instituted by application (on the basis of a compromissory clause and/or a declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute) . . . . .	120
Annex 8.	Applications based on <i>forum prorogatum</i> . . . . .	136
Annex 9.	Interventions (Arts. 62 and 63 of the Statute) . . . . .	139
Annex 10.	Joinders of proceedings . . . . .	142
Annex 11.	Provisional measures . . . . .	143
Annex 12.	Cases in which the Court has given a preliminary ruling on objections or questions of jurisdiction and/or admissibility . . . . .	149
Annex 13.	Counter-claims . . . . .	154
Annex 14.	Discontinuances . . . . .	156
Annex 15.	Requests for interpretation . . . . .	158
Annex 16.	Applications for revision . . . . .	159
Annex 17.	Witnesses, experts and witness-experts. . . . .	160
Annex 18.	Non-appearances. . . . .	162
Annex 19.	Advisory opinions . . . . .	163
Annex 20.	Budget of the Court . . . . .	180
Annex 21.	Decision on the arbitration activities of Members of the Court . . . . .	182
Annex 22.	Guidelines for the parties on the organization of hearings by video link . . . . .	183
Annex 23.	Articles of the Rules of Court amended during the period under review . . . . .	187
Annex 24.	Digest of the Court's decisions. . . . .	190

---





